

## Le « mauvais exemple » néo-zélandais

Les États-Unis ont réagi avec vigueur au refus de la Nouvelle-Zélande d'accueillir dans ses ports des navires américains qui pourraient être porteurs d'armes nucléaires. Ils ont annulé les manœuvres navales prévues le mois prochain dans le Pacifique sud dans le cadre du pacte de l'ANZUS — qui les lie à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande. Et le département d'État a lancé un avertissement très ferme à toute « nation alliée » qui serait tentée de ne pas respecter ses obligations en matière de sécurité. La menace est à peine voilée de faire « payer » d'une manière ou d'une autre son intransigence au gouvernement de Wellington.

L'inquiétude des Américains se situe à deux niveaux. Sur le plan régional, la question est de savoir si le pacte de l'ANZUS est encore opérant. Pris au pied de la lettre, le traité signé en 1951 ne fait pas strictement obligation aux membres de l'alliance d'ouvrir leurs ports, dans n'importe quelles conditions, aux navires de guerre de leurs partenaires. L'accord sur ce point était cependant implicite, et le problème ne s'était posé que tant que des conservateurs étaient aux affaires en Nouvelle-Zélande comme en Australie. Il a surgi avec l'arrivée au pouvoir dans ces deux pays de dirigeants travaillistes dont l'électorat comprend une proportion notable de militants antinucléaires.

Le premier ministre néo-zélandais, M. Lange, vient de rappeler très nettement ses engagements à ce sujet. Son collègue australien, M. Hawke, qui doit justement rencontrer jeudi 7 février le président Reagan, s'est montré jusqu'à présent beaucoup plus conciliant à l'égard de Washington mais ne peut ignorer les critiques dont il est déjà l'objet dans son pays. Que vaudrait l'ANZUS pour la défense du Pacifique sud si les deux alliés des États-Unis dans cette région se réservent de fixer des limites à leur coopération militaire ?

Il est clair d'autre part que la Maison Blanche redoute l'éventuel effet de contagion du « mauvais exemple » néo-zélandais. Plus au nord, le problème est déjà posé au Japon, où une large partie de l'opinion résiste hostile — y compris chez les conservateurs et malgré de fortes pressions américaines — à une intégration plus poussée dans la stratégie globale des États-Unis, en particulier à l'accueil sur le territoire national d'armes nucléaires.

Mais des résistances se font également sentir en Europe. La Norvège et le Danemark, qui n'ont jamais voulu de troupes étrangères, fassent-elles alliées, sur leur sol, refusent aussi l'installation d'engins nucléaires en temps de paix. La Belgique et les Pays-Bas retardent l'implantation de missiles de croisière qu'ils ont en principe accepté d'accueillir. La Grèce vient tout juste de refuser la modernisation des armes nucléaires américaines qu'elle abrite déjà.

Dans ce contexte, le comportement du gouvernement travailliste néo-zélandais ressemble à la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Devant cette dernière manifestation d'indocilité, Washington a choisi la fermeté.

**La visite de M. Mitterrand en Picardie**  
Notre supplément spécial  
Pages 9 à 16

## M. Marchais dénonce la politique du gouvernement « depuis trois ans »

- La plupart des mesures sociales de 1981 ont été peu à peu grignotées puis annulées
- M. Mitterrand a renforcé le caractère anti-démocratique de la Constitution
- La responsabilité des difficultés actuelles n'incombe pas au Parti communiste

Le XXIV<sup>e</sup> congrès du PCF, qui s'est ouvert mercredi 6 février, au centre sportif de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) en présence de mille sept cents délégués, a entendu, dans la matinée, la première partie du long rapport de M. Georges Marchais.

Refusant à la fois l'« autosatisfaction » et le « catastrophisme », le secrétaire général a admis qu'« il y a eu des progrès » mais qu'« il y a eu aussi des échecs ».

M. Marchais a développé, pour expliquer ce paradoxe, l'idée selon laquelle cette stratégie, hypothéquée par le « retard de 1958 », ne peut être « encore véritablement mise en œuvre ». A ceux qui reprochent à la direction actuelle de se retrancher ainsi derrière les erreurs de celle qui l'a précédée, M. Marchais a répondu qu'ils se laissent « totalement abuser » par les « adversaires » du PCF, lesquels cherchent à « semer le doute sur l'utilité du Parti communiste en tant que tel ».

Ainsi le secrétaire général a-t-il d'emblée, placé le débat sur le terrain de la fidélité au parti, de la lutte contre les « illusions du programme commun » et contre le PS, qui, selon lui, avait, dès juin 1977, « opté en faveur d'une orientation social-démocrate ».

Répondant à M. Pierre Juquin sur la nécessité de l'autocritique, M. Georges Marchais a répondu « non » à la question de savoir si « les raisons principales de la situation actuelle » doivent être cherchées dans l'« activité du PCF ».

Par son effort d'explication, et un ton modéré, le rapport du secrétaire général tend à répondre à certaines des questions soulevées dans le débat préparatoire au congrès par les « communistes ». Cependant, il ne modifie nullement les choix introduits dans le projet de résolution.

P. J.

(Lire la suite page 7.)



## LA CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LA TORTURE

### L'identification du mal

par PHILIPPE BOUCHER

Montesquieu, Voltaire, Moutier, quelques noms parmi les plus illustres de ceux qui ont condamné la torture, nommée aussi, à leur époque, « question », « gêne » ou « tourment », et qui ne fut abolie en France qu'en 1788.

Les institutions ont pris le relais des consciences individuelles et se font mieux entendre de cercles d'opinion qui se sont considérablement élargis. Ainsi la vieille Ligue des droits de l'homme, ou la plus neuve, Amnesty International, qui réunissent récemment un colloque sur l'isolement sensoriel, cette torture sans traces (le Monde du 22 janvier).

L'Organisation des Nations unies s'en est mêlée à son tour. Depuis 1977, elle débattait de ce sujet. Les travaux furent lents, mais le 5 décembre 1984, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants — c'est son intitulé officiel — était adoptée, mieux qu'à

l'unanimité de l'Assemblée générale, sans vote. Le lundi 4 février, à New-York, la Convention a été ouverte à la signature des États membres. Elle entrera en vigueur dès que vingt d'entre eux y auront adhéré ou l'auront ratifiée.

L'approbation unanime du 5 décembre inciterait à se réjouir, à s'étonner que tant de pays aux inépuisables méthodes de gouvernement aient eu le front d'adopter un texte qui les condamne si manifestement. À moins qu'il ne s'agisse pour l'ONU de présenter aux États sans morale une référence qu'ils pourraient avoir envie de suivre.

La Convention, dès l'abord, s'essaie à une définition de la torture (voir encadré). Elle pêche par sa complication — et par la nécessité de ne mentionner que par préférence la peine de mort ainsi que les peines corporelles pratiquées en terre d'Islam. C'est le sens de la dernière phrase de l'article premier. Mais il s'agit, avant tout, pour les Nations unies, de combiner l'identification de l'acte stricto sensu avec la responsabilité des États en la matière.

#### AU JOUR LE JOUR

##### Centre

Le terrorisme n'est pas une idée neuve en Europe. Et la France, une fois de plus, est accusée par ses voisins d'en être la plaque tournante, la base, le centre. La presse allemande se fait accusatrice, en Italie des dirigeants politiques nous montrent du doigt, l'Espagne lorgne du côté du Pays basque français.

Nous expliquerait-on bientôt que la bande à Baader et ses avatars ne furent jamais allemands, que les Brigades rouges et les terroristes noirs n'ont rien de commun avec l'Italie, et que l'ETA ne sévit en Espagne que par le plus grand des hasards ?

La vérité est sans doute plus pascalienne : l'Europe est une sphère dont le centre est partout et l'innocence nulle part.

BRUNO FRAPPAT.

## Les entreprises supporteront le coût des risques industriels

Les industriels français vont être mis à contribution pour les risques occasionnés par leurs usines et leurs déchets toxiques. Des mesures en ce sens devaient être examinées, ce mercredi 6 février, au conseil des ministres, après des communications de M<sup>me</sup> Huguette Bouchardau, ministre de l'environnement, et de M. Haroun Tazieff, secrétaire d'État à la prévention des risques naturels et technologiques majeurs.

Le nuage toxique de Seveso, en 1976, a servi de déclencheur. Les fûts de dioxine retrouvés en France en 1983 ont été l'accélérateur. Les catastrophes de Cubatão (Brésil), Mexico (Mexique) et Bhopal (Inde), en 1984, ont mobilisé les administrations chargées de parer aux risques industriels et obligé le gouvernement à prendre des mesures.

Les plus gros risques, aujourd'hui, ne paraissent plus venir du nucléaire ni même des marées noires. C'est la chimie qui est dans le collimateur. Qu'il s'agisse de produits stockés avant fabrication (comme à Bhopal), des procédés de fabrication (comme à Seveso) ou des résidus de la production, moins spectaculaires, mais plus persistants à long terme. Aujourd'hui, le gouvernement français tente de réduire ces risques en responsabilisant leurs « producteurs », c'est-à-dire les industriels eux-mêmes.

Le premier dossier, présenté par M<sup>me</sup> Huguette Bouchardau, fait le point de l'action menée depuis le 11 mai 1983, lorsqu'un précédent conseil des ministres avait décidé la

constitution d'un groupe de travail sur les déchets, présidé par M. Jean Servant, président du conseil de surveillance de l'Eurepise minière et chimique (EMC) et ancien patron de la Sûreté nucléaire. Au vu des conclusions du rapport Servant, le ministère de l'environnement propose une nouvelle réglementation obligeant tout producteur de déchets dangereux à « suivre » sa production jusqu'à son élimination complète.

Chaque envoi de déchets à un éliminateur sera accompagné d'un bordereau que ce dernier devra renvoyer au producteur dans un délai d'un mois pour confirmer l'élimination. Faute de quoi, le producteur devra demander des comptes et, le cas échéant, alerter l'administration. Le gouvernement ne veut plus voir se reproduire une affaire comme celle des quarante et un fûts de Seveso, en 1983, ou celle des fûts de PCB retrouvés en 1984 dans un entrepôt de Saint-Quentin.

ROGER CANS.

(Lire la suite page 30.)

## « LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES »

**Charlotte Perriand**  
architecte d'intérieur

Pour un art d'habiter dans la modernité du XX<sup>e</sup> siècle

« Dune » à l'écran

David Lynch a tourné la saga des nouveaux mondes

Peintres français du XVII<sup>e</sup> au Petit Palais

Le Grand Siècle est moins classique et plus pittoresque que l'on ne croit

Pages 17 à 28

## LIRE

### 3. LUTTE ANTITERRORISTE

La coopération européenne se renforce.

### 8. POLITIQUE

En 1986, le RPR ne participera pas au gouvernement si la victoire de l'opposition n'est pas nette.

### 30. RELIGION

A Trinité-et-Tobago, le pape a rappelé les principes de la doctrine sociale de l'Eglise.

### 31. SOCIÉTÉ

Cinquante-huit députés réclament le rétablissement de la peine de mort.

### 38. POLICE

M. Robert Broussard nommé adjoint du directeur général de la police nationale.

## En direct de Paris occupé



**Claude Mauriac**  
Bergère ô tour Eiffel

Le Temps immobile, tome VIII

Le Temps immobile, un témoignage de premier ordre sur un demi-siècle de la vie politique et intellectuelle française.

Bertrand Poirot-Delpech/Le Monde



# débats

## Feux croisés sur le Conseil d'Etat

par JACQUES ROBERT (\*)

Il ne faut pas tout confondre : le droit, la justice et la politique. Il est, surtout, dangereux de procéder, à partir d'une succession de faits ou de décisions que l'on relie pour les besoins de la cause, à des assimilations hâtives, à des amalgames hasardeux qui, bourrés de sous-entendus malveillants et de contre-vérités déformantes, n'ont en fait qu'un objectif : porter atteinte au prestige et à la crédibilité de la justice.

Ce qu'on a appelé un peu témérairement l'« affaire Braibant » est un exemple éloquent de ces doutes déformants. Sans s'attarder sur des questions de personnes, qui sont pourtant jetées quelque peu complaisamment en pâture à l'opinion, on rappelle, non sans une certaine malice, que le Conseil d'Etat qui, hier, se voyait reprocher par le Parti communiste sa partialité à son égard dans plusieurs décisions d'annulation d'élections municipales contestées, se trouve aujourd'hui accusé, à l'inverse, d'être « infiltré » par le même PC...

A ce Conseil d'Etat qui avait naguère rendu une décision fameuse (1) par laquelle il annulait le refus d'inscription sur la liste des candidats à l'Ecole nationale d'administration de quelques étudiants soupçonnés d'appartenir au Parti communiste français, voici qu'on fait aujourd'hui grief de se renier en écartant l'un des siens d'un poste en vue parce qu'il militait au sein de la même formation.

Ces feux croisés d'accusations qui convergent vers le Palais-Royal atteignent une juridiction dont l'objectivité et la sérénité ne sont niées par personne et que nous envions de nombreux pays étrangers. C'est probablement à raison même du prestige qui l'entoure que d'auteurs s'essaiment à « politiser », pour mieux discréditer l'institution, les dernières nominations effectuées en son sein.

Nul n'ignore pourtant, au Conseil d'Etat, que bien avant la désignation de M. Braibant à la présidence de la commission du rapport, il était - et depuis longtemps - question d'effacer le rôle et la fonction de cette dernière en lui confiant non seulement la réflexion sur d'éventuelles propositions de réforme du Conseil, et le règlement des difficultés rencontrées dans l'exécution des décisions des juridictions administratives, mais surtout le développement des relations extérieures et des contacts avec les Cours suprêmes étrangères. Pour la présidence d'une telle commission, nul doute que, par les responsabilités internationales qu'il avait naguère assumées, soit à Paris soit à Bruxelles, M. Braibant était particulièrement qualifié.

Quant à la section du contentieux, qui pourrait sérieusement contester la désignation à sa tête de M. Laurent, plus ancien au Conseil que M. Braibant, déjà président d'une section importante, dont la notoriété, l'autorité personnelle et le non-engagement militant ont à peine besoin d'être rappelés ?

Certains ont cru alors pouvoir mettre en doute la régularité juridique de la décision prise par le conseil des ministres d'élever le conseil du rapport au rang de

section du Conseil d'Etat et, donc, de son président au rang de président de section, en invoquant la jurisprudence du Conseil constitutionnel. Il faudrait, là aussi, être sérieux.

La jurisprudence du Conseil constitutionnel n'a jamais dit ce qu'on voudrait lui faire dire. Sa position est parfaitement claire. Le Conseil constitutionnel a explicitement rappelé qu'il résulte des dispositions de l'article 64 de la Constitution en ce qui concerne l'autorité judiciaire, et des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République en ce qui concerne, depuis la loi du 24 mai 1972, la juridiction administrative, que l'indépendance des juridictions est garantie, ainsi que le caractère spécifique de leurs fonctions sur lesquelles ne peuvent empiéter ni le législateur ni le gouvernement (2).

Mais, le cadre ainsi fixé, il prend soin de préciser que si l'article 34 réserve au législateur le soin de fixer les règles concernant la création de nouveaux ordres de juridiction, la détermination du nombre, du siège, du ressort et de l'organisation de chacune des juridictions créées dans le cadre des principes définis par la loi est de la compétence réglementaire (3).

Par conséquent, en admettant même que, conformément à sa décision du 20 juillet 1977 par laquelle il considère la Cour de cassation comme constituant à elle seule un « ordre de juridiction », il en viendrait à estimer que le Conseil d'Etat doit se voir reconnaître la même qualification et, de ce fait, que l'ensemble de ses règles constitutives relève du domaine législatif, il n'en demeurerait pas moins que ne font partie de ces règles que celles qui ont trait à sa structure et à sa composition. Ne figurent donc point dans ces « règles constitutives » -

qui ne visent que l'établissement des caractéristiques essentielles du type de juridiction - ce qui a trait à la procédure et surtout à l'organisation interne de la juridiction.

Or élever une commission au rang de section d'intérêt pour l'organisation interne du Conseil d'Etat. Il y a donc mieux à faire que d'appeler un droit abusivement sollicité au secours d'une opération politique de dénigrement.

### 1 500 dossiers en retard

Le vrai problème du Conseil d'Etat - le seul qui devrait retenir l'attention des juristes, et plus encore, des justiciables - se trouve ailleurs : dans sa nécessaire adaptation à l'importance grandissante des divers contentieux qui l'assaillent.

L'afflux des dossiers est tel, aujourd'hui, que, malgré le surcroît de travail infligé à ses formations d'instruction et de jugement, le Conseil d'Etat accumule chaque année un retard de mille cinq cents dossiers. Ce n'est pas acceptable. Il faut trouver - vite - une solution pour liquider un tel arriéré, en évitant que, pour l'avenir, de trop nombreuses affaires restent encore en souffrance trop longtemps.

Mais, pour alléger la tâche des sections contentieuses, il ne saurait être question d'amputer les sections administratives. Aider, certes, le contentieux mais sans dénigrer par autant les autres sections au risque de rompre avec la double, et traditionnelle vocation du Conseil, qui est d'être à la fois - les deux tâches sont, par ailleurs, complémentaires - conseiller le gouvernement et censeur de l'administration.

(\*) Professeur de droit public à l'université Paris-II.

Il faut donc entrer courageusement dans la voie de réformes fondamentales qui pourraient consister, par exemple, à créer une ou plusieurs cours adjointes chargées de contentieux spécifiques.

La section du contentieux garde-rien, bien entendu, la compétence des affaires que le Conseil d'Etat connaît aujourd'hui en premier et en dernier ressort et sans doute aussi le contentieux électoral qui, par sa responsabilité politique, souève fréquemment d'âpres controverses, dont le Conseil d'Etat - qui en a fait récemment les frais - mesure plus qu'aucun autre les périls. Les autres contentieux (fiscal, immobilier, pensions...) pourraient être pris en charge par les nouvelles cours, sans que cette répartition apporte la moindre distinction ou classification de valeur entre les différents contentieux.

L'essentiel est que, au travers d'une réflexion menée en commun par tous ceux (magistrats, avocats, professeurs de droit...) qui s'intéressent à la justice de leur pays, soient, en fin de compte, accordés à la vieille dame fort digne du Palais-Royal les moyens de son efficacité, de sa grandeur et de son rayonnement.

L'avenir d'une institution a plus d'importance pour le pays que l'interprétation polémique - rarement bien intentionnée - que l'on peut toujours donner de la promotion - flatteuse ou non - de certains de ses membres.

- (1) Conseil d'Etat, 28 mai 1954. Barel. Les grands arrêts de la jurisprudence administrative. 3<sup>e</sup> édition, p. 419.
- (2) Conseil constitutionnel, 22 juillet 1980. Les grandes décisions du Conseil constitutionnel. 3<sup>e</sup> édition, p. 472.
- (3) Conseil constitutionnel, 18 juillet 1961. Les grandes décisions du Conseil constitutionnel. 3<sup>e</sup> édition, p. 135.

« Les Meilleurs amis du monde », de Raymond Castans

### Le temps où l'on savait rire

« L'E seul moyen d'avoir un ami, disait Emerson, le chantage infatigable de l'optimisme et de la générosité américains, c'est d'en être un. » On songe à ce mot en lisant le joli livre que Raymond Castans consacre à honorer quelques-uns de ceux qui eurent le privilège d'être de ses amis : il ne vous fera jamais rire de mauvais articles. A Cortes.

Il faut dire que s'il existe des Méridionaux tristes, ce n'est pas précisément le cas de l'actuel directeur des programmes de RTL. Ses boutades, ses étonnantes d'une bonne dose de l'accent de sa Sète natale, rendraient le sourire aux plus césariens. Son art de contourner, en tout cas, dans ce livre de souvenirs et de portraits.

Les Meilleurs amis du monde, hélas ! sont morts. Ce n'est pas par hasard que le premier chapitre est consacré à Jean Prouvost et le dernier à Gaston Bonheur, deux bêtes de presse d'un calibre peu commun, dont les noms sont inséparables de la grande aventure de Paris-Match. « La fin d'un monde », c'est le titre du livre de Castans, le journaliste, c'est les copains... pendant dix ans grâce à Gaston Bonheur (le rédacteur en chef qui eût aimé faire briller les autres... nous sommes allés à Paris-Match comme au collège, retrouver des amis.)

Après, il y avait eu Samedi-Soir, où régnait Max Corre, qui prétendait avoir

ramené d'Amérique la règle, selon lui essentielle, au journalisme, des trois wheres : (où, en anglais) : « Where is the fact ? Where is the story ? Where is the table ? » « Jeunes gens qui avez l'ambition de faire carrière dans le reportage, commentez l'auteur, essayez de répondre toujours à ces trois exigences, vous ferez rapidement de mauvais articles. » Cortes.

Raymond Castans nous dit avoir toujours été « heureux au milieu des gens de lettres », aime leur fragilité, leur entrain, leur folie. A la fin, Jean-Noël, Glaty, Pagnol, Fernand Raynaud, André Frédey, bien d'autres encore, reviennent sous nos yeux et nous font rire par-delà la tombe. Et aussi des photographes comme Walter Carone, des dessinateurs comme Chéval. Il faut savoir qu'à l'époque on proposait à Paris-Match des dessins « par milliers ».

Certains de ces personnages étaient la générosité même. D'autres des misanthropes voués au suicide. Beaucoup forçaient nettement sur la bouteille. De tous, on peut dire qu'ils avaient du tempérament et, pour mieux dire, une sacrée classe. Et surtout ils savaient rire. Savoir rire est une manière de savoir-vivre. Pourquoi donc rit-on si peu maintenant ?

ANDRÉ FONTAINE.

\* J.-C. Lathé, 236 p., 75 F.

## COURRIER DES LECTEURS

### Déontologie

Le Monde du 24 janvier dernier a présenté un appel lancé par certains anciens responsables de la police et quelques fonctionnaires en activité en vue d'apposer un « soutien actif » aux agents de l'Etat chargés de la protection des biens et des personnes.

Pour être intervenus publiquement, sous deux majorités successives, au sujet du fonctionnement des services publics, sans nous être fait reprocher de manquer à la déontologie, nous tenons à compléter les commentaires faits sur cette initiative, car elle nous paraît grave à plusieurs titres.

1) Nul groupe n'a le droit de s'approprier l'Etat, et surtout pas un groupe de fonctionnaires. Or, alors qu'ils se réfèrent à un Etat déchargé de toutes « pressions politiques, syndicales ou idéologiques », les auteurs de l'appel se réservent le droit de « définir et fixer » par eux-mêmes les « règles du jeu », c'est-à-dire, apparemment, les règles de comportement des agents de la force publique et des magistrats.

2) Cet appel véhicule des idées simplistes sur la sécurité : la vraie défense des services chargés de la police publique ne passe pas par l'ignorance des statistiques de criminalité et l'affirmation d'un « laxisme pénal » imaginaire.

3) La menace apparaît derrière l'appel au dialogue. Les auteurs se servent publiquement de leurs titres de fonctionnaires pour constituer une « force de protestation et de contestation » à l'égard des responsables de l'ordre et des libertés publiques.

En fait, à la suite des commentaires faits par certains des dirigeants de l'association, on peut se demander s'il ne s'agit pas d'un appel insidieux à la désobéissance des fonctionnaires. Comment prétendre à la défense des règles de la vie en société si, dans le même temps, on manque à une déontologie qui est pourtant la garantie des citoyens ?

ROBERT FRAISSE, président de l'association Services publics, Paris.

### Un « Figaro » raisonnable ?

Beaucoup de vos lecteurs Le Monde du 30 janvier veulent un journal de « référence ». Certes. Mais : manquez-vous ? Demandez-vous de saines informations ? Que ces lecteurs le montrent, s'ils l'ont constaté. Oubliez-vous dans vos commentaires les arguments de l'autre partie ? Je ne m'en suis jamais aperçu. Vous ne manquez jamais, il me semble, de leur ouvrir la porte, souvent par des artifices de style comme « même si... » ou « sans oublier que... ». Il m'est même arrivé de penser un peu trop que l'épithète « balaisait un peu trop complaisamment sa troupe prudente de droite et gauche et de gauche à droite entre les parties contraires ».

Ce que veulent ces lecteurs, c'est un Figaro raisonnable, ouvert, certes au mouvement des idées, libéral (au vrai sens du mot) mais point dérangeant pour la bonne société, celle des gens éclairés et bien installés, soucieux de justice, bien sûr, mais à condition que leur confort matériel et moral n'en soit point affecté. Ils veulent un journal bien pensant. Quelque chose, peut-être, comme Le Temps d'avant-guerre.

Je vous en conjure. Ne soyez pas cela. Vous y gagnerez peut-être des lecteurs du côté droit de la troupe (vous en perdrez de l'autre côté), mais vous y compromettrez ce qui fait votre honneur depuis votre fondation, lors d'une censure de l'histoire : votre indépendance à l'égard des pouvoirs et aussi des intérêts, votre ouverture à une société en changement et à ses besoins, votre respect de la vérité et votre souci de la justice.

LOUIS PONS (Paris).

### Les pratiques des falachas

C'est avec une étrange hâte que le docteur Georges Valentin déduit (Le Monde du 26 janvier), l'Encyclopædia Judaica à l'appui, que les premiers Hébreux auraient pratiqué la « clitoridectomie ». Non content d'avoir commis un fâcheux contresens en citant un article où une telle circoncision est bien mentionnée à propos des Falachas, mais à l'exemple de celle pratiquée dans les populations environnantes (« as it is in most part of Africa ») l'auteur de Les Juifs et le Sexe veut assimiler cette pratique à celles - rituelles - observées par les falachas et qui seraient toutes antérieures à la destruction du Temple de Salomon.

Une lecture plus attentive de l'article cité, de la remarquable étude de Lealan : « Contumes et croyances des Falachas » (publiée avec le concours du CNRS, Paris Institut d'Ethnologie, 1957) et des textes éthiopiens pseudo-épiques publiés et traduits par J. Halévy (bibliothèque de l'Ecole des hautes études Paris 1902) suffirait à démontrer nombre d'observations postérieures à l'époque pré-falacha (liturgie, monogamie, rites de pureté, rites de deuil, jeûnes, etc.) ainsi que l'existence (...) de traditions talmudiques et d'interprétations rabbiniques (Midrash).

R. GUTMAN, rabbin (Besançon).

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75002 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIALE 69072 F  
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Lemaire (1982-1985)

Date de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 300.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.  
Circulation en chef : Claude Sales.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0095-2037

### ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
341 F 644 F 915 F 1 150 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE  
674 F 1 369 F 1 913 F 2 400 F

ÉTRANGER (par mandats)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS  
386 F 734 F 1 059 F 1 330 F

IL - SUISSE, TUNISIE  
491 F 944 F 1 365 F 1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres et capitales d'imprimerie.

### PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 29 fr. ; Canada, 1,50 \$ ; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 1,20 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$ ; Grèce, 85 dr. ; Italie, 85 p. ; Israël, 1 700 L. ; Japon, 500 ¥ ; Libye, 0,200 L. ; Luxembourg, 25 L. ; Norvège, 0,200 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 88 esc. ; Royaume, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 L. ; Thaïlande, 110 ba.

En fait, seule une négociation sociale active est capable de relayer l'Etat, qui n'est plus en mesure de faire évoluer tout seul la société française. Seul un accord des partenaires sociaux peut donner à l'entreprise la souplesse nécessaire pour prendre pied sur les nouveaux marchés et retrouver la croissance.

Seule la négociation permettra à la fois d'emporter l'adhésion des salariés à de nouvelles règles du jeu et d'obtenir la détermination des entrepreneurs à jouer à fond la carte du développement et de l'emploi.

La négociation sur la flexibilité doit impérativement reprendre. Certes, la flexibilité ne procèdera pas immédiatement des miracles, mais tout permet de penser que, en France comme ailleurs, elle dissipera la méfiance et la peur de l'avenir. Outre les emplois nouveaux qu'elle pourra susciter et que les partenaires sociaux pourront s'engager à combiner, elle ouvrira la voie au renouveau contractuel. C'est à ce prix que pourra réussir l'expérience libérale de demain. Faute de quoi la France s'enfermerait dans des luttes sociales archaïques, l'Etat reviendrait en force, et l'alternance ne serait qu'une revanche.

(\*) Député UDF-CDS de la Haute-Loire, président du conseil général.



### L'écriture comique

Par Jean Sarrail

Ce livre étudie la manière dont le comique bouleverse toutes les données romanesques ou dramatiques du sujet. Il affecte l'intrigue, les personnages, les idées et provoque une relation nouvelle entre le public et le texte.

Collection « Écriture » dirigée par Béatrice Didier. 192 pages - 100 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

من الارجل



# étranger

## La coopération européenne contre le terrorisme

### Le chancelier Kohl et M. Laurent Fabius pour un « front uni »

Bonn. — La France et la République fédérale ont scellé, mardi 5 février, à Bonn, une nouvelle alliance contre le terrorisme européen. Face au défi lancé par la Fraction armée rouge et Action directe, le chancelier Kohl et le premier ministre français, M. Fabius, ont chargé leurs services de police d'intensifier leur coopération, sans exclure celle d'autres pays européens. « Nous sommes décidés à former un front uni contre le terrorisme », a déclaré M. Fabius à l'issue de sa première visite officielle à Bonn.

Cette visite avait à l'origine pour objectif de présenter aux partenaires ouest-allemands les nouvelles orientations de la politique économique de la France. M. Fabius s'était fait accompagner à Bonn par les dirigeants d'une dizaine des plus grandes entreprises françaises. Les dossiers en litige, concernant notamment la pollution automobile ou le renforcement du système monétaire européen, ne manquaient pas non plus. Sous la pression des événements, les responsables des deux pays ont finalement donné à leur rencontre un air de grand-messe antiterroriste.

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, s'était joint au dernier moment à la délégation française. Les conversations au plus haut niveau entre les deux gouvernements avaient été précédées, la veille, d'une réunion des « patrons » de la lutte antiterroriste des deux pays. M. Joxe et son collègue allemand, M. Friedrich Zimmermann, ont décidé de créer une nouvelle structure opérationnelle conjointe et d'augmenter les échanges entre la police française et les services compétents allemands. Les policiers des deux pays n'avaient pas attendu cette rencontre pour échanger des informations, mais tout sera fait désormais pour intensifier leur collaboration. « Il faut organiser des moyens de contacts rapides, des réunions régulières », a déclaré M. Joxe.

Les terroristes sont ainsi arrivés à susciter une « union sacrée » là où il y a quelques mois encore régnait la

De notre correspondant

suspicion, comme l'ont montré les protestations entendues ici et là lors de la décision de Paris et de Bonn de supprimer progressivement les contrôles aux frontières.

#### De la pollution au TGV

Cet élan unitaire était, en revanche, absent des conversations entre M. Kohl et M. Fabius sur la pollution automobile. Les deux gouvernements ont toujours des objectifs contradictoires. La veille, le porte-parole de la chancellerie, M. Peter Boenisch, avait rappelé que, à défaut d'un accord rapide entre les membres de la CEE, la RFA, qui a décidé de rendre obligatoires, dès 1989, de sévères normes antipollution pour les véhicules à essence, souhaitait au moins être autorisée par ses partenaires à prendre seule ces mesures.

Le premier ministre français a fait savoir qu'il continuait de s'opposer catégoriquement. Il a rappelé que la limitation de la vitesse pouvait constituer une première réponse rapide au problème de la pollution automobile et proposé que l'on différencie dans la recherche d'une réglementation commune entre les véhicules de différentes puissances. Les Français estiment que les petites cylindrées (l'essentiel du parc européen et des exportations françaises en RFA) devraient supporter des surcoûts trop importants pour être conformes aux normes définies par les Allemands et font valoir qu'elles sont de toute façon moins polluantes. Cette subtilité échappera vraisemblablement à l'opinion publique ouest-allemande pour laquelle la lutte contre la pollution constitue, désormais, un véritable défi national en raison de la détérioration rapide des forêts.

Autre sujet délicat de la coopération entre les deux pays : la création d'une liaison ferroviaire à grande vitesse entre la France et l'Allemagne

fédérale. Le problème est d'articuler la technologie du TGV français avec les projets expérimentaux des Allemands. M. Fabius, qui s'adressait mardi après-midi à quelque deux cents industriels ouest-allemands réunis au siège de l'assemblée des chambres de commerce et d'industrie (DIHT), a placé le train à grande vitesse en tête des projets qui doivent symboliser le développement de la coopération industrielle entre les deux pays.

Félicité par le président de la DIHT, M. Wolf von Amerongen, pour « le courage et l'énergie » dont fait preuve son gouvernement dans la solution des problèmes structurels de l'économie française, M. Fabius a réaffirmé son intention de poursuivre dans cette voie. Il en a profité — sans rencontrer un écho aussi favorable — pour plaider une nouvelle fois en faveur du renforcement du rôle de la monnaie européenne, l'ECU, que Paris estime nécessaire à la stabilité monétaire en Europe. « Au lieu de se perdre dans des développements théoriques, il nous faut mener de pair le renforcement de la monnaie européenne et le démantèlement de certaines réglementations », a-t-il souligné en estimant que le rapprochement des politiques économiques des différents pays européens était aujourd'hui suffisamment avancé pour pouvoir aller de l'avant dans ce domaine.

HENRI DE BRESSON.

● La grève de la faim a cessé. — Les trois derniers grévistes de la faim, membres de la Fraction armée rouge (RAF), détenus à la prison de Celle, près de Hanovre, ont arrêté mardi 5 février leur action. Ils avaient cessé de s'alimenter le 5 décembre dernier. Le front de la grève collective de la faim, à laquelle avaient participé trente détenus membres de la RAF, avait commencé à s'effriter vendredi dernier, quelques heures après l'assassinat par un commando de la RAF de l'industriel ouest-allemand Ernst Zimmermann, près de Munich. (AFP.)

Les déclarations sur la nécessité d'une coopération à l'échelle européenne de la lutte antiterroriste se multiplient. Mardi 5 février, alors que MDM. Fabius et Joxe reconstruisaient, à Bonn, les dirigeants ouest-allemands, le gouvernement italien a publié un communiqué dans lequel il se dit partisan d'une « stricte coordination des informations et des actions préventives entre pays européens concernés ». Le conseil des ministres a, d'autre part, passé en revue les initiatives que le gouvernement italien a déjà prises et « entend prendre à nouveau » pour obtenir

l'extradition des « terroristes » italiens réfugiés en France et dans d'autres pays.

A Madrid, le ministre italien de l'Intérieur, M. Scalfaro et son homologue espagnol, M. José Barriosuelo, ont exprimé leur intention de multiplier leurs contacts personnels et les échanges d'informations entre leurs services. Les contacts pris ces derniers jours par M. Scalfaro avec les ministres d'autres pays européens devraient déboucher sur l'organisation d'une conférence internationale consacrée à la lutte contre le terrorisme.

## Diplomatie officielle et réalité policière

Bonn. — Quand M. Pierre Joxe descend de l'aéroport de Bonn-Cologne, mardi matin 5 février, du Mystère-20 du GLAM, il dédaigne les Mercedes attendant au pied de l'avion. Le ministre de l'Intérieur français monte dans une Renault-25 blindée, venue tout exprès de Paris dans la nuit. Le diplomate est aussi affaire de symboles : une façon de signifier d'emblée, pour cette première rencontre policière franco-allemande au sommet, que la France fait ce qu'elle doit en matière de sécurité.

Officiellement, tout va bien. Les gouvernements français et allemand, par-delà leurs différences politiques, manifestent fermement leur volonté commune, résumée dans une formule de M. Fabius : « Front uni contre le terrorisme ». Il n'y a pas de nuages. M. Joxe, soucieux de marier efficacité policière et libertés publiques, s'est apparemment bien entendu, durant un entretien d'une heure, avec son collègue allemand, M. Friedrich Zimmermann, bras droit de M. Franz-Josef Strauss, représentant l'aile droite de la coalition au pouvoir à Bonn et connu comme un homme d'ordre.

Officieusement, la réalité est plus complexe. Elle dément l'image habituelle d'une France attentiste et naïve, tenant la lanterne rouge dans la coalition antiterroriste européenne face à une République fédérale d'Allemagne volontaire et efficace, adossée au formidable équipement informatif du Bundeskriminalamt (BKA) de Wiesbaden. Le « non-dit » des entretiens de mardi est que, en effet, depuis l'annonce, le 15 janvier, de la formation d'Action directe et de la Fraction armée rouge (RAF) et les deux assassinats qui ont suivi — l'ingénieur général René Audran en France, l'industriel Ernst Zimmermann en RFA — les policiers français pensent, en toute confraternité, pouvoir en remonter à leurs collègues allemands.

De notre envoyé spécial

L'essentiel, de ce point de vue, ne s'est pas dit lors des entretiens politiques de mardi, mais la veille, au siège du BKA, lors d'une rencontre entre spécialistes des deux pays. Côté français, étaient présents MM. François Le Mouél, chef de l'unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT) ; Michel Guyot, directeur central de la police judiciaire ; Yves Bonnet, directeur de la direction de la surveillance du territoire (DST) ; Pierre Chassigneux, directeur central des Renseignements généraux. La délégation allemande avait à sa tête M. Gerhard Siegel, directeur de la division de la lutte antiterroriste au ministère de l'Intérieur fédéral.

On y a échangé des informations, mis au point des modalités de contacts réguliers, mieux organisés les formes d'une collaboration bilatérale déjà existante, de façon pragmatique ou amicale, entre policiers des deux côtés du Rhin. Un travail somme toute traditionnel, que les officiels allemands ont tenu à résumer, mardi, dans une formule choc : mise en place d'un « groupe opérationnel » entre les deux pays.

#### Informations françaises

Cependant, durant l'échange d'informations, les policiers français ont fait part à leurs collègues allemands de leur conviction qu'Action directe a été « phagocytée » par la RAF renaisante et que l'assassinat de René Audran a été organisé par un commando franco-allemand. Il ne s'agit pas seulement d'une hypothèse : les spécialistes français avaient d'eux-mêmes repéré, « filé » et photographié plusieurs extrémistes allemands à Paris ces dernières semaines. Leurs identités ont été établies et, à

partir des informations françaises, une nouvelle affiche de recherche devrait être prochainement diffusée dans toute la RFA.

S'ils sont admis par les policiers allemands, ces faits n'en restent pas moins sur la dimension politique du « front antiterroriste ». Il est, en effet, toujours délicat, surtout pour un pays comme la RFA qui croyait, avec l'arrestation de Christian Klar en 1982, en avoir fini avec la RAF, d'admettre que « son terrorisme s'exporte ». Ainsi M. Siegel, qui est un juriste de formation, s'est-il refusé à confirmer ces faits. Certes, reconnaît-il, le communiqué de revendication de l'assassinat de René Audran a été rédigé en allemand et traduit en français, mais, ajoute-t-il, « une sous-estime pas Action directe ». Il évalue à vingt-cinq personnes le « noyau dur » en liberté de la RAF, assure que les nouveaux venus ne proviennent pas des mouvements pacifistes, mais sont des « sympathisants » de la RAF passés au terrorisme actif et ajoute qu'aucun élément matériel ne confirme actuellement l'hypothèse d'une manipulation directe du nouveau terrorisme allemand par l'Est.

Réponses diplomatiques ? Sans doute, entre policiers, les explications sont-elles plus directes. M. Jacques Gentil, l'un des figures de la police judiciaire française, a dit le vérifier. Accompagné M. Joxe en tant que sous-directeur scientifique et technique de la PJ, il était, ce mercredi, au siège du BKA afin d'évaluer financièrement le projet français de regroupement des moyens informatifs et scientifiques de la police nationale. A Bonn, il révisait son allemand dans un vieux manuel imprimé à Barcelone en 1958. On y trouvait, comme un clin d'œil policier, la traduction de cette phrase, à propos sans doute des chemins de fer : « Où pourrais-je trouver un indicateur ? »...

EDWY PLENEL.

## DIPLOMATIE

### Les commentateurs soviétiques s'en prennent aux Occidentaux qui veulent « sortir de Yalta »

Moscou. — Loin de penser comme M. Mitterrand qu'il faut « sortir de Yalta », les Soviétiques s'efforcent au contraire de persuader les Occidentaux qu'il serait bon de « revenir » sur le jugement négatif que beaucoup d'entre eux portent rétrospectivement sur la célèbre conférence.

« Des décisions importantes et totalement nouvelles sur l'organisation du monde d'après guerre et la sécurité des peuples, avant tout sur

les frontières entre les Etats européens, ont été prises à Yalta. Certains milieux aux Etats-Unis et dans d'autres pays de l'OTAN essaient aujourd'hui de les rejeter, de dénaturer leur sens, de prouver que l'URSS a obtenu des avantages unilatéraux. On attribue à Yalta la division de l'Europe alors que celle-ci n'est pas due à des accords eux-mêmes mais à leur violation par les

puissances occidentales. » M. Vladimir Loukitch, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a ainsi présenté lundi 4 février à Moscou, au cours d'une conférence de presse, la version officielle concernant Yalta.

L'interprétation soviétique peut être résumée de la façon suivante : Yalta fut une « bonne conférence » parce que, malgré les intrigues des Anglais et des Américains, qui se préparaient déjà à la guerre froide, le réalisme incarné par Staline prévalut.

#### Le rôle « actif » de Staline

Dans le quotidien *l'Industrie socialiste* du 2 février, Valentin Berejko, qui assista à la conférence écrit ainsi : « Ceux qui demandent aujourd'hui la révision des accords de Yalta mettent en cause l'intégrité territoriale de la Pologne. Ils appellent à brader ses terres ancestrales et cherchent à y saper le socialisme. » Le même auteur estime que « le gouvernement polonais émigré de type fasciste, établi à Londres, était engagé [au moment de Yalta] dans des intrigues antisoviétiques ». Valentin Berejko s'en était déjà pris le 22 janvier dernier, dans une dépêche de Tass, à « certains politiciens occidentaux » qui appellent à « sortir de Yalta ». Le verdict est sévère : « La thèse sur la suppression de l'héritage de Yalta n'est qu'un slogan de propagande à des fins peu louables. Prétextant le désir de

la fonctionner avant la fin de février. Les questions d'ordre militaire n'auraient pas été abordées au cours des pourparlers. En ce qui concerne le point le plus épineux du dossier, la souveraineté sur Gibraltar, la plus grande prudence a été observée. Le secrétaire au Foreign Office s'est borné à réaffirmer que son gouvernement tiendra compte avant tout des aspirations de la population du Rocher. M. Moran lui aurait assuré que Madrid avait à cœur les mêmes préoccupations. Le bruit court pourtant que la délégation espagnole a mis au point un projet prévoyant des étapes d'environ dix années chacune, devant aboutir... dans un demi-siècle, à la souveraineté de Madrid sur Gibraltar... Un tel projet devrait — si les plans de coopération technique se déroulent de manière satisfaisante — être soumis au ministre britannique lors d'une nouvelle rencontre. La prochaine réunion est prévue en 1986.

ISABELLE VICHNIAC.

## LES NEGOCIATIONS ANGLO-ESPAGNOLES SUR GIBRALTAR

### Un accord de coopération économique et culturelle a été conclu à Genève

De notre correspondant

Genève. — Les quatre heures et demie de négociations qui ont eu lieu le mardi 5 février entre le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Fernando Moran, et son collègue britannique, Sir Geoffrey Howe, à Genève, n'ont pas abouti à un accord sur l'avenir politique de Gibraltar.

Le seul fait que des protagonistes de longue date aient réussi à se rencontrer, et soient même parvenus à signer un accord de coopération économique et culturelle, est qualifié ici de « grand pas en avant ». On s'est mis d'accord, en effet, sur la nécessité de faciliter par tous les moyens l'accès à Gibraltar, après la réouverture, quelques heures plus tôt, de la circulation automobile entre l'Espagne et le Rocher. Des groupes bilatéraux étudieront des solutions aux problèmes de transports, du tourisme et de l'environnement ; ils examineront des projets — non encore précisés — de portée culturelle. Le groupe chargé des questions relatives à l'aviation devrait, en prin-

cipe, fonctionner avant la fin de février. Les questions d'ordre militaire n'auraient pas été abordées au cours des pourparlers. En ce qui concerne le point le plus épineux du dossier, la souveraineté sur Gibraltar, la plus grande prudence a été observée. Le secrétaire au Foreign Office s'est borné à réaffirmer que son gouvernement tiendra compte avant tout des aspirations de la population du Rocher. M. Moran lui aurait assuré que Madrid avait à cœur les mêmes préoccupations. Le bruit court pourtant que la délégation espagnole a mis au point un projet prévoyant des étapes d'environ dix années chacune, devant aboutir... dans un demi-siècle, à la souveraineté de Madrid sur Gibraltar... Un tel projet devrait — si les plans de coopération technique se déroulent de manière satisfaisante — être soumis au ministre britannique lors d'une nouvelle rencontre. La prochaine réunion est prévue en 1986.

ISABELLE VICHNIAC.

**Tchekhov par Troyat. Le talent consacré.**

HENRI TROYAT de l'Académie française TCHEKHOV

Grand Prix de la Critique Littéraire.

Elu l'un des 20 meilleurs livres de 1984 (Lire).

Déjà traduit en 10 langues.

Broché 120 F. Relié 155 F.

Grandes Biographies Flammarion

DOMINIQUE DHOMBRES.

# EUROPE

## Pologne

ANCIEN REPRÉSENTANT DE SOLIDARITÉ EN FRANCE

### Seweryn Blumsztajn a été refoulé dès son arrivée à Varsovie

Seweryn Blumsztajn, ancien responsable du bureau de coordination de Solidarité en France, a été refoulé par les autorités polonaises à l'aéroport de Varsovie, mardi 5 février, et contraint à reprendre l'avion de Paris. Après avoir passé plus de trois ans en France, pendant lesquels il avait déployé une grande activité au service des militants de Solidarité agissant en Pologne, il avait décidé de « rentrer au pays », expliquant ses intentions dans un livre publié récemment (1). Arrivé à Paris peu avant la proclamation de l'état de guerre

en décembre 1981, il disposait d'un passeport de service, selon lui toujours en cours de validité.

De nombreuses personnalités, qui ont toujours manifesté une sympathie active à l'égard de ses activités, ont tenté de l'aider, notamment Yves Montand, Simone Signoret, Michel Piccoli, André Glucksmann, et aussi Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, lui avaient fait des adieux émus, mardi après-midi, à l'aéroport d'Orly, tandis qu'à l'aéroport de Varsovie une cinquantaine de

ses amis, en particulier les anciens du KOR (Jacek Kuron, Adam Michnik, et beaucoup d'autres) l'attendaient pour l'accueillir. Mais dès sa descente d'avion, il fut pris en charge par six policiers qui lui signifiaient que son passeport n'était plus valable, et le maintenaient à l'écart jusqu'au redoublement de l'avion. Son passeport ne lui a été restitué, avec le tampon « annulé », que sur l'insistance du capitaine de l'appareil d'Air France. A Varsovie, une quarantaine de personnalités de l'opposition (J. Kuron, A. Michnik, B. Gere-

mek, T. Mazowiecki, M. Edelman, etc.), ainsi que le cinéaste Andrzej Wajda, ont protesté contre « cet acte de contrainte », en ajoutant : « C'est la première fois dans l'histoire de la Pologne qu'un citoyen polonais est empêché de regagner son pays, sans même que cette décision ne soit étayée par la moindre tentative de justification juridique ».

(1) Je rentre au pays, Calmann-Lévy (voir le Monde du 26 janvier).

## Portugal

### La démission du président du Parti social-démocrate affaiblit la coalition gouvernementale

De notre correspondant

Lisbonne. — A l'issue d'une réunion de la commission politique des sociaux-démocrates qui a eu lieu à Lisbonne, le mardi 5 février, M. Carlos Mota Pinto a donné sa démission de président du parti, afin de ne pas « perturber la stabilité gouvernementale ». Il a néanmoins décidé de conserver, provisoirement au moins, ses fonctions de ministre de la défense.

Pour expliquer son geste, M. Mota Pinto a vigoureusement dénoncé les « minorités » qui, dans son parti, n'ont jamais cessé de l'attaquer, souvent basement, depuis qu'il a assumé ses fonctions au PSD en mars 1983.

Quelques heures plus tard, des télégrammes de solidarité affluaient au siège du parti, et plusieurs fédérations sociales-démocrates exigeaient son retour. C'est donc dans un climat de grande tension que le conseil national du PSD doit se réunir, samedi, à Lisbonne. M. Mota Pinto cherchera, assure-t-on, à provoquer la convocation d'un congrès extraordinaire pour avril, dans l'espoir d'y conquies une majorité plus confortante.

Cet affrontement risque d'avoir des répercussions sur la coalition gouvernementale Parti socialiste-PSD, déjà affaiblie par des crises

successives. Il a pour origine le choix du candidat des sociaux-démocrates à l'élection présidentielle prévue pour décembre prochain. Lors du dernier congrès du parti, une forte majorité de délégués s'était prononcée pour un candidat « civil et, de préférence, membre du PSD » ; il devait être choisi au début de l'année 1985. Or M. Mota Pinto a discrètement entamé des négociations avec un militaire, le général Firmão Miguel, chef d'état-major adjoint de l'armée de terre. D'autre part, il se serait engagé auprès du premier ministre, M. Mario Soares, qui, vraisemblablement, se présentera au nom du PS, à retarder au maximum la désignation officielle du candidat du PSD. De telles tractations ont inévitablement tendu les relations entre les dirigeants sociaux-démocrates.

Face à la contestation, dont il était l'objet, M. Mota Pinto a décidé de jouer son va-tout. Il a, le 3 février, abandonné soudain une réunion du conseil national qui se tenait à Porto, après « une motion de confiance qu'il avait introduite et qui avait été repoussée ». Il a ensuite reçu l'approbation de six manifestants. C'est là une marge que M. Mota Pinto a considérée comme beaucoup trop faible.

JOSÉ REBELO.

## URSS

### Le caricaturiste Syssouïev doit être prochainement libéré

De notre correspondant

Moscou. — Le dessinateur satirique Viatcheslav Syssouïev, condamné à deux ans de détention pour ses caricatures de la vie quotidienne soviétique, jugées « pornographiques », devait être libéré, samedi 9 février, du camp situé à environ 140 kilomètres d'Arkhangelsk, près du cercle polaire, où il a fini de purger sa peine, sept ans après ce mercredi 6 février, à Moscou. Il serait en relative bonne santé.

Agé de quarante-sept ans, le dessinateur satirique est d'origine caucasienne. Ses caricatures

n'ont, en effet, jamais été publiées officiellement en URSS, même si elles ont circulé sous le manteau au début des années 80.

Syssouïev a créé un univers bien à lui, dans lequel les orateurs officiels sont souvent cul-de-jatte, où règne l'obsession du saucisson et où les êtres humains ont la tête carrée. Il fut rapidement la tête noire de KGB. Il se cachait pendant quatre ans à la campagne, dans les environs de Moscou. C'est là qu'il est devenu à la fois écrivain et croquant. Il avait été arrêté le 8 février 1983.

D. Dh.

## A LA VEILLE DU VERDICT DU PROCÈS DE TORUN

### Le procureur attaque violemment l'Eglise et Solidarité

Le verdict du tribunal de Torun, devant lequel comparaissent depuis six semaines quatre officiers de la police politique accusés de l'enlèvement et de l'assassinat du Père Popieluszko, sera rendu jeudi 7 février, à l'annéon le juge principal. Dans son dernier réquisitoire, le procureur s'en est à nouveau pris avec violence à l'Eglise et à Solidarité, et a assimilé une nouvelle fois l'« extrémisme » supposé de la victime à celui de ses bourreaux. Les avocats de la partie civile ont réagi en accusant le procureur de « diffamer la victime en plein tribunal ».

Le capitaine Piotrowski, contre qui la peine de mort a été requise, a admis avoir commis « une terrible erreur », mais a semblé surtout regretter le tort ainsi fait à la politique du parti. « Je me sentais comme un soldat sans armes sur un champ de bataille politique », a-

il déclaré pour se justifier — une manière de reprocher au pouvoir d'être trop faible à l'égard de ses adversaires. Le capitaine a affirmé n'avoir pas eu l'intention de tuer le prêtre, et il a eu cet argument : « Si nous avions voulu le tuer, nous l'aurions fait de manière plus efficace. Nous sommes des agents de sécurité très compétents... » Les deux lieutenants, contre lesquels le procureur a requis vingt-cinq ans de prison, ont manifesté plus de remords. L'un d'eux, le lieutenant Chmielewski, déclarant, secoué par des sanglots, qu'il porterait « ce fardeau toute sa vie ». Enfin, l'avocat du colonel Piotrowski, considéré comme l'instigateur du crime, et qui risque lui aussi vingt-cinq ans de prison, a affirmé que son client était parfaitement innocent. — (AP, AFP, UPL)

## Le premier « banni » ?

Ce qui vient de lui arriver, « Sewek » Blumsztajn se refusait à l'admettre. Il s'imaginait en fait être conduit directement de l'aéroport à la prison, et bien sûr, autre hypothèse, il rêvait déjà de l'accueil que lui feraient ses amis. Mais l'expulsion immédiate, sans tambour ni trompette, il ne voulait pas y croire : « Ce n'est pas dans la tradition polonaise, c'est un procédé soviétique ».

C'est pourtant cette solution, la plus simple pour elles, qu'ont choisie les autorités de Varsovie. Cette issue est aussi la plus bismante pour l'intéressé, pas seulement parce qu'il s'est retrouvé, choqué, à Orly quelques heures à peine après y avoir reçu les adieux de grandes stars du cinéma — et du syndicalisme — français. Mais surtout parce que Blumsztajn aime passionnément son pays et qu'il refusait de devenir un émigré.

Son sort n'est peut-être pas définitivement scellé. Son retour en Pologne a été présenté comme une mesure purement administrative, on ne lui a pas clairement signifié qu'il était indésirable en Pologne, et il lui est théoriquement toujours loisible de demander un nouveau passeport au consulat de Pologne à Paris. A-t-on seulement voulu lui faire comprendre qu'il avait eu bien tort de déclarer avant son départ d'Orly : « La Pologne n'est pas la propriété de Jaruzelski ? Qu'il

lui faut, à tout le moins, compter avec l'actualité « propriétaire » ? L'autre éventualité — que ce retour ne soit pas une simple solution d'attente, mais une décision définitive, serait beaucoup plus grave.

Certains dirigeants de Varsovie, on le sait, caressent depuis longtemps l'idée d'un « bannissement » — qui leur permettrait de se débarrasser sans drame des opposants les plus gênants. Dès 1983, le ministre de l'intérieur, le général Kasank, avait essayé, en vain, de convaincre certains dirigeants du KOR et de Solidarité, alors emprisonnés, de « choisir » l'exil.

Leur refus catégorique contraindrait finalement le pouvoir à se résoudre à une simple amnistie, en juillet dernier. Vint alors à la surface un vague projet de loi sur le « bannissement », — qui, cette fois, ne donnerait plus à ses victimes aucune liberté de décision. L'affaire suscita des réactions indignées, en particulier de la part de la hiérarchie de l'Eglise, et sembla faire long feu. Mais, visiblement, cette idée, mise en application depuis belle lurette par les Soviétiques (et accessoirement par le général Pinochet), continue à trotter dans la tête de certains responsables à Varsovie. Auraient-ils choisi Blumsztajn pour un nouveau coup d'essai ?

JAN KRAJICE.

# AMÉRIQUES

### Les Etats-Unis entendent poursuivre et renforcer leur assistance militaire en Amérique centrale

De notre correspondant

Washington. — Les propositions d'aide à l'étranger dans le projet de budget de M. Reagan pour l'exercice fiscal 1986 (1) marquent une nette volonté de poursuite de l'effort militaire des Etats-Unis en Amérique centrale.

Alors que l'ampleur du déficit budgétaire a conduit la Maison Blanche à demander au Congrès une réduction importante de pratiquement toutes les dépenses autres que celles du Pentagone, l'austérité n'affecte pas les pays entiers amis des Etats-Unis. Le Honduras, dont la frontière sud borde sur toute sa longueur le Nicaragua sandiniste, devrait ainsi recevoir 231 millions de dollars, tandis que le Salvador, où la guérilla est dénoncée à Washington comme « un élément d'une entreprise de déstabilisation soviéto-cubaine dans la région », devrait, lui, se voir allouer 483,4 millions de dollars contre 473,6 cette année.

Cette augmentation reste relativement modeste, mais des demandes de crédits supplémentaires pourraient être avancées dans les prochains mois si le gouvernement de M. Duarte faisait face, comme le craint l'administration américaine, à une trop forte pression, tant de la gauche que de l'extrême droite, qui relève la tête.

Le Guatemala, enfin, devrait bénéficier de 35,3 millions de dollars au seul titre de l'assistance militaire — une somme très importante au regard des 300 000 dollars reçus cette année par un pays où le respect des droits de l'homme est suffisamment douteux pour que l'aide américaine ait uniquement été civile de 1977 à 1984. Justifié par la perspective

d'une élection présidentielle qui pourrait déboucher, en octobre 1985, sur un régime civil, ce tournant aurait pour effet — s'il était accepté par le Congrès — de créer entre les frontières sud du Mexique et nord du Nicaragua une « chaîne » d'armées nationales soutenues par les Etats-Unis.

Parallèlement à ces aides officielles, le gouvernement Reagan veut encore tenter de convaincre les sénateurs et les représentants d'ouvrir de nouveaux canaux de l'aide dite « secrète » aux mouvements de lutte armée contre le gouvernement sandiniste. Actuellement, les fonds pour les contras sont bloqués par le Congrès depuis bientôt un an, mais M. Reagan et M. Shultz ont multiplié ces dernières semaines les déclarations sur la nécessité d'aider, « par une voie ou par une autre, ceux qui

résistent directement, sur le terrain, aux empiétements géopolitiques soviétiques ».

L'une des options envisagées serait donc de susciter une unification — depuis longtemps souhaitée par Washington — des différentes organisations de guérilla antisandiniste et de leur fournir ensuite une assistance qui, au lieu d'être secrète et militaire, serait ouverte et « humanitaire » — c'est-à-dire destinée à secourir les réfugiés et les familles des combattants de la liberté — vivant au Honduras.

Une formule de ce type aurait l'avantage de recueillir sans doute l'assentiment des responsables républicains du Sénat qui veulent que soit respectée en cette affaire les lois américaines interdisant toute tentative de renverser par la force un gouvernement avec lequel les

Etats-Unis entretiennent des relations diplomatiques. Elle pourrait aussi, mais c'est plus douteux, être acceptée par une partie au moins des démocrates qui contrôlent la Chambre des représentants.

L'objectif de la politique centro-américaine de M. Reagan reste d'éliminer tout développement révolutionnaire dans la région et d'inciter les sandinistes à un partage du pouvoir assez large pour qu'ils ne l'exercent plus. L'austérité ne saurait entraver ce dessein, aussi constant, depuis 1981, que la volonté de renforcer, face à l'URSS, la puissance militaire des Etats-Unis.

BERNARD GUETTA.

(1) L'année fiscale s'ouvre au 1<sup>er</sup> octobre précédant le début de l'année civile concernée.

### M. MEESE PROCHAINEMENT CONFIRMÉ PAR LE SÉNAT AU POSTE D'ATTORNEY GÉNÉRAL

Washington (AFP). — La commission judiciaire du Sénat a approuvé le mardi 5 janvier la nomination de M. Edwin Meese comme attorney général (ministre de la justice). Ancien conseiller du président, M. Meese avait été choisi par M. Reagan pour occuper les fonctions d'attorney général en janvier 1984, mais sa nomination devait, comme il est de règle, être soumise à l'acceptation d'une commission du Sénat, puis du Sénat tout entier. Le vote en faveur de M. Meese par douze voix contre six constitue une forte opposition, la coutume étant une acceptation à l'unanimité. Les dix membres républicains de la commission ont voté pour et parmi les démocrates quatre ont voté contre.

M. Meese succédera, si le Sénat en séance plénière adopte le vote de la commission, à M. William French Smith, ancien avocat personnel de M. Reagan, qui a choisi de démissionner de son poste pour reprendre la direction de son cabinet de Los Angeles.

**LA RECHERCHE**  
L'origine des cellules à noyau - Le quarkonium  
Les premiers grands singes - La physique du térahertz

N° 163  
24 F  
EN VENTE PARTOUT

**LES CELLULES A NOYAU**  
par L. Margulis et D. Sagan

**LE QUARKONIUM**  
par J.M. Richard et A. Martin

**LES PREMIERS GRANDS SINGES**  
par M. Rikard

**LA CIVILISATION DE L'INDUS**  
par M. Jonsen

**OFFRE SPECIALE D'ABONNEMENT**  
Un an : 209 F au lieu de 264 F\*  
\*étranger : un an 250 F

Je souscris un abonnement d'un an (11 n°) à LA RECHERCHE au prix de 209 F TTC  
Nom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....

Je règle par : .....  
57, rue de Seine - 75280 Paris Cedex 06.  
Abonnement Belgique : Saurillon, 28, Avenue Massena - 1190 Bruxelles.  
\*Prix de vente en librairie

**L'AUSTRALE**  
Vient d'arriver la France de Trochu Pacific, ce n'est pas pour rien. Si le gouvernement australien approuve le plan d'indépendance, c'est la preuve qu'il connaît droit à l'indépendance de la France de Trochu Pacific, car aucun pays n'a jamais supporté les armées agissant avec l'indépendance. La Nouvelle-Calédonie ne peut que rester dans la République, car elle ne peut pas le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans une démocratie, voir le livre :  
**LA FRANCE 3 SUPERPUISSANCE**  
de François de France  
(350 pages, 70 F franc)  
49560 NUEL-SUR-LAYON

**L'aide américaine à l'Afrique**

Le Soudan est le principal bénéficiaire en Afrique (Egypte mise à part) de l'aide américaine à l'étranger telle qu'elle figure dans le projet de budget pour l'exercice fiscal 1986 (voir le Monde du 6 février) : 1 100 millions de dollars, soit 100 millions de plus que l'année précédente.

Celui-ci est allé en augmentant au Soudan une aide de près de 254 millions de dollars pour l'exercice fiscal qui commencera le 1<sup>er</sup> octobre 1985. Sur cette somme, 59 millions doivent être consacrés à l'aide militaire et 115 millions à l'assistance économique, à la sécurité, le reste devant être consacré à l'aide au développement et à l'assistance alimentaire. Pour l'exercice fiscal en cours, l'aide américaine au Soudan (économique et militaire) est de 260 millions de dollars.

Outre le Soudan, les principaux bénéficiaires de l'aide américaine à l'étranger en Afrique sont les suivants :

**MAROC** : 138 millions de dollars, dont 50 millions de crédits à caractère militaire et 22 millions d'assistance économique à la sécurité ;

**SOMALIE** : 115 millions de dollars, dont 40 millions d'aide

**EGYPTE** : 97 millions de dollars, dont 35 millions d'aide purement économique et 62 millions d'assistance à caractère militaire se décomposant comme suit : 24,8 millions d'aide militaire et 35 millions d'aide économique à la sécurité ;

**TUNISIE** : 95 millions de dollars d'une aide pour l'essentiel militaire, dont 53 millions de ventes de matériel militaire à crédit ;

**LIBERIA** : 85 millions de dollars, dont 46 millions d'aide économique à la sécurité ;

**ZAIRE** : 67 millions de dollars, dont 41 millions d'assistance purement économique ;

**SENEGAL** : 50 millions de dollars, dont 30 millions d'assistance économique à la sécurité ;

**MOZAMBIQUE** : 30 millions de dollars, dont 15 millions d'assistance économique à la sécurité et 3 millions d'aide militaire ;

**ZIMBABWE** : 28 millions de dollars, dont 15 millions d'aide économique à la sécurité et 13 millions d'aide au développement.

سكزا من الاربعين



صكرا من الاميل

# président rate affaiblit nomentale ndant

ssives. Il a pour origine le  
du candidat des sociaux-  
crates à l'élection présiden-  
prévue pour décembre pro-  
Lors du dernier congrès de  
une forte majorité de députés  
ont prononcés pour un candidat  
l'et, de préférence, membre du  
il devait être choisi au dé-  
e l'année 1985. Or M. Mota  
a discrètement entamé des né-  
gions avec un militaire, le gé-  
ral Miguel, chef d'état-  
adjoint de l'armée de terre.  
re part, il se serait engagé au-  
la premier ministre, M. Mota  
qui, vraisemblablement, se  
tenait au nom du PS, à retarder  
aximum la désignation offi-  
du candidat du PSD. De telles  
tions ont inévitablement tendu  
lations entre les dirigeants  
« démocrates ».

JOSÉ REBELO.

## Sysoïev ment libéré

ndant  
en effet, jamais été publiés  
lement en URSS, même si  
nt circulé sous le manteau au  
des années 80.  
Sysoïev a créé un univers bien à  
lui, dans lequel les orateurs officiels  
étaient culs-de-jatte, où l'appa-  
rence du saucisson et où les  
hommes ont la tête carrée. Il  
pidement la bête noire du  
Il se cacha pendant quatre  
a campagne, dans les environs  
saint. C'est là qu'il est devenu  
la caricature et croyant. Il avait  
été le 3 février 1983.

D. Dh.

Jus étreintement des ré-  
sionnaires. Elle pourrait  
mais c'est plus douteux, é-  
se par une partie au moins  
mocrates qui contrôlent la  
re des représentants.  
ectif de la politique cen-  
trale de M. Reagan resta-  
ner tout développement ré-  
aire dans la région et d'in-  
sandinistes à un partage de  
assez large pour qu'ils se  
nt plus. L'austérité ne se  
traverse ce dessein, aussi  
t, depuis 1981, que la re-  
renforcer, face à l'URSS, la  
se militaire des Etats-Unis.

BERNARD GUETTA.

...timée fiscale s'ouvre au 1<sup>er</sup>  
écédant le début de l'année 6  
année.

## SESE PROCHAINEMENT FIRMÉ PAR LE SÉNAT OSTE D'ATTORNEY G- LI

ington (AFP). — La com-  
judiciaire du Sénat a ap-  
e mardi 5 janvier la nomi-  
M. Edwin Meese comme  
général (ministre de la ju-  
ancien conseiller du prési-  
Meese avait été choisi par  
gan pour occuper les fonc-  
ttorney général en janvier  
mais sa nomination devait  
l'est de règle, être soumise à  
tion d'une commission du  
nité du Sénat tout entier. Le  
faveur de M. Meese par  
ix contre six constitue une  
position, la couronne é-  
station à l'unanimité. Les  
bres républicains de la com-  
ont voté pour et parmi les  
les quatre ont voté contre.  
esse succédera, si le Sénat  
e plénière adopte le vote de  
sion, à M. William French  
ancien avocat personnel de  
gan, qui a choisi de démis-  
son poste pour représen-  
ter son cabinet de Los

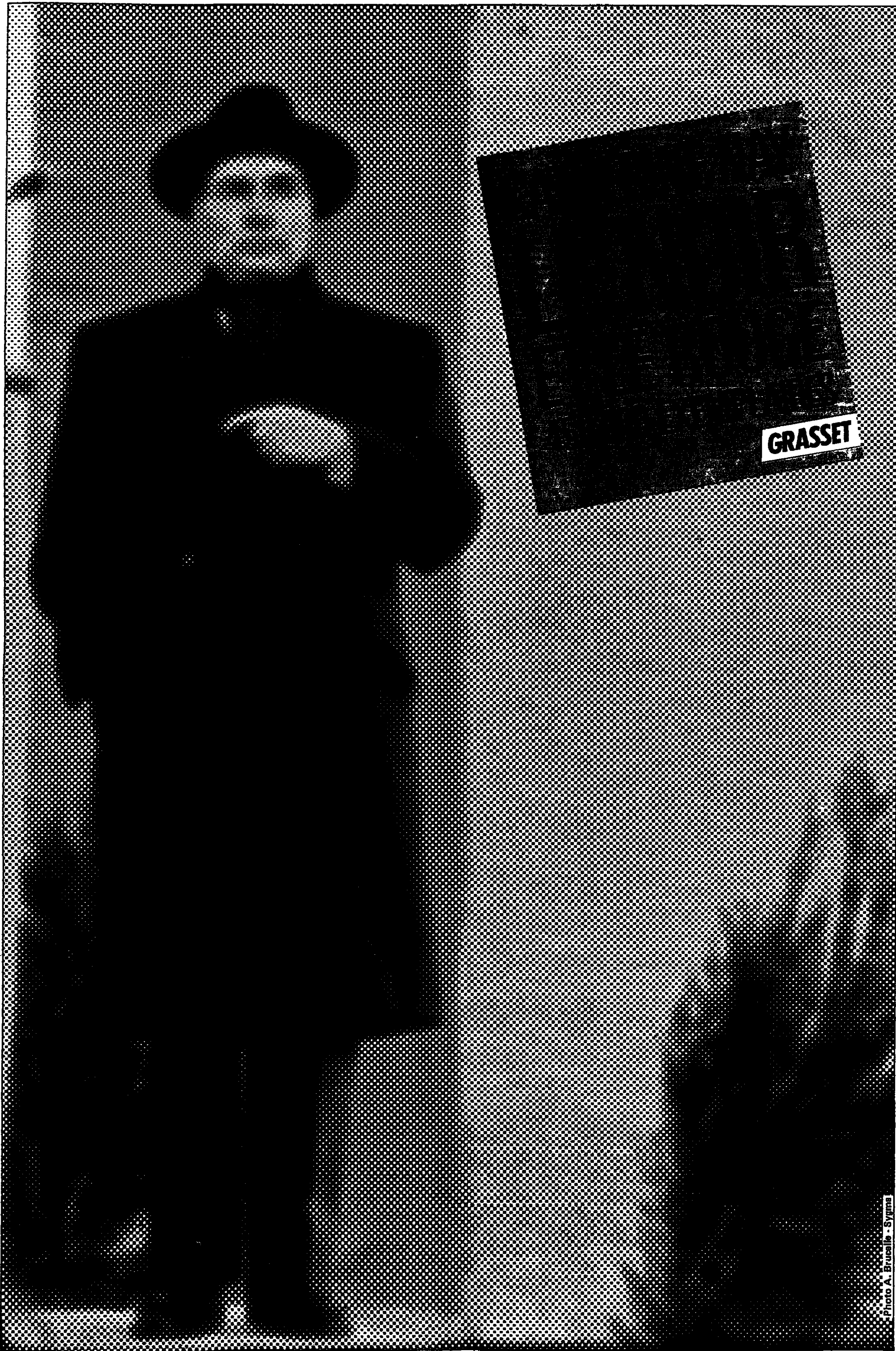


Photo A. Brucelle - Sygma

# PROCHE-ORIENT

LE PROBLÈME DU RETRAIT ISRAËLIEN DU SUD DU LIBAN

## Jérusalem estime que les Libanais jouent avec le feu

Jérusalem. — « Pourquoi les Libanais jouent-ils avec le feu ? » Cette inquiétude d'un éditorialiste résume assez bien la perplexité mi-soucieuse, mi-résignée, ressentie à Jérusalem moins de deux semaines avant l'achèvement de la première phase du retrait israélien.

Vue d'ici, l'intransigeance libanaise, telle qu'elle est apparue lors de la négociation de Nakoura, prouve, s'il en était besoin, à quel point le gouvernement Karame reste inféodé à la Syrie. Les dirigeants de Beyrouth, ajoute-t-on, préfèrent prendre le risque d'une guerre civile au Liban du Sud plutôt que favoriser une relève ordonnée ayant les faveurs de la communauté internationale, mais pas celles de Damas.

« Les Libanais ont perdu toute indépendance », constatent récemment M. Shimon Pérès.

Les Israéliens sont évidemment bien placés pour redouter le pire après leur départ, le 18 février, de la région de Sakla. Mieux que d'autres, ils connaissent les foyers où peut se rallumer la guerre confessionnelle. Il y a d'abord l'Iklim-El-Kharroub, juste au nord de la rivière Awali, où druzes et maronites jouent du canon depuis longtemps. Il y a le port de Saïda, objet de convoitises entre chrétiens, milices sunnites et chiites d'Amal.

Il y a aussi les camps d'Eln-El-Helweh et Mich-Mish où plus de treize mille réfugiés palestiniens — dont mille deux cents anciens détenus de la prison d'Ansar — craignent des vengeances chrétiennes ou chiites. Il y a encore le chapelet de villages chrétiens entre Saïda et Jezzine dont certains appréhendent la tutelle israélienne. Ici et là, l'heure des inévitables règlements de compte a sonné.

Une bonne douzaine de Libanais de toutes confessions et quelques Palestiniens d'Eln-El-Helweh, accusés de collaboration avec la puissance occupante, sont déjà tombés sous les balles de « justiciers » anonymes. Des tracts comportant des « listes noires » invitent les autres à décamper. Les plus sages ont trouvé refuge à Beyrouth ou s'apprêtent à gagner la frange frontalière contrôlée par l'Armée du Liban du Sud (ALS).

Israël, dit-on ici, assume son devoir moral en protégeant ses « amis en danger ».

Echaudé par l'évacuation bécote du Chouf, qui, en provoquant des massacres en chaîne en septembre 1983, lui avait valu un blâme mérité, l'Etat hébreu tient à éviter une nouvelle méprise sanglante. En donnant à l'Armée libanaise un délai de cinq semaines pour assurer la relève — avec l'appui des « casques bleus » de la FINUL — dans une région représentant 5 % du territoire national, Jérusalem estime s'être conduit cette fois de manière responsable. En énumérant dans ses fourgons les soldats de l'ALS et en se repliant avec méthode, l'armée israélienne pense favoriser une transition pacifique.

De notre correspondant

D'où le sentiment ici d'avoir fait, ces dernières semaines, la maximum pour faciliter la tâche future des Libanais, même si l'on n'avait en fait pas d'autre choix. « Israël a renoncé tout à tour aux trois conditions qu'il posait à son retrait », souligne M. Pérès : l'exigence d'un repli « rien simultané », l'engagement à Beyrouth d'un régime neutre, le redéploiement de la FINUL dans les zones évacuées. « Peu importe si Damas tire gloire d'avoir contraint Jérusalem à ces reculades inévitables », que les Syriens interprètent comme un départ comme ils veulent, ajoute le premier ministre. « Un soldat ne doit plus mourir au Liban ».

D'où aussi l'indignation un peu lasse que suscitent les lourds soupçons émis à Beyrouth. Israël met sur le compte d'une rhétorique de l'impuissance les discours libanais l'accusant de préparer un mauvais coup, de favoriser les troubles, voire d'armer la main des assassins (comme lors du récent attentat contre M. Moustapha Sead, le dirigeant sunnite de Saïda). Bref, si les Israéliens sont inquiets, ils n'ont pas, semble-t-il, mauvaise conscience.

La main de Damas

Pour MM. Pérès et Rabin — son ministre de la défense — la Syrie a délibérément torpillé la négociation de Nakoura en exigeant d'eux, via Beyrouth, un calendrier précis portant sur les trois étapes du retrait, autrement dit la seule condition qu'ils ne pouvaient satisfaire sans braver leurs partenaires du Likoud et courir le risque d'une crise gouvernementale.

Les dirigeants travaillistes ont fait un geste en indiquant aux Libanais

que les deux dernières phases du repli auraient lieu, au plus tard, en avril et octobre. Mais ces apaisements n'avaient aucune chance d'amadouer leurs interlocuteurs dès lors que ceux-ci tenaient un alibi pour saborder les engagements.

Israël voit d'ailleurs plus la main de Damas dans cet affaire. Beyrouth n'aurait pas trop mal accueilli l'annonce officielle du retrait. A la mi-janvier, le régime semblait assez satisfait. Après les pourparlers de Nakoura, Beyrouth avait même levé son opposition de principe à un redéploiement des « casques bleus » (le Monde du 24 janvier).

Mais il fallait vite déchanter. La balle, qu'on croyait dans le camp libanais, se trouvait en fait, dans le camp syrien, dont elle n'est jamais revenue. Et le secrétaire général adjoint de l'ONU, M. Brian Urquhart, qui avait été à ses côtés, a été déçu. Aujourd'hui, chatouille à fait son deuil de Nakoura.

Israël répond aux soupçons en soulignant tout simplement qu'un retrait sans accord sur ses intérêts car une ère de désordre ne pourrait que favoriser le renforcement de ses adversaires palestiniens ou chiites. La présence de la FINUL autour des camps de réfugiés, soulignée aussi bien par M. Arafat que par Jérusalem, limiterait les risques de « TOLP » au Liban du Sud.

En attendant, le compte à rebours se poursuit et, du côté de Saïda, l'heure de vérité approche. Les bulldozers de l'armée israélienne ont démantelé les derniers avant-postes fortifiés et complété les tranchées. La ligne Awali, qui marquait le « front » depuis dix-sept mois, n'existe plus que sur les cartes d'état-major.

J.-P. LANGELLIER

## Israël accuse la Jordanie d'être directement responsable du regain de tension en Cisjordanie et à Gaza

Le ministre israélien de la défense, M. Itzhak Rabin, au lendemain d'un attentat qui a coûté la vie à un soldat israélien à Ramallah, en Cisjordanie, a déclaré le 5 février la Jordanie d'être directement responsable du regain de tension dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza.

« Amman est devenue le centre des activités terroristes », a déclaré M. Shamir à la tribune de la Knesset. L'armée « fera tout son possible pour empêcher les attentats de l'OLP », a-t-il ajouté.

De son côté, le chef d'état-major de l'armée, le général Moshe Levy, a estimé inutile d'accroître les effectifs pour assurer l'ordre dans ces régions. Il a indiqué que mille neuf cent sept atteintes à l'ordre public, dont deux cent soixante-dix-sept attentats ou tentatives d'attentats, avaient été signalées au cours des dix derniers mois dans les territoires occupés, affirmant que

« ces statistiques reflètent une baisse progressive très nette des incidents » au cours des trois dernières années. Il a cependant noté une recrudescence des attentats à l'ordre public à la fin janvier et au début février de cette année.

« Ce point de vue est rejeté par les représentants de la droite israélienne, qui exigent l'adoption d'urgence d'une politique de poigne fer contre les fauteurs de troubles ».

Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, s'est déclaré en outre déçu par le peu d'écho que rencontrent en Egypte, selon lui, les efforts du gouvernement pour améliorer les relations entre les deux pays.

Dans une interview publiée mardi par le New York Times, qui constitue, selon le journal, la première critique publique du président Hosni Moubarak par le parti de M. Pérès, celui-ci a déclaré : « Je souhaite que l'Egypte aille un peu plus loin qu'elle ne le fait actuellement » en direction d'Israël. Il souligne que, si l'attitude de l'Egypte envers son pays se prolongeait, « les forces créant pour la paix » en Israël pourraient se décomposer.

Répondant apparemment aux propos de M. Pérès, le président égyptien Moubarak a déclaré qu'il n'était « pas satisfait de l'effort fait par Israël en faveur de l'établissement de la paix au Proche-Orient » et a demandé au gouvernement de Jérusalem de faire preuve d'une « plus grande souplesse » au sujet du problème de l'enclave de Taba dans le Sinaï. — (AFP.)

M. EZER WEIZMAN SE DÉCLARE DISPOSÉ À RENCONTRER YASSER ARAFAT A CERTAINES CONDITIONS

L'ancien ministre de la défense M. Ezer Weizman, s'est déclaré prêt à rencontrer Yasser Arafat, si celui-ci renonce au préalable l'existence de l'Etat d'Israël.

Dans une interview publiée par Haaretz, et citée par l'Agence Télégraphique juive, M. Weizman, ministre sans portefeuille, chargé des questions spéciales, a précisé : « Je suis prêt à parler de coexistence avec Arafat ou tout autre dirigeant palestinien représentatif qui administrerait explicitement les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies ».

Ces deux résolutions stipulent notamment le droit de tous les Etats de la région à vivre à l'abri de frontières sûres et traitent de la question palestinienne en tant que problème de réfugiés. M. Weizman, jadis membre du Likoud et ministre de la défense de l'ancien premier ministre Menachem Begin, fut l'un des principaux artisans des accords israélo-égyptiens de Camp David.

Dix soldats israéliens ont été blessés mardi soir par l'explosion d'une bombe au passage d'un convoi près de la localité de Bourj-el-Chenani, à l'est de Tyr, dans le sud du Liban. — (AFP.)

Liban

L'EFFONDREMENT DE LA LIVRE

## « Allons-nous perdre aussi la guerre économique ? »

Beyrouth. — Le Liban assiste avec consternation à l'effondrement de sa monnaie. En perdant, le lundi 4 février, 15 % de sa valeur par rapport au dollar, après avoir reculé de 5 à 10 % par jour au fil de la semaine précédente, la devise libanaise a établi un triste record, dépassant par la rapidité de sa chute les monnaies les plus malades, dont le cruzeiro brésilien et le shekel israélien.

Au lendemain d'un « lundi noir » de la Bourse de Beyrouth qui avait vu un recul, sans précédent pour une seule journée, de près de 2 livres dans la parité avec le dollar, on en était, mardi 5 février, à échanger la monnaie américaine contre 13,75 livres libanaises.

Pour arrêter cette dégringolade, le Liban a demandé 500 millions de dollars d'aide à l'Arabie saoudite, qui, ayant donné un accord de principe, exigerait en garantie une partie des réserves en or de la Banque centrale. Exigence a priori dangereuse. Après avoir annoncé que la libération de la monnaie — qui ne serait finalement qu'un prêt — était acquise, les médias phalangistes proches du pouvoir laissent maintenant prévoir une visite à ce propos du président Gemayel à Ryad. L'issue des tractations n'est donc pas certaine.

Pour redonner confiance au public, les responsables jouaient avec les chiffres, en annonçant précédemment que la balance des paiements a enregistré un « excédent de 100 millions de dollars » en janvier 1985 — ce que l'on ne peut encore savoir — et en suggérant que la couverture de la monnaie augmentait de 44 milliards de livres un jour, 49 le lendemain. Résultats flatteurs, mais qui va de soi puisqu'on exprime en livres libanaises les réserves en or et en devises étrangères. Chacun le sait ici, la couverture en termes réels, tout en demeurant exceptionnelle par rapport à la masse monétaire, se réduit inexorablement.

D'ailleurs, le public se montre incrédule, comme le prouve l'actuelle ruée sur les produits alimentaires et le petit équipement, rue sans précédent même lorsqu'il s'agit de constituer des stocks de ravitaillement aux pires moments de la guerre. « A quel taux a-t-on le compte ? », est la plaisanterie favorite des Libanais ces jours-ci. Si la hausse des prix est déjà vive, elle n'atteint cependant pas encore le rythme de celui du dollar et du franc. C'est pourquoi les consommateurs anticipent leurs achats.

Naguère objet de fierté, la belle résistance de la livre à un conflit interminable a fini par s'effondrer. Le dollar valait, en 1974, 230 LL et avait augmenté de 0,13 LL seulement en un an durant la pre-

De notre correspondant

mière année de guerre (1975), 0,50 en 1976, 0,07 en 1977. Il s'était pas bonifié en 1978 pour renchérir de 0,25 LL en 1979, 0,40 en 1980 et 0,96 en 1981.

En juin 1982, durant l'invasion israélienne, la monnaie avait atteint sa plus basse valeur et l'on échangeait 5,31 livres contre 1 dollar. Puis, la même année, dès qu'un espoir de paix — hélas illusoire ! — était apparu, la livre s'était ressaisie, le dollar ne valant plus que 3,77 LL. Pour la seule période de 28 janvier au 4 février derniers, il a renchéri de 4 livres, atteignant le taux record de 15,10 LL le « lundi noir ».

Trop d'échecs

La cause fondamentale de cette chute de la monnaie est simple : les Libanais perdent confiance dans leur pays. Plus rien ne va. Pis : il leur semble que rien ne peut plus aller. Les plans de sécurité, les retrouvailles intercommunautaires, notamment au sein d'un gouvernement dit « d'union nationale », la reprise en main par l'Etat des ports, source principale des revenus du Trésor : tout échoue lamentablement. Même le retrait des forces d'occupation israéliennes du Liban du Sud pose plus de problèmes qu'il n'en résout.

Les conséquences de cet état d'esprit se lisent dans les chiffres. Ainsi les rapatriements de fonds des émigrés libanais — individus et entreprises — principalement ceux du Golfe, sont tombés de 150 millions de dollars par mois à moins de tiers. Essentiellement, certes, parce que le Golfe est en récession. Mais aussi parce que beaucoup de ces émigrés, désespérant du Liban, ont appelé leurs familles à leurs côtés et ne transfèrent donc plus une part de leurs revenus.

La couverture or et réserves en devises s'en est trouvée épuisée d'un de ses deux fondements : les devises. La Banque du Liban prétend aujourd'hui détenir 500 millions de dollars. Selon d'autres sources, ces réserves sont tombées au-dessous de 300 millions. Il n'est pas impossible que l'institut d'émission ait racheté des dollars durant le court intervalle d'octobre-novembre 1984 où la livre était remontée. Quoi qu'il en soit, il ne reste plus beaucoup de devises en caisse, en comparaison de l'immense couverture de 2 milliards de dollars de naguère, ou non compris.

Par ailleurs, l'argent des Palestiniens — à disparaître avec eux. Il a représenté, la dernière année (1982) environ 700 millions de dollars, soit près de 60 millions par mois, d'argent frais injecté sur le

marché libanais, sans sortie de biens en contrepartie. Plus généralement, la guerre était source de rentrées en devises : elle est devenue source de lourdes dépenses. Les bailleurs de fonds et d'argent aux diverses factions (Irak, Syrie, Libye, Israël, pour ne citer que les principaux) se sont épuisés. A l'opposé, le gouvernement libanais a équipé en 1982-83 son armée, au prix fort et au comptant (900 millions à 1 milliard de dollars), aux Etats-Unis.

L'aide arabe, certes faible — 600 millions de dollars versés sur les 2 milliards promis en 1979 — n'en constitue pas moins un appoint utile puisqu'elle consistait en dons. Elle est désormais presque inexistante. Or les exportations industrielles et agricoles sont fortement perturbées par le morcellement du territoire et les difficultés de communication qui en découlent.

Du fait de l'addition de tous ces facteurs, la balance des paiements est devenue fortement déficitaire (900 millions en 1982 et 1,3 milliard en 1983) alors qu'elle était excédentaire aux pires moments de la guerre.

Un « civage monétaire »

Au mince chapitre des consolations, on peut relever que la réserve d'or est intacte (22 millions d'onces, soit près de 3 milliards de dollars) et que le Liban n'a pratiquement pas de dette extérieure.

Un indice particulièrement inquiétant vient toutefois d'apparaître dans la crise monétaire : le civage entre les deux Beyrouth, qui s'appliquait à tout, sauf à l'argent. « Les Libanais savent très bien se retrouver sur ce point », disait-on — a atteint cet ultime bastion unitaire. La commémoration du 6 février, date de la rébellion qui a éliminé de Beyrouth-Ouest l'autorité de l'Etat et du président Gemayel pour créer un nouvel équilibre entre les « seigneurs de la guerre », tourne à l'épreuve de force sur le terrain de l'économie. Le secteur musulman accuse le secteur chrétien de « manipuler la monnaie et les prix ». Des tracts circulent et des manifestations pourraient se dérouler. « Il n'y a pas un livre de l'Est et un livre de l'Ouest », disait, il y a quelques jours encore, le chef d'Amal, M. Nabih Berri, mais cela risque de n'être bientôt plus vrai. Verra-t-on des Libanais se battre aussi à propos de leur bien commun le plus sacré : leur monnaie ? Ils auraient alors, après la guerre politique et communautaire, perdu la guerre économique.

LUCIEN GEORGE

(Publié)

## IRAN

تظاهرات جهانی به مناسبت هفته "حماسه موسی واشرف"

## Appel à la manifestation contre Khomeiny pour la paix et la liberté à l'occasion du 8 février

Le 8 février 1982, le Modjahed Moussa KHIABANI, suppléant de M. Radjavi, le Modjahed Ashraf RABII (Radjavi) et dix-huit de leurs compagnons sont tombés au champ d'honneur, après plusieurs heures de résistance face à l'attaque des gardes de Khomeiny à leur lieu de résidence.

A l'appel de M. Ali Zarkesh, commandant de la résistance à l'intérieur de l'Iran, les forces de la résistance commémoreront cette journée historique par de vastes campagnes à l'échelle nationale, au cours d'une semaine intitulée « La semaine de Moussa Khabani et d'Ashraf Rabi » (du 6 au 13 février).

A la même occasion, et à l'initiative de l'Union des associations de étudiants musulmans à l'étranger, des manifestations seront organisées à Paris et dans seize autres grandes villes du monde.

Participez à cette manifestation en signe de solidarité avec la résistance du peuple iranien pour la paix et la liberté

vendredi 8 février 1985, à 13 heures de la Gare de l'Est à la place de la Bastille

Association des étudiants musulmans (AEM)  
BP 49-75462 Paris Cedex 10

## AFRIQUE

Ethiopie

### La famine est un « crime politique »

affirme l'Union des travailleurs de l'alimentation

De notre correspondante

Genève. — L'Union internationale des travailleurs de l'alimentation et des industries connexes (UITA), qui groupe cent quatre-vingt-six syndicats représentant deux millions de deux cent mille membres, et qui a fait beaucoup parler d'elle lors de la lutte qu'elle a menée en faveur des ouvriers de coca-cola persécutés au Guatemala (le Monde du 28 janvier 1981 et du 25 avril 1984) vient de lancer un nouveau pavé dans la mare. Selon un texte diffusé à Genève, siège de l'UITA : « La famine en Ethiopie, sur laquelle l'attention du monde entier a été attirée, n'est pas un désastre naturel : c'est un crime politique. » Tout en reconnaissant l'importance du phénomène naturel qui est la sécheresse, l'UITA estime que le DERG, gouvernement au pouvoir à Addis-Abeba, « a créé les conditions pour transformer un fléau en catastrophe ». La raison principale en serait que, pour s'acquitter des dettes contractées pour acheter des armes destinées à ses opérations militaires contre les « rebelles », le régime éthiopien « a déversé plus de 3 milliards de dollars à l'Union soviétique — a accordé la priorité aux cultures d'exportation, au détriment de la production des

denrées alimentaires de première nécessité pour la population. Au surplus, les bombardements au napalm des récoltes dans les territoires tenus par les mouvements nationaux de libération de l'Erythrée et du Tigré, l'incorporation des paysans dans l'armée et une réforme agraire mal organisée ont contribué à aggraver la pénurie alimentaire.

D'autres allégations de l'UITA sont tout aussi graves : pour 90 %, l'aide économique (selon les principes organisations humanitaires qui se dévouent en Ethiopie) — l'aide des pays de l'Est et des Etats producteurs de pétrole est insignifiante — serait détournée par le DERG, avant tout pour nourrir l'armée.

Les syndicats de l'alimentation demandent qu'un soutien alimentaire soit apporté dans les plus brefs délais aux populations d'Erythrée et du Tigré. Ils estiment en outre que le mouvement ouvrier international doit exiger « le rétablissement de la démocratie et des droits de l'homme en Ethiopie, y compris le droit, abolis depuis décembre 1975, de former des syndicats libres ».

ISABELLE VICHNIAC

## A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

• QUARANTE CIVILS AU-RAIENT ÉTÉ TUÉS A KANDAHAR. — Une quarantaine de civils au moins auraient été tués à la mitrailleuse le mois dernier dans un bazar de Kandahar (sud de l'Afghanistan) par un détachement soviétique, en représailles à l'assassinat d'un cadre du Parti communiste par des moudjahidins, ont rapporté mardi 5 février des sources diplomatiques occidentales, à New-Delhi et à Islamabad. — (AFP, AP).

Chili

• LE GOUVERNEMENT ORDONNE L'ARRESTATION DE DIX DIRIGEANTS DU MDP. — Dix dirigeants du Mouvement démocratique populaire (MDP) ont été arrêtés le mardi 5 février. Cette organisation regroupe le Parti communiste, le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) et un secteur du Parti socialiste. Elle a été déclarée inconstitutionnelle la semaine dernière.

République Dominicaine

• VIOLENTES ÉMEUTES CONTRE LA HAUSSE DES PRIX. — L'armée et la police dominicaines ont arrêté, le mardi 5 février, des responsables de gauche et des syndicalistes à la suite de manifestations contre la hausse des prix qui ont coûté la vie à deux protestataires. Ces émeutes font suite à la décision du gouvernement d'augmenter les prix des produits de première nécessité d'environ 50 %. Une politique imposée en janvier par le FMI en prétexte à l'octroi d'un prêt-relais au pays.

هكذا من الارض



TWA Promenades Israéliennes.

**Israël en avion, en voiture et en Hilton :  
8 jours 3.990 F.\***

Départ quotidien.  
7 nuits au Hilton Jérusalem  
ou Tel Aviv.  
Voiture pendant tout le séjour,  
kilométrage en sus.

**Vous plaire nous plaît.**

\*Prix chambre double par personne. Supplément transport suivant date de départ.

# POLITIQUE

## Le RPR ne gouvernera en 1986 qu'avec une majorité « large et cohérente »

M. Alain Juppé, secrétaire national du RPR, estime que, si la victoire de ses amis aux prochaines élections législatives n'est pas « très large », l'opposition ne devra pas accepter de participer au gouvernement que soutiendra le président de la République. En revanche, si cette victoire est nette, M. Mitterrand, à son avis, devra « manger son chapeau ».

L'opposition en général, et le RPR en particulier, ne pourraient pas longtemps rester les bras ballés devant les décisions électorales nouvelles qui depuis le début de l'année expriment une sorte de réveil de la majorité.

Le ton plus offensif des principaux leaders socialistes, quelques bons indices économiques notamment en matière d'inflation et de commerce extérieur, l'annonce de plusieurs décisions que l'on espère populaires, le discours mobilisateur de M. Mitterrand à Rennes le 1<sup>er</sup> février, des sondages d'opinion dont la courbe en faveur du pouvoir tend à se redresser : voilà quelques éléments de nature à exciter un peu plus la vigilance des responsables du RPR.

M. Chirac lui-même, semblant d'ailleurs les pressentir, met en garde, à chaque occasion, ses partisans depuis quelques semaines contre un optimisme excessif et prématuré. Certes, dit-il, les augures sont favorables à l'opposition, mais méfions-nous qu'en un an le pouvoir, grâce aux moyens dont il dispose et grâce aussi à son habileté politique et tactique, ne douche cette belle euphorie et ne la retourne, à son profit. Dans son entourage on admet même que pendant les prochains mois, sans doute jusqu'à l'été, l'emballage pourra se poursuivre au bénéfice du pouvoir.

On doute, cependant, qu'elle puisse se développer au point d'inverser totalement, d'ici un an, la tendance actuelle favorable à l'opposition. On préfère, au RPR, résister sans attendre, prendre des mesures sans précipitation et contre l'offensive que lance la majorité sur la base de ces éléments favorables. La commission exécutive du RPR, réunie mardi matin 5 février, en a décidé ainsi, et le bureau politique du mouvement — instance créée lors des assises de Grenoble — en traitera aussi lors de sa première réunion le 12 février.

M. Alain Juppé, secrétaire national du RPR, premier adjoint

de M. Jacques Toubon, a assuré, mardi 5 février, devant la presse municipale parisienne que « la campagne de propagande bien orchestrée par le gouvernement et la chef de l'Etat lui-même doit être dénoncée comme une présentation fallacieuse de la situation ».

Selon lui, « la période de rigueur économique actuelle destinée à effacer la période de folie des années 1981-1982 » n'a remporté qu'un seul succès : faire diminuer le pouvoir d'achat des Français. La baisse de l'inflation ne serait ainsi qu'une conséquence mécanique de cette situation, baisse qui, d'ailleurs, selon lui, est moins rapide que chez les principaux partenaires et tout à fait artificielle.

En revanche, estime M. Juppé, on se garde bien de souligner que « en face des 7 % d'inflation, le chômage, lui, est aujourd'hui à 14 %, alors que M. Mitterrand avait promis de le faire baisser en dessous d'un million six cent mille, puis M. Mitterrand ne pas dépasser la cote des deux millions ».

Le secrétaire national du RPR insiste aussi sur « les éléments que le pouvoir cherche à cacher ». Il cite le record de faillites d'entreprises battu en 1984, le décalage des finances publiques avec « l'accumulation des déficits du budget de l'Etat, de la Sécurité sociale et des collectivités locales ».

### Ne pas revenir sur les « acquis sociaux »

M. Juppé ne veut pas se limiter à un réquisitoire. Sa plaidoirie tend à démontrer qu'une autre politique économique est possible. Il précise toutefois qu'il ne faut pas attendre de l'alternance politique une augmentation rapide et généralisée du pouvoir d'achat. « La dégradation de celui-ci pourra être enrégulée si les Français travaillent davantage », assure-t-il. Il n'est pas question de revenir sur les « acquis sociaux » réalisés depuis 1981, mais qu'il faudra « revoir la législation sur les heures supplémentaires pour qu'elles soient plus faciles, assouplir les conditions de travail en supprimant certaines autorisations administratives pour les licenciements, faciliter les accords d'entreprises par dérogation aux conventions collectives nationales, développer la politique

contractuelle, la concertation et la participation ».

M. Juppé estime qu'un certain nombre de mesures pour les- quelles des ordonnances sont en cours d'élaboration dans l'opposition devront être prises dans les six mois qui suivront l'éventuelle victoire de celle-ci en 1986. Il considère que cette nouvelle politique économique aura de bonnes chances de réussir, car, à cette époque-là, la conjoncture et l'environnement international seront « plutôt bons ».

### M. Mitterrand mangera son chapeau

La mise en œuvre de tels projets implique naturellement que l'opposition accepte d'exercer le pouvoir exécutif alors que M. François Mitterrand restera président de la République. Cette question, désormais classique, de la cohabitation est envisagée par M. Juppé selon deux hypothèses. « Si, dit-il, la victoire de l'opposition est très large, M. Mitterrand mangera son chapeau... si en revanche, la victoire est moins nette, il ira au gouvernement et appliquera son projet puisque l'opinion l'a voulu ». Mais M. Juppé ajoute aussi : « Si, en revanche, grâce aux cadeaux que va faire le gouvernement et grâce à une loi d'urgence sur le pouvoir d'achat, la majorité n'est ni large ni cohérente, alors il ne faudra pas participer au gouvernement ».

M. Alain Juppé précise ainsi clairement pour la première fois que seule une victoire « franche et massive » permettra au RPR et à l'UDF d'accepter l'offre éventuelle de gouvernement. Si, en revanche, M. Mitterrand, grâce notamment à la représentation proportionnelle, est en mesure de constituer des majorités variables qui seraient à la merci de la défection d'une de leurs composantes, alors, selon M. Juppé, l'opposition nationale devrait refuser les responsabilités gouvernementales.

M. Juppé, enfin, ne veut pas dire à M. Chirac, en cas de victoire de son parti devant accepter de constituer le gouvernement... au cas où on le lui proposerait. Certains autres amis du président du RPR, comme M. Bernard Pons, pensent qu'il serait contraire d'accepter. M. Chirac lui-même ne s'est toujours pas nettement prononcé sur cette éventualité.

ANDRÉ PASSERON.

### A Joigny

#### M. Chirac : une union plus étroite

M. Jacques Chirac, venu soutenir M. Philippe Anberger, candidat RPR aux élections cantonales, à Joigny, lundi 4 février, a Joigny (Yonne), le discours prononcé à Rennes par M. Mitterrand, le 1<sup>er</sup> février, en disant : « Ce n'est pas un engagement de peu d'importance. S'il poursuit dans cette voie, certes il apparaît bien comme un chef de file, mais il devra tenir compte personnellement du résultat des élections, pour s'en féliciter s'il est suivi, ou pour en tirer les conclusions s'il ne l'est pas ».

M. Chirac, interrogé sur le projet du gouvernement de faire élire en partie les conseils régionaux à la proportionnelle, a répondu : « Je ne veux pas y croire car, à force de tricher, le chef de l'Etat et le gouvernement vont finir par provoquer une réaction qui leur coûtera plus cher que les avantages qu'ils pourraient en tirer ».

Le président du RPR a assuré que « tous les responsables de l'opposition sont favorables à son union mais ne l'expriment pas de la même façon. Une concertation plus étroite devra être établie entre eux. D'ores et déjà, l'union va progressant dans le bon sens ».

### Propos et débats

#### M. Barrot (CDS) : caporalisme

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, déclare, dans un entretien publié mercredi par le Courrier de l'Ouest, que « la vie de l'opposition ne doit pas s'enfermer dans un triage des chefs » et que « les grands leaders ont intérêt à laisser les deux grandes formations UDF et RPR remplir leur rôle ». « A vouloir convoquer les militants au sifflet pour des sommets-spectacles, on risquerait de susciter un caporalisme qui n'a aucun sens », affirme le député de la Haute-Loire.

#### M. Lignel (rad.) : Mendès France et de Gaulle

M. Jean-Charles Lignel, président de la fédération du Parti radical du Rhône a déclaré, mardi soir 5 février, à Clermont-Ferrand, qu'il était « souhaitable que désormais » son parti ait « pour gagner, le fond Mendès France et la forme de de Gaulle ». M. Lignel a annoncé qu'il ferait, dans les semaines qui viennent, le tour de France des fédérations de son parti, mais il s'est défendu d'avoir des « ambitions nationales ».

#### M. Royer : le gouvernement des maires

M. Jean Royer, député (non inscrit) d'Indre-et-Loire et maire de Tours, s'est déclaré partisan, lundi soir 4 février, d'un gouvernement d'unité nationale qui comprendrait un fort noyau de maires de grandes villes. L'ancien ministre, qui s'exprimait au cours d'un dîner-débat organisé par la jeune chambre économique locale, a notamment fait valoir que les maires « connaissent à une échelle réduite tous les problèmes qui se posent à la nation ». « Ils ont le sens de l'Etat et une connaissance concrète des problèmes du temps. Dans un gouvernement d'unité nationale, ils pourraient donner une image nouvelle du pouvoir », a soutenu M. Royer.

## LA CRISE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

### L'OPA de M. Ukeiwé sur le RPCR

M. Jacques Lafleur a été la cible d'« attaques indignes », en particulier « de la part de délégués du gouvernement », a déclaré M. Dick Ukeiwé, mardi 5 février à Paris, au cours de la réunion publique organisée par l'opposition (voir ci-dessous). M. Ukeiwé a ensuite rendu hommage à M. Lafleur, avant d'ajouter : « Je dis que ceux qui voudraient nous opposer, ou qui rêvent de je ne sais quelles querelles au sein de notre mouvement, tous ceux-là perdent leur temps ! ».

Le même jour, le groupe RPR de l'Assemblée nationale avait pris solennellement la défense du député de Nouvelle-Calédonie et fait savoir que M. Lafleur « est un facteur de cohésion et de stabilité plus nécessaire que jamais pour la maîtrise du territoire dans le cadre de la République ».

Nouméa. — D'un geste, le député Jacques Lafleur, président du RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République), balisa la question d'un journaliste sur les raisons de son éventuelle démission : « Soyez assuré qu'il n'y a aucune malaise au sein du RPCR ». C'est aussi le leitmotiv répété au siège du gouvernement territorial, comme à l'Assemblée territoriale : il n'existe, dit-on, aucune divergence de vues au sein du mouvement : le plan Ukeiwé est une œuvre « collective », il n'a été la cause d'« aucune dissension » parmi les élus RPCR.

Officiellement toutefois, on est moins catégorique. Interrogé il y a quelques semaines sur l'absence de propositions concrètes à opposer au projet de M. Pisan, l'un des coauteurs du texte présenté le 24 janvier par le président du gouvernement et

De notre correspondant

senateur RPR, M. Ukeiwé, résumait le problème : « Toute la difficulté réside dans le fait que ces gens n'arrivent pas à s'entendre (...). Résultats, les auteurs du plan Ukeiwé viennent surtout de l'extérieur du mouvement, ce sont des membres du RPR arrivés de Paris, des fonctionnaires du gouvernement territorial de Polynésie française ». Le discours de M. Ukeiwé a donc été rédigé à Paris, avant d'être envoyé à Nouméa par télexcopie.

Au sein du gouvernement territorial, le projet Ukeiwé est diversement considéré. Pour certains, il est devenu « la » base de travail des négociations, tant avec le délégué du gouvernement — qui ne se prive pas de rappeler que s'il n'y avait pas eu son plan, il n'y aurait pas eu de contre-plan — qu'avec le dirigeant indépendantiste M. Jean-Marie Tjibaou, que M. Ukeiwé devrait rencontrer à Nouméa. D'autres ont un sentiment différent : « Il s'agit d'un os à ronger donné par notre gouvernement », disent-ils. Un membre du cabinet d'analyse même : « Pisan voulait un bout de papier, il l'a eu... Mais sachez que les Calédoniens se foutent du statut. Ce qui leur importe, c'est notre volonté de rester français ».

Il reste néanmoins à s'accorder sur la forme juridique à donner à cet attachement. Il y a huit semaines, M. Pisan recevait M. Roger Laroche, le maire RPCR de Nouméa. Ce dernier avait alors pris pleinement position pour le départementalisation. Un mois et demi plus tard, M. Ukeiwé soumettait au haut de la tribune du Sénat un plan assimilable à une « autonomie élargie », allant même au-delà de l'actuel statut d'autonomie interne.

Entre le maire de Nouméa et le président du gouvernement se

trouve M. Lafleur, dont la position est devenue difficilement tenable. Tout à tour critiqué par ses propres militants qui lui reprochent son « laxisme », comploté même par les calédoniens de Bourail, soumis aux pressions de l'aile droite du RPCR qui rêve d'en découdre avec les Canaques, M. Lafleur a assisté, impuissant, à l'ascension d'un Dick Ukeiwé qu'il avait lui-même aidé dans sa carrière politique.

Profitant de la situation, M. Pisan joue la désunion du RPCR en critiquant son président « qui n'a jamais voulu dialoguer, qui a toujours refusé le débat » et en faisant l'éloge du sénateur RPR et des éléments intéressants contenus dans son projet.

Ces raisons ont poussé M. Lafleur à envisager de se démettre de ses mandats, décision pour le moment ajournée : mais on se demande si elle n'interviendra pas tôt ou tard, agissant d'un homme politique usé par les pressions locales et qui peut être tenté de préférer un jour Paris à Nouméa.

Il reste que derrière l'étendard Ukeiwé, l'agitation demeure. Tous ne se résignent pas à ce qu'ils appellent l'« OPA Ukeiwé » sur un parti dont il faut noter que la cohésion n'a jamais été le point fort.

En 1977, lors de la création du RPC (Rassemblement pour la Calédonie) par M. Lafleur, la mosaïque était très diversifiée.

Mais M. Lafleur n'a pu devenir le rassembleur qu'il souhaitait être. De plus, les interférences parisiennes et polynésiennes (la nette ingérence du parti de M. Gaston Flosse dans les affaires calédoniennes) ont contribué à l'ascension de M. Dick Ukeiwé comme le candidat comme la caution mélanésienne d'un parti européen. Ce dernier ne peut qu'aspirer à voler un jour de ses propres ailes.

FREDERIC FILLOUX.

### AVANT SON RETOUR A NOUMÉA

#### L'opposition a manifesté son soutien au président du gouvernement territorial

M. Dick Ukeiwé, président (RPCR) du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie, a été mardi 5 février l'invité vedette d'une réunion publique de l'opposition organisée à Paris, salle de la Mutualité, à la veille de son retour en Nouvelle-Calédonie.

MM. Jacques Chirac, président du RPR, Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, Philippe Maland, président du Centre national des indépendants et paysans, Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, Michel Debré, ancien premier ministre, ont aussi pris la parole au cours de cette réunion à laquelle participait encore, entre autres responsables politiques, M. Claude Labbé, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale. L'amiral Philippe de Gaulle avait pris place dans le public.

Venu apporter « le soutien du peuple de Paris à celui qui représente le peuple calédonien », M. Chirac donnait ensuite lecture d'un message du député de Nouvelle-Calédonie, M. Jacques Lafleur, retenu à Nouméa. « Nous voulons indéfectiblement, fraternellement, toutes ethnies confondues, rester dans la République », proclamait ce texte.

M. Maland, évoquant l'éventualité de poursuites pour « trahison, forfaiture, complicité de banditisme » de tous ceux qui auraient pris « des responsabilités dans l'abandon de la Nouvelle-Calédonie ».

« Il ne s'agit pas de décoloniser un territoire qui n'est pas une colonie », affirmait ensuite M. Toubon, avant de rappeler la « position du mouvement gaulliste » : une alternative entre « une indépendance tout court, car il n'y a pas d'indépendance avec la France », soit « une solution d'avenir pour la Calédonie dans la France, c'est-à-dire un statut rénové ».

M. Gaudin se disait disposé à « faire reculer le gouvernement socialiste dans son projet insensé de largage de la Nouvelle-Calédonie ».

Pour M. Debré, « ce gouvernement socialiste veut, par le plan Pisan, créer l'apartheid en Nouvelle-Calédonie ».

M. Ukeiwé, enfin, après avoir dénoncé le « paradoxe » d'un état d'urgence qui « ne s'applique qu'à ceux pour qui il est inutile », exposait une dernière fois, en métropole, les propositions contenues dans le contre-plan qu'il a récemment présenté au Sénat.

Il insistait ensuite sur les obstacles au « nouveau dialogue » qu'il a proposé « avec espoir » mais « sans illusion » : « Les rebelles du FLNKS », qui « ont choisi le langage de la force et de la violence », M. Pisan lui-même qui « ne semble pas disposé à dialoguer qu'avec lui-même. Pour lui, tout est négociable... sauf le processus d'indépendance qui est un fait acquis d'avance ».

Le plan Pisan n'est pas, selon M. Ukeiwé, « une base de discussion sérieuse, car il est fondé sur un non-sens : la prétention d'imposer à un futur Etat souverain un statut d'association avec la France ».

Comme il l'avait fait ces derniers jours à Bordeaux, Valenciennes, Lyon, Brast et Nimès, le président du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie adjurait enfin les métropolitains : « Nous ne demandons qu'une seule chose, mais une chose à laquelle nous tenons par-dessus tout : c'est la liberté de rester français ! ».

M. K.

« Le RPR et l'enjeu stratégique en Nouvelle-Calédonie. — Le gouvernement envisage de décider le renforcement du dispositif militaire en Nouvelle-Calédonie, au moment où M. Pisan redouble d'efforts pour pousser le territoire vers l'indépendance », observe dans une déclaration diffusée mardi 5 février, M. François Fillon, secrétaire national à la défense du RPR. « Pourrait personne ne peut ignorer, ajoute M. Fillon, que si l'indépendance est accordée, le nouvel Etat sera en mesure de décider souverainement du volume et de l'implantation des forces françaises sur son territoire, et il pourra d'ailleurs tout aussi bien exiger le démantèlement du dispositif actuel ».

« Incendie criminel à Thio. — Un incendie criminel a provoqué, lundi 4 février dans la soirée, des dégâts matériels importants dans les bureaux de la Société Le Nickel (SLN), qui exploite le centre minier à Thio, a-t-on appris mardi de source officielle à Nouméa.

### UNE MISE AU POINT DE M. MICHEL TUBIANA

Mentionné, dans nos éditions du 3 février, comme ayant « préparé » sur place, en tant que « personnalité du Grand Orient de France », la venue en Nouvelle-Calédonie de M. Roger Leray, grand maître de cette organisation maçonnique, M. Michel Tubiana nous a fait parvenir la mise au point suivante :

Je me serais rendu en Nouvelle-Calédonie en ma qualité d'avocat, de secrétaire aux DOM-TOM de la Ligue des droits de l'homme, et j'y aurais préparé la venue de M. Leray, grand maître du Grand Orient de France.

Je ne peux que démentir ces assertions (...). Si je suis allé en Nouvelle-Calédonie, c'est uniquement en ma qualité d'avocat chargé d'assurer la défense des militants du FLNKS aux côtés d'autres avocats.

Je n'ai donc pas préparé le voyage de M. Leray, ce pourquoi je n'aurais eu d'ailleurs aucune qualité.

Je n'ai pas plus été investi d'une quelconque mission par la Ligue des droits de l'homme, dont je suis secrétaire général et non secrétaire aux DOM-TOM.

### PRÉCISIONS SUR LE SONDAGE BVA - PARIS-MATCH

M. Michel Brulé, directeur de l'institut de sondage BVA, nous a fait parvenir la lettre suivante, en réponse aux critiques formulées à l'encontre du sondage BVA - Paris-Match réalisé en Nouvelle-Calédonie (le Monde du 1<sup>er</sup> février) à propos de l'avenir du territoire :

Ce travail a été basé sur le recensement qu'a effectué l'INSEE en Nouvelle-Calédonie en 1983, lequel permet d'analyser finement les différentes composantes de la population locale, notamment sous l'angle ethnique.

Les interviews ont été réparties dans treize des trente-deux communes calédoniennes ; ces treize communes sont réparties sur quatre subdivisions administratives et totalisent à elles seules, plus des deux tiers de la population.

Lorsqu'il s'agissait d'interviewer au sein des tribus, nos enquêteurs ont suivi la coutume locale des dons aux symboles. L'accueil reçu par nos enquêteurs a été le plus souvent très favorable, et le caractère elliptique de la pensée mélanésienne n'a apparemment pas fait obstacle au bon recueil de l'information.

Par contre, je pense que les « spécialistes locaux » consultés par votre correspondant n'étaient pas en possession de tous les éléments d'information nécessaires, faute de quoi ils n'auraient pas parlé d'une marge d'erreur de l'ordre de 15 % du fait de la taille de l'échantillon.

S'agissant d'un échantillon de six cent quarante personnes, quand la valeur observée se situe à 65 %, il y a 95 chances sur 100 que la valeur vraie ne s'écarte pas de plus de 4 points du résultat observé.

**VOUS VOULEZ ACHETER UNE IMPRIMANTE ?**  
L'ORDINATEUR PERSONNEL A ESSAYÉ ET COMPARÉ CINQ MODÈLES A MOINS DE 10 000 F.  
L'ORDINATEUR PERSONNEL  
LE N° 12 CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**COULEURS PROFESSIONNELLES**  
sur film ou sur papier photo Ilford Cibachrome  
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12<sup>e</sup> ☎ 347 21 32

**PICARD**  
Votre serrure doit-elle être révisée !  
Les cambrioleurs se perfectionnent et utilisent des techniques et des outils de plus en plus évolués. Si votre serrure ne peut résister, vous serez la prochaine victime !  
Faites réviser régulièrement votre serrure en vous adressant à tout serrurier revendeur de notre marque.  
\* Il vous dira si votre serrure est encore capable ou non, de résister aux techniques actuelles des cambrioleurs.  
S.A. PICARD, 4, rue St-Sauveur, 75002 PARIS, 233.44.85

**Centre de production**  
Kessaintzaur  
1<sup>er</sup> exportateur Fra  
Fabriquant et distr  
925

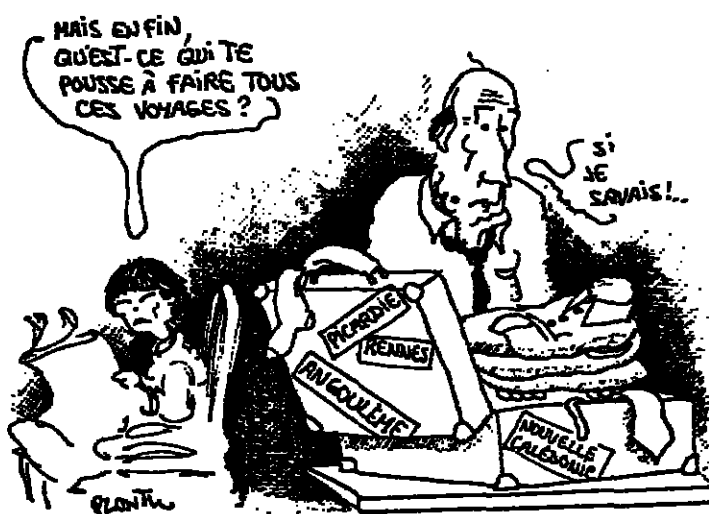
سكنا من الاصل



# La visite du président de la République en

# Picardie

## Les pièges du bien-être



Dessin de PLANTU.

cales qui les accueillent à faire les investissements nécessaires pour se tenir dans le courant.

Aujourd'hui, le réveil est cruel, mais, depuis quelques années, personne ne peut dire qu'il n'a pas été préparé. Par les agriculteurs d'abord, solidement, de longue date organisés. Les responsables du Crédit agricole, par exemple, savent ce qu'ils veulent et se sont donné les moyens de le vouloir. « Nous soutenons, disent-ils, intégrer le développement agricole dans une vision plus large du développement rural puis du développement tout court. » Les investissements qu'ils ont réalisés à Amiens pour bâtir une véritable cité de la paysannerie sont à l'image de l'action qu'ils mènent pour devenir les partenaires presque obligés des entreprises de valorisation des productions végétales et animales, d'équipement ou d'animation des communes rurales. « Du culturel au culturel », disent-ils, en forme de slogan.

Les responsables de la région emploient une autre image pour décrire leur « projet industriel ». « Nous avons, c'est vrai, manqué beaucoup de trains. N'essayons pas de les rattraper. Prenons ceux qui vont passer. » Ces trains qui vont passer, ils ont pour nous mécanique légère, chimie fine, biotechnologie, production, télématique. La Picardie en a déjà pris quelques-uns, ce qui lui permet de se présenter comme une région innovatrice, et pas seulement comme une province inquiète.

J.-F. SIMON.

## Quatre en une

Débat classique : la Picardie existe-t-elle ? Quatre frontières au moins ont été dessinées autour de la région.

Par les géographes d'abord, qui l'ont définie comme « le pays de la craie blanche recouverte d'une terre à blé » ; par les historiens ensuite, qui suivent au cours des siècles les aventures tumultueuses de ces plaines, conquises et reconquises au gré des ambitions, et des moyens, du royaume de France.

Limites imprécises. La Picardie, ne serait-ce pas tout simplement la contrée des gens qui parlent picard, ce parler savoureux qui fut la seule langue des campagnes jusqu'au dix-neuvième siècle ?

La Révolution enfin créa, sans trop se soucier des réalités géographiques, trois départements picards qui furent regroupés puisque aussi artificiellement dans la région administrative et politique actuelle.

(Lire page 16 l'article de Michel Crampon.)

## UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL

### « Nos difficultés s'expliquent surtout par la crise mais aussi par la structure de nos industries »

M. Walter Ansellem, né en 1931 à Millery, en Algérie, pharmacien, est maire, socialiste, de Beauvais depuis 1977, et conseiller général de l'Oise depuis 1972. Il a été élu président du conseil régional de Picardie en avril 1983. C'est à ce titre qu'il a répondu à nos questions.

« La Picardie, au même titre que les autres régions, mais d'une façon particulière, pâtit de la crise. Quels sont, pour vous, les facteurs les plus préoccupants sur lesquels vous souhaitez attirer l'attention du président de la République et des responsables de l'aménagement du territoire ?

« C'est vrai, la Picardie subit la crise, et elle la subit durement, même si les manifestations ne sont pas aussi spectaculaires que dans la sidérurgie lorraine, les chantiers navals ou les charbonnages.

« Nous sommes dans une situation qui, bien sûr, n'est pas exceptionnelle, mais qui est difficile, qui nécessite des efforts prolongés parce que les causes de l'échec ne sont pas liées à la conjoncture économique mais à la structure même des industries qui sont implantées chez nous, au point qu'une relance nationale ne suffirait pas à améliorer durablement la situation de l'emploi.

« Ces difficultés de fond se manifestent plus particulièrement dans certains bassins d'emploi. C'est le cas du bassin creillois avec les diffi-

cultés d'Isou, de CDF-Chimie, et les autres entreprises de sous-traitance automobile. C'est le cas aussi du bassin d'Albert qui subit de plein fouet les effets des retards accumulés par les constructeurs de machines-outils.

« Je cite ces dossiers parce qu'ils concernent les difficultés de plusieurs entreprises sur un même site, mais j'ai également attiré l'attention du président de la République sur des cas industriels particuliers, notamment Triller à Soissons ou Impex à Noailles, et sur les retombées régionales de la restructuration de Boussac, que ce soit à Beauvais ou dans la Somme.

#### Rôle pilote dans la biotechnologie

« Vous avez souvent déclaré que, au-delà des dossiers d'actualité, la région devait se donner les moyens de préparer l'avenir. Quels sont, pour vous, les deux ou trois projets qui, de ce point de vue, vous paraissent les plus importants et les plus novateurs ?

« Nous disposons d'atouts économiques majeurs. Nous sommes situés au cœur d'une des plus grandes concentrations humaines de l'Europe ; nous bénéficions d'une agriculture dont la puissance est unique en France ; nous avons une base et une tradition industrielles très importantes et très diversifiées, secteur qui emploie 40 % de notre population active.

« Pour valoriser nos atouts, notre volonté est de mettre en relation tous les acteurs économiques de la région, de favoriser un rapprochement entre les différentes branches de notre industrie. Trois projets répondent à cette préoccupation : le centre de valorisation agro-industriel, le CRI polymères, le « pôle productique ».

« Le centre de valorisation agro-industriel a été ouvert avec l'aide des industriels et des agriculteurs qui contribuent financièrement au fonctionnement du centre. Il s'appuie sur des laboratoires de réputation internationale de l'UTC de Compiègne et sur ceux de l'université d'Amiens. Des projets industriels sont déjà étudiés ; certains

sont opérationnels. La Picardie doit jouer un rôle pilote dans le développement de la biotechnologie.

« La Picardie est la troisième région pour l'industrie plastique. En coordonnant les efforts de recherche jusqu'à la mise en œuvre, le CRI polymères constitue le premier centre de recherche sur les plastiques en France et travaille déjà à la mise au point de nouveaux produits dans l'industrie des plastiques.

« Le « pôle productique » enfin, doit assister les entreprises pour réaliser des programmes d'automatisation de leurs moyens de production.

« Pour nous donner les moyens de mettre en œuvre ces choix, nous avons constitué une palette d'outils économiques très diversifiés en utilisant toutes les possibilités de la loi et en liaison avec des partenaires financiers : une société de crédit-bail, un institut de participation, et des instruments plus classiques : primes, fonds de garantie, bonification d'intérêt.

(Lire la suite page 10.)

## CETTE PROVINCE QUI INVENTE

12. LES AGRICULTEURS DANS LEURS USINES  
La valorisation des productions agricoles.

12. LES ENZYMES DU DOCTEUR THOMAS  
Un laboratoire de pointe à Compiègne

14. NÉGOCIER ÇA S'APPREND  
Les réussites de l'école de commerce d'Amiens.

14. POMA 2000 : LE MÉTRO-TÉLÉPHÉRIQUE  
Des transports peu communs à Laon.

15. UN ORDINATEUR AU PALAIS  
L'informatisation des services de justice à Beauvais.

15. AQUALAND POUR APPRIVOISER LA NATURE  
L'aménagement touristique de la côte.

16. ROCK DE PLEIN CHAMP  
La musique telle qu'on la fait.

Lire pages 12 à 16 les articles de nos correspondants Michel Curie et Philippe Lecoche.

## ONIE

## le RPCR

re M. Lafleur, dont la position devenue difficilement tenable à tour critiqué par ses propres amis, a été reproché son «isme», conspu même par les proches de Bourail, soumis au rêve d'un découpe du RPR en deux, M. Lafleur a assisté, à l'ascension d'un loc qui avait lui-même suivi sa carrière politique.

«offrant de la situation, Pisan joue la désunion de R. en critiquant son président, toujours refusé le débat», disent l'éloge du sénateur RPR es éléments intéressants dans son projet.

« raisons ont poussé M. Lafleur risquer de se démettre de ses lats, décision pour le moment née ; mais on se demande si elle arrivera pas tôt ou tard, si elle d'un homme politique qui ne se laisse pas entraîner par les passions locales et qui peut être de préférer un jour Paris à

reste que derrière l'étendard né, l'agitation demeure. Tous résolvent pas à ce qu'ils appellent «OPA Ukeite» sur un peu il faut noter que la cohésion n'a été le point fort.

1977, lors de la création du (Rassemblement pour la Calé) par M. Lafleur, la mosaïque des diversités.

us M. Lafleur n'a pu devenir le nibleur qu'il souhaitait être. De les interférences parisiennes et éennes (la nette ingérence de de M. Gaston Flosse dans les es calédoniennes) ont contré l'ascension de M. Diel, vée vaine au départ comme la n «mélanésienne d'un par piéen. Ce dernier ne peut nient à voler un jour de ses pro- jets.

FRÉDÉRIC FILOUX.

## UNE MISE AU POINT

## de MICHEL TUBIANA

national, dans nos éditions à ter, comme ayant « préparé » l'ace, en tant que « personnalité rand Orient de France », la « ep. Nouvelle-Calédonie de ager Leray, grand maître de « organisation maçonnique. Michel Tubiana nous a fait par la mise au point suivante : me serait rendu en Nouvelle- onie en ma qualité d'avocat, rétaire aux DOM-TOM de la des droits de l'homme, n'y is) préparé la venue de ray, grand maître du Grand rée France.

ne peux que démentir ces ions (...). Si je suis allé en ile-Calédonie, c'est unique- ma qualité d'avocat chargé er la défense des militants du S aux côtés d'autres avocats. i'ai donc pas préparé le voyage Leray, ce pourquoi je n'aurais illeurs aucune qualité. i'ai pas plus été investi d'une que mission par la Ligue de e l'homme, dont je suis ire général et non secrétaire OM-TOM.

## PRÉCISIONS

## SUR LE SONDAGE

## BVA - PARIS-MATCH

Michel Brulé, directeur de us de sondage BVA, nous a arvenir la lettre suivante, e se aux critiques formulées à vtre du sondage BVA- Match réalisé en Nouvelle- nie (Le Monde du 1<sup>er</sup> février) de de l'avenir du territoire : ravail a été basé sur le recou- i qu'a effectué l'INSEE en le-Calédonie en 1983, lors t d'analyser finement les is composantes de la popu- cale, notamment sous l'angle ne.

interviews ont été réparties re des trente-deux com- alédoniennes ; ces inter- nes sont réparties sur ques- ions administratives et que- t, elles seules, plus des des la population.

qu'il s'agissait d'interviewer i des tribus, nos enquêteurs i la coutume locale des dan- iques. L'accueil reçu par nos surs a été le plus souvent très de, et le « caractère ellipte- la pensée mélanésienne » n'a moment pas fait obstacle au eil de l'information.

entre, je pense que les « sp- is locaux » consultés par xrespondant n'étaient pas en ion de tous les éléments nation nécessaires, faute de : n'aurait pas parlé d'une d'erreur de l'ordre de 15 % de la taille de l'échantillon. ssant d'un échantillon de arante personnes, quand la bservée se situe à 65 %, il y ances sur 100 que la valeur s'écartera pas de plus de du résultat observé.

**Charles of the Ritz**

Parfums  
**YVES SAINT LAURENT** Parfums  
**Gianfranco Versace**

1<sup>er</sup> exportateur Français

Activités :  
Fabrication et distribution de produits cosmétiques et parfums

Siège social :  
28/34, Boulevard du Parc  
92521 NEUILLY-SUR-SEINE  
Tél. 378.75.75

Centre de production et de distribution internationale :  
Route de Noyon  
60310 LASSIGNY  
Tél. (4) 444.10.35

**MBK**

"M.B.K. Industrie - Société Nouvelle  
MOTORECANE  
Siège social : Z.I. de Rouvroy  
02100 S<sup>t</sup> QUENTIN - Tél. (23) 09.22.22

Effectif : 2100 personnes  
Activités : Spécialiste du 2 roues.  
MBK fabrique et vend en France et exporte environ :  
- 500 000 bicyclettes,  
- 200 000 cyclomoteurs.

**MBK est le leader du bi-cross**

Filiales commerciales à l'étranger :  
Allemagne, Danemark, Hollande, U.S.A.  
Usines : Saint-Quentin - Aisne  
Casablanca - Maroc  
Bangui - RCA





# Duel politique autour d'un fauteuil

## L'opposition talonne sérieusement la gauche

**L**e conseil régional de Picardie a connu l'alternance, à gauche, avant qu'elle ne se réalise au niveau national. Majoritaire au sortir des élections cantonales de mars 1979, la gauche a dû attendre le 1<sup>er</sup> février 1980 pour concrétiser son avantage, laissant ainsi un répit de quelques mois au président sortant, M. Jacques Mossion (UDF-CDS), sénateur de la Somme.

Les socialistes revendiquaient alors une présidence tournée à partager avec les communistes, qui pourtant comptaient plus de conseillers régionaux. L'arithmétique ayant prévalu, c'est M. Raymond Maillat (PC), alors député de l'Oise, décédé depuis lors, qui devint ainsi le premier président communiste de conseil régional. Il succédait aux représentants de l'ancienne majorité, qui depuis la mise en place de l'institution régionale, en décembre 1973, avaient instauré un système selon lequel la présidence revenait à tour de rôle à une personnalité de l'un des trois départements (Aisne, Oise et Somme). C'est ainsi que s'étaient succédés MM. Jacques Legendre, ancien député CNIP de l'Oise, maire de Compiègne, Charles Baur (UDF-PSD), maire de Villers-Cotterêts, alors vice-président du conseil général de l'Aisne, Max Lejeune (UDF-PSD), maire d'Abbeville, sénateur de la Somme après avoir été député, et M. Mossion.

Ce « tourniquet » n'a pas été de nature à instaurer un sentiment régionaliste profond. Pour beaucoup, le conseil régional était avant tout un « syndicat d'intérêts départementaux ».

Les socialistes, qui ont repris l'avantage sur leurs alliés communistes grâce aux élections législatives de 1981, ont tenté de rompre avec cet état de fait. M. René Dosière (PS), maire depuis mars 1983 de Lagny, dont il était auparavant conseiller municipal, constatait six mois après son élection que la « région [restait] à construire ». Pour son successeur, M. Walter Amallem, maire socialiste de Beauvais,

longue écharpe rouge autour du cou, il ne faut pas rester « les pieds dans les pantoufles », autrement dit la région doit être désormais la « locomotive des départements ».

Symbole d'un rapport de forces serré en Picardie, la laïcité de président de la région est convoité — avec réalisme — par l'opposition. Cette dernière est d'autant plus violemment hostile au décret préparé par le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation sur le mode de désignation par les conseils généraux des représentants aux conseils régionaux territoriaux au conseil régional que des chances de devenir majoritaire en Picardie se profilent avec le prochain renouvellement cantonal (1).

L'avantage pris par la gauche — depuis 1981, 10 députés sur 15 sont socialistes, 3 communistes et 2 d'opposition — n'exclut pas que la droite reste forte. L'opposition dispose des 8 sièges de sénateur, de la majorité dans le conseil général de la Somme et de l'Oise (bien que le conseil général de l'Oise soit présidé par un socialiste, M. Henri Bonan). Elle détient, en outre, au bénéfice de l'âge, la présidence du conseil général de l'Aisne.

### Vague gaulliste

La vague gaulliste avait déferlé — 11 députés sur 15 en 1962 — sur une région qui avait pourtant envoyé 18 élus de gauche sur 20, en 1936, au Palais-Bourbon. 1973, 1978, 1981 ont érodé les positions gaullistes dont il ne reste plus que quelques bastions : la première circonscription de l'Oise (Beauvais-Nord-Est) avec le doyen de l'Assemblée nationale, M. Marcel Dassault (app. RPR), la cinquième de la Somme (Péronne) avec M. André Audinot, président-directeur général du Pigaro, qui, bien que considéré comme un proche du RPR, siège avec les députés non inscrits, la mairie de Saint-Quentin, que M. Jacques Braconnier, sénateur

RPR de l'Aisne, a reprise en 1983 au PCF, qui la lui avait enlevée en 1977.

Un certain nombre de responsables locaux du RPR sont déterminés à ne pas laisser les choses en l'état. C'est le cas de M. Jean-François Marcel, N'ayant plus secrétaire national à l'animation depuis le remplacement de M. Bernard Pons par M. Jacques Toubon au secrétariat général du RPR, ce parlementaire européen est désormais plus disponible pour l'Oise. Elu député à vingt-huit ans, en 1978, battu par M. Guy Vadepeul (PS) trois ans plus tard, M. Marcel, conseiller général du canton de Noyelles, renouvelable cette année, attend le prochain scrutin cantonal qu'il « départage ». Qu'il départage d'abord la gauche et l'opposition : la première, majoritaire à l'Assemblée départementale depuis 1979, est minoritaire depuis une élection partielle qui, en octobre dernier, a permis à un RPR de remplacer le sortant, décédé, Raymond Maillat (PC). Qu'il départage aussi l'opposition (7 RPR pour 4 UDF et 10 divers modérés).

Ces indépendants divers modérés sont les héritiers du « béarnisme » (du nom de l'ancien maire indépendant de Beauvais et ancien président du conseil général, M. François Béarn) et sont un défi à la politisation de la vie locale. RPR et UDF n'ont de cesse que ce pouvoir des « sans-parti » ne soit grignoté. Leur rivalité se manifeste par exemple dans le canton de Chantilly, où, le sortant, M. François Prader (ind.), ne se représentant pas, M. Philippe Courbois, président départemental du CDS, a demandé en vain l'investiture de l'UDF qu'a obtenue M. Patrice Marchand (PR), maire de Gouvieux, ce dernier va devoir affronter également un candidat CNI et un représentant du RPR. Ainsi, dans le canton de Crépy-en-Valois, où, contre le sortant communiste, M. Gilles Masure, qui avait battu, il y a six ans, le président du conseil général d'alors, M. Dupuy, le duel CDS-RPR se complique de la présence d'un dissident du parti de

M. Jacques Chirac qui, n'ayant pas obtenu l'investiture, se présente avec le label du Front national. Il s'agit de M. Georges Decroix, maire de Vaucluse.

L'Oise n'a pas le monopole des rivalités internes au sein de l'opposition. L'Aisne en offre aussi quelques exemples : dans le canton de Laon-Nord, le sortant, M. Daniel Poulet, premier secrétaire de la fédération socialiste, se voit opposer non seulement M<sup>me</sup> France Mathieu (UDF), suppléante de M. Paul Girod (UDF), sénateur, mais aussi M. Georges Lemoine (RPR), beau-père de l'autre conseiller général de l'Aisne, M. Jean-Claude Lamanat (RPR). Tous trois font partie des huit élus de l'opposition qui siègent au conseil municipal du chef-lieu du département, que dirige M. René Dosière (PS). A Saint-Quentin, l'opposition est divisée dans les deux cantons renouvelables, notamment dans celui du centre où le maire, M. Braconnier, sénateur RPR, soutient M. Pierre André (RPR), secrétaire général de la chambre de commerce, contre son premier adjoint, M. Maxime Lemoine, ancien secrétaire général de la sous-préfecture, devenu porte-drapeau de l'UDF.

Pour le responsable départemental du RPR, M. Lamanat, il s'agit de « remettre en courant » représenté dans l'Aisne par 4 députés sur 5 de 1962 à 1967. Bien que minoritaire au sein de l'opposition avec 7 élus contre 14 UDF et modérés, le RPR n'entend pas être absent du choix du prochain président du conseil général : « Nous demandons la place qui nous est due » et cette place « est celle que nous aurons accordée les électeurs », prévient-il.

### Max l'intransigeant

Ce même raisonnement, s'il peut s'appliquer à l'Oise, ne vaut pas pour la Somme, dominée par la personnalité de M. Max Lejeune. Quand M. René Dosière (PS), maire d'Amiens, en parle, il se souvient du « gauchiste en lavallière » du Front populaire. C'était en 1936. Trente-six ans plus tard, l'ancien ministre de Léon Blum (en 1947) et de Guy Mollet (en 1956-1957) n'admettra pas l'alliance des socialistes avec les communistes. Aujourd'hui membre à part entière de l'UDF en sa qualité de président du Parti social-démocrate (qui a remplacé le MDS), « Max » reste « intransigeant au sein même de l'UDF ». Mais, à la veille de la venue du président de la République dans « sa » ville d'Abbeville, qu'il administre depuis 1947, il ne veut pas qu'« on le fasse parler ». « Je ne veux pas de fausses notes politiques », explique-t-il.

L'homme en qui chacun reconnaît le patron du département a une conception traditionnelle de l'action politique : sur le terrain, il n'est pas bon, estime-t-il, « de faire de la politique tous les temps ». En 1979, il n'avait dû son maintien à la présidence — qu'il occupe depuis 1945 — du conseil général qu'à sa qualité de doyen d'âge. Le renouvellement cantonal de 1982 avait fait nettement pencher la balance en faveur de l'opposition, qui dispose de 30 sièges contre 14 à gauche. Ces derniers ne montrent pas une union exemplaire : les 6 socialistes ont voté le dernier budget départemental contre lequel se sont prononcés les 8 communistes.

Si les appétits sont voraces au sein de l'opposition, la rivalité n'est pas moins vive entre PCF et PS dans une région où dès 1973 les socialistes ont entamé une reconquête électorale qui s'est souvent faite au détriment de leurs partenaires. Si les communistes ont maintenu leurs avantages avec MM. Roland Renard et Daniel Le Meur dans l'Aisne, réélus députés dans les deuxième et quatrième circonscriptions,

si M. Raymond Couillet a conservé le sien dans la troisième de la Somme, en revanche M<sup>me</sup> Chantal Leblanc dans la circonscription d'Abbeville (la quatrième de la Somme), M. Maxime Gremetz, membre du bureau politique du PC, dans celle d'Amiens et M. Raymond Maillat dans celle de Crépy-en-Valois (la troisième de l'Oise) ont cédé leur siège en 1981 aux candidats socialistes (il s'agit respectivement de MM. Guy Becq, Jean-Claude Dessein et Guy Braine).

Si un socialiste comme M. Jacques Fleury, député, conseiller général (renouvelable) et maire de Roye, assure que les rapports entre les deux partis « ne sont ni plus ni moins agressifs qu'au plan national », M. Renard (PC) les juge « non tendus ». Membre du secrétariat fédéral du Parti communiste de l'Oise, M. Claude Lecerf, conseiller municipal de Nogent, explique que ce qui est le moins admissible, c'est le « double langage du PS ». Il en veut pour exemple la question de l'emploi — particulièrement aiguë avec les difficultés d'Isore. Sur place, les socialistes se veulent les défenseurs des travailleurs, au sommet, ils couvrent la « casse », dit-il.

### L'énigme Le Pen

Le recul électoral de la gauche et du PS en particulier a été moins brutal en Picardie (notamment dans l'Oise et l'Aisne) que dans d'autres régions lors des municipales de mars 1983. Il n'est que de voir M. Jean-Pierre Balligand — qui avait gardé en 1981 au PS la circonscription de la Thiérache (au nord de l'Aisne), que détenait, grâce à un fort capital personnel, M. Maurice Brugnon — faire le compte des communes gagnées dans son secteur.

Comme partout — mais, au dire de beaucoup, plus qu'ailleurs — la Picardie souffre d'un manque de leaders. Le déclin du PC dans la Somme peut s'expliquer en partie ainsi : M. Gremetz n'a pas réussi à

supplanter M. Lampe au baromètre de la popularité. Dans l'Oise, la disparition de Raymond Maillat a constitué un réel handicap. Dans le camp de l'opposition, les successions qui se profilent encouragent les ambitions. On ne fait pas mystère de la fragilité de l'influence de M. Max Lejeune le jour où émergera un véritable patron de l'opposition à Amiens. Pour l'instant, ils sont quelques-uns, comme MM. Hubert Henno (UDF-Perspectives et Réalités), Gilles de Robien (UDF-PR), Jean-Claude Broutin (UDF-CDS) et André Mézin (RPR), à se mesurer. A Compiègne, ce sont aussi deux jeunes, MM. François-Michel Gonnard (UDF) et Philippe Marini (RPR), qui guignent la succession de M. Legendre, dont ils sont les adjoints.

Tous ces calculs pourraient être troublés par le Front national. C'est avec une curiosité non dissimulée que les responsables politiques locaux attendent les scores que réaliseraient les candidats du parti de M. Jean-Marie Le Pen présents dans la quasi-totalité des cantons renouvelables.

La Picardie, qui, selon M. Girod, a « ses élus à gauche mais ses notables à droite », a aussi la « révolte silencieuse », comme le dit M. Mézin pour expliquer les anciennes positions de force du PC et les résultats honorables obtenus par l'extrême droite lors des élections européennes. Si le sentiment légaliste l'emporte dans l'Oise, l'esprit frondeur, dans la Somme et l'Aisne, est vivace : difficile dans ces conditions d'avoir de fortes majorités pour l'un ou l'autre camp.

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) Le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation envisage de publier un décret substituant au système majoritaire actuellement en vigueur le scrutin proportionnel pour la désignation, par les conseils généraux, des représentants des collectivités territoriales aux conseils régionaux (le Monde du 2 février).

# Vallée de la Céramique

## D'un savoir-faire millénaire aux produits du futur

A 80 kilomètres de Paris, le Conseil Général de l'Oise lance sous le label « Vallée de la Céramique » un programme industriel novateur fondé sur la continuité de la filière des céramiques traditionnelles aux néo-céramiques.

Produit du futur, la néo-céramique s'utilise, depuis une période récente, dans des secteurs de pointe, tels que l'aéronautique, l'automobile, la biotechnologie. Les performances de ce produit sont telles que de nombreuses applications sont d'ores et déjà envisagées dans des industries de grande consommation, par exemple outils ménagers, sports.

Fait de 2 000 ans de tradition céramique, le Département de l'Oise a conçu un projet de développement industriel associant des unités de production locales, des laboratoires de recherche des universités, des organismes publics ou parapublics de développement, des élus locaux. Ce réseau a pour objectif de promouvoir par tous moyens, le développement des matériaux céramiques nouveaux ou traditionnels.

La synergie entre les plus avancées, développées dans d'autres secteurs de pointe au profit d'applications plus classiques, ce qui ouvrira de nouveaux marchés aux PME qui seront venues s'intégrer au projet.

**Vallée de la Céramique**  
**Une volonté du Département de l'Oise**

Pour tous contacts : Aide 60  
12, Av. de la République - BP 14  
60004 Beauvais Cédex  
Tél. : (4) 445.37.37

## LES AVANTAGES DE PARIS SANS SES INCONVENIENTS

*Un carrefour*  
à 50km au nord de Paris, à 20mn de l'aéroport de Roissy et à 10mn de l'autoroute du Nord, nous sommes à la croisée d'axes routiers, ferroviaires et fluviaux.

*Un centre d'activité*  
avec des zones industrielle et tertiaire de près de 80 hectares où sont représentés la plupart des secteurs économiques.

*Un pôle technologique*  
proche de centres de recherches actifs : CETIM, CERCHAR, CRIT Polymères.

# CREIL

Une agglomération de 80 000 habitants où un soin particulier a été apporté à la réalisation d'équipements sportifs, culturels et de loisirs.

Renseignements : Mairie de CREIL - Tél. (4) 425.20.19

BRAC

## CETTE PROVINCE QUI INVENTE

# Les agriculteurs dans leurs usines

## Comment valoriser les produits de la terre

On peut être les premiers en France en production de pommes de terre et de betteraves, les troisièmes en récoltes de céréales et n'en être pas plus riches pour autant. Au contraire. La Picardie est, en ce domaine, un peu comme les pays sous-développés qui ont des matières premières mais ne savent pas en tirer profit en les transformant.

Il existe, certes, des usines à frites et à purée (Vico, Findus). Il y a même mieux, l'entreprise Orsan (450 personnes) à Nesle, dans la Somme, et l'entreprise Eurolysine (250 personnes) à Amiens, qui, à partir de la mélasse de sucrerie, fabriquent la première du glutamate de sodium pour renforcer le goût des aliments et de l'acide glutamique, qui entre dans la composition de préparations pharmaceutiques, la deuxième de la lysine pour l'alimentation animale, ce qui diminue l'importation de soja.

Ces deux usines sont très connues en raison de leurs sucées à l'exportation. Mais quelles que soient leurs hautes performances techniques et commerciales, elles ne sauraient à elles seules contenter les Picards, qui misent, pour l'avenir, sur la transformation des produits de leur sol.

Plus de 80 % du blé picard est vendu directement à l'exportation par l'intermédiaire du port de

Rouen. Pourquoi ne pas essayer de le traiter sur place pour obtenir des produits de plus haute valeur ajoutée : du gluten, pour enrichir en protéines le blé destiné à la boulangerie industrielle (sinon il faut faire du pain avec du blé américain), et des amidons soit alimentaires, soit destinés à fabriquer des produits d'hydrolyse, comme le glucose, pour la confiserie industrielle.

Cela commence à se faire : Roquette, à Corbie, dans la Somme, a déjà des unités de fractionnement du blé et est en train de doubler sa capacité de production. Malheureusement, le gluten pour boulangerie ne sera bientôt plus rentable à fabriquer car il y a trop de concurrence. Les débouchés sont à trouver en direction des aliments pour animaux domestiques. Quant à la transformation de l'amidon, il est nécessaire d'aller plus loin que le glucose et d'aboutir à des dérivés chimiques avec des applications en pharmacie, dans les industries lourdes et le ciment. Les Américains et les Hollandais tiennent, dans ce créneau, 80 % du marché.

Des amidons on peut envisager de tirer des produits phytosanitaires biodégradables pour le traitement de cultures qui pourraient remplacer les produits chimiques utilisés actuellement. Le Centre de valorisation des glucides, créé récemment à

Amiens (Le Monde daté 28-29 octobre 1984) et dirigé par M. Émile Ségard, professeur à l'université de technologie de Compiègne, a fait des évaluations et retenu plusieurs genres de transformations susceptibles d'intéresser les industriels picards, d'autant que le cours du blé va probablement chuter et qu'il se révélera plus intéressant pour les producteurs de le vendre sur place. La pomme de terre produit aussi de l'amidon pouvant servir, par exemple, de liant dans la colle de papeterie.

### Une betterave dans le moteur

Une autre grande ligne de produits nouveaux est celle de l'éthanol, carburant obtenu à partir de betteraves et de sous-produits de sucrerie ou en adaptant de nouvelles variétés de betteraves pour avoir moins de sucre et faire de l'alcool avec le reste.

Si on sait bien faire de l'éthanol à partir de la betterave, on en est encore à l'étude technique pour l'utilisation du blé à cet effet. On peut se servir également de la pousse de terre. Mettre de l'éthanol dans l'essence à hauteur de 10 % ne peut avoir que des avantages. Notamment la suppression du plomb (il

sera complètement interdit dans le carburant en Europe à partir de 1989) et l'amélioration de l'indice d'octane, donc du niveau énergétique. M. Ségard affirme qu'il s'agit d'une politique devant être décidée au niveau national. Si l'option éthanol est choisie, il faudra installer quarante-cinq distilleries sur le territoire national. Une unité expérimentale tourne toujours à Aves-sur-Aube, dans la Marne. La Picardie est prête à construire deux ou trois unités qui couvriraient les besoins en éthanol du quart nord-est de la France.

Dernière grande ligne de sous-produits : les sucres. Si les amidons de betterave sont relativement faciles à utiliser, en revanche, la sacro-chimie est plus délicate et il est très difficile d'obtenir des produits autres que la saccharose. Les actions de recherche à mener dans ce domaine demandent du temps. On peut, par exemple, faire des sacro-glycérines utilisées dans les détergents, comme liants ou oxydants dans les produits alimentaires. On peut aussi faire des sucres à pouvoir sucrant supérieur; ils ont des avantages diététiques.

Les possibilités de transformation des productions végétales picardes sont donc immenses. Certaines industries existent déjà, d'autres se préparent. Des chercheurs travail-

lent. À l'université de Picardie, à Amiens, une équipe s'est attachée à la transformation de la saccharose, une autre amène les variétés de pommes de terre pour en faciliter la fibre et en augmenter l'amidon. L'université de technologie de Compiègne se spécialise dans la valorisation des sous-produits de la pulpe de betterave. Le Centre de valorisation des glucides, qui rassemble industriels, chercheurs, exploitants, simplifie, met toute son énergie à synchroniser les différents efforts afin que les Picards traitent de plus en

plus sur place les produits de leur sol. Il a déjà, à son actif, une réussite spectaculaire : en Chine, qui va faire appel à des techniques françaises pour implanter une nouvelle variété de pommes de terre et installer une usine de transformation, à l'image de ce que fait Vico dans l'Alsace (frites, chips, surgelés, etc.). Une autre équipe est en cours pour la transformation du manioc en Thaïlande.

PHILIPPE LACOCHE

## Les enzymes du D. Thomas

### Un laboratoire de pointe à Compiègne

À la fin de l'année 1983, directeur du laboratoire de technologie enzymatique de l'université de technologie de Compiègne (UTC), Daniel Thomas, chimiste de formation - docteur en sciences physiques - travaille depuis dix ans sur l'utilisation des enzymes.

À la tête d'une équipe de soixante-cinq personnes - composée d'enseignants, de chercheurs, de stagiaires de l'industrie et de « thésards », - il a accru les applications multiples de ces enzymes de petits catalyseurs biologiques, dans l'industrie agro-alimentaire, par exemple, pour la valorisation de l'amidon dans la confection des gâteaux. Les enzymes jouent aussi un rôle important en chimie, en pharmacie, dans l'industrie cosmétique, dans le traitement des eaux et en médecine, etc.

Daniel Thomas a commencé ses travaux dans un minuscule laboratoire situé dans l'ancien dortoir d'un lycée technique de Compiègne. Depuis, il a cessé d'étendre le champ de ses recherches et s'est attaqué, ces derniers temps, au domaine artistique.

L'aventure commence en 1983. Le plasticien Ernest Pignon-Ernest est à la recherche pour sculpter ses statues d'une matière qui conserverait des formes vivantes. Il découvre alors les travaux de Daniel Thomas et ceux de Claude Guin, directeur du laboratoire de biotechnologie solaire de Cadarache, qui, depuis quelque temps, cultivait les cellules végétales et les micro-algues. Publié dans les comptes rendus de l'Académie des sciences, la méthode consiste à immobiliser dans une mousse synthétique - du poly-réthane qui est un polymère artificiel - des cellules végétales vivantes.

L'artiste explique que cette matière nouvelle permet, en somme, de réaliser des sculptures vivantes : « Vivantes comme une plante verte, comme les arbres. » Elles fixent le gaz carbonique, produisent, le jour et la nuit, respirent la nuit et possèdent la fonction chlorophyllienne. Il est nécessaire de les arroser et elles ont besoin de soleil. Sinon, elles meurent.

Ernest Pignon-Ernest a ainsi « créé » douze « hommes » et douze « femmes » qui mesurent environ deux mètres cinquante et pèsent de quinze à vingt kilogrammes. Ils sont constitués de soixante litres de polymère dans les molécules duquel ont été immobilisées un milliard de cellules

végétales (des micro-algues). Chaque statue est animée d'une structure intelligente qui forme son squelette. Ces statues ont été exposées pour la première fois lors d'un festival de l'été-jeune à Uzès (Gard), et de octobre dernier on a pu les admirer au Jardin des Plantes à Paris.

Après s'être présentée comme le procureur du bio-art, voici que Daniel Thomas s'intéresse au patrimoine artistique français.

### Des souillures sur les tableaux de maître

Cette fois-ci, l'histoire a pour cadre le musée de l'Orangerie à Paris. Restauratrice au Louvre, chargée des *Nymphéas* - l'œuvre monumentale (186 mètres carrés) de Claude Monet - Mme Francesca Hourrière était, en ce début 1983, très embarrassée : véritable calamité, une sorte de souillure blanchâtre recouvrait l'ensemble des toiles, risquant de les détruire. Les peintures, comme l'explique Daniel Thomas, étaient recouvertes depuis longtemps d'une sorte de colle sous laquelle s'étendait un dépôt blanchâtre. Le service de restauration des musées nationaux avait essayé tous les moyens pour en venir à bout. En vain.

En désespoir de cause, Mme Hourrière, qui avait vaguement entendu parler des possibilités de réaction par un procédé enzymatique, prit contact avec le chercheur de l'UTC de Compiègne, auquel elle posa cette difficile question : comment détruire cette souillure sans altérer le tableau ?

Daniel Thomas explique comment il décide d'intervenir. « Les dépôts blanchâtres proviennent de colles animales et végétales. Nous avons utilisé deux enzymes - la papaine et la dextrinase - pour dégrader les molécules de colle, cela sans détruire la structure des toiles. »

La succès de la méthode fut tel que Daniel Thomas vient d'être contacté pour une autre et aussi délicate besogne : comment faire disparaître les « repeints » sur des tableaux de maître ? On lui a demandé ainsi de travailler sur une toile de Sclero, un peintre de la Renaissance italienne. Et sur une peinture sur bois du XII<sup>e</sup> siècle. Belle et noble réussite pour les enzymes compiégnoises.

PHILIPPE LACOCHE

# Beauvais

Cité prestigieuse par son histoire. Ville recherchée pour son avenir.

Vous connaissez de Beauvais la cathédrale gothique et son chœur le plus haut du monde, véritable défi au temps... Aujourd'hui encore, Beauvais est sûre de son avenir.

### Entreprendre

À Beauvais, toutes les conditions sont rassemblées pour que les entreprises se créent et se développent : des aides adaptées, des terrains disponibles, des hommes formés et, aussi, une situation privilégiée à moins d'une heure de Paris.

### Vivre

Avec ses 55 000 habitants, Beauvais est une ville humaine. Ici, on ne connaît pas les problèmes de logement ou d'insécurité des grandes métropoles. La vie a conservé son agrément ; des contacts chaleureux, une nature verdoyante, un patrimoine historique exceptionnel... voilà l'environnement.

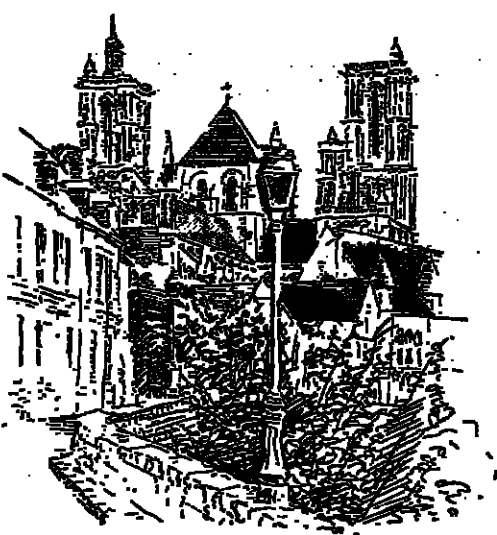
### Réussir

Tous ces atouts, de nombreuses entreprises les ont appréciés ; c'est pour cela qu'elles se sont implantées à Beauvais (Findus, D.B.A., Massey-Ferguson, Spontex, Biocodex, La Brosse et Dupont, Givenchy...). Vous voulez la réussite de votre entreprise ?

Nous vous accueillons.

Mairie de Beauvais  
60021 BEAUVAIS Cédex  
Tél. (4) 445-09-10

## POUR EN FINIR AVEC LA QUERELLE DES ANCIENS ET DES MODERNES



Il n'est jamais facile d'organiser les transports dans une cité médiévale, à fortiori quand la vieille ville est séparée de la ville basse par un dénivelé de 100 mètres...

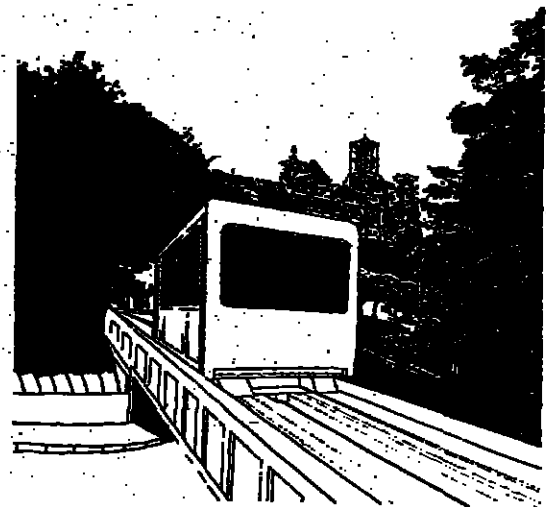
C'est à cet objectif que nous nous sommes attelés ici avec le POMA 2000 : un métro de conception révolutionnaire qui consacrera bientôt l'union de nos vieilles pierres avec les exigences du présent.

Pour nous inscrire résolument dans l'économie de demain.

Nous sommes ouverts sur tous les projets d'avenir.

LAON

Tél. (25) 25.22.05



سكيا من الاموال



صكرا من الامل

UE EN PICARDIE

place les produits de leur  
à son actif, une réussite  
en Chine, qui va  
des techniciens fran-  
implanter une nouvelle  
pomme de terre et instal-  
usine de transformation à  
ce que fait Vico dans  
(fruits, chips, surgelés, etc.).  
étude est en cours pour la  
mation du manioc en Thaï-

MICHEL CURIE

## Thomas à Compiègne

(des micro-algues),  
statue est armée d'une  
métallique qui forme  
statue. Ces statues ont  
sées pour la première  
d'un festival de free-jazz  
(Girondel), et en octobre  
re a pu les admirer au  
Plantes à Paris.  
a s'être présentée  
e procureur du bio-art,  
Daniel Thomas s'inté-  
patrimoine artistique

## is souillures les tableaux de maître

foi-ci, l'histoire a pour  
musée de l'Orangère à  
statuaire au Louvre,  
des Nymphéas - l'œu-  
avertale (1888 mètres  
de Claude Monet, -  
nossa Hourrière était,  
but 1983, très embar-  
véritable calamité, une  
souillure blanchâtre re-  
f'ensemble des toiles,  
de les dénaturer. Les  
comme l'explique Da-  
les, étaient recouvertes  
gaines d'une sorte de  
laquelle s'étendait un  
infiltré. Le service de  
on des musées natio-  
s'essayé tous les  
our en venir à bout. En

espoir de cause,  
rière, qui avait vague-  
ment parlé des possibi-  
lisation par un procédé  
ne, prit contact avec le  
de l'UTC de Compiè-  
et elle posa cette diffi-  
on: comment détruire  
lure sans altérer le ta-

Thomas explique com-  
de d'intervenir. « Les  
enchâtres provenaient  
animales et végétales.  
e utilisé deux enzymes  
ine et la dextrinase -  
soler les molécules de  
sans détruire la struc-  
ture... »

de la méthode fut  
Daniel Thomas vient  
sisté pour une autre et  
cette besogne: com-  
disparaître les « re-  
des tableaux de maî-  
t a demandé ainsi de  
ir une toile de Solario,  
de la Renaissance ite-  
sur une peinture sur  
l'asie. Belle et noble  
ur les enzymes com-

ILIPPE LACOCHE.

RNES



# LA PICARDIE EN FLÈCHE



## LA PICARDIE TRAVAILLE ET AGIT

Au cœur d'un marché de 50 millions d'habitants, la Picardie dispose d'atouts exceptionnels :

- sa situation géographique à proximité de Paris et des régions les plus peuplées d'Europe du Nord (Londres, Bruxelles, les Pays-Bas, la Rhénanie Westphalie),
- les facilités offertes pour entreprendre, créer et se développer (avec des aides réellement adaptées aux besoins des entreprises, des formations répondant au marché de l'emploi, des pôles de recherche et de transfert technologique),
- une rare qualité de vie liée à une nature riche et verte, un patrimoine historique et architectural remarquable et un grand dynamisme culturel.

Picardie, vous avez vu les mots, découvrez les faits.



CONSEIL  
REGIONAL  
DE PICARDIE

11, MAIL ALBERT 1<sup>er</sup> 80026 AMIENS

## CETTE PROVINCE QUI INVENTE

## Négociateur, ça s'apprend

Les réussites de l'école de commerce d'Amiens

L'Ecole supérieure de commerce et d'administration des entreprises (ESCAE) d'Amiens, qui était restée longtemps au fin fond du classement des établissements de sa catégorie, est aujourd'hui citée par les dirigeants d'entreprises en deuxième position ex aequo avec Reims, tandis qu'elle se trouve en milieu du peloton dans le choix fait par les élèves. Le directeur de l'école, M. Roger Mezlin, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, affirme qu'il ne fait que tenir ses engagements.

Lorsqu'il a pris ses fonctions en 1981, il avait promis qu'il ferait de Sup de Co Amiens une des meilleures et qu'il rénoverait les bâtiments. Paul tant. L'Ecole de commerce d'Amiens, située au fond d'un parc, occupe les locaux de l'ancien palais épiscopal, qui se trouvaient en bien mauvais état. M. Mezlin n'a pas voulu abandonner l'avantage d'être au centre-ville contre une éventuelle installation sur un campus lointain, qui aurait tout de même coûté plus cher. Après bien des palabres, il a réussi à mettre d'accord la ville d'Amiens, la région Picardie, le département de la Somme, la chambre de commerce et d'industrie d'Amiens et d'industrie qui lui ont procuré, au total, 8 millions de francs, utilisés pour transformer le bâtiment délabré en véritable école avec amphithéâtre, labo de langues, bibliothèque, matériel audiovisuel, etc. « Si nous avons obtenu ce financement, souligne M. Roger Mezlin, c'est parce que

les responsables de tous bords ont compris l'utilité de l'école. »

La grande école « autrement », comme la qualifie son directeur et telle qu'elle est présentée sur la couverture de la plaquette distribuée aux lycéens, s'est spécialisée dans la formation des négociateurs. « Le cadre, dit M. Mezlin, parle avec son patron, ses subordonnés, les représentants des syndicats, les fournisseurs, les banquiers... Il lui faut donc continuellement négocier. C'est un homme obligé de travailler avec les autres. »

## La note de « gueule »

L'ESCAE d'Amiens a donc institué la note de « gueule », ou de personnalité, dans laquelle cinq critères entrent en jeu : l'intelligence et la mémoire ; le caractère et la capacité de s'engager ; la créativité et l'imagination ; la capacité de se faire estimer par les autres ; la morale au sens premier : être reconnu comme honnête et capable de tenir sa parole. Bien entendu, l'enseignement dispensé est celui que l'on trouve dans les autres écoles de commerce, mais avec ce « plus ».

Il faut croire que le créneau choisi était le bon puisque les patrons se disputent les jeunes négociateurs formés à Amiens. S'il a réussi, Roger Mezlin ne veut pas se laisser piéger par son succès. Il remet perpétuellement en question son école : « On ne peut pas

être un permanent devant le progrès technique. Il n'y a pas ici de prof assurés d'être encore là jusqu'à la retraite. Le directeur doit pouvoir en l'espace de deux ou trois mois faire pencher l'enseignement en faveur de telle ou telle méthode. Il faut sans cesse redéfinir les priorités. »

Dans cet esprit, les stages en entreprise des étudiants ne sont plus suivis par les professeurs de l'école, mais par des professionnels, industriels ou banquiers. « Ainsi les élèves ont des solutions techniques et pas seulement théoriques et, à travers le patron de stage, l'élève va réfléchir du savoir à la PME où il a fait un stage. »

A Sup de Co Amiens, on a le commerce dans la peau. Premier exemple : au lieu de payer un loyer à la ville, propriétaires des locaux, l'école s'acquiesce en prestations de services, études de marché sur le quartier Saint-Léon à rénover, établissement d'un fichier des entreprises, problèmes posés aux commerçants par l'installation des rues piétonnes. Deuxième exemple : l'école s'est entendue avec le conseil général de la Somme et le conseil régional de Picardie pour payer ensemble des professeurs de très haut niveau qui, avec les élèves, feront pour moins cher le travail de cabinet d'audit. D'autres projets sont en cours : recensement des organismes d'aide à la création d'entreprises en Picardie mais aussi sur tout le territoire national, études sur la qualité des produits et sur le système d'aide à la qualité. — M.C.

## Poma 2000 : le métro-téléphérique

Des transports peu communs à Laon

LAON, vingt-huit mille habitants, chef-lieu de l'Aisne, va disposer d'un métro d'un modèle tout à fait original puisque celui-ci est, en réalité, une cabine tirée par un câble selon la technique du téléphérique.

Poma 2000 — c'est son nom — est l'aboutissement de toute une série de recherches effectuées en France, notamment le VAL, en service à Lille, et le système ARAMIS, qui pourrait resurgir à Paris.

L'infrastructure existait déjà. Jusqu'en 1971 a circulé à Laon un tramway à crémaillère mettant la gare à vingt minutes de la ville haute. Cette démolition de 100 mètres sur 1 500 mètres de voies, le Poma 2000 la franchira en trois minutes et demie. Il existe encore sur la ligne un viaduc, un tunnel et un mur de soutènement construits en 1890. Ils seront utilisés.

La vieille ville avec sa cathédrale, son hôtel de ville, ses remparts, sa porte médiévale, ses rues commerçantes, commencent à être saturées par les automobiles. La mise en service de Poma 2000 permettra aux personnes désirant faire leurs courses en ville haute de laisser leur véhicule à côté de la gare, où des parcs de stationnement seront aménagés. D'autres rues de la ville pourront alors être réservées aux piétons (700 mètres environ de la cathédrale à la place Saint-Julien) et s'ajouter à l'unique rue qui l'est actuellement, la rue Châtelet, entre la place de l'Hôtel-de-Ville et la rue Saint-Nicolas-Marché.

Pour M. René Dosière, maire socialiste de Laon, la population voit d'un très bon œil l'ouverture de Poma 2000 prévue pour la fin de 1986 : elle s'intéresse à la marche des travaux, demande des explications techniques. Les commerçants sont satisfaits de voir s'étendre le réseau des rues piétonnes.

Le système Poma a été développé par la société Pomagalski, spécialiste des transports par câbles, qui a lancé récemment un téléphérique au-dessus du Mississippi et deux équipements dans une station de sports d'hiver. Pour fonder la société Poma 2000, Pomagalski s'est associé à Cresset-Loire dans une société où

celui-ci détenait 65 % des parts. Ensuite, avant même le début de Cresset-Loire, Technip a racheté la société Poma 2000.

L'opération Poma 2000 comportait trois étapes. La première, celle des études, est terminée. La deuxième est, aussi, positivement achevée. Elle consistait à réaliser sur le site le matériel de la voie, soit 750 mètres de câble et de poutres en pente dans la partie haute. C'est d'ailleurs le tronçon le plus intéressant pour l'agencement du « voyage » : on passe sur le viaduc, sous le tunnel et, depuis la cabine, on aperçoit la cathédrale qui surplombe la ville haute de ses tours ajourées.

## Un million de trajets par an

Le véhicule, qui peut contenir quarante personnes, pour la plupart debout, est construit. On peut le voir à la station du haut, derrière l'hôtel de ville. C'est un engin entièrement automatique piloté à partir d'un poste de commande extérieur. Personne pour le conduire ou pour fermer les portes. Les essais ont montré que tous les automatismes fonctionnent

bien. Encore deux ou trois mois d'essais sur la moitié du trajet terminée et on passera à la troisième phase : la réalisation de la fin du tronçon et la fabrication de deux autres véhicules. Trois cabines seront en permanence disponibles sur la ligne, ce qui permettra d'assurer en période de pointe une fréquence d'un véhicule toutes les deux minutes et demie. Trois stations seront ouvertes, dont une au milieu du parcours.

A la sortie de Poma 2000 sur la ville haute, les passagers pourront soit se rendre à pied à leur destination, soit emprunter un réseau de minibus. A côté de la gare SNCF, comme dans la ville basse, les tickets de bus seront jumelés avec les tickets du métro. On estime que le trafic de Poma 2000 sera de 1 million de trajets par an avec un débit de neuf cents personnes/heure dans chaque sens, le véhicule roulant à 35 kilomètres/heure. Le coût de Poma 2000 est évalué à 140 millions, dont 105 millions pris en charge par l'Etat, 10 millions par la région Picardie, 3,5 millions par le département de l'Aisne, 10,5 millions par la ville.

M.C.

## Un oppidum sur la Somme

M. Roger Agache, spécialiste de la recherche archéologique par photo aérienne, ancien directeur des antiquités préhistoriques de Picardie, aujourd'hui chercheur au CNRS, écrit au sujet de l'oppidum de La-Chaussée-Tirancourt dans la Somme : « Rares sont les sites qui, comme celui-ci, présentent un intérêt archéologique aussi considérable tant pour la préhistoire que pour

l'Antiquité. La magnifique colline fortifiée par les Gaulois est une des plus belles et des plus spectaculaires de toute la France. »

Il s'agit d'un éperon barré absolument typique, défendu par des abrupts naturels le long de la vallée de la Somme, le long de la vallée de l'Aaon et protégé, côté plateau, par un énorme rempart de terre.

C'est autour de ce site qu'a été conçu un vaste projet d'aménagement touristique-archéologique baptisé Samara — la Somme en langue gallo-romaine — 30 millions de francs financés par l'Etat, la région et le Crédit agricole seront consacrés à mettre en valeur des abords de l'oppidum.

## L'INDUSTRIE SE PLAÎT EN PICARDIE

La Picardie est une vieille terre d'industrie. Aujourd'hui, des conditions nouvelles ont été mises en place qui font de la Picardie une véritable terre d'accueil des entreprises nouvelles.

Le Conseil Régional a en effet utilisé toutes les possibilités offertes par la loi dans le cadre de la décentralisation pour résoudre les problèmes de financement des entreprises. La création, le développement, la modernisation ou encore la reprise d'entreprises bénéficient des mesures adaptées aux besoins spécifiques de chaque situation. Il s'agit bien sûr de primes, de prêts, de garanties d'emprunt, de bonifications d'intérêts, mais aussi de participation au capital (par le biais de l'Institut de Participation) ou de la mise à disposition de locaux (grâce à la SICOMI régionale).

En fait, les mesures nécessaires ont été prises pour que des entreprises puissent se créer et se développer en Picardie tout en conservant une structure financière saine.

## La haute technologie se développe

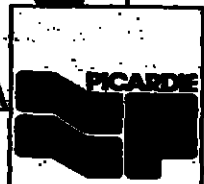
Dans la course aux technologies, la Picardie tient une place de premier ordre.

Les biotechnologies, les nouveaux matériaux et les matériaux composites, les technologies de communication dérivées de l'informatique, la productique, autant de domaines dans lesquels le Conseil Régional a mis en place des organismes de recherche dont les travaux peuvent bénéficier d'une application industrielle directe.

Enfin, avec un effort tout particulier en direction de formations opérationnelles répondant aux besoins de l'industrie d'aujourd'hui, ce sont des hommes hautement qualifiés qui sont à la disposition des entreprises.



LA PICARDIE EN FLECHE



CONSEIL REGIONAL DE PICARDIE

Tl. MAIL ALBERT 1<sup>er</sup> 80026 AMIENS

Picardie, vous avez vu les mots, découvrez les faits.

BEC

صكنا من الامم



CETTE PROVINCE QUI INVENTE

Un ordinateur au palais

L'informatisation des services de justice à Beauvais

À la fin de 1986, l'ensemble des services du palais de justice de Beauvais, dans l'Oise, seront informatisés. Avec celui de Beauvais, c'est l'un des deux tribunaux pilotes qui, dans le cadre d'une vaste opération lancée par la chancellerie, bénéficieront d'une modernisation aussi complète.

« Notre rôle est de tester les matériels et les programmes établis par les informaticiens de la chancellerie en liaison avec nos services », explique M. Antoine Quilichini, procureur de la République à Beauvais. « Ces programmes ne sont réalisés qu'avec notre accord. Ils sont évolutifs et peuvent être à tout instant corrigés. »

Composé d'une unité centrale - un ordinateur de marque Intertek qui dispose de 60 canaux et permet de mémoriser 64 millions de caractères, - de 5 consoles et de 4 imprimantes, le matériel a été installé en juin 1984, mais l'expérience a réellement débuté le 17 octobre, après l'aboutissement de la première phase : l'informatisation du service pénal. Concrètement, il s'agit de l'enregistrement du courrier des procédures, qui, jusqu'ici, était réalisé à l'aide de fichiers manuels : il fallait rédiger des fiches avec les noms et prénoms du plaignant ou du prévenu ainsi que le service de police, puis les classer par ordre alphabétique dans de gigantesques armoires.

« Aujourd'hui, tous ces renseignements sont directement mémorisés par l'ordinateur », commente M. Quilichini, satisfait, et nous pouvons envisager

ner davantage d'informations, comme les lieux et dates de naissance par exemple. »

En mars prochain, le service « audience » sera à son tour informatisé. Des opérations comme les demandes de citation du prévenu, celles de casier judiciaire ou l'avis à plaquer seront effectuées par l'ordinateur et sorties sur imprimante. Les substituts du procureur n'auront plus qu'à donner des instructions et un numéro de code aux fonctionnaires. Là encore, le gain de temps sera considérable, car la plupart des infractions enregistrées jusqu'ici demandaient un important travail de rédaction.

La troisième phase, prévue pour la fin du troisième trimestre, consistera à informatiser l'édition des jugements avec indication de la composition du tribunal, les noms des avocats, la qualification de l'infraction, etc. « Il ne restera plus qu'à mentionner par écrit la décision des juges », souligne M. Quilichini.

Gain de temps... gain de place

Enfin, en février, une dernière étape de la modernisation portera sur l'édition des pièces d'exécution (extraits de jugement, de décision pour l'incarcération, de casier judiciaire, etc.) que réclament les forces de l'ordre et les organismes de statistiques. « Nous avons calculé qu'il fallait parfois recopier huit ou dix fois l'identité du prévenu. Avec

l'ordinateur, une fois suffira », fait remarquer le procureur de Beauvais.

En plus de cette opération qui concerne la « chaîne pénale », d'autres services du tribunal seront, d'ici à la fin de 1986, informatisés : notamment les greffes civils, les cabinets d'instruction et les tribunaux pour enfants.

Cette opération aura coûté à la chancellerie environ 1,5 million de francs. Les fonctionnaires ont suivi des cours de formation adaptés.

A l'inévitable question sur une éventuelle compression de personnel provoquée par ce progrès technique, le procureur répond par la négative. « Les effectifs actuels n'ont rien de pléthorique, explique-t-il. La modernisation nous fera gagner du temps et une place non négligeable dans les locaux par la disparition des armoires des fichiers. »

Entièrement positive, cette opération ? « Difficile à dire pour le moment, car elle est récente, reconnaît M. Quilichini. Actuellement, nous perdons un peu de temps car il faut s'habituer au matériel. Mais, dans quelque temps, nous nous apercevrons des avantages importants et multiples de cette modernisation. »

Reste que « jamais l'ordinateur n'aura à prendre de décision en matière de jugement ». La justice des hommes continuera d'être rendue par les hommes. Justiciables et prévenus peuvent dormir sur leurs deux oreilles. L'ordinateur ne restera qu'un précieux... audilaire de justice.

Ph. L.

Aqualand pour apprivoiser la nature

La côte est reprise en main

C'EST fait, la rupture est consommée, l'aménagement de la côte picarde ne sera plus sur une fréquentation touristique estivale de longue durée : le littoral de la Manche n'est pas celui de la Méditerranée ; il faut offrir autre chose.

Le Syndicat mixte de la côte picarde, créé en 1974, mais qui a pris son véritable essor en 1981, est bien décidé à faire preuve d'innovation pour aménager le littoral, entre Fort-Mahon et Mers-les-Bains, à l'intention des habitants proches, parier sur ce que l'on appelle les loisirs « de proximité ». Dans un rayon de moins de 200 kilomètres, on trouve en effet une population de plus de douze millions de personnes. Habitants de Picardie, bien entendu, du Nord-Pas-de-Calais, du nord de la région parisienne, des Ardennes, de l'Eure, de Seine-Maritime, de la Marne, sans compter les Britanniques, les Belges et les Néerlandais, qu'on voit apparaître sur les routes dès le mois d'avril.

Garder la conscience des éléments

La côte picarde, estime M. Dominique Coquet, directeur du Syndicat d'aménagement (le président est M. André Leduc, vice-président du conseil général), a aujourd'hui des chances qu'elle n'a pas eues pendant trente ans, la principale étant que la nature y a été sauvegardée par la force des choses. Le climat est difficile, c'est vrai, mais il faut accepter cette « norditude », développer des activités qui permettent de s'affranchir du temps et de ses aléas, proposer des loisirs de courte durée, pas très loin de chez soi, à un prix acceptable. Dans cette optique, le projet le plus ambitieux est celui d'Aqualand, qui sera ouvert au public le 1<sup>er</sup> juillet 1985 dans le Marquenterre.

Situé dans les dunes entre Quend-Plage et Fort-Mahon, Aqualand sera le premier parc aquatique de loisirs mixte (ouvert et de plein air) réalisé en France.

Le parc comportera d'abord un bâtiment de 2 500 m<sup>2</sup>, à l'intérieur duquel on trouvera un plan d'eau de 650 m<sup>2</sup> offrant toute une gamme d'attractions : bassins à vagues, rivière, bains bouillonnants, geysers, toboggans, avec quelques innovations technologiques, notamment le système d'asservissement électronique de l'ensemble des fonctions et la machine à vagues, de conception nouvelle. Un restaurant, un cinéma, un coin vidéo, un solarium, une salle de musculation, viendront compléter les activités aquatiques et seront destinés à permettre au public de demeurer dans l'établissement toute la journée.

Ensuite, un parc extérieur, à « vocation ludique », pourra accueillir 2 500 personnes en même temps. Il se développera sur près d'un hectare et comportera trois bassins ainsi que divers jeux et activités originales. Un système de serres assure la transition entre le bâtiment et le parc extérieur, offrant des zones d'abri confortables.

L'idée développée par les promoteurs est d'« associer la nature qui nous entoure à la nature humaine, la conscience des éléments avec la conscience du corps ». La station du Marquenterre doit, disent-ils, être la « station de la maîtrise de soi ».

Pour pouvoir pénétrer dans l'Aqualand et bénéficier librement des équipements, il en coûtera de 35 à 40 francs par personne. Des cartes de réduction sont prévues. Le parc extérieur sera ouvert pendant au moins cent jours par an, tandis que la partie couverte devrait être ouverte d'un bout de l'année à l'autre. Coût du projet : 28 millions, financés à hauteur de 18 millions par l'Etat, la région de Picardie et le département de la Somme (chacun 6 millions), le Crédit agricole investissant 4 millions sous forme de cession de terrains, tandis que la société d'exploitation, à laquelle participent le Crédit agricole et la Banque de Paris et des Pays-Bas, apporte 4 millions.

Tout autour d'Aqualand, 20 hectares sont destinés à la construction immobilière. Une large place sera accordée au locatif pour que les mai-

sous soient habités le plus souvent possible tout au long de l'année.

Aqualand ne sera pas le seul pôle d'attraction de la côte picarde. Un programme triennal (1982, 1983, 1984) prévoyant 50 millions d'investissements publics.

Les oiseaux du Marquenterre

En fait, 94 millions ont été investis pendant ces trois ans, notamment dans Aqualand mais aussi dans d'autres réalisations : le village de vacances du cap Horn, à Saint-Valéry-sur-Somme, la Maison de l'Oiseau, à Lanchères, le premier musée de l'oiseau en France (il a déjà reçu vingt mille visiteurs depuis son ouverture, le 14 juillet 1984) le village de loisirs de Cayeux-sur-Mer pour les amateurs de voile, la maison familiale de vacances d'Hautebui (125 lits), la construction de douze courts de tennis, deux salles polyvalentes, des équipements équestres, des aménagements nautiques au Crottoy et à Mers-les-Bains ; 30 kilomètres de sentiers de découverte dans les lieux protégés.

Plusieurs millions de francs ont, au total, été dépensés pour la gestion des espaces naturels : fixation des dunes, réhabilitation des gravières, plans d'eau.

Toutes ces réalisations s'ajoutent aux pôles d'animation déjà existants, notamment le parc ornithologique du Marquenterre, au nord de la baie de Somme, un des plus importants d'Europe (110 000 visiteurs par an), le train touristique de la baie de Somme, la chasse au gibier d'eau en baie de Somme et en baie d'Authie, le golf de dix-huit trous de Nampont-Saint-Martin, de nombreux centres équestres, sans parler des monuments proches à visiter. Il y a, il y aura de plus en plus un tourisme picard, c'est-à-dire adapté aux ressources et au « style » de la région.

M. C.

\* Renseignements à l'Office du tourisme d'Amiens, rue Jean-Catelas, 80000 Amiens. Tél. : (22) 91-79-28.

LA SERENITE DE L'ENVIRONNEMENT TOUT PRES DES GRANDES CONCENTRATIONS EUROPEENNES

Pour bien travailler, il faut bien vivre. La Picardie est un pays vert, serein et diversifié. Des somptueuses forêts aux bocages vallonnés, des étangs à la mer, la nature s'offre pleinement. Les villes y sont toujours de dimension humaine et les riches heures de l'histoire y ont laissé des traces ; c'est ici que l'art gothique a trouvé son plein épanouissement, nous donnant six des plus belles cathédrales. La Picardie, c'est un art de vivre et de travailler « au vert » à proximité des grandes métropoles. La Picardie sait accueillir les hommes ; c'est aussi pour cela que s'y retrouvent industriels et chercheurs.



LA PICARDIE EN FLECHE



CONSEIL REGIONAL DE PICARDIE

11, MAIL ALBERT 1<sup>er</sup> 80026 AMIENS

Picardie, vous avez vu les mots, découvrez les faits.

BEAC

## Quatre régions en une

### Des frontières imprécises et toujours contestées

TOUT le monde s'accorde à reconnaître que les limites actuelles de la région de Picardie, c'est-à-dire celles de ses trois départements (Somme, Aisne et Oise), ne recouvrent qu'imparfaitement la « vraie » Picardie. Mais il est plus incontesté de constater que personne ne s'accorde sur les limites de cette « vraie » Picardie. Les géographes délimitent un domaine, les linguistes un autre. Quant aux historiens, ils constatent que l'espace picard fut très mouvant sinon insaisissable au cours des âges.

La Picardie géographique fut définie très précisément par Albert Demangeon dans sa célèbre thèse sur la *Picardie et les régions voisines* (1905). C'est le pays de la craie blanche recouverte d'une terre à blé. Il est limité au nord par le bassin houiller (il inclut donc une grande partie de l'Artois). Au nord-est, il est limité par les bocages de la Thiérache (craie marneuse et argile). Il s'étend à l'est jusqu'à Vervins et Laon. Les plateaux calcaires tertiaires du Noyonnais, du Soissonnais et du Valois le limitent au sud-est. Au sud-ouest, c'est le pays de Bray qui le sépare de la Normandie.

Cette Picardie des plaines à blé n'est pas aussi plate qu'on se l'imagine : elle a ses « rideaux », sorte de grands talus, et ses larges vallées. Pays de la craie, la Picardie est aussi le pays de l'eau : marais tout au long de la vallée de la Somme mais aussi grande nappe phréatique souterraine du Santerre. La Picardie, c'est enfin une bordure côtière très particulière : faiblesse vive identique à celle du pays de Caux qui la prolonge au sud, faiblesse morte de part et d'autre de l'embouchure de la Somme séparée de la mer par les Bas-Champs au sud, le Marquenterre au nord et un splendide rivage de dunes et de plages de sable. Ce pays de l'eau est aussi le pays des oiseaux : le parc ornithologique du Marquenterre permet au visiteur d'apprécier la richesse de la vallée de la Somme et de son estuaire dans ce domaine.

C'est la nature même de ce pays, en particulier l'existence des terrasses fluviales, qui a permis aux chercheurs modernes d'y découvrir les traces les plus an-

ciennes de l'activité humaine. On peut dire que la préhistoire est née en Picardie avec l'Abbeville-Boucher de Perthes (*les Antiquités celtiques et antédiluviennes en 1847*). Les préhistoriens d'aujourd'hui utilisent des désignations issues de toponymes de la vallée de la Somme pour désigner l'Abbeville (500 000 ans avant J.-C.), l'Acheuléen (quartier Saint-Acheul) d'Amiens : 300 000 ans avant J.-C.). Les traces d'une époque plus ancienne encore que l'Abbeville ont été découvertes à Montières-lès-Amiens en 1958 par Franck Bourdier et Roger Agache.

C'est aussi la nature du sol et de la végétation qui, depuis vingt ans, a permis à Roger Agache d'effectuer un fantastique travail de prospection archéologique aérienne et de découvrir ainsi avec une netteté remarquable l'implantation des villages gallo-romains dans notre région.

Ce pays, défini par son identité géographique, on peut l'appeler Picardie, dans la mesure où c'est avec les Picardie historique et linguistique qu'il coïncide le plus, mais Albert Demangeon reconnaissait lui-même que le mot Picardie n'avait pas à proprement parler une signification géographique et ne pouvait désigner qu'un domaine linguistique. La Picardie, c'est le pays des gens qui parlent picard.

### La France est née à Soissons

En 486, les Francs, peuple de langue et de civilisation germanique, sous la conduite de leur roi Clovis, envahissent depuis Tournai toute la Gaule du Nord et battent le dernier représentant de l'autorité romaine en cette région, Syagrius, à Soissons. Toute la Gaule du Nord, jusqu'à la Loire, passe sous l'autorité de Clovis, et ce pays, agrandi par les conquêtes ultérieures de Clovis, devient le pays des Francs, la France. On peut ainsi dire que la France est née en 486 à Soissons, il va tout juste y avoir mille cinq cents ans (1). C'est aussi à Soissons, et par là même la naissance de la Picardie, si tant est, mais rien n'est moins sûr, que le

terme « picard » désigne une tribu franque (les « porteurs de piques » ?). Les Francs apportent avec eux leur langue, et celle-ci se mêle au latin vulgaire sans le supplanter mais en l'influençant pour donner naissance à la langue dite d'oïl.

Dans ce domaine d'oïl, vont au cours des cinq siècles suivants se dessiner des aires plus restreintes caractérisées par certains faits linguistiques. Ce sont les différents dialectes et parmi ceux-ci le picard. Pour simplifier les choses, disons que le picard est caractérisé par deux traits phonétiques fondamentaux :

— le maintien de K + A et G + A (ex. : lat. *campum*, pic. *kam*, fr. *champ*), trait commun au picard et au normand mais qui distingue ces deux dialectes d'oïl de tous les autres ;

— l'évolution de K + E, K + I, K + Y, I + Y aboutissant « en » (ex. : lat. *centum*, pic. *chât*, fr. *cent*).

Dès le haut Moyen Âge apparaît ainsi un espace picard purement linguistique limité au nord par le parler flamand (purement germanique), au sud-ouest par le normand, au sud par les francs (autre du français écrit, région de Paris), au sud-est par le champenois et théoriquement au nord-est par le wallon, bien qu'au Moyen Âge on ait souvent confondu picard et wallon. Ainsi se fonde à l'université de Paris, entre 1215 et 1222, une « nation picarde », de fait association des étudiants de langue picarde et wallonne.

Le linguiste Raymond Dubois (*Le Domaine picard*, 1957), à partir des noms de lieux a tenté de définir précisément les limites de ce domaine picard. Il recouvre la totalité du domaine géographique précédemment défini. Les limites du sud correspondent assez bien que la langue picarde ait moyennement, du moins au Moyen Âge sur la rive gauche de l'Oise. Les limites nord et nord-est sont en revanche très différentes, puisque le picard englobe la région de Lille, le Hainaut français, le Hainaut belge et la Thiérache.

Ce parler picard, extraordinairement varié d'un pays à l'autre, a été la seule langue des campagnes

jusqu'au dix-neuvième siècle (le français n'était parlé que par certaines classes sociales dans les villes). Les mutations économiques du dix-neuvième siècle ne l'ont pas affaibli, bien au contraire. Il s'est créé un picard des quartiers ouvriers des villes (le quartier Saint-Len à Amiens, par exemple), un picard des écoles. Toute une littérature poétique, théâtrale, chansonnière, humoristique, a fleuri entre 1850 et 1914. Si le picard a petit à petit perdu sa vitalité, c'est bien sûr sous l'influence de l'enseignement du français à l'école, mais aussi, et surtout, à cause de la guerre de 1914-1918, de ses destructions et de ses déplacements de populations. Enfin, les mutations profondes et rapides du monde agricole au vingtième siècle ont fait ressembler le picard comme la survivance d'un passé dans des têtes.

Et, pourtant, le picard se parle encore. Il y a même actuellement une véritable renaissance du dialecte, mais comme langue seconde, comme véhicule d'expression artistique. Cette renaissance n'est pas bien sûr étrangère à une certaine mode européenne, mais elle traduit aussi, chez une nouvelle génération, un besoin d'exprimer des réalités d'aujourd'hui avec un langage dont on a trop dit qu'il était d'autrefois.

### A Amiens, l'apogée du gothique

Il y a eu historiquement une cassure entre les pays de la Somme et de l'Oise, d'une part, et la Flandre française et le Hainaut, d'autre part, l'Artois étant rattaché tantôt à l'un tantôt à l'autre de ces ensembles. Il existe une relative unité de la région Aisne-Oise-Escaut à l'époque mérovingienne ; c'est une unité essentiellement dans cette région que s'exerce le pouvoir.

C'est à Terry (Vermandois) que Pépin de Herstal, ancêtre de Charlemagne, bat le roi mérovingien Thierry III en 687. Ainsi, la puissance carolingienne prend son origine au cœur de cette même région. En 768, Charlemagne est couronné roi à Noyon.

La cassure se produit en 843 au traité de Verdun : le Hainaut (rive droite de l'Escaut) et le Cambresis vont à Lothaire, l'Artois, les pays de la Somme et de l'Oise à Charles le Chauve. Puis le système féodal se met en place. C'est l'Artois qui, petit à petit, se détache de la Somme et de l'Oise. En 1185 à 1223, va rattaché au domaine royal (Senlis, Compiègne, Laon) les pays de la Somme, le Vermandois et le Valois.

Dès lors, au nord du royaume, se dessine un espace picard, du moins de langue picarde, mais plus restreint que l'aire linguistique et correspondant bien plus aux limites de la Picardie géographique. Son destin est dès lors « orienté vers Paris » (R. Fossier). C'est la région la plus peuplée et la plus riche du pays d'oïl. C'est une « terre à blé » (céréales), au rendement exceptionnel pour l'époque. L'élevage du mouton permet à l'industrie drapière de se développer dans les villes, quoique fortement concurrencée par la draperie flamande. Cette prospérité économique favorise le développement de l'art « gothique » — ou « art français » : on ne saurait par là mieux exprimer le lien profond qui unit à cette époque l'espace picard à l'Île-de-France et à Paris. La première croisée d'ogives est celle de l'abbaye de Morienval (Valois). Le premier édifice important construit dans le nouveau style est l'abbaye de Saint-Denis près de Paris. Puis des cathédrales sont édifiées dans les grandes villes : Noyon, Senlis, Laon, Arras, Soissons, Amiens, Beauvais... La cathédrale d'Amiens (1220-1288) marque l'apogée de l'architecture gothique par ses dimensions et la perfection de sa réalisation. Ce monument, qui a miraculeusement échappé au vandalisme révolutionnaire et aux destructions des guerres, vient d'être inscrit au patrimoine mondial par l'UNESCO.

Après cette période particulièrement brillante, la région va subir les dévastes de la guerre de Cent ans. Il se constitue un pays bourguignon du Nord, composé de l'Artois, de la Flandre (dont hérite, en 1364, le duc Philippe le Hardi), augmenté par Philippe le Bon, outre des Pays-Bas, des villes de la Somme, du Boulonnais, du Pontuaud et du Hainaut.

Louis XI tente de reconquérir les territoires perdus. Il s'empare des pays de la Somme, puis de l'Artois, attaque le Hainaut. En 1482, au traité d'Arras, Maximilien de Habsbourg, gendre de Charles le Téméraire, renonce aux pays de la Somme et au Boulonnais. Ces terres redeviennent définitivement françaises. La Picardie historique est née. Ce qu'il faut noter, c'est que, durant les seizième et dix-septième siècles, la Picardie, en tant que gouvernement militaire, est une province frontière face à l'Artois. D'où une situation de guerre incessante. Cette situation durera jusqu'à la reconquête de l'Artois, confirmée par le traité des Pyrénées (1659).

A partir du milieu du dix-septième siècle, l'Artois reconquis

protège la Picardie. Les industries textiles se développent, telles que la sayetterie (serge de laine) introduite à Amiens par des artisans chassés d'Arras par Louis XI. Colbert fait venir le Hollandais Van Robais à Abbeville pour y installer une manufacture de draps à la façon des Flandres. A Saint-Quentin, on travaille le lin et, à Amiens, à partir du milieu du dix-huitième siècle, le velours d'Utrecht puis le velours coton. Cluses enfin la bonneterie de Saint-Quentin et une industrie rurale, originale : la serrurerie du Vimet.

Avec la Révolution, c'est l'appartenance aux départements. En ce qui concerne la Picardie, leur tracé s'inspire non des limites de l'ancien gouvernement, mais de celles de la généralité (administration civile). C'est ainsi que le département de la Somme recouvre à peu près l'ancienne généralité d'Amiens (à l'exception de la bande côtière de Montreuil et de Boulogne, passée au Pas-de-Calais), que le département de l'Aisne recouvre l'ancienne généralité de Soissons mais en dépossédant Soissons de son rôle de capitale au profit de Laon, que le département de l'Oise regroupe des fragments des généralités de Paris, Soissons, Amiens et Rouen. Ainsi disparaît la Picardie historique, de nouveaux espaces plus restreints se créent, dans lesquels commencent à se dessiner les grands centres d'activité économique de la Picardie d'aujourd'hui.

Enfin, c'est la création de la région Picardie, regroupement des trois départements. Cette région éprouve quelque difficulté à affirmer son identité, peut-être en raison de l'apparente incohérence de ses limites. Si la limite avec l'Artois, vieille de cinq siècles, paraît assez naturelle, la fracture la plus évidente est celle de la vallée de l'Oise : les pays de la rive gauche de l'Oise ressemblent tout naturellement l'attraction de Paris, voire celle de la Champagne, et se sentent un peu picards.

On pourrait rêver d'une Picardie plus authentique, mais toute tentative de nouvelle délimitation n'aboutirait qu'à des solutions bariolées, toujours contestables. Mieux vaut aujourd'hui tenter de faire exister économiquement et culturellement cette Picardie administrative.

MICHEL CRAMPON,  
maître-assistant  
à l'université de Picardie.

(1) Une association vient d'être créée à Amiens pour la célébration du millénaire de la Fondation de la France en Picardie. Siège : 33, rue Saint-Geoffroy, 80000 Amiens.



## GÉNÉRALE SUCRIÈRE

Confiance Vitalité Equilibre

- Un Grand de l'Agro-Alimentaire français
- 5 milliards de chiffre d'affaires
- Plus de 1 million de tonnes de sucre commercialisé, dont près de la moitié sont vendues à l'exportation.

GÉNÉRALE SUCRIÈRE offre au grand public deux gammes complètes de produits :

- SOL pour les sucres d'origine métropolitaine,
- SAINT-LOUIS pour les sucres d'origine tropicale.

Aux industriels, utilisateurs de sucre, GÉNÉRALE SUCRIÈRE propose des produits de qualité, assortis de services particuliers.

L'équipement industriel de l'entreprise comprend dix unités de production réparties sur le territoire national. En particulier, trois sucreries, implantées à AULNOIS-SOUS-LAON, ÉPÉVILLE et ROYE, participent au développement économique de la PICARDIE, première région française productrice de sucre.

GÉNÉRALE SUCRIÈRE est une filiale de SAINT-LOUIS BOUCHON dont les actions sont inscrites à la cote officielle de la Bourse de Paris.



SIEGE SOCIAL  
DIRECTION GÉNÉRALE & ADMINISTRATION  
75008 PARIS  
23/25, avenue F.-D. Roosevelt - Tél. : 225 15 11  
Télex : 650050 GÉOSUC

## Rock de plein champ

La musique telle qu'on la fait

« Rock around the betterave. » C'est le chanson qu'aurait pu chanter Bill Haley s'il avait donné un concert à Tergnier. Plantée au milieu des champs de betteraves de l'Aisne, au cœur de la Picardie profonde, cette ville d'à peine 10 000 habitants s'enorgueillit, autant que de ses sites touristiques et de sa gare de triage, d'abriter une bonne dizaine de groupes de rock'n'roll, de vrai rock'n'roll.

Tergnier est un exemple parmi d'autres. Amiens, Laon, Saint-Quentin ou Creil abritent elles aussi des formations spécialisées dans ce style de musique. La Picardie région rock ? C'est indéniable. Même les élus politiques et les « décideurs culturels » l'ont reconnu.

Tout commença en mars 1982 avec la mise en place du premier Tremplin Rock régional en Picardie. Son créateur, Raymond Defosse, directeur de la Maison des arts et loisirs (MAL) de Laon, n'est pas seulement un animateur dynamique ; c'est, surtout, un passionné de rock'n'roll, amoureux des Them, des Animals et des Stones. Raymond part d'une constatation simple et négative : le rock, qui avait connu ses heures de gloire dans les années 60 avec des formations locales, est en train de mourir dans la région faute de salles appropriées, à cause d'organisations peu motivées qui préfèrent jouer la carte de la variété ou de la chanson rassurante. Raymond divulgue dans la presse son idée de réaliser ce fameux Tremplin Rock, reçoit plusieurs dizaines de centaines de groupes heureux de voir qu'enfin quelqu'un se décide à bouger.

Il sélectionne deux groupes dans les trois départements, fait patronner l'opération par une revue spécialisée (*Rock*), par le label Phonogram (qui offre un valise-quer la confection d'une cassette dans un studio d'enregistrement) et par Henri Laproux, ex-directeur du défunt Golf Drouot (qui devient président du jury). C'est la formation beauva-

sienne Vendredi 13 qui décroche le gros lot, mais les cinq autres participants ont récolté des contrats d'engagement, se sont produits devant un public nombreux et ont recueilli de larges échos dans la presse. Succès complet pour ce coup d'essai.

L'année suivante, Raymond Defosse décide de donner au concours une autre dimension. Il rencontre Jean-François Denquin, directeur du Festival populaire de Picardie — passionné lui aussi de rock — qui procure, par le biais du conseil régional, une subvention de 200 000 F. D'autres subventions sont également recueillies : 20 000 F du ministère de la culture et 5 000 F de la jeunesse et des sports. Quant à la Maison des arts et loisirs de Laon, elle accorde une enveloppe de 50 000 F.

### Hier un 33-tours

Légit de ce solide budget, le deuxième Tremplin Rock en Picardie prend son essor : des sélections départementales sont mises en place dans les trois départements ; trente-cinq orchestres y participent. Six d'entre eux se produisent lors de la finale qui se déroule le 12 mars à la MAL de Laon : F4, Coulé et Roll Mops, pour la Somme ; Karcass et Couleu, pour l'Aisne ; Pascal B. Carmon et Sofia Chérie pour l'Oise.

Tous peuvent graver une ou deux chansons sur un album enregistré en public à l'occasion de la finale, réalisé par le célèbre Michel Zacha — l'homme qui « fit » un disque à Starshotter, et à bien d'autres, — fabriqué et distribué par un jeune label aux dents longues : Virgin. Denquin et Defosse veulent de créer un précédent : pour la première fois dans le monde du rock français, des milliers de jeunes gens, des centaines de milliers de Picardiens, ont pu produire un disque commercialisé par une firme privée.

Expérience unique : même si, sur le plan commercial, elle est

restée confidentielle : 12 000 disques vendus, elle est un effet certain d'entraînement. Des concerts s'organisent un peu partout dans la région. Surtout, des formations se créent dans les lycées et dans les caves des cités ouvrières. Raymond Defosse avait atteint son but.

Jean-Philippe Jamin, directeur du Centre culturel de Roye, dans la Somme — qui avait déjà organisé une finale départementale dans sa ville, — vient de prendre son relais. Grâce à lui, le troisième Tremplin Rock en Picardie a été remis sur les rails. A peu de chose près, les partenaires financiers restent les mêmes (Festival populaire, ministère de la culture, avec en plus le conseil général de la Somme et le Crédit Lyonnais), ainsi que les structures de fonctionnement (sélections départementales et finale régionale).

Les premières éliminatoires (celles de la Somme) viennent d'avoir lieu à Moreuil, près d'Amiens, retenant deux groupes : Sans interdiction et Cristal. Celles de l'Oise et de l'Aisne se dérouleront respectivement le 16 février au Centre culturel de Creil et le 9 mars sous chapiteau à Chauny. Quant à la finale, elle a été programmée pour le 13 avril à Roye, avec comme têtes d'affiche Pascal B. Carmon (finaliste du Tremplin de 1983), Raoul Petite et les Angels Doctor Feigood.

Si Raymond Defosse était avant tout l'homme du son, Jean-Philippe Jamin se révèle celui de l'image. Il propose au groupe vainqueur la réalisation d'un clip vidéo préparé par des professionnels de haut niveau. Un dossier a été transmis au ministre de la culture.

« Le ministre de la culture a parlé de la création possible de petits Zénith en province. La Picardie, qui sait, a peut-être une chance... », confie le directeur du Centre culturel de Roye sur un ton malicieux.

Ph. L.

سكرا من الارجل



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

Pendant plus de cinquante ans,  
Charlotte Perriand a modelé des appartements,  
a réfléchi aux besoins de la vie au quotidien.  
Avec Le Corbusier d'abord,  
puis volant de ses propres ailes.  
Pour un art d'habiter dans la modernité  
du vingtième siècle.

## Charlotte Perriand

ARCHITECTE D'INTÉRIEUR



\* Le Corbusier-Jeanne Perriand : chaise-longue (1929).

UNE dame claire. Il peut paraître idiot d'appliquer à une personne ce qu'on dit des yeux, ou du langage. Mais il y a bien les yeux, et le langage, et tout l'être. Et c'est le premier mot qui vient de la rencontre. Charlotte Perriand est claire, comme la villa Savoye de Le Corbusier, le « gourou » de la rue de Sèvres avec qui elle a travaillé pendant dix ans, de 1927 à 1937. Claire au-dedans et au-dehors, nette, directe, simple et forte. Pas de bla-bla-bla, pas de temps à perdre en fousaises, pas de confidences, pas d'émpanchement. Mais le personnage — qui ne joue pas — a la chaleur d'un vécu généreux et ouvert.

Vous avez préparé vos questions ? Elle prend d'emblée les choses en main. Je vous accorde une heure.

Elle a beaucoup à faire avec l'accrochage de son exposition aux Arts décoratifs dont elle a elle-même conçu le parcours, une rétrospective de près de soixante ans.

Une chose assez pénible parce que c'est un retour en arrière. Et moi je vis dans le présent et en prospective vers l'avenir.

Oui, encore et toujours, à quatre-vingt-on ans.

— Avoir refait le chemin en sens contraire m'a aussi amené à cette idée que ces soixante années représentent bien une fraction du vingtième siècle, mais qu'aujourd'hui, étant données les nouvelles connaissances et les techniques, il y a d'autres réflexions à mener.

Partant de sa rétrospective, on voudrait qu'elle parle d'elle d'abord, de son évolution personnelle.

— Mon évolution, mon évolution. Je me demande s'il y a eu évolution ou non.

La réponse sera globalisante : elle reflète son siècle.

— On reflète automatiquement son époque, ce qu'elle vous donne, et ses techniques, et la société dans laquelle on est.

Elle a commencé à travailler à l'époque machiniste, qu'elle a épousé absolument dès le début, en 1927. Elle s'est trouvée mêlée à ce qu'on a appelé l'avant-garde, où la créativité et les modes d'expression nouveaux allaient de soi. L'architecture d'alors, une certaine architecture — celle de Le Corbusier ou du Bauhaus — était en rupture avec le passé et les formes courantes.

— Depuis, on ne peut pas dire que ça ait tellement changé. Les

matériaux n'ont pas beaucoup évolué. On construit toujours en dur, avec des matériaux lourds. C'est maintenant qu'on va aborder une nouvelle époque, avec la miniaturisation, la légèreté, la communication. Ce sera une évolution très importante. Il faut dès maintenant la sentir et la maîtriser en même temps, et pour commencer d'abord la vouloir.

Cette histoire la rend — absolument euphorique —. Mais à côté de ça, les hommes de son métier sont déboussolés.

— Ils se réfugient dans des formes ou dans des formules anciennes, ils vont chercher dans le temps, dans l'antique, dans tout ce que vous voulez... c'est le post-modernisme. Ou alors ils pensent aller tout à fait de l'avant en voulant le néo-modernisme. C'est-à-dire quelque chose comme le Bauhaus. Je me dis diable ! Cela fait cinquante ans. Et qu'est-ce qu'on a fait depuis lors ? Je sens que si je devais reprendre les choses comme en 1927, je commencerais par me donner le temps de la réflexion.

Mais comment ce bouleversement peut jouer sur l'espace de vie, sur une chaise, sur un fauteuil ? Il faudra toujours un siège pour s'asseoir...

— Je vais vous dire. Il faut analyser les choses. Pourquoi s'assoit-on comme ça ? Est-ce que c'est comme ça qu'il faut s'asseoir pour la commodité, pour le corps humain ? Il faut savoir l'utilité des choses, leur vérité : repenser les questions : est-ce utile ? Est-ce nécessaire ? L'homme en a-t-il besoin ? Ou au contraire est-ce que ce sont des gadgets dont il s'est encombré, dont il continue de s'encombrer, encouragé d'ailleurs par les slogans commerciaux ?

Bien sûr, on va toujours travailler à une table, et il faudra toujours étudier un siège approprié. La position des jambes pendant n'est pas bonne pour la circulation du sang. On le savait déjà, puisqu'on a fait avec Le Corbusier et Jeanne Perriand la position relax, les pieds en l'air. Mais il va y avoir des changements de société, de production, qui vont jouer. En raisonnant aussi sainement que nous avons essayé de le faire, on aboutira à d'autres résultats, c'est évident.

Mais vous me parlez de meubles. Moi, je suis assez antimeubles. À partir du moment où j'ai rangé tout ce que je dois ranger, et que je l'ai bien rangé, que ça n'encombre pas ma vue, et que

je trouve au bout de mes doigts ce dont j'ai besoin, je suis satisfaite. Qu'est-ce qu'il me faut ? Un siège, un bon, que je puisse rester à ma table des heures et des heures comme je le fais, sans être obligée d'aller me balader pour me dégourdir. Un bon lit pour m'allonger. C'est très important un lit, parce qu'on y passe quand même pas mal de temps. Enfin, ce n'est pas le lit qui est important, pas le bois du lit, surtout pas — le bois du lit c'est du décorum — mais le matelas. Le matelas, c'est la colonne vertébrale.

Et l'armoire de grand-mère, l'armoire aux souvenirs ?

— L'armoire de grand-mère dans un appartement parisien, on ne peut plus renouer. Il faut choisir entre l'armoire et vous. En plus, elle ne fait que couvrir au mieux un tiers de la surface. Je préfère — ça fait cinquante ans qu'on le dit — un mur-rangement. A condition que le dedans ne soit pas un fouloir, qu'il soit bien aménagé. C'est pourquoi j'ai fait des tiroirs normalisés, pour du papier, pour des vêtements, etc., qui devaient équiper les intérieurs de ces corps creux.

Aux jeunes, elle dit :

— Vivez donc avec un tabouret, une planche et un coup de blanc sur le mur, et allez vous

promener à la campagne, respirer l'air, faire du sport, de la musique, tout ce que vous voudrez...

Je crois qu'ainsi la promotion de l'homme y gagne. Ce n'est pas parce qu'il va avoir un siège, ou trois, ou dix, que ça l'avancera. Par contre, s'il s'adresse à lui-même, à son évolution, à son esprit, à son être réel, là il y gagne.

Quand Charlotte Perriand est entrée chez Le Corbusier, elle venait d'exposer au Salon d'automne le Bar sous le toit (en acier chromé et en aluminium anodisé) que la presse avait encensé. Le succès a eu sur elle un effet bizarre. Si la gloire, c'était ça ! Elle avait envie de changer de métier. Alors, un de ses amis lui a conseillé de lire Vers une architecture et l'Art décoratif aujourd'hui. Les deux livres de Le Corbusier lui ont enlevé le mur qu'elle avait devant les yeux. Elle s'est dit qu'il fallait qu'elle travaille avec Le Corbusier.

— D'abord il m'a envoyée promener. Petite fille, là... Je parlais plus jeune que mon âge. Peut-être était-il un peu misogyne, je ne sais pas... et puis, il a vu mon bar et probablement senti que je savais m'orienter vers les techniques modernes et que j'étais capable de les maîtriser.

GENEVIÈVE BREERETTE.  
(Lire la suite page 18.)

## Dune

UN FILM DE DAVID LYNCH



Dune, saga des nouveaux mondes, tentation de Jodorowski et de Spielberg, traité utopique de l'Américain Frank Herbert et passion des adolescents, Dune est aujourd'hui à l'écran.

Il était une fois, il sera une fois, en 10091, une constellation de planètes. Il y a Kaitan où règne l'empereur de l'Univers. Caledon la fertile, Gaidi Prime la futuriste, et Dune l'aride...

Dune : univers mythique créé par l'Américain Frank Herbert, un dérivé du genre pointilliste. Créé en plus de temps qu'il ne faut à Dieu pour notre Terre.

En 1963 et 1964, la revue Analog publie les premiers épisodes qui sont écrits en roman l'année suivante. La suite paraît en 1969. Arthur P. Jacobs — qui a adapté au cinéma la Planète des singes — s'y intéresse. Il veut tourner à Londres, avec Haskell Wexler, mais il meurt en 1973 d'une crise cardiaque. Michel Seydoux reprend le projet avec Alexandre Jodorowski, qui rêve d'Orson Welles, de Dali, de Mick Jagger, de décors gigantesques... Hollywood renfile. Rideau.

1978, pendant du troisième voyage, Spielberg et sa bande ont donné à la science-fiction ses lettres de noblesse et des recettes fabuleuses. Dino de Laurentiis achète les droits du titre. A partir de là, on ne compte plus les scénaristes et les metteurs en scène qui s'attaquent à cette histoire d'un autre monde, si autre et si nôtre à la fois, que les simples humains, encochés, s'y perdent comme dans une forêt piégée.

Le travail est d'autant plus complexe que jamais l'histoire ne s'achève, que Frank Herbert poursuit sa chanson de geste, détaille avec minutie les cultures, les coutumes des héros et des peuples, leurs modes de pensée et de communication... On imagine un personnage infiniment, écrivain jour et nuit dans un grenier plein d'ombres, inventant des épreuves de plus en plus insupportables pour briser l'élan des présumptueux scénaristes. A vrai dire, lui-même (en 1978) a échoué sur l'adaptation que Dino de Laurentiis lui avait demandée.

C'est en 1981, enfin, que le producteur trouve son homme : David Lynch, dont le premier long métrage, Eraserhead (1977) est un chef-d'œuvre marginal, fable nocturne d'une étrange drôlerie grinçante. Le second, Elephant Man, film à gros budget et succès commercial, est le traitement

poétique d'une histoire vraie, celle d'un homme atteint d'une maladie de peau très rare qui le rend difforme. La souffrance d'un monstre.

D'abord, David Lynch travaille sur Dune avec les deux scénaristes d'Elephant Man, qui déclarent forfait. Et le voilà seul maître de la sage folie. Seul responsable d'un film déjà alourdi par sa légende. Maître en tout cas du tournage, près de Mexico, dans le désert, avec quatre-vingts décors construits, des centaines d'effets spéciaux à réaliser sans pouvoir les vérifier avant le montage final, et alors il est trop tard pour les changer : « On a beau préparer chaque séquence au millimètre près, il y a toujours des surprises. » Et il y a les dizaines de comédiens, les milliers de figurants à diriger, et une histoire, plus touffue que la Bible, l'Odyssée, le Mahabharata réunis, à raconter en deux heures.

David Lynch s'est centré sur les aventures de Paul, le jeune duc au destin de messie. Mais il a voulu « rester fidèle à la multiplicité des thèmes, et ça fait un puzzle considérable ». Un puzzle si

cohérent qu'en être une pièce désagrège l'ensemble. Les personnages ont des biographies compliquées, des liens familiaux inextricables, et sont engagés dans une lutte de clans auprès de quoi la guerre de Cent Ans est brouillée.

Paul (Kyle Mac Cacklan) promène la faueur creuse de l'innocence parmi une foule de comparses qui « doivent (qui devraient) briller très fort, brièvement, et disparaître » vestales cirouises au front démesuré enfoncées dans des voiles noirs, soldates d'apocalypse, princesses impavides... Tout un musée Grévin dans les fastes décadents qui rappellent les cours d'Espagne et des Habsbourg, palais baroques surchargés de colonnes torsées, de pendeloques, de tentures, d'escaliers en coquille... Les éclairages de théâtre font jouer l'éclat chaud du cuivre sur les lourdes machines qui semblent empruntées à Jules Verne.

Les références de David Lynch sont autres. Il a une formation de peintre et a découvert Venise. Il a été envoûté — « La nuit, le si-

lence, le plan d'eau noir, le ligne sombre des façades en arabesques et au fond une petite lumière isolée... Il a rêvé une sorte de Renaissance, un passé où les hommes « auraient construit des machines si belles, qu'elles seraient encore en service dix siècles plus tard ».

David Lynch aurait pu, sur la musique de Brian Eno, se contenter de composer un opéra d'images emphatiques, à la Schreger, en moins pervers. L'Américain se dit impressionné par la philosophie et la « spiritualité » du monde de Dune. Son humour morbide se retrouve parfois, en particulier dans sa vision du clan des méchants, de l'effrayant baron Karkonnen (Kenneth Mac Millan), bouffon néronien affligé d'une maladie de peau dégoutante, qui vole comme un gros ballon, rit comme Coluche, fait trimmer son peuple et se prélasser, lascif, entre des grisons louchards aux yeux cruels. Mais il fallait de l'action, il fallait montrer la violence de Paul, et comment il soumet les vers géants qui habitent le sous-sol de la planète Dune, et se dressent, extrêmement phalliques,

soulevant des tonnes de sable...

Le talent de David Lynch, ce n'est pas la bande dessinée, encore moins le western. Dans le direct et le premier degré, il est maladroit. Sa tournure d'esprit le porte à chercher « ce qu'il y a derrière les ambiances bizarres, qui, mieux que le réalisme, font ressortir la réalité ».

Si Dune était un conte finisier, David Lynch aurait certainement réussi à en faire un film ambigu, à multiples tiroirs. Là, il s'est égaré entre les planètes, alignant côte à côte des silhouettes somptueuses, mais abstraites, indistinctes, auxquelles les comédiens ne parviennent pas à donner vie et identité. Le film est à moitié manqué (le monde de Dune est-il interdit aux humains ?) Il reste une grande aventure, « une expérience inestimable » qui va permettre à David Lynch de tourner une histoire à lui, cette fois, un polar où la clef de l'énigme sera celle des songes : Blue Velvet.

COLETTE GODARD.  
\* Voir films nouveaux.

np  
ait

confidentielle : (2 000 dis-  
rendus), elle eut un effet  
d'entraînement. Des  
s'organiseront un peu  
dans la région. Surtout,  
mations se créent dans  
ses et dans les caves des  
vivières. Raymond Defosse  
teint son but.

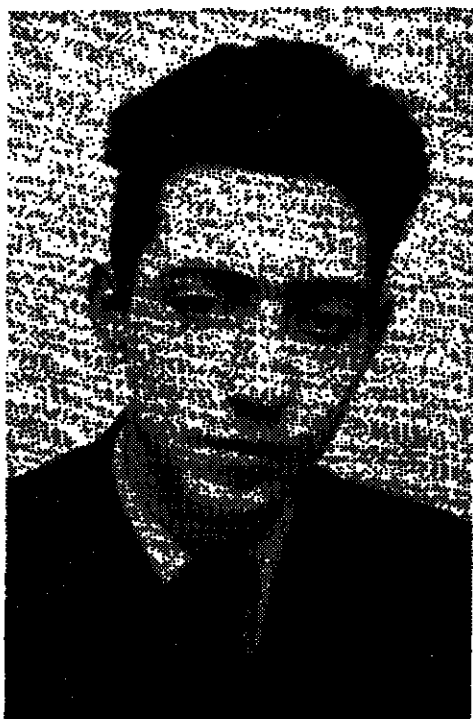
Philippe Jamin, directeur  
tre culturel de Roye, dans  
lia — qui avait déjà or-  
ne finale départementale  
à ville, — vient de prendre  
is. Grâce à lui, le troisième  
in Rock en Picardie a été  
ur les rails. A peu de chose  
es partenaires financiers  
les mêmes (Festival popu-  
listes de la culture, avec  
le conseil général de la  
et le Crédit Lyonnais).  
se les structures de fonc-  
tent (sélections départe-  
s et finale régionale).

premiers éliminatoires  
de la Somme) viennent  
lieu à Moreuil, près  
ens, retenant deux  
: Sans interdire et Cristal,  
le l'Oise et de l'Aisne se  
ront respectivement le  
ter au Centre culturel de  
le 8 mars sous chapiteau  
y. Quant à la finale, elle a  
programmée pour le 13 avril à  
vec comme témoins d'affiche  
B. Carmen (finaliste au  
n de 1983), Raoul Petre  
nglais Doctor Faegood.

aymond Defosse était  
ut l'homme du son. Jean-  
Jamin se révèle celui de  
Il propose au groupe  
r la réalisation d'un clip  
séparé par des profession-  
haut niveau. Un dossier a  
ismis au ministre de la

ministre de la culture a  
la création possible de  
drin en province. La Pi-  
qui sait, a peut-être une  
a, confie le directeur du  
culturel de Roye sur un ton

Ph. L.



★ Langlois jeune homme.

# Henri Langlois

LE GÉNIE DÉSORDONNÉ

Qui était vraiment Henri Langlois, l'homme de la Cinémathèque ? Un historien américain a mené l'enquête. Ombres et lumières, son livre est aussi le roman d'une époque.



★ Avec Gloria Swanson (1974).

HENRI LANGLOIS revient, revit dans un livre de Richard Roud, critique et historien américain, qui fut directeur du Festival du film de New-York. Dans la préface qu'il écrit, en octobre 1982, pour l'édition originale de ce livre, François Truffaut — dont on retrouve l'esprit, le mordant, la passion du cinéma — reprend à son compte les propos d'un cinéaste de San-Francisco : « Vraiment, les Français n'ont pas le don de la biographie ; si Henri Langlois avait été américain, il y aurait eu déjà trois livres sur lui à la hauteur des livres de Truffaut. » Bien que Truffaut, après les combats de 1968, n'ait pas toujours été d'accord avec l'action d'Henri Langlois, il s'est laissé aller aux éloges de sa jeunesse. Il a donné, ici, un croquis singulièrement pénétrant. Richard Roud, lui, a

fait le portrait en pied. Et ce n'était pas facile.

Il y eut chez Langlois, dont l'existence s'est confondue avec celle de la Cinémathèque française, des zones d'ombre et de mystère. En France, les textes qui lui furent consacrés, de son vivant et après sa mort, venaient soit d'admirateurs inconditionnels, soit d'adversaires acharnés. C'est vrai, ce que dit Truffaut : Richard Roud a joué l'enquêteur plutôt que le professeur. On dirait qu'il s'est promené dans les boîtes sombres avec une petite lampe électrique, captant, dans le mince faisceau de lumière, les détails qui avaient été cachés, oubliés ou négligés. N'les faiblesses ni les défauts du fondateur de la Cinémathèque française n'ont échappé à son biographe. Il a cherché à comprendre la personnalité de

l'homme qui, un jour, avec son ami Georges Franju, s'est mis à racheter des bobines de films promis à la destruction et les a entassées dans la salle de bains — et non la bibliothèque — de ses parents. Vint la légende, tout est mêlé. L'exode de la famille Langlois quittant, en 1922, Smyrne où se battaient les Grecs et les Turcs et perdant la valise contenant toute sa fortune, c'est une scène d'un film d'Elia Kazan.

A partir de témoignages patiemment recueillis, Richard Roud a écrit le roman d'une vie prédestinée pour l'amour du cinéma. D'une certaine manière, il cède au mythe. On verra mieux Langlois en constatant, avec Roud, la fascination qu'il a exercée, hors de France et spécialement dans les pays anglo-saxons, même s'il n'a pas été le premier à fonder une cinémathèque. Tout un jeu de

relations internationales s'établit dans les années 30. L'historien, l'enquêteur, en a débrouillé les pistes. Arrive la rencontre décisive avec Mary Meerson. On tient, enfin, des renseignements inédits sur elle. Mais incomplets. L'endosse belle de Montparnasse, dont une photographie de jeunesse laisse rêver, occulte toujours ses origines, les débuts de sa vie. « Mary Meerson n'existe pas, je suis Schindler »,

Richard Roud croit — et le prouve — au génie de Langlois. Un génie désordonné, mais qui avait sa logique. Pour conserver les films en bon état, il les projetait souvent. Ce n'est pas scientifique mais tant pis. Homme d'une obsession, d'un but, Langlois s'y donne tout entier, sauve ses collections, pendant l'Occupation, grâce à Frank Hensel,

allemand, officier nazi, président de la Fédération internationale des Archives du film. Richard Roud se promène à la recherche de Meerson, rue de Courcelles, à Chaillot, partout où est passé le « Cinéma-thèque ». Il ouvre des portes, il soulève des rideaux ; il recrée avec une justesse étonnante cette page d'histoire que fut l'éviction de Langlois, en 1968, et le désastre des gens de cinéma, des cinéphilas, dans la rue, les manifestations des « enfants de la Cinémathèque » préjudant aux orages de Mai.

Au cours de ses dernières années, Langlois, malade, s'épuise à de fréquents voyages aux États-Unis où il donne des cours, des conférences ; l'argent qu'il gagne colmate les brèches du budget de la Cinémathèque française. Rêve coûteux, le musée de Chaillot devient une réalité. Un autre rêve : la Ciné-

mathèque américaine, à New-York, ne sera pas mise sur pied. Il s'est donc passé tant de choses ? On n'en revient pas.

Le livre s'achève sur les obsèques de Langlois au cimetière du Montparnasse. « Le soleil de janvier brille. » Ce soleil empêche d'être triste. Et puis, un ouvrage comme celui-ci, parfaitement documenté, mais enrichi d'une vision subjective, on en avait besoin. Pas pour ranimer le culte. Pour connaître la vérité complexe de cet être extravagant, exceptionnel, en face duquel les plus irrédutibles de ses adversaires ne furent que des nains.

JACQUES SICLER.

★ Henri Langlois, l'homme de la Cinémathèque, par Richard Roud. Traduit de l'américain par Hélène Amalric. Éditions Belfond. 226 p., 11, 95 F.

# Charlotte Perriand

(Suite de la page 17.)

Comment ça se passait à l'atelier ?

— Comment c'était ? C'était passionnant. Dans la journée on travaillait, mais le soir on discutait sans fin, on reconstruisait le monde tous les soirs, chacun à sa manière, avec sa sensibilité. Il y avait là beaucoup de jeunes, des Japonais, des Sud-Américains, des Espagnols, des Allemands, des Français, qui venaient chez Le Corbusier parce qu'ils y croyaient... Cela m'a ouverte. Mais je dois dire que je n'étais pas du tout conditionnée par un milieu fermé et bourgeois. J'ai été élevée en Bourgogne, chez mon grand-oncle qui était paysan. Ensuite, je suis allée en Savoie chez mon grand-père qui était forgeron. J'étais en dehors des mondanités inutiles. J'étais dans la vérité des choses.

Et le mobilier signé Le Corbusier, Jeanneret, Perriand ? Quelle était la part de chacun dans cette création ?

— On était trois à se pencher sur les mêmes problèmes, à se dire non, ce serait un peu mieux comme ça ou comme ça. C'était un travail d'équipe. Mais je dois rendre hommage à Le Corbusier qui a su dire : il faut des sièges, des tables, des casters, et qui a dessiné ensuite des croquis de formes humaines dans différentes positions d'assise. Je suis partie de là.

Ne minimise-t-elle pas son rôle dans cette aventure ? Le Corbusier avait-il le temps...

— D'accord, il m'a rendue responsable de tout l'équipement de l'habitation. Mais en contrepartie il m'a apporté les notions que je n'avais pas. C'est en rentrant chez lui que j'ai pensé les choses compte tenu de l'environnement et de l'architecture, et pas seul à seul. Après, je n'ai plus dissocié. Un meuble, une façade, une terrasse, au-delà, l'environnement, ça fait partie de l'harmonie générale, qui est une question de volumétrie d'espace, du nombre qu'il faut faire chanter, qui dépend de bien d'autres choses... Mais dites-vous bien que la création découle d'un besoin. Si j'ai un besoin, je vais avoir une idée. Mais si je n'en ai pas, ce n'est pas en

m'asseyant à ma planche à dessin que je vais la trouver. Si j'ai un besoin, je vais le sentir, je vais le vivre, donc je vais le traduire.

Pourtant, ce mobilier créé avec Le Corbusier a échappé à son architecture, puisqu'il a été édité, réédité, qu'il continue de l'être.

— Oui, il a échappé, mais il a été créé dans son architecture. Si ce n'est pas un gadget, il vaut aussi pour une autre architecture. Il peut aller partout. Votre armoire normande, si elle est fort belle, tra bien, même dans une architecture moderne. Il faut que les volumes y soient. Vous vous rappelez ces sièges de plus en plus vastes, de plus en plus grands, que l'on faisait il n'y a pas si longtemps. Plus les cellules d'habitation étaient petites plus les fauteuils devenaient gros. Alors là, il y avait quelque chose qui n'allait pas. C'était une création venant de l'esprit mais non pas d'un vécu. La création vue de l'esprit, c'est souvent un gadget commercial, ou bien c'est parce qu'on est conditionné pour dessiner des objets ; c'est le métier de designer. Je ne me sens pas l'âme d'un designer, voilà.

Je n'ai jamais fait un meuble indépendamment d'un besoin ou d'un lieu déterminé. C'est à ce moment-là que si je fais quelque chose à Paris, ou au Japon, ou au Brésil, ma création sera différente. Autrement dit, je ne m'enferme pas dans une formule.

On va me dire, on m'a dit : Charlotte Perriand, c'est des tubes d'acier chromé. Là-dessus, j'ai fait un fauteuil en paille. Qu'est-ce que c'est ce retour en arrière ? C'est un fauteuil en paille. Et du moment qu'on y est bien et qu'il correspond bien, je ne vois pas pourquoi je ne l'aurais pas fait. Je me suis libérée de cette étiquette d'un matériau. Selon le lieu où je suis, j'œuvre avec ce que j'ai, avec l'économie du lieu aussi. Je crois que vous pouvez me proposer demain en plein désert d'Afrique, avec les Africains je ferais encore autre chose, avec leurs techniques, avec leur milieu, avec le lieu, avec les hommes.

L'activité de Charlotte Perriand, un peu par sa faute, par trop de modestie, par cette dette

qu'elle se reconnaît toujours envers Le Corbusier, est souvent réduite à ces années passées dans l'atelier de la rue de Sèvres, qu'elle a quitté, « peut-être parce qu'à un moment donné on a envie de s'échapper ». Pourtant sa production postérieure est abondante et mériterait qu'on s'y arrête. Non vraiment, il n'y a pas eu que des tubes d'acier et la chaise longue de 1929. Charlotte Perriand a utilisé le bois, réalisé des sièges et des tables en forme, comme ce bureau du rédacteur en chef de Ce Soir, Jean-Richard Bloch, où, au lieu de dessiner un plateau droit, elle l'a resserré autour de lui, pour qu'il soit entouré de ses collaborateurs.

— Après ce bureau, on a fait des tas de tables-haricot, un tas de machins qui ne correspon-



daient plus à rien du tout, alors qu'à l'origine cette forme n'était pas faite gratuitement, histoire de décorer. Elle était vraiment organique.

Charlotte Perriand a conçu beaucoup d'équipements de cellules d'habitation de loisirs, des blocs cuisine et des blocs sanitaires où elle a toujours fait preuve d'un esprit d'économie, d'économie du geste. Et où l'on

## ARCHITECTE D'INTÉRIEUR

perçoit un sens très pénétrant du vide libérateur, à la japonaise, surtout dans les espaces les plus réduits. Elle a beaucoup travaillé en montagne. Ce n'est pas un hasard. Elle a pratiqué l'alpinisme, le ski alpin et le ski de randonnée, elle dormait dans des refuges, dans des cabanes de bergers.

C'était ma ré-creation. Autrement dit, après Paris, quand j'en avais assez, je parlais avec des âtres de vérité... C'est une discipline que de partir cinq ou six heures sans rien. Il faut serrer les dents quand vous avez froid sur une paroi nord... Des conditions intéressantes qui ne sont pas les mêmes que celles où vous avez les fesses sur un fauteuil. L'homme y sort d'autres sources de lui-même, s'affronte

avec lui-même et avec les éléments. Une très belle leçon.

Donc, il y a deux choses dans sa vie : la création, dont elle ne peut se passer, et la ré-creation, non pas la récréation.

Charlotte Perriand fait jeune. C'est l'alpinisme ou l'architecture intérieure ?

— Je crois que c'est l'alpinisme. C'est de vivre, vous savez, c'est de carburer.

Propos recueillis par GENEVIÈVE BREERETTE.

★ Charlotte Perriand, « Un art de vivre ». Exposition au Musée des arts décoratifs, 6 février-1<sup>er</sup> avril. Livres-catalogues (Flammarion).

En parallèle à l'exposition : « Charlotte Perriand ou l'art d'habiter ». Une suite de huit entretiens avec Paul Chavasse. Franco-Culture, chaque mardi de 21 h à 21 h 30. À partir du 12 février.

**L'opéra NOMADE**  
THEATRE DU LIERRE  
22, rue du Chevaleret 13  
réservation : 586 55 83  
+3 FNAC et CROUS

**STILL LIFE**  
œuvre de la Bastille  
357 42 14  
prolongation jusqu'au 9 mars

**THÉÂTRE 71 DE MALAKOFF**  
**LA PERLE DE LA CANEBIERE**  
de LARICHE  
avec Pierre ASCARIDE  
Une soirée très drôle. À ne pas manquer  
555 43 45

**COMPAGNIE MORIN-TIMMERMAN**  
**LE PLUS HEUREUX DES TROIS**  
Eugène LABICHE  
14 04 1995 Théâtre de la Cité internationale  
10-22 janvier au 2 mars et 10-25 mars  
Réservations : 339 32 32

**A DEJAZET**  
7/26 FEVRIER  
21H

**HOLIDAY ON ICE**  
**PAIS DES SPORTS**  
à partir du 21 février 85  
Les Schtroumpfs envahissent le Palais des Sports  
Orchestres 155 F  
Fistes 125 F  
Balcons 1<sup>re</sup> série 90 F  
Balcons 2<sup>de</sup> série 65 F  
Soirées : Mar. - Ven. à 20 h 30  
Sam. à 21 h - Matinées : Merc. à 15 h  
Sam. - Dim. à 14 h 15 et 17 h 30  
RENSEIGNEMENTS 828.40.48  
LOCATION AU PALAIS DES SPORTS  
A PARTIR DU 26.1.85  
TOUTES AGENCES ET FNAC  
Télex PALSPOR 270007 F  
**location par téléphone 828.40.90**

**SERGE VALETTI**  
**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

سكنا من الامم



551 من الاصل

DES ARTS

# Maitrise de l'ENERGIE

LETTRE MENSUELLE DE L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE

NUMÉRO 19 - JANVIER 1985

ISSN 0759-1934

Maitrise de l'énergie est recueillie sous la responsabilité de l'AFME. Elle est publiée, chaque mois, sur quatre pages achetées au journal Le Monde.

## Entretien avec Hubert Curien, ministre de la Recherche et de la Technologie

- La maîtrise de l'énergie reste une priorité.
- Seule la recherche en milieu industriel permet d'aborder les questions réelles.
- L'émulation entre pôles de recherche est bénéfique.

Monsieur le ministre, une question préalable : estimez-vous aujourd'hui que les recherches dans le domaine de la maîtrise de l'énergie et des matières premières doivent être prioritaires ?

Hubert Curien — Ma réponse est tout à fait claire : oui, bien sûr ! La maîtrise de l'énergie (plus encore que les « économies d'énergie ») est toujours une priorité évidente. Une priorité, notes-le, qui ne doit pas nécessairement rester indexée sur le prix du baril de pétrole. Pour les années à venir, la gestion de la planète Terre passe par une bonne gestion de l'énergie et des matières premières.

Ces deux domaines sont d'ailleurs étroitement liés : on nous dit parfois que nous risquons de manquer de tel ou tel métal : il vaudrait mieux se demander si nous n'allons pas manquer d'énergie pour extraire ce métal de tel ou tel type de minerai. Se situant donc au cœur de toutes les questions d'exploitation des ressources, le problème énergétique est au centre de nos préoccupations et reste une priorité.

Une observation, à ce sujet : l'existence, en France, d'une Agence pour la maîtrise de l'énergie — dont il y a lieu de se féliciter — ne doit pas nous dispenser de faire en sorte que tous les organismes de recherche français (publics ou privés, universitaires ou industriels) s'intéressent à ce thème et fassent preuve en la matière d'un intérêt accru.

C'est le tournant auquel nous sommes parvenus aujourd'hui : au-delà de l'impulsion fondamentale qu'a su créer et que maintient très bien l'Agence, il faut, pour progresser,

qu'une véritable mobilisation des moyens vers la maîtrise de l'énergie se fasse aussi dans tous les autres organismes de recherche. L'Agence agit dans ce domaine comme un catalyseur ; il faut que ses partenaires le comprennent.

■ En matière d'offre d'énergie, pourtant, la conjoncture... H.C. — La gestion de la planète requiert une vision à long terme. Nous avons dans ce domaine, nous pays technologiquement avancés, une véritable responsabilité. Les Français l'ont bien compris : notre planète est un patrimoine commun. A nous d'en tirer le meilleur, ce qui implique une vision qui sache aller au-delà des aspects conjoncturels.

■ Quels vous semblent être les secteurs prioritaires ? H.C. — Les recherches concernant l'habitat me semblent très importantes. Voilà un secteur où l'on peut encore faire beaucoup, ce qui a d'ailleurs le double avantage d'économiser l'énergie et d'améliorer la qualité de la vie. En outre, c'est peut-être l'un des meilleurs moyens de sensibiliser les citoyens, dans leur vie quotidienne, à un problème important pour l'humanité.

En ce qui concerne la maîtrise de l'énergie dans les processus industriels — autre grande priorité —, je pense qu'il faut la conjuguer avec la maîtrise de l'environnement en général. Je ne dis pas que maîtrise de l'énergie et protection de l'environnement soient toujours aisément compatibles, j'indique simplement qu'un optimum doit être recherché.

■ Associer la recherche à l'industrie, cela fait partie de vos priorités. Vous avez eu souvent l'occasion de le dire. Quelles formes peut prendre cette association ?

H.C. — Il faut tout d'abord développer plus encore la recherche en milieu industriel — sans qu'il soit question, évidemment, de laisser croire que la recherche fondamentale soit, de quelque manière, un luxe. Je constate que, dans les grands pays industrialisés (USA, Japon, RFA), on fait plus de recherche en milieu industriel que chez nous.

Depuis trois ans, nous sommes sur une pente nettement ascendante, mais nos concurrents aussi. L'écart a donc tendance à rester constant et il nous faut faire des efforts supplémentaires. Pourquoi travailler en milieu industriel ? Parce que, autrement, la recherche appliquée, travaillant sur des problèmes qui ne sont pas nécessairement les problèmes réels ni les plus cruciaux, risque tout simplement... d'être inapplicable. Seul le travail en milieu industriel permet de détecter les vrais problèmes. Cela exige une relation encore plus étroite entre les deux pôles de la recherche, fondamentale et appliquée, exigence dont les chercheurs français sont d'ailleurs de plus en plus conscients. En ce qui concerne les formes que peut prendre cette relation, viennent en premier lieu les échanges entre chercheurs : les nouveaux statuts du CNRS prévoient explicitement des avantages pour encourager cette mobilité des chercheurs. Il faut ensuite encourager les créations de petites ou moyennes sociétés avec le double parrainage d'un organisme public de recherche et d'une compagnie industrielle. Nous en avons de nombreux exemples, mais plus particulièrement dans les sciences qui ont connu ces dernières années le développement le plus spectaculaire (électronique et automatique ou biotechnologie). Je voudrais qu'il en aille de même des technologies qui ont une réputation plus classique, telles la thermique ou la mécanique, elles aussi en permanente évolution. On ferait une grave erreur en cantonnant nos efforts dans les quelques domaines qui nous paraissent aujourd'hui en pleine ébullition. Demain ou après-demain, cela peut être aussi présents.

■ Quel équilibre voyez-vous entre les grands programmes tel l'espace, par exemple, et des programmes par nature plus diffus comme la maîtrise de l'énergie ou les biotechnologies ?

H.C. — C'est une question qu'il est bon de se poser. Constatons tout d'abord qu'opposer systématiquement, comme des concurrents, grands programmes technologiques et programmes diffus serait une grave erreur.

Les grands programmes technologiques sont indispensables à un pays comme le nôtre : on ne peut pas ne pas construire d'avions, de fusées, de satellites, de réacteurs nucléaires ni de voitures modernes. Mais, si l'on veut tirer le meilleur bénéfice de ces programmes, il faut faire en sorte que les technologies qu'ils nous ont permis d'acquérir servent aussi à autre chose. Là-dessus, j'ai une philosophie : lorsqu'on réalise ces grands programmes, on doit donner une pleine responsabilité aux laboratoires, aux industries qui sont chargées des diverses parties du développement. Tel industriel chargé d'un sous-système doit en avoir la responsabilité pleine et entière ; il doit être conduit à innover pour assurer cette responsabilité, et pourra par là même utiliser cette innovation à autre chose. Le réservoir que constitue l'innovation doit être, dès le départ, le plus possible réparti.

■ Quelle place faites-vous à l'initiative régionale en matière de recherche ?

H.C. — La France n'a pas une taille telle qu'elle puisse mettre en œuvre des politiques autonomes de recherche aux six coins de l'Hexagone ; il nous faut une politique d'ensemble nationale. Mais celle-ci doit être le résultat d'un ensemble d'opérations qui vont se faire sur tout le territoire. Ainsi, les régions ont à mon point de vue une double importance : premièrement, la recherche s'y exécute, on doit donc être à leur écoute permanente ; deuxièmement, elles ont des spécificités — pas des monopoles ! — qui doivent être révélées et encouragées. La politique régionale menée ces dernières années a porté ses fruits, à cet égard : les conseils régionaux s'intéressent de plus en plus à la recherche et disposent de

A NOS LECTEURS. Ce numéro 19 de la Lettre mensuelle de l'AFME est déjà paru dans Le Monde du mercredi 30 janvier. En raison de l'inversion des pages 3 et 4 dans la première édition, qui a rendu peu compréhensible notre dossier consacré à la recherche, le journal Le Monde assure une nouvelle parution ce mercredi 6 février.



BRRRRRR...

Il a fait un froid à ne pas sortir de son labo ? Et pourtant... Si l'on veut avoir chaud l'hiver, il faut de l'énergie pour tout le monde, donc savoir en utiliser le moins possible pour le meilleur résultat possible, donc que les industriels innover, donc qu'ils aient des idées neuves, donc que les chercheurs, payés pour en avoir, les leur communiquent... donc, il faut sortir de son labo.

fonds qui ne sont pas négligeables. Ainsi, en Midi-Pyrénées par exemple, 3% des crédits dont dispose le conseil régional sont consacrés à la recherche ; vous voyez que les régions ont bien compris le rôle initiateur qu'elles peuvent jouer. A l'Etat en ce qui concerne les grands organismes, aux industriels en ce qui les concerne de savoir profiter de ces nouvelles potentialités.

L'émulation entre pôles de recherche qui peut résulter de cette politique me paraît bénéfique ; voyez ce qui se passe aux Etats-Unis. Je ne crois pas aux vertus d'une politique d'uniformisation, pour être tout à fait franc. Certains centres sont meilleurs que d'autres, eh bien, il faut le reconnaître et savoir en tirer le meilleur bénéfice pour la nation !

Propos recueillis par Michel Gheerbrant

### EDITORIAL

## Grands travaux : questions sur la quatrième tranche

Depuis que le Fonds spécial des grands travaux existe, l'AFME a géré, à ce titre, 2,750 milliards de francs qui ont été totalement consacrés à des actions de maîtrise de l'énergie, engendrant 11 milliards d'investissements. Au plan énergétique, le gain d'ores et déjà acquis est de 1,770 million de tonnes équivalent pétrole d'économie ou de substitution par an, soit une baisse de la facture énergétique des bénéficiaires de 4 milliards de francs.

La répartition différente des enveloppes issues des lois des 3 août 1982, 9 novembre 1983 et 28 mai 1984 aura permis au total de soutenir 7 000 programmes. Les deux tiers de ces programmes concernent le patrimoine des collectivités locales (22 000 bâtiments). S'y ajoutent près de 1 500 entreprises industrielles et agricoles ; 706 hôpitaux et 80 opérations de géothermie ou de réseaux de chaleur.

Cet énoncé m'amène à faire une remarque quant au quatrième Fonds spécial des grands travaux, créé par la loi du 14 décembre 1984. Sur cette nouvelle enveloppe, 700 millions seraient gérés directement par l'AFME et se répartiraient de la façon suivante : 550 millions pour les entreprises industrielles

et les bâtiments de l'Etat ; 100 millions pour les réseaux de chaleur, et 50 millions pour des opérations « villes pilotes » qui consistent à mener des actions concertées de diagnostics thermiques sur la totalité d'un parc immobilier donné.

Pas de possibilités, donc, pour les hôpitaux, les bâtiments communaux et ceux du tourisme social (« tertiaire non lucratif », en jargon « FSGTiste »), possibilités faibles pour les entreprises ; la rapidité d'affectation des aides dans les Fonds précédents laissant prévoir une consommation très rapide de la nouvelle enveloppe. Or, je le souligne à nouveau, la totalité des crédits disponibles par les premiers Fonds était consommée fin 1984.

Stopper le formidable élan que révèlent les chiffres évoqués ci-dessus ne me paraissant pas pensable, c'est dans le 1,5 milliard de francs non encore affecté du quatrième Fonds qu'il faudra trouver les ressources nécessaires. Quelle part échoira ainsi à la continuité de l'action entreprise ? Je n'en sais rien encore, mais je me dois, naturellement, de poser la question.

Michel Rolant, président de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie

### RECHERCHE

les clés de la maîtrise

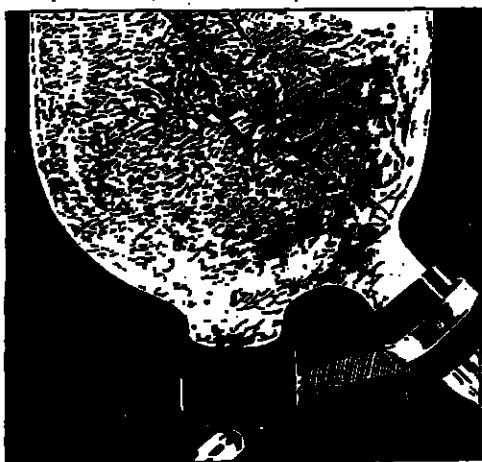


PAGES 2 et 3



Dessin Catherine Faure. Image de synthèse réalisée par la Société Triel.

## Maîtriser l'énergie implique la création de nouveaux outils. Or, qui dit nouveaux outils dit



### BIOLOGIE Domestiquer les bactéries

Produire-t-on un jour du pétrole en élevant des bactéries ? En attendant, les micro-organismes pourraient nous aider dès aujourd'hui à maîtriser l'énergie.

Derrière les efforts de milliers de chercheurs qui travaillent dans le domaine de la biotechnologie, un grand projet : mettre les micro-organismes au service des sociétés humaines. Rien d'étonnant à ce que les biologistes regardent de ce côté, ni donc à ce que les géologues ou les physiciens. Que demande-t-on aux micro-organismes ? D'intervenir dans de nouveaux procédés de fabrication économes en énergie (dans l'agroalimentaire, par exemple). On en veut pour transformer la matière organique (biomasse) en produits à usage énergétique. A plus long terme — suprême élégance —, de synthétiser directement de tels produits, grâce — notamment — à la maîtrise de la photosynthèse. Considérons la production indirecte de produits à usage énergétique.

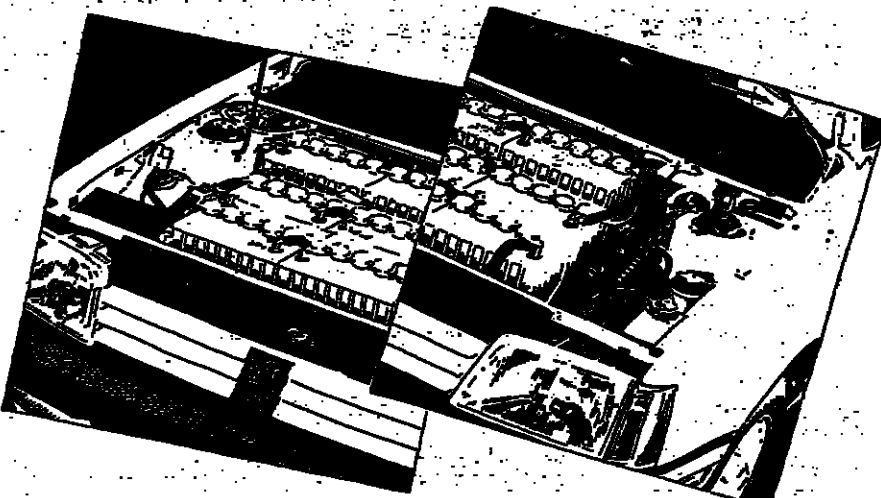
Quand on ne la brûle pas directement, la biomasse est susceptible de produire de l'alcool ou du gaz. Dans un cas comme dans l'autre, on a recours à la fermentation. Fermentation éthylique pour produire de l'alcool, méthanique pour produire du biogaz. Deux processus où interviennent de multiples micro-organismes tels que les levures, les bactéries, les champignons. Vaste sujet d'études pour les laboratoires, car ces petites bêtes — telles leurs grandes cousines, voici quelques dizaines de milliers d'années — restent à domestiquer si l'on veut en améliorer la productivité. Dans le processus qui mène de la plante à l'alcool, les micro-organismes peuvent aussi intervenir en amont de la fermentation. L'éthanol, par exemple, excellent carburant, s'obtient en faisant fermenter du glucose. Mais ce sucre simple lui-même, d'autres micro-organismes

peuvent contribuer à le produire à partir de la cellulose, principal constituant de la matière végétale, selon un processus que l'on appelle l'hydrolyse enzymatique. L'étude approfondie de ce processus et la domestication des mécanismes biochimiques qui le permettent offrent là encore un vaste champ d'études aux biologistes.

Prenons le cas d'un alcool particulier : l'acétone-butanol (ABE), utilisé comme solvant dans les mélanges éthanol-essence. Sa production fait intervenir deux bactéries : *Trichoderma reesei*, porteur d'enzymes cellulolytiques qui vont lui permettre de décomposer la cellulose de plantes telles que la paille de blé ou les rafles de maïs en sucres simples, et *Clostridium acetono-butylcum*, qui permettra la fermentation de ces sucres et leur transformation en ABE. L'Institut français du pétrole travaille sur ces deux bactéries, en relation avec une dizaine de laboratoires, dans le cadre d'une « action de recherche coordonnée » animée par le CNRS. On cherche tout d'abord à sélectionner les souches les plus performantes en provoquant des mutations qui permettront de développer les spécificités les plus intéressantes. C'est ainsi que les travaux menés à l'Université technique de Compiègne et à la Société Cayla, à Toulouse, sur les souches de *Trichoderma reesei* cultivées par l'Institut français des pétroles, principal opérateur de ce programme, ont permis une amélioration des caractères génétiques de cette bactérie qui les classe parmi les plus efficaces au niveau mondial. On cherche également à améliorer leur productivité, par exemple en les immobilisant, ce qui les fait travailler davantage. On essaie aussi de les associer à d'autres micro-organismes aux performances complémentaires, voire à les remplacer par un micro-organisme unique, capable à la fois de décomposer des sucres complexes et de permettre la fermentation du glucose ainsi obtenu, comme l'a fait l'ENSAM de Montpellier avec

la levure *Kluyveromyces* qui permet d'obtenir directement de l'éthanol à partir de l'amidon du blé. L'enjeu de ce faisceau de recherches est considérable. La réglementation permet désormais le mélange de l'éthanol à l'essence dans une proportion de 5%, avec 2% d'ABE, proportion compatible avec les moteurs des voitures actuelles. Plus les conditions de production de ces alcools

feront appel à des processus biologiques, plus bas sera le contenu énergétique, plus réduit le prix de revient, plus bénéfique l'utilisation. La plate-forme de recherche en cours d'aménagement à Soustons, dans les Landes, d'une réalisation paritaire de l'IFP et de l'AFME, devrait permettre à la France de bien se placer sur ce terrain dans la compétition internationale.



### STOCKAGE

#### Des batteries pour rouler sans essence

Les accumulateurs au plomb ne coûtent pas cher mais leurs performances sont limitées par rapport à leur poids. Pour la voiture électrique, il faudra trouver autre chose.

Que l'on souhaite s'attaquer à ce noyau dur des consommations d'hydrocarbures que constituent les transports ou développer les sources autonomes et intermittentes de production d'électricité, il faudra pour y parvenir mettre au point des batteries d'accumulateurs extrêmement efficaces. Pour que les véhicules électriques deviennent autre chose que des objets de curiosité, on devra développer des batteries à capacité de stockage d'électricité accrue, plus légères, plus compactes, et si possi-

ble pas plus chères que les accumulateurs actuels. Pour stocker l'électricité produite par des éoliennes, des générateurs photovoltaïques ou toute autre source intermittente, le plomb, donc le poids, ne pose pas de problème majeur, mais en revanche les matériaux devront être capables de durer très longtemps, si possible sans entretien. Les recherches en cours visent donc d'une part à perfectionner les batteries au plomb, d'autre part à mettre au point des produits nouveaux.

# RECHERCHE LES CLÉS DE LA MAÎTRISE

Les objectifs de maîtrise de l'énergie qui ont été fixés à l'AFME, en fonction notamment des perspectives tracées par le groupe « long terme » du IX<sup>e</sup> Plan, ne peuvent être atteints par la diffusion des seules techniques actuellement disponibles ni par un effort de communication qui se limiterait à inciter à des comportements économes en énergie. Pour réduire la dépendance énergétique en 1990, contribuer à la modernisation de l'économie française et en particulier à la dynamisation de son industrie, il faut optimiser les techniques existantes, en développer de nouvelles plus innovantes, plus performantes. Telle est la finalité du programme de recherche et d'innovation que conduit l'AFME depuis 1982.

Ce programme est financé aux trois quarts par des crédits émanant du budget civil de recherche (ministère de la Recherche et de la Technologie), et pour le quart restant par des crédits du ministère du Redéploiement Industriel (au titre de l'innovation). En 1984 (après quelques régularisations budgétaires...), les crédits d'intervention émanant du ministère de la Recherche se sont élevés à 276 millions de francs. En 1985 (sans régulation, souhaitons-le), ils seront de 286 MF, affectés comme suit : 124 MF pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, 154 MF pour les énergies nouvelles et renouvelables, 5 MF pour les matières premières et les matériaux, 3 MF pour l'action internationale. Ces crédits seront affectés, comme ce fut le cas en 1984, conformément à une directive de M. Fabius alors ministre de la Recherche et de l'Industrie, à 30% à des organismes publics de recherche, à 70% à des centres de recherche industriels. Classés selon le degré de maturité des techniques concernées, ces crédits concerneront à 10% la genèse de la technique, à 40% sa maturation, à 50% son développement.

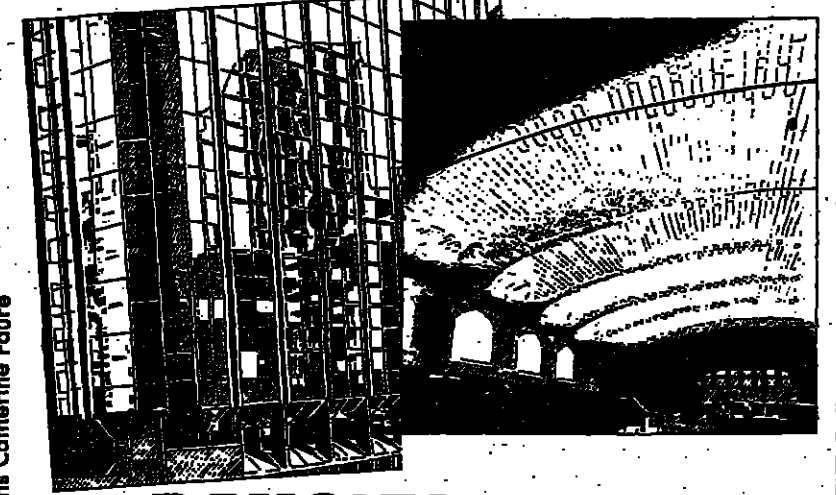
Les crédits émanant du ministère du Redéploiement Industriel s'élèveront à 183 MF, dont 46 pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, 21 pour les énergies nouvelles.

Quatre critères ont été retenus pour évaluer l'intérêt des recherches ou des innovations à soutenir : l'importance du secteur concerné dans le bilan énergétique en 1990 ; la contribution du projet concerné à une plus grande compétitivité de l'industrie française ; sa contribution éventuelle à une coopération Nord-Sud élargie ; son intérêt à plus long terme. En fonction de ces critères, huit « grands programmes de recherche et d'innovation » ont été définis :

- l'utilisation rationnelle de l'électricité dans l'industrie,
- les échangeurs de chaleur,
- les véhicules économes,
- les carburants de substitution,
- les innovations dans l'habitat (gestion de l'air, bioclimatique, isolation),
- l'électricité photovoltaïque,
- la métallurgie extractive.

Ces « grands programmes » ont mobilisé à peu près la moitié des moyens de recherche et d'innovation de l'Agence. Mais d'autres filières ont fait l'objet d'un soutien important et devraient à leur tour faire partie prochainement des « grands programmes ». Citons entre autres les batteries, l'éolien, les matériaux nouveaux, les recherches sur les moteurs.

C'est dans ce vaste programme que nous avons pioché pour voir ce que l'on cherche exactement, les difficultés rencontrées, les perspectives. Voici donc six exemples de recherches en cours dans les domaines les plus divers, qui ont toutes bénéficié d'un financement plus ou moins important de l'AFME.



Illustrations Catherine Faure

### RAYONNEMENT

#### Des vitres qui piègent les calories

Les vitrages sont sources de déperditions calorifiques, mais captent aussi la chaleur du soleil. Comment minimiser les pertes en maximisant les apports ?

1973 : premier choc pétrolier. 1974 : première réglementation fixant un niveau maximal de déperditions thermiques dans les logements neufs. Les thermiciens s'intéressent au bâtiment en général, à l'isolation des parois en particulier. Parmi celles-ci, les parois vitrées ont vite fait de focaliser l'attention : voilà par où partent les précieuses calories, peut-on penser... Interrogés, les verriers fournissent la réponse suivante : sans doute une vitre a-t-elle un coefficient d'échanges thermiques (le coefficient K) qui lui fait jouer le rôle d'un échangeur entre le milieu froid (l'extérieur) et le milieu chaud (l'intérieur), mais elle a aussi un « coefficient solaire » (le coefficient F) qu'il faut nécessairement prendre en compte puisqu'il se traduit par un apport de calories. Les qualités thermiques d'un vitrage doivent donc s'apprécier en termes de bilan, et non pas seulement du point

de vue de son caractère déperditif. Des lors, le problème posé est le suivant : comment améliorer ce bilan, c'est-à-dire maximiser les profits et minimiser les pertes, sachant que les coefficients K et F varient dans le même sens ? L'optimum recherché, c'est alors le piège à calories : une vitre qui capte largement la chaleur du soleil et ne laisse pas ressortir les calories. C'est ce à quoi travaillent les chercheurs de Saint-Gobain, principal fabricant de verre à vitres. La première solution consiste à limiter les pertes par conduction. Pour cela, on peut multiplier les vitrages, l'épaisseur des glaces, celle des lames d'air. Mais on comprendra aisément que l'on ne pourra jouer sur ces paramètres au-delà de certaines limites économiques. Les principales recherches portent donc sur les pertes par radiation. Que se passe-t-il lorsque le rayonnement solaire pénètre dans un loge-

ment ? Il traverse le vitrage, est absorbé par le sol, les murs, les meubles, etc., et est réémis sous la forme d'un rayonnement infrarouge. Le verre ordinaire ne se laisse pas retraverser par ce rayonnement, mais il ne le réfléchit pas non plus : il va donc l'absorber et le réémettre pour un tiers vers l'intérieur du logement, pour deux tiers vers l'extérieur. La conclusion s'impose : si l'on veut conserver la chaleur, il faut créer une surface qui réfléchira le rayonnement infrarouge vers l'intérieur.

L'idéal serait de conférer cette propriété au verre lui-même. C'est une direction de recherches que l'on a suivie un peu partout dans le monde, mais, pour l'instant, personne n'a abouti. La solution retenue consiste donc à déposer un revêtement réfléchissant de l'infrarouge sur la face interne du vitrage. Cela sans nuire à la transparence de ce vitrage, sans en altérer la couleur, sans en augmenter le coût de fabrication de manière prohibitive. Vaste programme qui mobilise tout à la fois la physique des solides, les mathématiques, la technologie et la gestion ! S'appuyant sur des travaux de recherche fondamentale, les ingénieurs de Saint-Gobain sont parvenus à appliquer sur le verre une pellicule d'oxydes métalliques semi-conducteurs, dopés en électrons libres, ce qui leur confère un meilleur pouvoir réfléchissant.

Leur moindre performance n'est sans doute pas d'être parvenus à intégrer le dispositif industriel qui permet le dépôt de ce revêtement à une chaîne de fabrication de glace travaillant en continu vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sur 3,20 mètres de largeur. On aura une idée de la difficulté de la performance lorsque l'on saura que l'épaisseur de la couche de revêtement doit être constante à 60 angströms près, un angström valant... dix millièmes de millimètre !

## recherches

Les batteries au plomb...  
Le rendement de 35 Wh...  
C'est le rendement...  
d'accumulateurs...  
Le rendement de 35 Wh...  
C'est le rendement...  
d'accumulateurs...  
Le rendement de 35 Wh...  
C'est le rendement...  
d'accumulateurs...



## La chaleur

La chaleur...  
Le rendement de 35 Wh...  
C'est le rendement...  
d'accumulateurs...  
Le rendement de 35 Wh...  
C'est le rendement...  
d'accumulateurs...  
Le rendement de 35 Wh...  
C'est le rendement...  
d'accumulateurs...

سكنى من الاربعين



150 م.الاحد

# recherches. Une tâche essentielle pour l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie.

Les batteries actuelles ont une capacité moyenne de 35 Wh par kilo. La CGE, dont dépend la Compagnie européenne d'accumulateurs — principal fabricant —, cherche à réaliser, avec l'aide de laboratoires universitaires et de PMI spécialisées, des batteries d'une capacité de 45 Wh/kg, sans entretien, dotées d'une durée de vie minimale de 500 cycles. On cherche également à les alléger, en travaillant notamment sur la structure des électrodes en plomb. A un niveau plus fondamental, on étudie surtout les phénomènes qui ont lieu au voisinage des électrodes, dans le but d'augmenter leur durée de vie.

Bien des progrès sont encore possibles, mais le plomb restera toujours... lourd comme du plomb, et cette seule caractéristique impose de chercher d'autres matériaux, en particulier pour développer les voitures électriques.

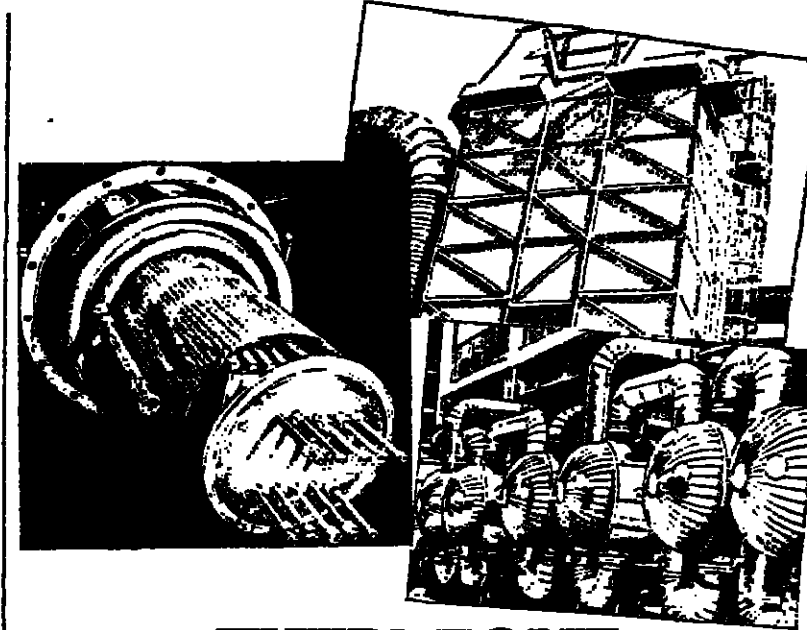
Deux produits mobilisent principalement les recherches actuelles : les batteries nickel-fer et nickel-zinc. Plus légères et plus compactes que leurs aînées, elles ont une capacité de stockage nettement meilleure. Elles ont cependant chacune ses défauts, qui rendent leur mise au point définitive complexe.

Les batteries nickel-fer, que l'on a pu voir en service sur la Peugeot 205 électrique exposée au dernier Salon de l'auto, ont une capacité de stockage de l'ordre de 55 Wh/kg, mais tiennent mal la charge et supportent difficilement les basses températures. Elles semblent surtout appelées à jouer un rôle transitoire avant la mise au point de matériaux plus performants. Parmi ceux-ci, les batteries au nickel-zinc retiennent particulièrement l'attention des chercheurs. D'une capacité de 65 Wh/kg,

voire plus, ces batteries se heurtent à une difficulté de mise au point majeure : le zinc de l'électrode, attaqué par la solution électrolytique au cours de la réaction chimique, se reconstitue sous forme de petites pointes, les dendrites, qui détériorent rapidement l'ensemble. Une parade est actuellement en cours d'expérimentation : elle consiste à utiliser une électrode de zinc qui se présente sous la forme de billes mises en mouvement par un petit agitateur. Ainsi les dendrites qui ont tendance à se former sont usées en permanence par le frottement des billes en mouvement.

D'autres types d'accumulateurs aux performances plus ambitieuses font l'objet de recherches. Citons parmi elles les batteries sodium-soufre. D'une capacité considérable — plus de 200 Wh/kg —, elles exigent, pour fonctionner, une température minimale de 350° C. A cette première difficulté s'en ajoute une seconde, moins facilement contournable. L'électrolyte se présente ici sous une forme solide — de l'alumine — et sert en outre de séparateur entre les deux électrodes maintenues à l'état liquide. Or l'alumine ne résiste guère au sodium liquide. C'est sur ce point que portent l'essentiel des recherches, menées principalement par les laboratoires de la CGE.

Si la prochaine décennie voit se généraliser l'usage de la voiture électrique, ce sera donc sans doute d'abord grâce aux batteries nickel-zinc. Ensuite, peut-être, grâce au sodium-soufre. Et après ?... Grâce aux piles à combustible hydrogène-oxygène, comme actuellement dans l'espace ? Peut-être ; à condition que l'on sache se passer du platine, indispensable catalyseur utilisé actuellement.



## THERMIQUE

### De nouvelles générations d'échangeurs

La plus grande partie de l'énergie consommée en France passe au moins une fois dans un échangeur de chaleur. Toute amélioration de ces dispositifs peut entraîner d'importantes économies.

■ 90% de l'énergie utilisée en France transite par un échangeur de chaleur (à commencer par la chaleur venant de votre chaudière qui réchauffe l'air de votre salon par l'intermédiaire d'un radiateur). De la qualité de ces dispositifs, destinés à transférer le plus efficacement possible de l'énergie calorifique entre deux fluides matériellement séparés, dépendra donc pour une bonne part la maîtrise des consommations d'énergie. Et lorsqu'on sait que sur certains matériels on peut encore réaliser des gains d'efficacité allant jusqu'à 30%, on comprend que la recherche sur les échangeurs soit prioritaire.

De quoi dépend la qualité d'un transfert de chaleur ? De trois facteurs principaux : la surface d'échange, la différence de température entre les deux fluides, le coefficient global de transfert thermique (K) — qui dépend lui-même du matériau utilisé, de l'épaisseur des parois, des propriétés physiques des fluides, de leur vitesse locale au niveau de la paroi.

Si l'écart de température entre les deux fluides est important, pas de problèmes. Dans le cas inverse, le plus intéressant et le plus fréquent, il faudra pour améliorer l'échange jouer sur la surface et sur le coefficient K. Il est clair que l'augmentation de la surface d'échange se trou-

vera tôt ou tard limitée, ne serait-ce que pour des raisons économiques. Reste le coefficient K, sur l'amélioration duquel portent donc les principales recherches.

On recherche par exemple des matériaux à conductibilité thermique élevée, tout en évitant le recours à des matériaux trop coûteux. On cherche également à diminuer l'épaisseur des parois sans affecter leur résistance mécanique. On s'efforce aussi de limiter les risques d'encrassement des surfaces d'échange, qui nuit à la conductance thermique des parois comme au bon écoulement. Cela peut se faire par des moyens chimiques (additifs) ou mécaniques, qui empêchent la formation de dépôts ou nettoient les échangeurs en continu.

Dans le cas particulier des condenseurs (qui sont des échangeurs dans lesquels un fluide passe de l'état de vapeur à l'état liquide), l'une des principales difficultés tient à la formation d'un film liquide sur la paroi d'échange, qui nuit considérablement à la conductance de celle-ci.

On peut éviter cet inconvénient en appliquant sur les parois un additif antimoississant, qui permettra à la vapeur de se condenser en gouttes et non en film.

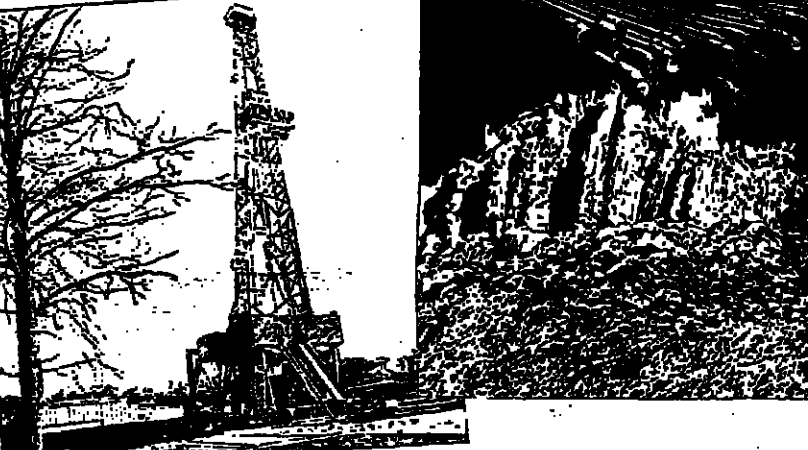
Certains matériaux peu coûteux permettent de réaliser des parois à la fois très fines et résistant bien à

l'encrassement comme à la corrosion. Ce sont les matières plastiques, utilisées dans quelques prototypes d'échangeurs à basse température entre deux gaz.

On s'intéresse également à la vitesse locale d'écoulement des fluides : les multiples dessins de plaques d'échangeurs ont ainsi pour but de créer des turbulences qui augmentent la vitesse locale des fluides au contact de la paroi et amélioreront le coefficient K.

Un nouveau type de dispositifs fait l'objet de recherches. Ce sont les caloducs, tubes contenant un fluide qui s'évapore au contact du fluide le plus chaud et se condense au contact du fluide froid, transférant ainsi les calories de l'un vers l'autre. Leur utilisation en tant qu'échangeurs de chaleur permet de réaliser des produits de grande fiabilité et très étanches. Ils sont, de plus, modulaires puisque l'on peut ajouter ou retrancher des caloducs selon les besoins. Enfin, la solution la plus élégante serait sans doute... de se passer purement et simplement de surface d'échange : c'est ce que l'on cherche à faire en réalisant des transferts de calories entre deux fluides non miscibles mis en contact direct. La difficulté réside souvent là dans la séparation des fluides.

Vaste programme de recherche, pour lequel une structure tout à fait originale a été mise en place. Il s'agit du Groupement pour la recherche sur les échangeurs thermiques (GRETh), créé au printemps 1983 et co-dirigé par l'AFME et le CEA, qui disposait d'un important corpus de connaissances acquises depuis vingt ans par les ingénieurs du service des transferts thermiques du Centre d'études nucléaires de Grenoble. Installé dans les locaux du centre, le GRETh s'est vu confier la mission de soutenir l'industrie française dans le domaine des échangeurs (tant les fabricants que les utilisateurs). Pour améliorer l'efficacité de cette structure de liaison industrie-recherche, le GRETh s'est doté d'un centre de direction auquel participent les représentants des deux principaux centres techniques de la profession, le CETIM et le CETIAT. En outre, les entreprises en tant que telles peuvent adhérer au groupe, en payant une cotisation annuelle qui leur donne accès à un certain nombre de données et de services — notamment un tarif préférentiel pour faire tester leurs matériels sur une nouvelle plate-forme d'essai en cours de construction qui répondra au double nom d'Esther (« Essais thermiques d'échangeurs et récupérateurs »). On peut être thermicien et poète, non ?



## GÉOLOGIE

### La chaleur des grandes profondeurs

Peut-on utiliser la chaleur du sous-sol profond ? A long terme, pourquoi pas ? Le programme Géothermie profonde généralisée étudie cette possibilité.

■ Plus on descend sous terre, plus il fait chaud. En moyenne, la température s'élève de 3,3° C tous les 100 mètres ; c'est ce que l'on appelle le gradient géothermique. Pourvu, donc, qu'on creuse suffisamment profond, on est toujours assuré de trouver de la chaleur, quelle que soit la nature du sous-sol considéré. Pourquoi ne pas puiser dans cette ressource énergétique aussi inépuisable qu'universelle, se sont demandé quelques chercheurs, dans le milieu des années 70.

Ainsi naissait, en 1977, un programme d'études des roches chaudes sèches portant sur la possibilité de fracturer les roches du sous-sol profond, dans l'éventualité d'y injecter un fluide permettant de transférer leur chaleur vers la surface.

Sur la base des premiers résultats de ces recherches, des chercheurs de l'Institut national d'astronomie et de géophysique proposèrent de passer des études théoriques à la réalisation d'un pilote préindustriel. Ce fut le programme Energéroc, qui devait déboucher, à partir de 1984, sur la réalisation, en vraie grandeur, d'un échangeur, à 4 500 mètres de profondeur, entre deux forages distants de 400 mètres. La vapeur d'eau ainsi récupérée devait permettre de produire de l'électricité.

Le coût de ce projet (225 millions de francs répartis sur quatre ans) et surtout le nombre d'inconnues à résoudre conduisirent, début 1984, les pouvoirs publics à changer d'orientation.

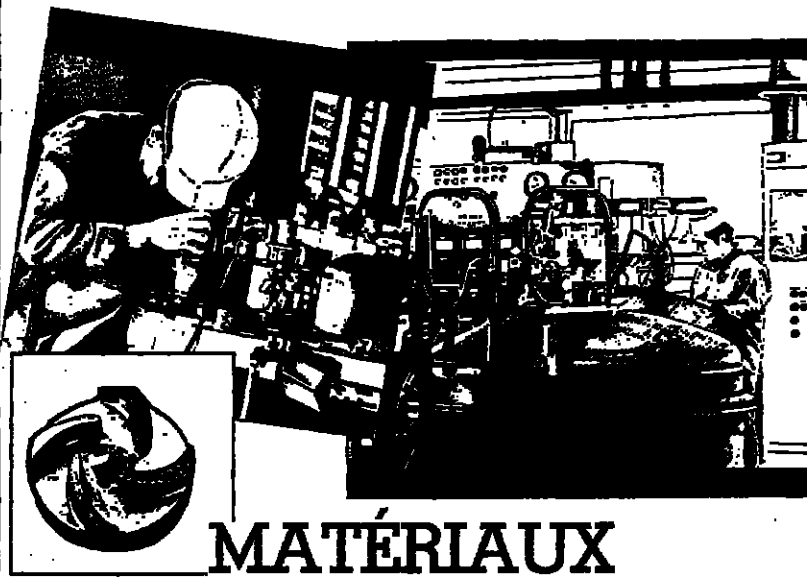
On s'est vite aperçu, en fait, qu'on ne connaissait pas grand-chose aux roches profondes. Autant les couches sédimentaires et leurs gisements d'hydrocarbures sont bien connues des géologues, autant leur socle cristallin ou métamorphique l'est peu. Savoir, par exemple, s'il est

parcouru de fractures naturelles, les identifier, faciliterait grandement la réalisation d'un échangeur. La fracturation artificielle à grande profondeur reste encore, en effet, une technique insuffisamment maîtrisée, en dépit des expériences tentées en France et à l'étranger, notamment aux USA, en Grande-Bretagne, en Allemagne.

Le programme issu de ce constat porte le nom de « Géothermie profonde généralisée ». Il sera mis en place par un Groupement d'études et de recherches composé de la majorité des organismes scientifiques concernés, et se déroulera en deux phases successives. De 1985 à 1988, on se consacrera à l'acquisition de données de base, tant par des recherches fondamentales que par l'expérimentation sur trois sites. Au Mayet-de-Montagne, dans l'Allier, on étudiera un milieu granitique peu fracturé ; à Haguenau-Soultz, en Alsace, on étudiera un milieu granitique plus ou moins fracturé, sous couverture sédimentaire ; à gradient géothermique élevé ; au Cézallier, dans le Massif central, ce sera un milieu de roches métamorphiques avec circulations géothermales profondes. On recherchera, à travers cette diversité, à généraliser les connaissances acquises, et si possible à les modéliser. C'est également au cours de cette première phase qu'on cherchera à mettre au point des techniques de forage spécifiques à la géothermie profonde.

Ce n'est qu'à partir de 1989, après évaluation soignée des résultats, que sera sans doute entreprise la réalisation d'un pilote industriel.

Si l'avenir est au chauffage par les grandes profondeurs, il passe au préalable par quelques puits... de science.



## MATÉRIAUX

### De la céramique dans les moteurs

Les qualités nombreuses de ces très anciens « matériaux nouveaux » leur assurent un bel avenir dans le secteur de l'énergie. Mais la généralisation de leur emploi se heurte aussi à des difficultés.

■ Des tuiles à 7 000 francs pièce ? Cela existe : ce sont celles qui composent le bouclier thermique de la navette spatiale américaine. Elles sont faites d'un mélange de fibres de silice et de bromure de silicium. Or le bromure de silicium est une céramique, tout comme le silicate d'alumine hydraté, plus connu sous le nom d'argile. Entre l'art de la terre cuite et l'industrie spatiale, ce matériau suit un long chemin dont le terme n'est pas encore en vue.

Dans le domaine énergétique, les céramiques présentent bien des atouts. Suivant les cas, suivant leur nature, elles sont isolantes à basse température, conductrices à haute température, résistent particulièrement à ces hautes températures, à la corrosion, aux frottements. Elles sont en outre élaborées à partir de matières premières abondantes et disponibles partout (à de rares

exceptions près). Toutes ces qualités les rendent précieuses pour les énergéticiens. On sait, par exemple, qu'une machine thermique verra son rendement amélioré si son fonctionnement admet des températures élevées et que les pertes de chaleur sont réduites. A la fois réfractaires et isolantes, les céramiques semblent donc être appelées à devenir un des principaux constituants des moteurs de demain. Ainsi, dans un moteur Diesel actuel, 38% des calories résultant de la combustion du carburant sont évacuées par le tuyau d'échappement, 29% sont évacuées par le système de refroidissement. En remplaçant le métal par de la céramique pour la fabrication de toutes les parties chaudes (têtes de pistons, chemises de cylindres, culasses, etc.), on arriverait à un moteur pratiquement adiabatique, c'est-à-dire sans échan-

ges d'énergie thermique entre parties chaudes et parties froides. Un tel moteur Diesel pourrait voir son rendement passer à 0,55, soit un gain de puissance de 40% à cylindrée égale. Américains et Japonais sont actuellement en pointe dans ce domaine, mais la France essaie de rattraper le temps perdu. D'abord en amont, sous la coordination du Pr Hanus, directeur au CNRS, et en aval grâce à de grandes entreprises comme Céraver, Pechiney, Thann et Mulhouse, Renault, Peugeot, la SEF.

Les principaux problèmes à résoudre tiennent aux handicaps des céramiques par rapport aux métaux : leur fragilité aux chocs (mécaniques ou thermiques), aux déformations, et surtout leur très grande vulnérabilité aux défauts de structure. Alors que les métaux ont des seuils de défauts critiques qui se mesurent en millimètres, on doit être mille fois plus exigeant avec les céramiques. On recherche de nouvelles céramiques (oxydes, comme la zircone, nitrures ou carbures de silicium, ou nouveaux produits tel le Sialon) et de nouvelles technologies de fabrication (frittage sous pression, injection).

« Dix années de travaux », écrit le Pr Boch de l'Ecole de céramique industrielle de Limoges dans un numéro spécial du Courrier du CNRS, ont permis de multiplier la ténacité des céramiques thermomécaniques par plus de deux, la charge à la rupture par près de trois, la résistance à l'armage à la fissuration thermique par environ cinq (un même matériau ne combinant malheureusement pas toutes ces améliorations).

Il est toutefois vraisemblable que la fragilité des céramiques restera toujours supérieure à celle des métaux. Cela ne devrait pourtant pas limiter le recours à ce matériau. Le succès du verre en témoigne. Au contraire, s'accommoder des caractéristiques d'un matériau nouveau peut être pour l'industrie l'occasion d'importantes innovations.

LETTRE MENSUELLE DE L'AFME • PAGE 4

## EUROPE

# Une chance à saisir pour les industriels

Comme l'an dernier, la CEE vient de lancer un appel d'offres permettant d'octroyer un soutien financier à des projets de démonstration dans le domaine de la maîtrise de l'énergie (économies d'énergie et énergies nouvelles).

En 1984, les projets français avaient été les premiers bénéficiaires de cette procédure communautaire, en obtenant 130 millions de francs d'aide sur 433.

Pour pouvoir confirmer en 1985 ces excellents résultats, il faut évidemment que les industriels et maîtres d'ouvrage français proposent à la CEE d'ici à la mi-avril de nouveaux projets se situant dans la phase intermédiaire entre recherche-développement et investissement commercial classique. Il faut que ces projets, en vraie grandeur fassent appel à des techniques innovantes et que leur viabilité économique permette de passer rapide-

ment à la diffusion industrielle et commerciale.

Tous les détails pratiques concernant l'appel d'offres pour 1985 et la procédure à suivre par les candidats ont été publiés au *Journal officiel de la CEE* du 10 décembre 1984.

Pour le secteur maîtrise de l'énergie, Bruxelles prévoit d'accorder un montant total d'aide d'environ 465 millions de francs, à répartir entre les projets des dix pays de la Communauté dans les huit principaux secteurs suivants :

- économies d'énergie dans l'industrie, le bâtiment et l'agriculture ;
- économies et substitution d'énergie dans les transports ;
- économies et substitution d'énergie dans les réseaux de distribution d'énergie ;
- énergie solaire ;
- biomasse et valorisation énergétique des déchets ;
- énergie géothermique ;

- mini-hydraulique (inférieure à 3 000 kW) ;

- énergie éolienne.

Le soutien, qui peut être obtenu de Bruxelles est d'abord appréciable en termes financiers puisque la CEE peut fournir une aide allant jusqu'à 49% du montant du projet retenu. Mais il ne faut pas non plus négliger l'impact indirect : obtenir le soutien de la CEE pour une opération est une excellente référence pour les industriels, qui peuvent ainsi se voir faciliter l'ouverture de marchés prometteurs en France et à l'étranger. La Communauté diffuse d'ailleurs largement des informations sur les projets retenus et publie des fiches présentant les réalisations les plus exemplaires.

Il n'est pas indispensable, pour soumettre un dossier à Bruxelles, de passer par l'AFME. Toutefois, l'Agence est mobilisée pour aider et conseiller les candidats français.

Les délégations régionales de l'AFME et les services techniques concernés sont prêts à prodiguer à tous ceux qui le souhaitent les conseils d'ordre administratif ou technique permettant d'augmenter les chances des dossiers présentés. Les industriels et les maîtres d'ouvrage ne doivent donc pas hésiter à contacter leurs interlocuteurs habituels de l'Agence.

Le bureau d'information de la CEE pour la France (61, rue des Belles-Feuilles, 75782 Paris cedex 16 - tél. : (1) 501.58.85) est également à leur disposition pour toute information complémentaire. On peut aussi se procurer le *Journal officiel de la CEE*, n° C-330, du 10 décembre 1984, en vente au service des publications de la Communauté (26, rue Desaix, 75732 Paris cedex 15 - tél. : (1) 578.61.39).

ATTENTION : date limite des dépôts, 17 avril 1985 à midi.

## 1984 L'ÉNERGIE A TRAVERS LA PRESSE

Dans le vaste domaine de l'énergie et de sa maîtrise, quels sont les éléments qui ont le plus retenu l'attention de la presse — et, par voie de conséquence, l'opinion et la sensibilité du public ? C'est ce que nous avons cherché à savoir en dépouillant la revue de presse à usage interne que publie chaque jour l'AFME.



Desailh Alain Leclerc

### JANVIER

**PÉTROLE.** Le 5, *Les Echos* font remarquer, tandis que le carburant automobile vient de passer la barre des 5 francs, « Pour les automobilistes, la facture concédée hier par le Comité des prix est salée. Et pourtant, elle ne correspond toujours pas à la réalité de la hausse des prix. » De son côté, le secrétaire d'État à l'Énergie déclare au *Nouvel Économiste* : « En matière pétrolière, nous souhaitons éviter la baisse des prix, et favoriser la stabilité du marché. » Pour mémoire, il faut rappeler que pour la première fois depuis six ans, en mars 1983, l'OPEP avait pris la décision de baisser de 15% le prix du brut (à 29 dollars le baril) et qu'elle semblait avoir eu des difficultés, au début, à maintenir bloqués les prix et les quotas de production. Ces difficultés ne feront que se confirmer pendant toute l'année 1984.

**ÉNERGIE ÉOLIENNE.** Le 18, la Direction de la recherche et du développement de l'AFME expose la politique menée par l'Agence. La presse se montre particulièrement intéressée : « Bon vent pour pour les éoliennes », *« Énergie éolienne, le vent en poupe »*, *« Le come-back du vent »*, *« Un second souffle pour l'énergie éolienne »*, etc. *Libération* (du 19) note avec finesse que l'enjeu de cette politique n'est plus une question d'écologie ni même de bilan énergétique : « Non sans une certaine ironie si l'on pense aux pionniers du solaire, aux militants de la biomasse, et à tous les partisans des énergies "douces", les maîtres de l'industrie sont en train de faire plus pour les énergies nouvelles que des années de propagande, des dizaines de manifestations et deux chocs pétroliers. De toute évidence, économiser l'énergie ne suffit plus, il faut boucher les trous d'un tissu industriel rongé par la crise... », *attaquer des marchés qui se profilent à l'horizon des années 90.*

### FÉVRIER

**ELECTRICITE.** Le 30 janvier, paraît dans le *Figaro* une longue interview de Marcel Boiteux, président de l'EDF : « EDF a été engagée, en juillet dernier, à faire un effort intense de développement de ses ventes, principalement dans l'industrie. »

**PROTOCOLE D'ACCORD.** Il est signé, le 9, entre l'EDF, l'AFME et le BRGM, pour l'utilisation énergétique des roches de houilles de faible profondeur, « dans des conditions qui tiennent compte des usages divers des roches et procurent un maximum de garanties à l'utilisation. » (*Cote Desfaux* du 10).

### MARS

**PREMIERES ASSISES REGIONALES DE L'ENERGIE.** Sous l'égide de l'AFME et du conseil régional de Poitou-Charentes, se réunissent à Poitiers, autour du thème de l'énergie, des professionnels de l'énergie et du bâtiment, industriels de la région, chercheurs, formateurs, représentants des collectivités locales, des consommateurs et du monde associatif. Il s'agit de la « première manifestation du genre en France. »

**L'ENERGIE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE.** Le 9, l'AFME définit les grandes lignes de son plan de

développement : s'assurer la continuité de la chaîne du silicium sur le territoire national ; diminuer le prix des modules ; assurer 15% du marché mondial (hors USA) en 1990. Là encore, c'est une stratégie industrielle qui est en cause et qui engage, sous l'égide de l'AFME, plusieurs sociétés importantes telles que Rhône-Poulenc, la CGE, ELF, la CFP, Leroy-Somer, Saint-Gobain, etc. Elles se partageront la fabrication du silicium solaire (jusqu'ici largement importé), des cellules, et leur intégration en système.

### AVRIL

**ACCORD-CADRE.** Le 5, est signé un accord-cadre entre le ministère des Transports et l'AFME, sous l'égide du secrétariat à l'Énergie. Il porte principalement sur : la modernisation des véhicules ; la recherche de moyens de transport plus économiques ; le véhicule 3-litres. Les premières concrétisations de cet accord apparaîtront en cours d'année : le programme COREBUS (consommation réduite des autobus) mis au point par l'AFME, la convention signée par l'AFME avec la ville de Châtelleraut pour la maîtrise de l'énergie dans les transports urbains (en juillet), des actions de formation engagées par l'Agence dans le cadre de contrats routiers d'entreprises avec les transports.

**BIAN.** Le 16, l'AFME présente le bilan de son activité 83. La presse n'en retiendra, dans l'ensemble, qu'une seule phrase, prononcée par Michel Rolant, président de l'AFME : « Je ne crains rien. » (*Le Figaro* du 17). Celui-ci souligne en effet un inquiétant dérapage de la consommation de carburant automobile constaté en 1983 et fortement accentué pendant les premiers mois de 1984 (5 à 6%).

**MOBILISATION.** Le 26, Michel Rolant annonce le lancement d'une campagne de sensibilisation du public pour la réduction des consommations de carburant : « Par leur comportement, les automobilistes peuvent faire économiser à notre pays en un an 10% de sa consommation de carburant, c'est-à-dire 4,3 milliards de francs pour la facture énergétique de la France. » (*La Vie des transports* du 5 mai : « L'AFME dit pouce ».) Le thème du transport automobile et des dépenses en carburant des Français mobilise largement la presse. L'AFME se trouvera tout au long de l'année, et plus particulièrement après les hausses sur l'essence décidées en juillet, amenée à intervenir (dans la presse et à la télévision) sur un terrain ambigu, sa responsabilité constante bien à encourager par tous les moyens les Français à maîtriser leurs consommations de carburant (y compris en leur rappelant qu'il existe en la matière une vérité des prix), elle-même n'ayant cependant aucun pouvoir (et ne tirant aucun bénéfice pour son budget propre) quant à l'augmentation de la fiscalité sur l'essence.

### MAI

**ENERGIE NUCLEAIRE.** Le 13, à 23 h 12 (précision apportée par *L'Humanité* du 15), est mis en service le réacteur de la première tranche de la centrale de

Paluel, d'une nouvelle génération par la puissance : 1300 mégawatts. D'ici à 1986, trois autres réacteurs de même puissance fonctionneront à Paluel et la centrale produira alors 32 milliards de kWh. Pour mémoire, rappelons que l'EDF a exporté en 1983 un peu plus de 13 milliards de kWh à nos voisins anglais, allemands, suisses, italiens et belges (voir *Le Nouvel Économiste* du 9/9).

### JUIN

**VERDICT.** L'Union fédérale des consommateurs perd le procès qu'elle avait intenté à l'EDF pour « publicité mensongère » à la suite de la campagne qui mettait en avant que « l'électricité est aujourd'hui française à 80% ». Le jugement a été rendu le 13 juin par la 31<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris (*Entreprise* du 18).

**COOPERATION.** Signature d'une convention de coopération entre la France et la Côte d'Ivoire (financement du Fonds d'aide et de coopération) pour l'équipement solaire d'un dispensaire et d'un centre de santé. Les *Echos* et *La Lettre de l'énergie* du 12 signalent qu'il s'agit de tester en vraie grandeur les améliorations qu'apporte au fonctionnement des centres de soins ruraux l'électricité d'origine solaire et, sur la base des résultats obtenus, de généraliser ultérieurement l'expérience. On remarquera à cette occasion que l'effort mené par l'Agence sur le terrain de l'action internationale est difficile à « dater » car il se déplace le plus souvent en éventail d'actions de négociation et de terrain à très long terme avec nos partenaires étrangers ; leurs effets n'étant pas forcément assez « spectaculaires » pour intéresser la presse nationale.

### JUILLET

**TOUR DE FRANCE.** Pendant les cinq premiers jours de juin, des journalistes de divers quotidiens régionaux ont visité dans cinq régions de France (Alsace, Nord-Pas-de-Calais, Poitou-Charentes, Rhône-Alpes, Provence - Côte d'Azur), des opérations exemplaires de maîtrise de l'énergie. Pendant tout l'été, la presse régionale a ainsi vu à l'œuvre de la maîtrise de l'énergie : 45 000 emplois pour économiser 855 000 tep. *Ouest-France*, 19/6 ; Les ressources inépuisables du soleil et de la forêt. (*Progrès de Lyon* du 26/6) ; « Celles : la fibre Courrière descend au charbon » (*Dernières Nouvelles d'Alsace* du 27/6) ; « Un parti pris de décentralisation » (*Sud-Ouest*, 15/6) ; « Un gisement énergétique : les écomomies » (*La Voix du Nord* du 27/7).

**AUGMENTATION.** Le 11, hausse de 22 centimes sur le supercarburant (toute la presse signale et commente, naturellement).

**NOUVEAU.** Le 23, nomination de M. Martin Malvy comme secrétaire d'État auprès du ministre du Redéploiement industriel et du Commerce extérieur, chargé de l'énergie. « Il hérite d'une situation d'urgence que le gouvernement veut transformer en atout en réduisant la facture des énergies importées. » (*Les Echos* du 24/7).

### AOÛT

**BIOLOGIE.** L'Énergie (du 3 au 9) signale la parution de l'ouvrage de Christian Gérodeau aux Éditions Laté, *L'énergie à revendre*. L'auteur déclare, dans une interview à France-Inter du 11/9 : « Le danger, ce n'est pas que tous manquent (...), c'est que nous ne puissions pas payer la facture de cette énergie (...) et nous risquons de mettre d'une manière durable en défaut notre balance commerciale. »

*The Financial Times*, dans un article du 8, analyse les raisons pour lesquelles « les Français sont passés maîtres dans le domaine des économies d'énergie », rendant hommage aux efforts de l'AFME.

### SEPTEMBRE

**CONSUMMATION.** Dans *Le Monde* daté du 11/9 paraît, sous la signature de Véronique Maurus, un article intitulé : « Un phénomène énigmatique de fluctuation : la reprise de la consommation d'énergie en France ». « On peut se demander, écrit *Le Monde*, si cette reprise n'est pas la conséquence la plus évidente de la nouvelle politique énergétique adoptée l'an passé par les pouvoirs publics (...). Le gouvernement n'a-t-il pas en quelque sorte ouvert la boîte de Pandore ? »

**GAZ.** Dans *Le Matin de Paris* du 17, article de Henry Laurent (très bien informé) sur les arrière-plans diplomatiques et politiques de l'approvisionnement de la France en gaz : « Le contrat d'importation de gaz est devenu la clé de voûte du commerce franco-soviétique », signale entre autres *Le Matin*.

### OCTOBRE

**SIGNATURE DU CONTRAT DE PLAN ETAT/EDF.** Dans un article du 25 intitulé « L'Etat pousse à la consommation », *Les Echos* résument le contenu du contrat de plan 1984/1989 signé le 24 entre l'Etat et l'EDF : « Les ventes de courant doivent s'accroître de près de moitié d'ici 1990. EDF gagne également son autonomie de gestion. En contrepartie, les prix du kWh grimpent moins vite que l'inflation. Sauf peut-être l'année prochaine. »

### NOVEMBRE

**ALCOOL.** L'inauguration de la distillerie d'alcool d'Arcs-sur-Aube le 15 novembre par M. Michel Rocard traduit la volonté du monde agricole, des industriels et des pouvoirs publics d'ouvrir la voie à l'utilisation de l'alcool agricole à vaste échelle, avec la perspective d'incorporation d'alcool dans les carburants. (*Courrier de l'Oise* du 27/11).

**MEI.** 20-23 novembre, le premier Salon professionnel pour la Maîtrise de l'énergie dans l'industrie se tient à la porte de Versailles, organisé par l'AFME avec le concours du CNPF, de nombreuses associations techniques et des chambres syndicales des industries mécaniques, électriques, utilisatrices d'énergie, etc. Parallèlement au Salon, des journées techniques ont été organisées par l'ATEE (Association technique pour les économies d'énergie), mobilisant plus de 200 spécialistes sur des thèmes tels que : usages performants de l'électricité, du gaz, du

## VAGUE DE FROID : BONJOUR LA FACTURE !

En ce début d'année 1985, notre pays connaît une vague de froid exceptionnelle : -8 °C d'écart par rapport à ce que serait la température moyenne à climat normal sur les quinze premiers jours de janvier ! Ces conditions climatiques difficiles ont des conséquences diverses, notamment la hausse importante de la consommation d'énergie et de la facture énergétique nationale.

Sur la période qui va du 1<sup>er</sup> au 15 janvier, on a pu en effet estimer à 1,8 Mtep la surconsommation de chauffage des logements et des locaux tertiaires induite par le froid. A 3 000 francs la tep livrée (1), cela correspond à 5,4 milliards de dépenses supplémentaires pour les usagers (dont plus de 3 milliards en devises) ! Soit encore 500 francs par appartement et de 500 à 1 000 francs par maison individuelle... pour tous ceux qui n'ont pas pris la précaution de réaliser des travaux de maîtrise de l'énergie et qui ont maintenu la même température chez eux. La facture d'énergie, pour ceux-là, a déjà progressé de 15%. Chez ceux, au contraire, qui ont su se montrer clairvoyants, ont fait faire le diagnostic thermique de leur logement, puis ont procédé à des travaux de maîtrise de l'énergie — en moyenne 10 000 francs d'investissement en maison individuelle et 6 000 francs en appartement —, la facture ne s'est accrue que de 5%. Et, en plus, cette facture est inférieure d'environ un tiers (voire la moitié, dans certains cas) à celle des imprévoyants.

(1) La tep livrée à l'usager (chauffage, eau chaude, eau froide, gaz, charbon ou électricité) coûte en moyenne 3 500 francs. Mais le froid aggrave le rendement des chaudières à combustibles. D'où ce chiffre de 3 000 francs en surconsommation nette.

## PRÉCISION

Nous écrivions dans notre dernier numéro qu'EDF avait signé un contrat avec la société canadienne Biodev pour la construction en Guyane d'une centrale électrique fonctionnant au bois. En fait, ce contrat a été passé entre EDF et Alsthom-Atlantique pour la construction d'une centrale électrique fonctionnant à partir du gaz produit par la pyrolyse du bois dans un gazogène. Alsthom, qui assure l'ingénierie complète de cette centrale, a sous-traité à la société Biodev la partie gazogène et préparation du bois.

charbon, des hydrocarbures liquides, le diagnostic énergétique, la recherche et l'innovation, le financement des investissements et des aides... La presse dans son ensemble a salué l'intérêt et le succès de MEI 84. Quelques titres : « Les techniques de l'énergie ont le vent en poupe » (*Le Monde* du 9/11) ; « Dynamiser l'industrie en maîtrisant l'énergie » (*Dernières Nouvelles d'Alsace* du 23/11) ; « Les économies d'énergie sont-elles passées de mode ? Non, répond Michel Rolant » (*Le Quotidien de Paris* du 24/11) ; « La maîtrise de l'énergie est et doit rester une priorité nationale », déclare Mme Edith Cresson, ministre du Redéploiement industriel et du Commerce extérieur dans son allocution prononcée le 20 novembre, lors de l'inauguration de MEI (*Entreprise* du 26/11).

## DÉCEMBRE

**CHARBON.** Le 6, d'occasion de l'inauguration de la nouvelle chaudière au charbon de l'aéroport d'Orly, « Le secrétaire d'État à l'Énergie a rappelé que trois types d'actions devraient être envisagées afin de continuer à valoriser cette ressource : « D'abord mobiliser et donner aux opérateurs les moyens de cette action ; ensuite aider le consommateur et l'utilisateur à engager les investissements nécessaires et, enfin, développer la technologie d'emploi du charbon, car il conditionne l'avenir du tissu industriel. » (*Cote Desfaux* du 7/12).

**FGT.** Le 14, l'AFME dresse un bilan des trois premières tranches du FSGT (12 milliards d'aide publique au total) en ce qui concerne les 2,75 milliards dont la gestion lui a été confiée pour des travaux de maîtrise de l'énergie dans les secteurs de l'habitat et du tertiaire, de l'industrie, de l'agriculture, de la géothermie et des réseaux de chaleur. « Sur les 6 milliards de la 4<sup>e</sup> tranche du FSGT, 735 millions seulement devraient être dévolus à l'AFME », note le *Figaro* du 15.

Pendant toute l'année 1984, on notera enfin que la presse nationale et régionale a largement commenté toutes les opérations « villes pilotes pour la maîtrise de l'énergie » (11 villes et un canton rural), la ville de Roanne — secrétaire d'État oblige ? — reportant en l'occurrence la palme statistique du nombre de commentaires dans la presse.

« Maîtrise de l'énergie » est réalisée chaque mois sous la responsabilité de l'AFME. Rédaction en chef : Roger-Pierre Bonneau, AFME, 27, rue Louis-Victor — 75015 Paris. « Rédaction et communications » : Hugues Sibille et Michèle Ghesbriant. Maquette : Claudine Roy-TEN et Associés, 10 rue Mayer — 75006 Paris. « Composition, montage, photographie » : Indiques, 14 rue Vauvargues — 75018 Paris.

سكنا من الاميل



صكرا س الامل

DE FROID :  
UR  
TURE !

année 1985, notre pays  
vague de froid excep-  
t°C d'écart par rapport  
rait la température  
climat normal sur les  
ers jours de janvier !  
s-climatiques difficiles  
séquences diverses,  
l'haussa importante de  
Néon d'énergie et de la  
étique nationale.

qui va du 1<sup>er</sup> au 15 jan-  
v. en effet estimer à  
surconsommation de  
s. logements et des  
res induite par le froid.  
La top livrée (1), cela  
5,4 milliards de dépen-  
saires pour les usa-  
lus de 3 milliards en  
encore 500 francs par  
et de 500 à 1 000 francs  
dividuelle... pour tous  
pas pris la précaution  
se travaux de maîtrise  
si qui ont maintenu la  
atère chez eux. La fac-  
t, pour ceux-là, a déjà  
15%. Chez ceux, au  
l'ont su se montrer  
ont fait faire le dia-  
logue de leur logement,  
été à des travaux de  
nergie — en moyenne  
d'investissement en  
duelle et 6 000 francs  
ent —, la facture ne  
ue de 5%. Et, en plus,  
est inférieure d'environ  
à la moitié, dans cer-  
nité des imprévus.

à l'usage (fioul, gaz,  
ricité) coûte en moyenne  
ois le froid améliorer les  
chaudères à combusti-  
ble de 3 000 francs en  
a nette.

N  
dans notre dernier  
IF avait signé un con-  
cité canadienne Bio-  
struction en Guyane  
: électrique fonction-  
in fait, ce contrat a été  
EDF et Alstom.  
ur la construction d'un  
centrale fonctionnant  
gaz produit par la  
ois dans un gazogène.  
assure l'ingénierie  
ette centrale, a sous-  
sté Biode la partie  
opération du bois.

ures liquides, le diagnostic  
he et l'innovation, le finan-  
et des idées... La presse  
l'interdit et le succès de  
: « les techniques de l'éner-  
e » (Le Monde du 9/11);  
en maîtrise l'énergie  
Aloué du 23/11); « Les éco-  
elles possédées de mode ?  
ant » (Le Quotidien de Paris  
de l'énergie est et doit rester  
», déclare Mme Edith Cres-  
ploiment industriel et du  
ts son allocation prononcée  
l'inauguration de NEI (Éner-

tion de l'inauguration de la  
harbon de l'oléoport d'Orly,  
Énergie a rappelé que trois  
l'être envisagés afin de con-  
sorce : "D'abord mobilis-  
teurs les moyens de cense-  
rconsommateur et l'utili-  
sissements nécessaires et  
nologie d'emploi du char-  
venant du tissu industriel".

ie un bilan des trois premi-  
2 milliards d'aide publique  
arne les 2,75 milliards dont  
le pour des travaux de mai-  
s secteurs de l'habitat et du  
de l'agriculture, de la géo-  
le chaleur. « Sur les 6 mil-  
u 1987, 750 millions seule-  
vois à l'ARME », note le

84, on notera enfin que la  
sonale, a largement com-  
s villes pilotes pour la  
1 villes et un canton rural),  
scritaire d'Etat oblige ? —  
ee la police statistique du  
s dans la presse.

migle a été réalisée chaque  
sabilité de l'ARME.  
cité Pierre Bonneau, ARME, 27,  
5015 Paris.  
munication : Hugues Sibille et  
Bouquet : Claudine Roy, 184  
ayes — 75000 Paris.  
Image, photographie :  
enargues — 75018 Paris.

## ET DES SPECTACLES

# A propos de classicisme

PEINTRES FRANÇAIS DU XVII<sup>e</sup>

C'EST la faute à Voltaire, n'en doutons pas. Son grand livre à succès, *Le Siècle de Louis XIV* (1751), a tout faussé. L'idée d'embrasser les lettres et les arts dans une histoire globale (comme nous disons) était magnifi- que : c'était faire émerger la culture au niveau des choses sérieuses, en fonction, il est vrai, d'une hypothèse qui enchaînait l'âge des Lumières et fait sourire aujourd'hui, à savoir que le com- merce, l'art et le bonheur des hommes vont de pair. Qu'importe, la définition du Grand Siècle était là : les « génies » insurpassables ont paru, une perfection inouïe des manières et des formes compose le classicisme (le terme ne se trouve pas chez Voltaire mais l'idée régit), le tout est indissociable du Roi-Soleil. Image fascinante, mer- veilleux mythe français. Mais si nous faisons plus modestement l'histoire de la peinture par exem- ple, rien ne tient plus. Une série de manifestations récentes et, en der- nier lieu, une exposition limitée mais très attachante du Petit Palais découvrent tout autre chose.

Rapidement réalisée, la réunion d'une trentaine de tableaux fran- çais du XVII<sup>e</sup> siècle dans une aile du Petit Palais (1), est très sympathi- que. Elle regroupe — pour trois semaines seulement — des toiles précieuses dans les réserves du Lou- vre avec des œuvres provenant de musées de province et destinées à voyager. Pourquoi cela ? Ces toiles provinciales doivent gagner Bude- pest puis Dublin, c'est-à-dire deux capitales bien dotées en fonds fran- çais « classiques », qui étoffent chaque fois le lot, comme l'a fait à bon escient le Louvre à Paris. Cette réunion fortuite, en un sens, mérite décidément la visite. Les œuvres de Blanchard, Bourdon, Poussin, Vouet... restent toutes dans la période : Richelieu — Mazarin (1629-1661) : elles n'ont donc rien à voir avec le règne de Louis XIV. C'est ce qui oblige à réfléchir, car toutes les données intéressantes y sont présentes, avec un mélange caractéristique de rhétorique et d'invention, d'ambition et de fraîcheur.

L'absence de portraits et de scènes de genre y est pour beau- coup. L'attention est concentrée sur la composition, cet art français par excellence. Seul la grande *Virgile de Douville* intègre, de plein pied, et violette de Chateaugay, l'art y a pas non plus de tableaux d'église. Les scènes évangéliques ou bibliques

sont traitées en idylle rustique, d'une certaine dignité d'ailleurs, par Sébastien Bourdon (1650) et, bien sûr, par Poussin. On a donc sous les yeux des échantillons du « genre noble », du discours historique et abstrait qui était alors et resta si longtemps le sommet de la peinture. Voici les thèmes héroïques : *Coriolan*, de Poussin (1632, Les Andelys), *Cin- cinnatus*, de Le Sueur (vers 1640, Le Mans), de purs moments de tra- gédie avec des attitudes, des drapés, qui semblent venir du répertoire de Corneille. Une grande toile lumineuse, enlevée, contrastée avec une dépense un peu folle d'effets légers comme chez Véronèse plus tôt et Tiepolo plus tard, fait penser à *Antoine et Cléopâtre* de Shakes- peare, mais on n'en sait pas très bien le sujet. C'est l'œuvre du pein- tre le plus doué ou, en tout cas, le

moderne hier est peut-être ce qui va l'en rapprocher aujourd'hui. Ces tableaux ne sont pas vides ; le sens surgit d'un double agencement conceptuel et formel. Le jeu des allégories relève du ballet, le grand art de l'époque, et la combinatoire procède, comme l'éloquence — autre art majeur — des tropes (ou figures de style) : antithèse, chiasme, etc. Tant que nous ne res- tituons pas à cette époque intellec- tuellement si active les ressources de l'art oratoire, en nous aidant, par exemple, du beau travail de Marc Fumaroli (*L'Age de l'Elo- quence*, 1980), nous restons ironi- ques et froids, nous ne savons pas entrer dans le jeu.

Du baroque au classique ? Peut- être. Mais il serait sage, pendant quelque temps, d'oublier des caté- gories qui sont ici sans grande per- tinance. Car il s'agit d'un art qui se

Une trentaine de tableaux venus de Londres et des musées de province révèlent que le Grand Siècle est moins classique et plus pittoresque que l'on ne croit. A voir au Petit Palais.

plus volubile du moment : Sébas- tien Bourdon.

La rubrique la plus généreuse est celle de l'allégorie et de la Fable avec des conventions que l'on connaît : nudités rêveuses, nymphes bousculées par des sylphes, vieillards ailés qui s'envolent, des putti partout. La peinture s'en donne à cœur joie, rivalisant avec la poésie lyrique, et il faut consentir à ces inventions incroyables. Voici une grande toile de Simon Vouet (vers 1640, Musée de Bourges). Une figure charmante : Vénus ou l'Espérance — il faut chercher — arrache tout simple- ment des plumes à des ailes que le Temps vaincu, effondré, n'utilisera pas, pendant que se voisine, autre allégorie, tire sur les cheveux. Les couleurs vives et fondues ont donné corps à cette fantasmagorie dotée d'une surprenante solidité et admi- rablement peinte. Il faut, certes, un certain découragement pour aborder un art ainsi conçu. Mais ce qui l'éloignait tellement du goût

cherche et oscille entre des défini- tions contraires. Le délicat Fran- çois Perrier fait dans *Asis et Galatée* (vers 1647) du Raphaël miniature et multicolore ; mais Jean Tassel le provincial traite *L'Enlèvement d'Hélène* (vers 1640) avec une fougue de coloriste qui dénonce d'autres modèles. On assiste à des initiatives entrepre- nées qui, pratiquement, se détermi- nent toutes à partir d'expériences italiennes. Une exposition neuve et gagnée s'est tenue à Rouen, l'été dernier, sur la peinture religieuse au temps de Corneille ; elle a mis en évidence la grosse production normande de tableaux d'église, avec, à côté de beaucoup d'ano- nymes, des personnalités dignes d'attention comme Daniel Mallet et Pierre Le Tellier (2). Mais juste- ment, ce dernier a cru bon en 1631, à moins de vingt ans, de filer vers Rome, comme sept ans plus tôt son compatriote Poussin, que rien ne pouvait empêcher d'aller chercher son bien au-delà des Alpes. Au sur- plus, on a trouvé dans les couvents

de Rouen des tableaux italiens : la *Nativité*, de G. F. Romanelli au couvent des Clarisses, par exemple. Non seulement on ne peut plus ras- sembler toute cette production sous la rubrique du classicisme, mais il n'est même pas possible de la main- tenir sous le seul éclairage de l'art français. On l'a bien vu à la grande réunion des tableaux du XVII<sup>e</sup> siècle au Grand Palais en 1982 (3). C'est là, sans doute, la plus forte acquisition des études récentes depuis un quart de siècle. Voici dix ans, des pensionnaires de la Villa Médicis ont organisé l'exposition révélatrice des « Caravagesques français », qui a été présentée à Rome puis au Petit Palais ; Valen- tin, Vignon, Vouet, entraînent dans la perspective internationale sans laquelle on ne peut rendre compte de la naissance de l'école fran- çaise vers 1630. Une recherche synchrone sur les relations entre les Carrache et les peintres fran- çais serait aussi la bienvenue tant le monde a vu le plafond coloré, complexe, superbement orchestré de la galerie du Palais Farnese. Et Paris va se mettre au goût du

jour. Peinture sombre, peinture claire ; peinture oratoire, peinture fine ; neteté « à l'antique » ou flui- dité vénitienne sur toutes les don- nées modernes, il fallait s'informer à Rome, ville-atelier des peintres du XVII<sup>e</sup> siècle. Les choix des Fran- çais s'éclairaient ainsi, qu'il s'agisse des tableaux si sensibles et volup- tueux de Blanchard, de l'élabora- tion fine des formes chez Le Sueur. Celui-ci, exceptionnellement, n'a pas quitté la France, et le cas de ce peintre savant et mesuré qui fut longtemps placé si haut mérite d'être éclairé (4). Mais Vouet était arrivé à Paris en 1624, retour d'Ita- lie, et formait aussitôt la grande école de décorateurs parisiens de l'avenir. Jacques Stella était de retour de son stage italien en 1635 : son style sec et froid plut à Richelieu qui accapara le peintre. C'est la somme de ces épisodes qui constitue l'histoire du Grand Siècle décentré, qui est le nôtre. La partie était gagnée quand l'aristocratie com- mença à s'intéresser à l'art, quand le cavalier Scudéry publia, en 1646, son *Cabinet*, description éloquent de la galerie de peinture, sur le modèle de la *Galleria* de ce cavalier

Marin, le « découvreur » de Poussin, qui avait régné sur les « beaux esprits » tout au long de la Régence trente ans plus tôt. Comme on est loin de la simplification de Vol- taire ! Non seulement c'est avant, bien avant l'avènement de Louis XIV que se joue la partie déci- sive de la culture française, mais elle ne peut être appréciée dans sa force qu'en sortant du cadre nation- al. Le XVII<sup>e</sup> siècle est le Grand Siècle. Celui de la peinture euro- péenne.

ANDRÉ CHASTEL

- (1) « Le classicisme français, chefs- d'œuvre de la peinture du XVII<sup>e</sup> siècle », par J. Thuillier et S. Lavessière, musée du Petit Palais (jusqu'au 20 février).
- (2) « La peinture d'inspiration reli- gieuse à Rouen au temps de Pierre Cor- neille (1606-1684) », par F. Bergot, D. Lavalie, etc. Église Saint-Ouen, Rouen (juin-octobre 1984).
- (3) On retiendra l'importante intro- duction de Marc Fumaroli au catalogue de l'exposition. « La peinture française du XVII<sup>e</sup> siècle dans les collections amé- ricaines », au Grand Palais, 1982.
- (4) On attend sur le peintre de Saint-Benoît le grand travail d'Alain Mérot.

# Valéry Afanassiev

UN RÉCITAL, UN LIVRE

VALÉRY AFANASSIEV, né à Moscou en 1947, se considère comme un écri- vain avant tout et c'en est un de grande dimension. Or, ce romancier-là se double d'un pia- niste, virtuose insolite, qui se pro- duit peu, ou à l'étranger, ou encore en compagnie du violoniste Gidon Kremer, son ami et ancien compatriote. Afanassiev, le lundi 4 février, donnait un récital au musée Grévin. Moment de grâce, où il a mis en regard Bach et Schoenberg avant de rendre à Beethoven son dû. Comme une histoire en soi, il a interprété l'une après l'autre, accolées, rappro- chées, la *Cinquième suite anglaise* du cantor de Leipzig et la *Suite opus 25* de l'auteur du *Pierrot lunaire* : miroirs et pers- pectives, pur jeu sur les formes, d'une gigue l'autre, de sara- bande et passe-pieds en rouleur d'époque en musettes et gavottes passées au crible du dodecapho- nisme. Une légende. Et un son, des sons d'étrangeté splendide, agis- sant sur les nerfs. Dans la *Main heureuse*, son deuxième opéra, Schoenberg faisait dire au perso- nage principal essayant d'un seul coup de forger un diadème : « C'est ainsi qu'on fait les bijoux ».

Mains heureuses, celles d'Afa- nassiev qui tentent de saisir ce qui ne peut que fuir l'échappier quand elles le tiennent : l'intellectua- lisme de Schoenberg rendu sensi- ble. Longues mains oiseaux en une danse proche et lointaine, tantôt effleurant langoureusement les touches, tantôt catégoriques. Afanassiev relie douceur et paroxysme. Avec son allure d'aristo- crate nordique assez débauché, sa figure ronde à lunettes un peu blême, et un front haut, carré- ment dégarni, cet artiste s'assied très bas et loin du piano — comme à distance.

Afanassiev, lauréat de plu- sieurs concours internationaux, qui, en 1974, lors d'une tournée à Bruxelles, demanda l'asile politi- que, vit depuis cinq ans près de Versailles, à Parly-II. Il n'a rien d'un dissident mais tout d'un artiste en marge du « business musical » où l'on fait si grand cas des interprètes. « Le mélomane, dit-il, se voit proposer vingt- quatre versions différentes des mêmes œuvres de Chopin mais ne connaît guère Bruckner ou Ligeti. Au XIX<sup>e</sup>, au contraire, les interprètes étaient secondaires ; les choses plus à leur place. Le

XX<sup>e</sup> a commencé avec Liszt... Cependant, plus tard, des grands comme Furtwängler ou Schnabel composaient eux-mêmes, mal- gré l'ambigu, mais en tout cas ils avaient des relations étroites avec les compositeurs ».

Du piano, Afanassiev se borne à dire : « Ça me plaît, ça a sa place dans mon existence. J'ai étudié au conservatoire de Mos- cou avec Emil Gilels. Il est agréable de bien jouer. » Comme il est beaucoup plus facile de gagner sa vie avec un clavier qu'avec des livres et comme il adore la cuisine française (« l'ambigu, la subtilité, la poly- phonie des grands plats, que l'on ne me parle pas de la cuisine ita- lienne... »), le piano lui donne les moyens de fréquenter les meilleurs restaurants. Il ne connaît pas, dit-il, les plaisirs de ceux qui donnent deux cents récitals par an, reprenant sans cesse les mêmes œuvres : « J'essaie de faire de chaque concert un événe- ment unique, je présente toujours des programmes différents. » N'aimant guère voyager, il trans- forme ses tournées en villégiatu- res touristiques. Le « principe de sa vie » étant le professionna- lisme, il travaille à l'occasion de ces événements-là, sinon passe le plus clair de son temps à écrire —

jusqu'à vingt heures par jour s'il le faut. Et cela lui procure une joie plus grande, plus ambiguë (encore ce mot) que le contente- ment né du contact électrique avec un public. Oui, la scène lui est agréable, mais à cette drogue (« plébiscite ») il préfère les faux-fuyants de la littérature, ses trompes, l'œil, jeux d'ombres et de lumières. « Une énergie bien dif- férente : celle de la création. » Bon, certains interprètes savent être créateurs. Il cite Gould (« l'exception ») ou Benedetto Michelangeli, bien sûr. Et Richter (« sa sonorité antiplatonique »), puis Karajan (« légende vivante... dire qu'à Berlin dans les années 20 il y avait cinq chefs de ce calibre-là »). Voilà ceux qu'il énumère. Il reparlera de Gould à qui suffisait deux heures de tra- vail au bout d'un mois parfois passé sans toucher à son instru- ment. Deux heures en trente jours, mais indispensables. « Je ne m'entraîne pas énormément, dit Afanassiev. Il m'arrive de ne pas toucher mon piano, mais je récu- père très vite », et il regarde machinalement ses doigts, ses mains charmes et pâles qui lui permettent de « perdre très peu de temps en tant qu'écrivain. Borges, pour vivre, devait pointer

à la Bibliothèque de Buenos- Aires. Nabokov, lui, était contraint de donner des cours de tennis ».

Afanassiev refuse de parler de ces écrivains qui répandent « l'autobiographie provin- ciale », ou les récits encore chauds de leur nuit dernière, il préfère les « géants », Joyce, Kafka, et Fla- bert qui « afin de décrire les réac- tions de deux imbéciles, Bourvard et Pécuchet, a lu environ mille cinq cents traités d'agronomie, de pédagogie, de métaphysique, etc. dans l'intention de ne pas les comprendre » (Proust, autre idole, se trompait, selon lui, sur l'art et n'a jamais joué de piano). Enfin, énonçant ses sources d'ins- piration, dont la kabbale et l'alchimie, il rend à Jung ce qui est à Jung.

Afanassiev affirme ne souffrir d'aucune nostalgie de son pays : « Je me sens très peu russe. Chez moi, soit on crie, soit on se tait. Ici le moyen terme est possible. Je suis très calme. Vingt-sept ans vécus dans un quartier bruyant proche de la place Rouge ne me rendent pas Tchekhov plus cher que Flaubert. » Paris est à ses yeux l'endroit le plus fascinant du monde. « Dans les restaurants, par exemple (encore !), cette élé- gance des mouvements, la dignité

précise avec laquelle on vous donne des renseignements sur les mets : aucune pression, une grande réserve mais chaleureuse. » Et il cite Montaigne, cette fois : « Vous avez vécu, c'est l'essentiel, pourquoi vous tour- menter ? » Montaigne si français. C'est en français qu'Afanassiev a écrit son premier roman (1), lui qui a commencé à jouer avec les mots en russe à l'âge de dix ans. Le prochain livre sera en anglais. Une distance supplémentaire : « Cela augmente le recul. Je suis un outsider par nature. »

La place de la musique dans ses œuvres ? Pas plus importante que ça. « Un élément parmi d'autres. » On trouve peut-être dans le rythme de ses phrases un écho de son amour pour Brahms. On croyait interroger un pianiste, on s'est retrouvé face à un intel- lectuel friand de théâtre et pas si mal à l'aise qu'il le prétend à évo- quer son « bonheur soutenu par l'hédonisme passionné ». Ce qui donne dans le texte si on prend, sur ses conseils, Schopenhauer : « L'optimisme est une moquerie amère des indescriptibles souff- frances humaines. »

MATHILDE LA BARDONNIE

(1) *Disparition*, éditions du Seuil, 75 F (voir le Monde du 25 mars 1983).



★ Le Temps valant par l'amour, Vénus et l'Espérance, par Simon Vouet.

## EXPOSITIONS

## « Heimat » d'Edgar Reitz

## Banlieues bleues

## Aspects contemporains

## EXPOSITIONS

## « Hernani » à Chaillot

## MUSIQUE

**COSMOS** 76, rue de Rennes - 544.28.80  
du 6 au 19 Février  
**CHANTONS SUR LE**  
10 comédies musicales  
ou films musicaux

Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (271-26-16). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Entrée: 15 F. Jusqu'au 10 février.

**CHRISTOPHER WILLIAMS.** Galerie Crouzet-Fleissner, 80, rue Quincampoix, (887-60-81). Jusqu'au 18 février.

**PETER COLE, ANDREW DUNSTON, TOM RISLEY.** Galerie Baudouin.

bouteaux de Paul-Emile Pajot. Musée  
Tavet-Delacour, 4, rue Lemaître (038  
02-40). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de  
14 h à 18 h. Jusqu'à fin février. — Camille  
Pissarro. Dessins, gravures. Musée P

**VILLEURBANNE.** Richard Descom.  
Sculpture 1980-1984 - 1965 to 1972.  
When attitudes became forms. Le Nou-  
veau Musée, 11, rue Léon-Dolard (884-  
55-10). Jusqu'an 17 février.

**LES SPECTACLES NOUVEAUX**

Les programmes  
 sont publiés.  
**TOURISME EN MER. UN HOTEL, 1**  
**Château de Dieppe (Seine-Maritime) (22-04-022)**  
 12 h. 15.  
**LES METANORPHIQUES DES**  
**ROCHES : Théâtre de L'Association**  
**12 h. 15.**  
**LA FÊTE POUR LE DÉSERT : Com-**  
**édie en 1 acte. 12 h. 15. 20 et 30 140.**  
**ENSEIGNEMENTS GÉNÉ-**  
**RALX : A. Dupont. 12 h. 15-19 341 21 et**  
**30 140.**  
**LAURE DES TROPHÉES : M. PI-**  
**CHARD. 12 h. 15-19 342 30 177.**  
**LES NUTS ET LES JOUES :**  
**12 h. 15-19 343 30 et 47 177.**  
**CHARL. COURTOULLE**  
**12 h. 15-19 344 Centre scolaire 17 222.**  
**12 h. 15-19 345.**  
**HAÏO : P. Pannier. (12-04-042)**  
 12 h. 15-19 346.  
**HAÏO : P. Pannier. 12 h. 15-19 347.**  
**HAÏO : P. Pannier. 12 h. 15-19 348.**  
**LE PETIT FILANOR OUI LES**  
**WILLIAMS : Théâtre de la rue de**  
**12 h. 15-19 349.**  
**YERKHEN, YERKHENOVA :**  
**Théâtre M. Pannier. (12-04-049)**  
 12 h. 15-19 350.  
**HORS PAYS**  
**GRAND DE BENGAC : 12 h. 15-19**  
**351 352 353 354 355 356 357 et 358.**  
**LE TONNEAU D'EAU : 12 h. 15-19**  
**359 360 361 362 363 364 365 366 367**  
**368 369 370 371 372 373 374 375 376**  
**377 378 379 380 381 382 383 384 385**  
**386 387 388 389 390 391 392 393 394**  
**395 396 397 398 399 400 401 402 403**  
**404 405 406 407 408 409 410 411 412**  
**413 414 415 416 417 418 419 420 421**  
**422 423 424 425 426 427 428 429 430**  
**431 432 433 434 435 436 437 438 439**  
**440 441 442 443 444 445 446 447 448**  
**449 450 451 452 453 454 455 456 457**  
**458 459 460 461 462 463 464 465 466**  
**467 468 469 470 471 472 473 474 475**  
**476 477 478 479 480 481 482 483 484**  
**485 486 487 488 489 490 491 492 493**  
**494 495 496 497 498 499 500 501 502**  
**503 504 505 506 507 508 509 510 511**  
**512 513 514 515 516 517 518 519 520**  
**521 522 523 524 525 526 527 528 529**  
**530 531 532 533 534 535 536 537 538**  
**539 540 541 542 543 544 545 546 547**  
**548 549 550 551 552 553 554 555 556**  
**557 558 559 560 561 562 563 564 565**  
**566 567 568 569 570 571 572 573 574**  
**575 576 577 578 579 580 581 582 583**  
**584 585 586 587 588 589 590 591 592**  
**593 594 595 596 597 598 599 600 601**  
**602 603 604 605 606 607 608 609 610**  
**611 612 613 614 615 616 617 618 619**  
**620 621 622 623 624 625 626 627 628**  
**629 630 631 632 633 634 635 636 637**  
**638 639 640 641 642 643 644 645 646**  
**647 648 649 650 651 652 653 654 655**  
**656 657 658 659 660 661 662 663 664**  
**665 666 667 668 669 670 671 672 673**  
**674 675 676 677 678 679 680 681 682**  
**683 684 685 686 687 688 689 690 691**  
**692 693 694 695 696 697 698 699 700**  
**701 702 703 704 705 706 707 708 709**  
**710 711 712 713 714 715 716 717 718**  
**719 720 721 722 723 724 725 726 727**  
**728 729 730 731 732 733 734 735 736**  
**737 738 739 740 741 742 743 744 745**  
**746 747 748 749 750 751 752 753 754**  
**755 756 757 758 759 760 761 762 763**  
**764 765 766 767 768 769 770 771 772**  
**773 774 775 776 777 778 779 780 781**  
**782 783 784 785 786 787 788 789 790**  
**791 792 793 794 795 796 797 798 799**  
**800 801 802 803 804 805 806 807 808**  
**809 810 811 812 813 814 815 816 817**  
**818 819 820 821 822 823 824 825 826**  
**827 828 829 830 831 832 833 834 835**  
**836 837 838 839 840 841 842 843 844**  
**845 846 847 848 849 850 851 852 853**  
**854 855 856 857 858 859 860 861 862**  
**863 864 865 866 867 868 869 870 871**  
**872 873 874 875 876 877 878 879 880**  
**881 882 883 884 885 886 887 888 889**  
**890 891 892 893 894 895 896 897 898**  
**899 900 901 902 903 904 905 906 907**  
**908 909 910 911 912 913 914 915 916**  
**917 918 919 920 921 922 923 924 925**  
**926 927 928 929 930 931 932 933 934**  
**935 936 937 938 939 940 941 942 943**  
**944 945 946 947 948 949 950 951 952**  
**953 954 955 956 957 958 959 960 961**  
**962 963 964 965 966 967 968 969 970**  
**971 972 973 974 975 976 977 978 979**  
**980 981 982 983 984 985 986 987 988**  
**989 990 991 992 993 994 995 996 997**  
**998 999 1000 1001 1002 1003 1004 1005**  
**1006 1007 1008 1009 1010 1011 1012 1013**  
**1014 1015 1016 1017 1018 1019 1020 1021**  
**1022 1023 1024 1025 1026 1027 1028 1029**  
**1030 1031 1032 1033 1034 1035 1036 1037**  
**1038 1039 1040 1041 1042 1043 1044 1045**  
**104**

INVESTIGATION

[illegible]

# CHATH F

**THEATRE NATIONAL**  
**VICTOR H. GRAND**  
d. 31 janvier  
Décembre 1954

Théâtre de la

**SPECTACLE DE RICH**  
**TEXTE DE KAT**  
Ma vie, ma mort, de  
Texte français de KAT

Daniel Kienigsmeyer  
le 5 février au 3 mars 1983 à 14 h 10

CONCERT  
KENT NAGANO  
ROSENBERG - KNUSSER  
REDEYER

WITOK  
SANACEK  
Lectures in Contemporary  
European Music

UNE HEURE AVEC  
LES SOLISTES DE

... BERIO, SCAR...

...SCHROENBERG  
...LAWSKI - BARTOK  
... - 18 e 30 - Centre Commercial, Paris





[illegible]









150

# COMMUNICATION

## Sept nouvelles stations locales développées par Radio-France

Sept nouvelles radios locales de couverture départementale, un fil musical à Tours, deux ateliers de création, l'un à Nice, l'autre à Strasbourg, et un nouveau centre de gestion interrégional : après un coup de frein en 1984, la décentralisation se poursuit à Radio-France, qui consolide ainsi sa vocation de réseau.

Le mot surprenant il y a un an encore, le mot désormais admis, compris et largement utilisé, à tel point que l'on n'en voit aucun qui décrive mieux que « réseau » la vocation de Radio-France prise dans sa totalité. C'est grâce à cette idée-force que les politiques de développement et de diversification trouvent une cohérence. « Nos cinquante-dix radios sont naturellement complémentaires », devait préciser, au cours d'une conférence de presse ce mercredi 6 février, le président de Radio-France, M. Jean-Noël Jeanneney, en évoquant notamment « le seul réseau radiophonique qui soit légal en France ».

Et d'expliquer : « Collaborant de plus en plus intimement entre elles sans qu'aucune ne perde pour autant sa spécificité, nos antennes se valorisent mutuellement chaque jour davantage », le secteur de l'information étant certainement, grâce aux cinq cent soixante journalistes de la chaîne, le premier bénéficiaire de cette organisation.

L'année 1985 verra donc l'extension de ce réseau et la confirmation d'une politique de décentralisation.

ANNICK COJEAN.

## ÉDITION

### LES CENTRES LECLERC DE LA RÉGION PARISIENNE DEVONT RESPECTER LA LOI LANG SUR LES LIVRES

Les centres Leclerc de Boulogne, Levallois et Nanterre ne pourront plus pratiquer des rabais supérieurs à 5 % sur les livres édités en France, a décidé le président du tribunal de commerce de Nanterre, par octroi de la disposition de la loi 10 août 1981 sur la demande de la Fédération française des syndicats de libraires (FFSL).

Cette décision s'étend aux livres qui ont été exportés puis réimportés, « dans le cas où cette manœuvre aurait eu pour seule fin de contourner les dispositions de la loi 10 août 1981 » sur le prix unique du livre, précise l'ordonnance.

A défaut de se conformer dans les quatre jours à cette disposition, les centres Leclerc désignés se verront imposer une astreinte définitive que le tribunal a fixée à 2 000 F par infraction constatée.

Cette démarche des libraires fait suite à l'arrêt rendu le 10 janvier par la Cour de justice des Communautés européennes, qui déclare la loi française du prix unique du livre compatible avec le droit communautaire, sous deux réserves concernant les importations.

**EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI**  
documentation sans engagement  
COURS LE FÉAL  
357 25 00  
101, rue des Champs Paris 7<sup>ème</sup>

**Quoi qu'il en coûte...**

- Un vrai journal pour être près de l'événement.
- Un journal vrai pour exposer les faits et les commenter librement.
- Un journal qui fait ses choix pour vous aider à faire les vôtres.

## Témoignage Chrétien

samedi 9 février 1985

*Un nouveau bond en avant!*

En vente dans les gares et les Maisons de la presse et 49, boulevard Poissonnière - 75009 Paris.

## A VOIR - ÊTRE PAUVRE À BALE

Elle est à peine âgée de dix ans. Ses parents sont pauvres. À l'école, ses petits camarades la tourmentent, s'essuyant les yeux et, d'avance, la la frotter, car, dit-elle, elle a le peste. C'est la pauvreté. Où se passe cette scène ? À Bale, en Suisse, pays où l'indigence, tel un péché mortel, est montrée du doigt lorsqu'elle fait surface. On a peine à y croire. Le reportage de Sylvie Brabant et Dominique Cieliecy, sur TF 1, confirme, pourtant, cette réalité.

C'est à Genève et à Bale, les deux villes les plus riches de Suisse, que les deux journalistes ont mené leur enquête. Cela n'allait pas de soi, malgré la bonne volonté des institutions publiques. Comment, en effet, rencontrer des pauvres qui avouent eux-mêmes qu'ils ne s'osent pas dire qu'ils sont pauvres ?

« Ils cachent leurs difficultés parce qu'ils reconnaissent la direction de l'Aïda sociale de Genève, c'est un peu humiliant qu'ailleurs, en Europe, à voir des indigents dans la rue ».

Société vivante dans l'aisance, la Suisse est loin d'être le pays européen le plus touché. Elle a toutefois ses laissés-pour-compte : 5 % de sa population ne bénéficie pas du minimum vital. Encore ce taux n'est-il qu'une estimation, puisque les statistiques sociales sont, ici, à peu près inexistantes.

Pendant que les pauvres subissent le rejet et l'humiliation, font le silence sur l'aide (souvent contraignante) que leur apportent les organismes officiels, les nantis ont-ils conscience de l'existence de la pauvreté dans leur propre pays ? Surprenante à cet égard, la réponse d'un horloger : « Cela me préoccupe de temps en temps, quand j'ai un moment pour réfléchir. »

Et le chômage ? Très peu élevé (1,2 %) et très saisonnier, il est, lui aussi, considéré comme un mal honteux.

ANTIA RIND.

\* Être pauvre en Suisse, à l'information - TF 1, jeudi 7 février, 21 h 35. Trois autres sujets au sommaire : Sud-Lib, retraité pléié, Rastou en Portugal et Le professeur au vestiaire.

● Accord définitif aux Editions du Hémis. Le regroupement de six grands magazines féminins (Femmes d'aujourd'hui, Modes de Paris, Femme pratique, Marie-France, Intimité, Dépêche mode, Nous deux) au sein des Editions du Hémis a fait l'objet d'une convention définitive. La gestion du nouveau groupe sera assurée par un conseil de gérance de cinq membres : M. Maurice Brébart, gérant principal (fonction responsable de Femmes d'aujourd'hui), mais qui ne représente plus que 15 % du nouveau capital des Editions du Hémis, M<sup>me</sup> Françoise Fabre (anciennement Marie-France), déléguée de la SOPEFF, 34,23 %, et trois représentants des Editions mondiales (qui détiennent 50,77 %).

MM. Guy Cuyper, Jean Ebrard et Jean Lucchese. M. Francis Morel est confirmé au poste de directeur général des Editions du Hémis, et M. Pierre Galan à celui de directeur administratif et financier de cette société.

## Mercredi 6 février

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 40 Série : Dallas. J.R. et Jessica découvrent qu'ils portent les mêmes sentiments à propos du mariage d'Elle et Clayton. Tant mieux !
- 21 h 30 Documentaire : dialogue pour un portrait. Roger Martin. Réal. D. Varenne. Origines, formation, culture, de l'acteur Roger Martin, metteur en scène et réalisateur du film Train d'enfer, qui vient de sortir sur les écrans. Un portrait construit d'entrevues, de reportages, d'extraits de films et de scènes de théâtre.
- 22 h 45 C'est d'amour. Présenté par Sidney. Variétés en direct de la salle Wagram, Azal Bauer, Alain Bashung, vidéo, etc.
- 23 h 20 Journal.
- 23 h 40 C'est à lire.
- 23 h 55 Tifi s'il te plaît, raconte-moi une puce.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

Les meilleurs sketches de l'émission la plus drôle de France. J.C. LATTES

LES FOUS RIRE DU THEATRE DE BOUVARD

- 20 h 35 Téléfilm : Le seul témoin. De Dominique Fabre, réal. J.-P. Desagnat, avec D. Carrel, J.-F. Garraud, N. Calais. Après une fausse couche, Catherine apprend qu'elle n'aura pas d'enfant. Au bord de la dépression, elle accepte d'emmener à la campagne un petit garçon souffrant d'un manque affectif. Commence, alors, un cheminement, un complot, dont Catherine sera la victime.
- 22 h 10 Cinéma-Cinéma. Magazine de M. Boujut, A. Andren, C. Ventura. Au sommaire : Arthur Penn ; Ennio Cozzani ; Clint Eastwood ; Michel Rousu ; Jean-Luc Godard pour la sortie de son dernier film ; Greta Garbo.
- 23 h 55 Patinage artistique. Championnat d'Europe à Göteborg en Suède.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Ring-Parade : Cadences 3. Emission de G. Lux et L. Milic. Auteur de Michel Delpech.
- 22 h Journal.
- 22 h 20 Téléfilm : Fanchetta. D'O. Gaupmann et R. Martial, avec V. Borellet, A. Fournier, A. Van Molder. 1843 dans le Berry : le médecin d'un hospice rencontre une enfant, une pauvre fille que l'on appellera Fanchetta. L'évocation d'un fait divers qui vit intervenir George Sand. Emission.
- 23 h 15 Fêtes ordinaires : Charles Bukowski.
- 23 h 20 Prélude à la nuit.

### FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5, Desin animé : Wil Cwac Cwac ; 17 h 10, Fraggie rock ; 17 h 37, Le club des puceux ; 17 h 40, Comtes pour Marie ; 17 h 57, Interview exclusive : Marie-Anoïnette ; 18 h 10, Jazz off ; 18 h 21, Rocking chair ; 18 h 51, Feuilleton : Janique Aimée ; 19 h 6, Atout PIC ; 19 h 15, Informations.

### CANAL PLUS

- 20 h 30, Hill Street Blues ; 21 h 15, Série : Soap ; 21 h 50, Cinéma : Contamination, de C. Loates ; 23 h 20, SLAM ; 0 h 3, Cinéma : Je sais que tu saies, d'A. Sordi ; 1 h 35, Robin des Bois.

### FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Antipodes : Rencontres avec Roberto Juarroz à Paris.
- 21 h 30 Musique : Pulsations, Antigone, Anisodigma.
- 22 h 30 Nuits magiques : Mi-temps.
- 0 h Le rendez-vous de minuit.

### FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (en direct des Champs-Élysées) : Le Tricorne, extraits : trois danses ; Nuits dans les jardins d'Espagne pour piano et orchestre, de Manuel de Falla ; Iberia, de Debussy ; Rhapsodie espagnole, de Ravel, par l'Orchestre national de France, dir. L. Mazaal, sol. N. Freire, au piano.
- 23 h Les soirées de France-Musique : Nocturnes, œuvres de Mozart, Boccherini, Mozart, Schubert.

## Jeudi 7 février

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 9 h 55 Championnat du monde de ski alpin (et à 13 h 25).
- 11 h 15 ANTOPIE 1.
- 11 h 45 La Une chez vous.
- 12 h Feuilletton : Buffalo Bill.
- 12 h 25 La bouteille à la mer.
- 13 h Journal.
- 13 h 45 A pleine vie. Série : Sébastien, épisode spécial ; 14 h 40, La maison de TF 1 ; 15 h 25, Qu'est-ce que la vie ? ; 15 h 55, Images d'histoire.
- 16 h 25 Croque-vacances.
- 17 h 30 La chance aux chansons.
- 18 h Nouvelles.
- 18 h 5 Le village dans les nuages.
- 18 h 25 Mini-journal pour les jeunes.
- 18 h 40 Série : Huit, ça suffit.
- 18 h 15 Jeu : Anagramme.
- 18 h 40 Cocorico-cocorico.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Série : Au nom de tous les miens. D'après Martin Gray et Max Gallo, réal. R. Enrico, avec J. Pons, M. Méné, B. Fossey. Présentation d'un retour en arrière sur trente années de la vie d'un homme, Martin Gray, juif polonais, dont l'adolescence a été marquée par le nazisme.
- 21 h 30 Les jeudis de l'information. Emission d'information d'A. Deviers, R. Pic, M. Albert et J. Decourcy. (Lire notre article.)
- 22 h 45 Journal.
- 23 h 5 Étoiles à la une.

Pendant tout le mois de février, l'émission propose des courts métrages. Ce soir : Panique au montage, d'Olivier Esmelin, qui a obtenu le Prix TF 1 au Festival d'Avoriaz en 1984.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 8 h 45 Télévision du matin.
- 9 h 30 Feuilletton : Une femme seule.
- 10 h 30 ANTOPIE.
- 12 h Journal et météo.
- 12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 30 Feuilletton : Les amours des années 60.
- 13 h 45 Aujourd'hui la vie : Les aventuriers d'aujourd'hui.
- 14 h 50 Téléfilm : Willie De C. Culver, réal. J. Dertling, C. Cuzman, avec D. Ruffin, C. Galagay, D. Ladd. Willie, servisse d'un restaurant, mère de trois enfants, veut devenir conductrice de camion. Comment s'y prendra-t-elle ?
- 16 h 25 Magazine : Un temps pour tout. De M. Cera et A. Valentini. Les DOM-TOM à Paris.
- 17 h 30 Desin animé : Album.
- 17 h 45 Récré A2.
- 18 h 30 Pochette : Mes mains ont la parole ; Latulu et Liréli ; M. Martin ; Téléchat.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord (INC).
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Série : L'amour en héritage. Réal. K. Connor, avec S. Powers, L. Remick, S. Kouch. Teddy, fille de Maggie, se destine au métier de mannequin, et devient mère. Suite de la saga sur les années folles. Une comédie d'Al-Baba, des décors baroques un scénario bien mis en scène, des personnages stéréotypés.
- 21 h 35 Résistances. Magazine de Bernard Langlois. Au sommaire : Dossier Sean Macbride, avec, pour illustrer les divers aspects de son action, deux reportages : Où va l'Irlande du Nord ? Amnesty International ; Les réfugiés vietnamiens à Hongkong. Avec la chanteuse Brenda Wootton.
- 22 h 55 Patinage artistique. Championnat d'Europe à Göteborg (Suède).

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.
- 18 h 55 Desin animé : Lucky Luke.
- 20 h 5 Les jeux.
- 20 h 35 La polar du soir : Le locataire d'en haut. D'après W. Irish, réal. G. Grangier, avec B. Fresson, J. Mills. Anne, propriétaire d'un petit pavillon de banlieue, abrite, chez elle un monsieur âgé faisant le commerce de livres rares. Anne cache aussi son beau-frère en cavale. Un assassinat. Une nuit de cauchemar commence pour Anne.
- 21 h 35 Journal.
- 22 h 5 Cinéma : Trois frères. Film italien de F. Rosi (1980), avec C. Vanel, M. Placido, P. Noiret, V. Mezzogiorno, A. Ferrioli, M. Crippa. Un vieux paysan des Pouilles fait venir ses trois fils (un juif à Rome, un éboueur à Naples, un ouvrier à Turin) pour les obliger de leur mère. Bilan de plusieurs vies, évocation du passé, destins individuels portés par les événements de l'Italie contemporaine. Ce film, à la fois intimiste, psychologique et politique, est réalisé et interprété avec une très grande sensibilité.
- 0 h Fêtes ordinaires : Charles Bukowski.
- 0 h 5 Prélude à la nuit.
- Musique baroque à Moravos : Sonate en sol majeur, de J.-S. Bach, interprétée par J. See, R. Claire, flûtes, S. Cunningham, basse de viole, D. Moroney, clavecin.

### CANAL PLUS

- 7 h, 7/9 M. Deniot ; 9 h, Cinéma : L'Ami de Vincent, de P. Granier-Deferre ; 10 h 25, Cinéma : Horizons perdus, de F. Capra ; 12 h 15, Cabou Cadin (dessin animé, Benji) ; 13 h 30, Rue Carrot (et à 18 h 45) ; 14 h, Cinéma : La Scandale, de G. Aubert ; 15 h 35, Cinéma : Une chambre en ville, de J. Demy ; 17 h 5, Cabou Cadin (Sherlock Holmes, Mister T) ; 18 h 4, SLAM ; 19 h 15, Tous en scène ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 30, Cinéma : Trocadero Men-étro, de M. Schock ; 22 h 5, Cinéma : Meurtre dans un jardin anglais, de P. Greenaway ; 23 h 45, SLAM ; 0 h 30, Cinéma : Vivre vite, de C. Saura ; 2 h 10, Rock concert.

### FRANCE-CULTURE

- 1 h, Les nuits de France-Culture ; 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : Les humanistes rénaissances (et à 10 h 50, le vinaire c'est le langage) ; 9 h 5, Les Mathématiques : une vie, une œuvre : Bachelard, ou une enfance parmi les eaux ; 10 h 30, Musique : Miroirs ; 11 h 10, Répétée, dit le maître : L'information à l'école ; 11 h 30, Feuilletton : Tristan et Isolde ; 12 h, Panorama ; 13 h 40, Pelouses et stèles : M. Milah-tain ; 14 h, Un livre, des voix : La passion indonésienne ; 14 h 30, Roman Jakobson ; 15 h, Dérives : La Jérusalem céleste et la Jérusalem terrestre ; 15 h 30, Musique : Balzac et Maximilien Dost ; 17 h, Texte ; 17 h 10, Le pays d'été ; 18 h, Sébastien : Agora ; à 18 h 35, Tire ta langue ; à 19 h 15, Rétro ; à 19 h 25, Jazz à l'ancienne ; 19 h 30, 19 h 38, Les progrès de la biologie et de la médecine, par les professeurs Jean Bernard et J.-Louis Simonet ; 20 h, Musique, Ch. Ivailov ; 20 h 30 Mésasse, de Jürgen Becker ; 21 h 30 Musique : Libre parcours, voix.
- 22 h 30 Nuits magiques : Plastique.
- 0 h Le rendez-vous de minuit.

### FRANCE-MUSIQUE

- 2 h, Les nuits de France-Musique ; 7 h 10, L'imprévu : magazine d'actualité musicale ; 9 h 4, L'oreille en coulisses ; 9 h 20, Le matin des musiciens : Miroirs de Stravinsky ; 12 h 5, Le temps du jazz : le jazz en France (1942) ; 12 h 30, Concert : (donné le 5 mai en l'église Saint-Matthieu) : œuvres de Mendelssohn, Brahms, Nicolai, Thomas, Martin par le Kölner Kantorei ; 14 h 2, Répétée contemporaine : œuvres d'Almuro, Ferrero, Khalidi ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : l'art de la méthode, œuvres de Rossini, Liszt, Brahms, Reger ; 18 h 2, C'est jardin ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : le bloc-notes.
- 19 h Concert (en direct du Grand Théâtre de Genève) : Tristan et Isolde, de Richard Wagner, par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. H. Stein, sol. J. Blinkhof, Tristan, H. Tschammer, le roi Marke, J. Martin, Isolde, H. Bocht, Kurwenal, I. Remenyi, Melot, H. Schwarz, Brangäne.
- 0 h Les soirées de France-Musique : Nocturnes, œuvres de Mozart.













# INFORMATIONS « SERVICES »

## CONCOURS

### Perles d'akoya

Au Japon, dans les crises, on pratique l'élevage de l'akoya. C'est le nom de l'huître perlière en japonais. Parvenue à maturité, l'akoya subit l'implantation d'un corps étranger (noyau) autour duquel la matière perlifère se coagule par l'huître se déposant en couches concentriques et, au bout de quelques années, solidifiée, forme la perle de culture.

Héritières d'une longue tradition et plongées expérimentées, les amas (c'est le nom de la culture) surveillent l'opération. 30 % des huîtres seulement fourniront des perles parfaites dans leur forme, leur éclat et leur pureté : le diamètre varie de 3 à 9 millimètres et peut, parfois, atteindre 12 millimètres. Après le tri, le perlage et la constitution de lots uniformes, elles seront assemblées en colliers, abricotement d'années d'effort et de soins minutieux.

Pour promouvoir la perle de culture, le Centre japonais du commerce extérieur organise, jusqu'au 18 février, à Paris, un concours, « la perle Saint-Valentin », ouvert aux bijoutiers détaillants et à leur clientèle. Il suffit de répondre aux six questions figurant dans la carte-jeu disponible chez les bijoutiers détaillants inscrits au concours (on les reconnaît à l'affichette collée dans leur vitrine). Aucune obligation d'achat.

Ce concours est doté de deux cents prix pour chaque catégorie. Le premier prix pour les clients est, bien sûr, un collier de perles de culture. Les détaillants peuvent se voir offrir une chaîne bi-fi avec platine disque compact ou un magnétophone de salon.

\* Centre japonais du commerce extérieur, 7, rue Cochin, 75005 Paris. Tél. : (1) 325-47-66.

## BREF

### LOISIRS

**L'AVENTURE EST DANS LA VILLE.** - Le groupe Action terrain d'aventure (ACTA) organise, le vendredi 8 février à partir de 14 heures, au Centre des expositions de Montreuil une journée régionale sur le thème « S'aventurer dans la ville ». Des documents : livres, photos, revues, diaporama, etc., seront exposés ; des associations présenteront leurs expériences ; enfin, des tables rondes à thème participatif et invités sur le thème : « L'enfant en milieu urbain ».

\* ACTA, 8, rue des Ormes, 75020 Paris. Tél. : (1) 356-46-25.

### COURS

#### PAR CORRESPONDANCE

**DE FIL EN AIGUILLE.** - Le Centre d'enseignement de la dentelle au fuseau a mis au point une série de cours par correspondance de tous niveaux. Adaptés au temps libre de chacun, ils permettent, renouant ainsi avec une tradition séculaire, d'apprendre à orner un service de table ou un napperon, mais aussi à créer des œuvres contemporaines.

\* Centre d'enseignement de la dentelle au fuseau, 2, rue Dupuy, 43000 Le Puy-en-Velay. Tél. : (71) 09-74-41.

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 6.2.85 À 0 h GMT.



Evolution probable du temps prévue en France entre le mercredi 6 février à 0 heure et le jeudi 7 février à 24 heures.

Le système dépressionnaire régnant sur l'Atlantique s'étend vers l'Europe occidentale et dirigera vers le pays des perturbations successives.

Jedi, le temps sera le plus souvent très nuageux avec des précipitations modérées.

Le matin, le quart sud-est sera épargné et profitera encore du beau temps. Dans le Nord-Est, on observera seulement des nuages élevés. Puis toutes les régions seront affectées par le temps perturbé.

Un passage d'un front froid, les précipitations pourront être assez fortes localement en versant sud du massif Central, puis des Alpes. La neige ne tombera qu'au-dessus de 2 500 m. Le vent de secteur sud se renforcera un peu.

Un nouveau front froid arrivant le soir près de la Bretagne et des Landes ne permettra le développement d'éclairs que dans le sud-ouest l'après-midi car il apportera de nouveaux nuages dans le nord-ouest.

Les températures minimales seront de l'ordre de 0 degré dans le Nord-Est, 7 degrés dans les régions méridionales, 5 à 5 degrés de l'Artois à la Bretagne, 2 à 4 degrés ailleurs. Les maxima seront de 15 à 16 degrés du Sud-Ouest aux régions méditerranéennes, 7 degrés du Nord à l'Alsace, 10 à 12 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 6 février, à 7 heures, était de 1 018,6 millibars, soit 764 millimètres de mercure.

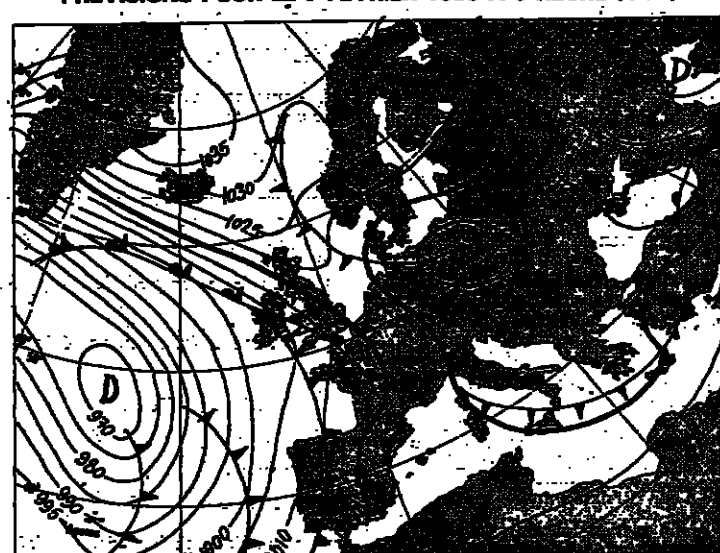
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 février ; le second, le minimum de la nuit du 5 au 6 février) :

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 9 ; Amsterdam, 8 et -2 ; Athènes, 9 et 4 ; Berlin, 5 et 2 ; Bonn, 9

### PRÉVISIONS POUR LE 7-2-85 DÉBUT DE MATINÉE



### PRÉVISIONS POUR LE 7 FÉVRIER 1985 À 0 HEURE (GMT)



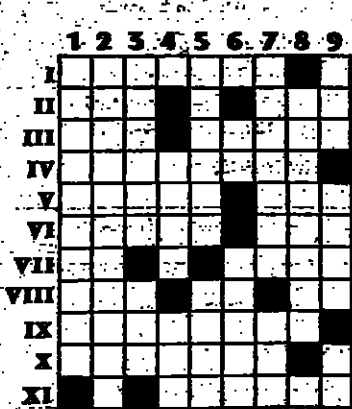
Ajaccio, 15 et 6 degrés ; Biarritz, 19 et 9 ; Bordeaux, 16 et 4 ; Bourges, 14 et 4 ; Brest, 12 et 9 ; Caen, 15 et 3 ; Cherbourg, 13 et 6 ; Clermont-Ferrand, 15 et 2 ; Dijon, 10 et 3 ; Grenoble-St-M., 9 et 1 ; Grenoble-St-G., 10 et 3 ; Lille, 6 et 3 ; Lyon, 12 et 4 ; Marseille-Marianne, 14 et 6 ; Nancy, 11 et 4 ; Nantes, 16 et 9 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 7 ; Paris-Montsouris, 10 et 6 ; Paris-Orly, 9 et 3 ; Pau, 20 et 6 ; Perpignan, 15 et 6 ; Rennes, 14 et 7 ; Strasbourg, 7 et 0 ; Tours, 15 et 7 ; Toulouse, 16 et 2 ; Poitiers-Père, 28 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 9 ; Amsterdam, 8 et -2 ; Athènes, 9 et 4 ; Berlin, 5 et 2 ; Bonn, 9

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3897



### HORIZONTALEMENT

I. Ce qu'on risque de perdre en voulant trop gagner. - II. Représentation d'illusionnismes. Permettrait de se protéger ou de se libérer. - III. Base d'envol africain. Ire ou désir. - IV. Un peu fou ou complètement frappé. - V. Faire le coup de feu sur un animal déjà retrouvé. Persoane se lui repêche d'être gros. - VI. Douleur. - VII. Dans le cirage. Dieu aveuglant. - VIII. Partie de dominos. Partie du mètre. Abréviation. - IX. Règne en même temps que la Légion d'honneur. - X. La preuve qu'un Grec égaré n'avait pas séché dans son bain. - XI. Met en bouillie.

### VERTICALEMENT

I. Sa côte est plus élevée en obligations qu'en actions. - 2. Fait le lumière sur des scènes nocturnes. - 3. Présentation d'un modèle au style très dépourvu. Préfixe numéral. - 4. Beau corps de troupe qui aurait du succès dans un corps de garde. Il en faut plus d'un pour prétendre à la couronne. - 5. Saint ou César. Manifestation sportive. - 6. Préposition. Ses marches sont escarpées. - 7. Inviter à repasser. Un peu dérisoire au début. - 8. Dôme des couleurs automobiles. - 9. Ses files sont plus remarquables que son homme. Détecteur de force. Personnel.

### Solution du problème n° 3896

#### Horizontalement

I. Lepaillette. - II. Ogive. Ion. - III. Capital. - IV. Et. Solo. - V. Tatis. II. - VI. Intimidé. - VII. Elme. Us. - VIII. N. L. Lettre. - IX. Avenir. - X. Emerger. - XI. Ter. Sur.

#### Verticalement

1. Location. Et. - 2. Aga. An. Lame. - 3. Pipette. Var. - 4. Aviatrice. - 5. Let. Immergé. - 6. Assiette. - 7. Silo. Tir. - 8. SO. Lieur. - 9. Envol. Sévir. (« Qui aime bien... »).

GUY BROUTY.

(Publicité)  
Communiqué de SEFF SA, 36, quai au Saquet, 1201 GENEVE (Suisse)

## AVIS AUX NON-RÉSIDENTS ET AUX BÉNÉFICIAIRES DE DROITS DE TRANSFERTS A L'ÉTRANGER

### BSF (SUISSE)

répond à vos préoccupations et à vos angoisses, en France et outre-mer

BSF est un bureau de prestation de services organisé pour répondre à tous vos besoins en Europe occidentale. Contre facturation de frais et honoraires forfaitaires, ponctuels ou annuels, notre Bureau se charge à tout moment de vous rendre notamment les services suivants :

- financer pour votre compte les études, les soins médicaux, le séjour ou l'entretien de vos proches dans n'importe quel pays d'Europe ;
- vous conseiller sur de bons placements, un bien immobilier ou une affaire commerciale ;
- vous conseiller en vue de vous faire assurer des rentes et vous couvrir, ainsi que vos proches, contre les risques du futur ;
- gérer vos économies et vos biens, coordonner vos revenus et administrer vos profits ;
- acquérir sur votre demande, par exemple, une pièce détachée, un médicament, de l'alimentation, un vêtement, un meuble, un véhicule, un cadeau ou un objet quelconque et le faire parvenir dans des délais rapides à la destination souhaitée par vous ;
- mettre au point votre séjour professionnel ou de vacances à l'étranger et s'occuper de toutes les questions qui s'y rattachent ;
- vous faire donner toutes consultations juridiques, fiscales et diverses, sans que vous ayez à vous déplacer et vous représenter dans toute l'Europe ; accomplir toutes formalités et démarches en votre nom ;
- prendre en charge vos dispositions testamentaires, faire payer vos débiteurs ou vous apporter d'une manière générale tous renseignements utiles.

Ménagez votre futur. Déchargez-vous de vos soucis sur notre Bureau.

Nos prestations sont payables après accomplissement du service sollicité, mais contre remise de garanties ou de références sérieuses. Pour tous renseignements complémentaires, prière d'adresser la correspondance à :

**BSF (Bureau Service Futur)**  
SEFF SA - Case postale 65  
CH 1211 GENEVE 25

## LOGEMENT

### WELCOME HOME

Le code civil, dans son article 1792-6 (loi du 4 janvier 1978, article 18), fait obligation à l'acquéreur d'un appartement, d'une maison, (ou à celui qui l'a fait construire : le maître d'ouvrage) de s'assurer, lors de l'achèvement des travaux, qu'ils sont conformes aux plans, devis descriptifs, et éventuels éventuels. C'est ce que l'on appelle la « réception des travaux ». Cet acte, très important, marque le point de départ des délais des différentes garanties et responsabilités.

Pour aider les nouveaux propriétaires dans les diverses démarches, souvent complexes, l'Association nationale pour l'information sur le logement (ANIL) vient de publier un Guide de la réception des travaux. De présentation élégante, avec sa couverture rouge et dorée, clair et illustré avec humour, ce petit ouvrage de 104 pages comporte, outre un examen détaillé des différents problèmes qui peuvent se poser, des fiches de contrôle pour chaque pièce, un lexique des termes techniques les plus fréquemment utilisés, un glossaire administratif et juridique et une liste des adresses utiles. Il est diffusé gratuitement dans les cinquante-trois centres d'information sur l'habitat agréés par l'ANIL. Pour les connaître, téléphoner à l'ANIL, (1) 202-85-95.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 6 février 1985 :

### UN DÉCRET

● Portant création d'un tribunal pour enfants à Senlis (Oise).

### DES ARRÊTÉS

● Modifiant l'arrêté du 25 avril 1979 relatif aux sociétés d'investissement à capital variable.

● Relatif aux prix et tarifs des transports scolaires.

## CIRCULATION

### LE MÉMORIAL

DES VICTIMES DE LA ROUTE SERA INAUGURÉ LE 31 JUILLET.

L'Association nationale du mémorial des victimes de la route, que préside la comédienne Nicole Courcel, a sélectionné un projet d'édifice présenté par M. Jacques Valentin, architecte, et M. François Jolivet, sculpteur. Le monument sera édifié sur l'aire de Carcay, près de Beaune (Côte-d'Or), dans le sens Beaune-Lyon de l'autoroute A 6, non loin de l'endroit où, le 31 juillet 1982, cinquante-trois personnes dont quarante-six enfants périssaient carbonisées.

Ce « monument pour l'avenir » sera inauguré le 31 juillet prochain. Il est destiné à sensibiliser les usagers de la route aux dangers de la circulation qui tuent, chaque année, 12 000 personnes et en blessent 300 000 autres. C'est pourquoi l'association a préféré ouvrir une souscription publique plutôt que se tourner vers quelques mécènes pour financer la dépense, estimée à 1 million de francs.

M. Courcel a déclaré, à propos du futur mémorial de Beaune : « Il doit être le point de départ d'un changement général des mentalités et des comportements pour éliminer de la circulation la violence et l'intolérance ».

\* Dans à adresser à la Fondation de France, Mémorial national des victimes de la route, compte n° 690212, 40, avenue Hoche 75006 Paris. CCF Paris 369 G.

## PARIS EN VISITES

### VENDEDI 8 FÉVRIER

« Le Marais », 14 h 30, métro Rambuteau, sortie Centre Georges-Pompidou (G. Bottani).  
« Degas », 14 h 30, Centre culturel du Marais, 28, rue des Francs-Bourgeois.  
« L'Opéra, centre de la vie mondaine de la fin du dix-neuvième siècle », 15 heures, devant l'Opéra (Commissaire d'Art et d'Architecture).  
« Les ordres de chevalerie à travers les âges », 15 heures, 2, rue de Bellechasse (L. Haullier).  
« La Seine et ses ponts », 15 heures, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris autotour).

## TAUROMACHIE

### PACO QJEDA QUITTE LES ARÈNES POUR UN AN

Le célèbre torero andalou, Paco Qjeda, a décidé de ne pas toréer cette année, vient d'annoncer à Bogota (Colombie), son fondé de pouvoir José Luis Maca. Tous les contrats signés par le matador pour combattre en Espagne et en France sont donc annulés. Selon les milieux taurins, il apparaît que l'actuel numéro un de la tauromachie a été

fortement affecté par la mort de Paquirri au mois de septembre dernier dans les arènes de Pozoblanco (Andalousie). A Madrid et à Séville, on estime, aussi, que le prochain mariage du torero et l'achat d'un grand domaine du côté de Badajoz (Extremadure) ont également pesé sur la décision de Paco Qjeda.

J. P.

(Publicité)  
Anciens combattants de toutes générations qui avez à défendre des droits, à participer aux luttes pour l'indépendance de notre pays dans une Europe libre et pacifique, adhérez à

## L'UNION FÉDÉRALE DES COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

1, rue de Brieasse - 74004 PARIS

(Boulevard 12, boulevard Morland) - Permanence le samedi matin

## Banco sur Bangkok.

Paris-Bangkok-Paris 4 fois par semaine.

Depuis un moment, l'Asie sur un circuit qui ne pouvait que rapporter des pertes. Seulement, il fallait que l'Asie à Bangkok. Pas tout à fait le porte à côté. Ma secrétaire a téléphoné à l'Asie, pour prendre mon billet. Un vol à 400 francs. Il y a quatre fois par semaine. Mon petit d'aujourd'hui pas plus.



THAI INTERNATIONAL 121 (Champs-Élysées) PARIS 8E - 01 42 56 17 17 - 121 (Rue de la Paix) PARIS 1E - 01 42 56 17 17

سكيا من الامم



سكرا من الامم

# économie

## REPÈRES

### Dollar : nouveau record à 9,84 F

Porté par une importante vague d'achats, le dollar a poursuivi son ascension, mercredi 6 février, sur les grands marchés internationaux. Il a frôlé les 9,84 F à Paris (contre 9,8290 F la veille) et dépassé 3,22 DM à Francfort (3,2210, contre 3,2168 DM).

### Fusion de sociétés : près de 3 000 en 1984 aux Etats-Unis

2 930 fusions et rachats de sociétés - dont les plus importantes dans le secteur pétrolier - ont été enregistrées en 1984, selon une compilation publiée par la revue spécialisée *Mergers and Acquisitions Magazine*. Il s'agit du nombre annuel le plus élevé depuis 1970. Les 1 385 transactions, dont le montant a été révélé, portent sur 123,7 milliards de dollars, dont 13,3 milliards pour le rachat de Gulf par Standard Oil, et 10,1 milliards pour celui de Getty Oil par Texaco.

### Pétrole : baisse de la production soviétique

Pour la première fois depuis la guerre, la production pétrolière de l'URSS a baissé, en 1984, de 0,5 % : soit 12,26 millions de barils par jour (13 millions de tonnes pour l'année), contre 12,32 millions de barils quotidiens en 1983 et 12,48 millions dans les prévisions du plan, selon les statistiques publiées par l'agence Tass. Quant à l'extraction de charbon, elle a baissé de 0,6 %, avec 712 millions de tonnes, contre 716 millions. En revanche, la production de gaz naturel a augmenté de 9,5 %, avec 587 milliards de mètres cubes, contre 536 en 1983.

### Ports : Marseille détrôné par Anvers

Après deux années consécutives de baisse, le trafic du port autonome de Marseille a légèrement progressé en 1984, avec 88,01 millions de tonnes (+ 1,41 %). En dépit de ce retournement positif de tendance, le port a perdu, au profit d'Anvers (90 millions de tonnes), son rang de deuxième port européen derrière Rotterdam, qu'il occupait depuis très longtemps. Les résultats de 1984 font apparaître une stagnation du trafic pétrolier. Marseille fonde, désormais, de grands espoirs sur le démarrage d'un nouveau service de porte-conteneurs dit « autour du monde », créé par l'armement américain United States Lines. La situation financière de l'établissement s'est, d'autre part, redressée avec un chiffre d'affaires d'environ 750 millions de francs, en augmentation de 7 % sur l'exercice précédent. (Corresp.)

### Prêts internationaux : la contribution du FMI a baissé

Les prêts accordés par le Fonds monétaire international (FMI) aux pays en difficultés financières ont diminué notablement en 1984, en raison d'un durcissement des conditions de leur octroi. Les prêts, en 1984, ont atteint la valeur d'environ 7,1 milliards de dollars, contre 13,35 milliards en 1983. L'an dernier, 83,3 % des fonds prêtés n'ont été accordés que « sous des conditions économiques relativement strictes ». Ce pourcentage n'était que de 73 % en 1983 et de 60 % en 1982, indique le rapport du FMI, publié dimanche 3 février.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SEPT MOIS
SE-IL	9,8400	9,8400	148	128
DM	3,2168	3,2168	242	229
Yen (100)	237,87	237,87	121	131
DM	3,2168	3,2168	242	229
SE-IL	9,8400	9,8400	148	128
DM	3,2168	3,2168	242	229
Yen (100)	237,87	237,87	121	131
DM	3,2168	3,2168	242	229
SE-IL	9,8400	9,8400	148	128
DM	3,2168	3,2168	242	229
Yen (100)	237,87	237,87	121	131
DM	3,2168	3,2168	242	229

## TAUX DES EUROMONNAIES

	1/4	1/2	3/4	1	1 1/2	2	3	6	12
SE-IL	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10 1/4	10 1/2	10 3/4
DM	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10 1/4	10 1/2	10 3/4
Yen (100)	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10 1/4	10 1/2	10 3/4
SE-IL	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10 1/4	10 1/2	10 3/4
DM	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10 1/4	10 1/2	10 3/4
Yen (100)	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10 1/4	10 1/2	10 3/4
DM	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10 1/4	10 1/2	10 3/4
SE-IL	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10 1/4	10 1/2	10 3/4
DM	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10 1/4	10 1/2	10 3/4
Yen (100)	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10 1/4	10 1/2	10 3/4
DM	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10 1/4	10 1/2	10 3/4

Ces taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## SOCIAL

### LE PROJET D'ACCORD SALARIAL DANS LA FONCTION PUBLIQUE

## FO dit non, la CFTC dit oui

L'union interfédérale des agents de la fonction publique FO a décidé, le 5 février, de ne pas signer le projet d'accord salarial dans la fonction publique. Cette décision, prise à une très forte majorité, ne constitue pas une surprise puisque, dès le 31 janvier au soir, M. André Giauque, secrétaire général de cette union, avait annoncé son refus de signer, comme M. Bergeron, à la recherche d'un compromis, ne dissimulait pas ses réserves (le Monde du 2 février). La CFTC, dans une déclaration conjointe de son bureau confédéral et de son union de fonctionnaires s'est immédiatement (éclatée de cette décision, estimant qu'elle est due au fait que, « dans leur masse, les fonctionnaires refusent de faire les frais d'une politique d'insécurité... ». Au même moment, la CFTC décidait de signer.

C'est sur la clause de sauvegarde, permettant théoriquement en cas d'insécurité de dériver des prix en 1985, de maintenir le pouvoir d'achat, que s'est focalisée l'opposition de FO. Ce n'est pas « un parachute fiable », a déclaré M. Giauque. Le projet d'accord indique que les parties examineront, pour faire jouer ou non la clause de sauvegarde, « l'évolution des prix à la consommation en moyenne », ce qui renvoie d'abord à un calcul de masse, même si une remise à niveau est également prévue. Or, si l'évolution attendue pour

la masse salariale est de 5,2 % en 1985 (comme la moyenne des prix), cette masse intégrée bel et bien, malgré les silences sur ce point de M. Le Garrec et de la FEN, 0,5 % de glissement vieilliste technique, ce fameux GVT qui prend en compte carrière, promotions et ancienneté. FO se flatte d'avoir refusé cette intégration du temps de M. Barre et ne veut pas la cautionner aujourd'hui, un tel « précédent » lui paraissant dangereux pour l'avenir. Après 1986...

### « Deux malades »

FO n'a pas davantage apprécié, toujours pour la clause de sauvegarde, l'allusion à un examen de la situation salariale générale. « Si les patrons bloquent dans un secteur du privé, demande M. Giauque, est-ce que les fonctionnaires doivent en subir les frais ? C'est la politique des revenus ! » FO se montre aussi sensible à un aspect de l'argumentation de la CFTC, développé par M. Thérèse Hirsberg, secrétaire générale de l'Union générale des fonctionnaires CGT, dans un article publié le 4 février par *l'Humanité* sous le titre « Signer, c'est capituler ». M. Garzaz se voyait alors promu « censeur d'Etat à la fonction publique ».

Cependant, FO n'entend pas pour autant répondre aux sirènes de la

CGT. « Nous n'entrerons pas dans la gymnastique politicienne et électoraliste de la CFTC », a souligné M. Giauque qui ne veut pas « entrer en guerre » avec le gouvernement en se lançant dans des actions. Mais le fait est que, pour la première fois depuis 1969, un accord salarial va être signé dans la fonction publique sans FO. En 1971, en 1977 et en 1984, elle s'était opposée, ainsi que la FEN, aux dispositifs salariaux proposés, mais il n'y avait purement et simplement pas eu d'accord. Tout en reconnaissant les « gros efforts » de M. Le Garrec pour les catégories C et D, FO reproche au gouvernement « deux malades » : le versement différé des traitements et la levée de l'anonymat.

La décision de FO, connue pour son attachement à la politique contractuelle, ne peut pas laisser indifférentes les autres organisations syndicales. Mais la CFTC, qui contrairement à FO n'avait pas signé le précédent « relevé de conclusions » du 22 novembre 1982, a décidé de signer, à une majorité de près de 70 %, à l'issue d'une réunion, le 5 février, de son comité fédéral. Le paradoxe est que ce qui motive le refus de FO - la clause de sauvegarde - alimente l'acceptation de la CFTC. Pour M. Faki, le secrétaire général des fonctionnaires chrétiens, cette clause marque « un progrès sensible » puisque toute prime uni-

forme de rattrapage, ne bénéficiant pas aux retraités, est écartée.

Au congrès de la FEN, le refus de FO va donner des arguments à la minorité Unité et action, proche du PC, mais, là encore, la majorité socialiste ne sera pas mécontente de se démarquer de FO en signant, la concurrence étant désormais très vive entre les deux organisations dans l'enseignement. Si la CFTC décidait, le 13 février, de signer, une nouvelle alliance FEN-CFTC succéderait - temporairement ? - à l'ancien axe FEN-FO.

MICHEL NOBLECOURT.

### JEUMONT-SCHNEIDER VA SUPPRIMER 1 190 EMPLOIS DANS LE NORD

Le comité d'entreprise de Jeumont-Schneider, qui doit se réunir le 7 février, se verra présenter un projet de plan social qui prévoit une réduction progressive des effectifs de l'usine de Jeumont dans le Nord (spécialisée dans le nucléaire). 1 190 emplois sur 3 045 seraient supprimés dans un délai de trois ans.

Des départs FNE, des aides au retour, des mutations, des plans de formation, permettront de limiter le nombre de licenciements secs. La réduction du programme nucléaire français est à l'origine des difficultés de l'usine de Jeumont.

### Les dépenses d'assurance-maladie supérieures aux prévisions en 1984

Les dépenses d'assurance-maladie ont augmenté un peu plus vite en 1984 qu'en 1983 et ont été un peu supérieures aux prévisions de la commission des comptes de la Sécurité sociale : c'est ce qui ressort des chiffres publiés par la Caisse nationale des travailleurs salariés (CNAATS). L'augmentation a été de 12,2 % en valeur contre 11,8 % en 1983, ce qui renvoie d'abord à un calcul de masse, même si une remise à niveau est également prévue. Or, si l'évolution attendue pour

la masse salariale est de 5,2 % en 1985 (comme la moyenne des prix), cette masse intégrée bel et bien, malgré les silences sur ce point de M. Le Garrec et de la FEN, 0,5 % de glissement vieilliste technique, ce fameux GVT qui prend en compte carrière, promotions et ancienneté. FO se flatte d'avoir refusé cette intégration du temps de M. Barre et ne veut pas la cautionner aujourd'hui, un tel « précédent » lui paraissant dangereux pour l'avenir. Après 1986...

La croissance du nombre d'actes, globalement à peu près semblable à celle de 1983, recouvre en fait deux évolutions très différentes. D'un côté, on constate une stagnation, voire une baisse, de l'activité des généralistes : le nombre des visites à domicile - pratiquées essentiellement par cette catégorie de praticiens - a diminué de 6 % ; le nombre de consultations n'a augmenté que de 2,8 %, ce qui doit correspondre grosso modo à l'augmentation du nombre des praticiens en 1984.

En revanche, le nombre d'actes en K (actes chirurgicaux et surtout explorations techniques), pratiqués surtout par les spécialistes (chirurgiens, cardiologues, gynécologues, radiologues, oto-rhino-laryngologistes, ophtalmologues, neurologues, etc.), a augmenté de 13 % (10,1 % en 1983), celui des actes en Z (radiologie) de 5,8 % (contre 0,8 % en 1983). Cette augmentation supérieure à celles des années antérieures, déjà importantes (8,6 % en moyenne annuelle), justifie a posteriori la modification de la nomenclature des actes médicaux décidée en octobre dernier par le ministre des affaires sociales.

G. H.

### M. Bérégovoy accepte le principe d'un emprunt pour la retraite complémentaire à soixante ans

Attendu longtemps, la décision « de principe » du lancement d'un emprunt pour rééquilibrer la trésorerie de l'ASF (Association pour la structure financière), chargée de financer le surcoût de la retraite à soixante ans, a été annoncée le 5 février par M. Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, à une délégation représentant cet organisme.

Les modalités techniques de l'emprunt, son taux et son niveau seront prochainement définies par un groupe de travail où figureront des responsables du ministère, de l'ASF et des caisses de retraite complémentaire. Il aura à choisir entre le lancement d'un ou de deux emprunts ; le ministère souhaite un montant global qui n'excéderait pas 6 à 8 milliards de francs tandis que le président de l'ASF estime que « plus de 8 milliards de francs sont nécessaires pour couvrir les besoins jusqu'à la fin de 1986 ». Selon certaines études, les exigences financières de l'ASF pourraient atteindre 11 milliards de francs (le Monde du 12 décembre 1984).

Créée en mars 1983, pour une durée de sept ans, l'ASF est un organisme paritaire où siègent des représentants des organisations patronales et syndicales. Par convention conclue avec l'Etat, qui s'était

engagé à lui permettre deux emprunts, l'ASF a pour objet de faire face aux dépenses occasionnées par les garanties de ressources accordées aux préretraités et, surtout, par la mise en œuvre de la retraite à soixante ans.

En sept années le budget de cet organisme devait être équilibré grâce à son financement par une subvention d'Etat (10 milliards par an actuellement) et par le produit des cotisations versées à ce titre à l'UNEDIC et qui représentent 2 % de la masse salariale. Dans un premier temps, toutefois, l'ASF devait connaître des difficultés de trésorerie que les caisses de retraite complémentaire, l'ARRCO et l'AGIRC, compensaient par des avances évaluées à 6 milliards de francs au 31 décembre 1984 - dont elles demandent instamment la restitution depuis des mois.

L'emprunt de l'ASF permettra donc le remboursement des sommes prêtées par les caisses de retraite, étant entendu que son montant sera souscrit par lesdites caisses et sera des investisseurs institutionnels, comme la Caisse des dépôts, conformément à ce qui avait été prévu dès l'origine en mars 1983.

A. L.

## AFFAIRES

### LES DOTATIONS BUDGÉTAIRES A LA FILIÈRE ÉLECTRONIQUE

## Vous avez dit « priorité » ?

En annonçant que, dans le cadre des dotations budgétaires aux firmes nationalisées, 2,75 milliards de francs seront distribués en 1985 aux groupes de la filière électronique (le Monde du 6 février) alors qu'il n'a pas rendu son arbitrage sur le reste de l'enveloppe disponible, M. Fabius accorde effectivement « une priorité » à ce secteur de pointe. Au sens du Larousse : l'électronique est servie en premier. Mais elle n'a pas pour autant la plus grosse part, comme voudrait le faire croire le premier ministre.

Les groupes du secteur électronique n'ont reçu que 7 % des dotations en capital en 1982, 19,7 % en 1983, 20 % en 1984, et le même pourcentage est prévu pour 1985 (2,75 milliards de francs sur l'enveloppe de 13,58 milliards de francs). Les dotations plafonnent donc en valeur relative et diminuent même en volume puisqu'elles avaient

été de 3 milliards de francs en 1984.

Ce n'est certes pas la seule source d'aides publiques à ce secteur. Mais, en globalisant, et pour autant que l'on puisse se fier aux statistiques officielles - dont les détails, étrangement, ne sont pas publiés - le résultat n'est pas plus encourageant. Le « plan d'action de la filière électronique » arrêté en conseil des ministres à l'été 1982 prévoyait dans le cadre d'une « stratégie de redressement » un total d'aides publiques de 60 milliards de francs (valeur 1982) sur la période 1983-1987 (1), soit 12 milliards de francs par an. Or les réalisations ont toujours été inférieures à ces prévisions alors même que tous les pays concurrents, Etats-Unis et Japon en tête, passent à la vitesse supérieure. Le total distribué n'a atteint que 10 milliards en 1983, 11 en 1984 (le

Monde du 22 novembre 1984) et ne serait, compte tenu des hypothèses budgétaires actuelles, que de 10 milliards cette année. Autrement dit, le taux de réalisation du Plan ne cesse de décroître : 82 % en 1983, 80 % l'an passé, 68 % cette année. Les crédits décaissés ont permis des avancées significatives et à 80-90 % conformes au Plan pour les circuits intégrés, la téléphonie, les matériels professionnels, mais d'autres secteurs ont été complètement laissés dans l'ombre, comme l'électronique grand public ou l'instrumentation. La « contrainte » budgétaire, selon le vocabulaire des économistes, a pesé lourd malgré la « priorité ».

E. L. B.

(1) Le Plan couvrait, au départ, la période 1982-1986, mais la lenteur de mise en œuvre l'a fait reculer d'un an.

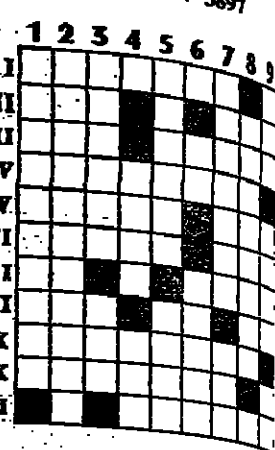
**ERRATUM.** - Polygram passe sous le contrôle de Philips. Dans l'information parue sous ce titre (le Monde du 8 février), il fallait lire à propos des pertes de Polygram : « Au cours de ces sept dernières années, les pertes de Polygram se chiffrent à 2,6 milliards de francs, dont 145 millions (et non milliards) en 1984. »

● Ceraver crée une filiale en Inde. - La direction de la société Ceraver, premier constructeur mondial d'isolateurs en verre pour lignes électriques, dont l'usine principale se trouve à Saint-Yorre (Allier), a annoncé la création d'une filiale en Inde. Appartenant au groupe CGE, la société Ceraver, dont le chiffre d'affaires est de 400 millions de

francs et qui emploie 650 ouvriers à Saint-Yorre, s'est orientée vers une politique de création de filiales à l'étranger pour lutter contre la concurrence des isolateurs en porcelaine de fabrication japonaise. L'usine indienne sera la troisième création de filiale après le Brésil et les Etats-Unis.

## NOTES CROISÉES

### PROBLÈME N° 3897



### HORIZONTALEMENT

- Ce qu'on risque de perdre n'est pas trop gagné. - II. Répète on d'illusionnistes. Permettez de protéger ou de se libérer. - Base d'envol aérienne. Ire. - IV. Un peu fou ou complètement frappe. - V. Faire le compte d'un animal déjà refroidi. On ne lui reproche d'être gros. - Douleur. Dens de la Peau. - la nôtre. - VII. Dans le cingé u aveuglant. - VIII. Partie de uinos. Partie du même. Arrête. - IX. Recue en même temps la Légion d'honneur. - X. La ve qu'un Grec émigré d'Israël séché dans son bain. - XI. Ne voule.

### VERTICALEMENT

- Sa côte est plus élevée en dé on qu'en actions. - 2. Fait à l'ère sur des scènes nocturnes. - résentation d'un modèle au ysté déposé. Préfixe numéral. - leau corps de troupe qui aue succès dans un corps de gar. - aut plus d'un pour prétendre à la ronne. - 5. Saint ou Cèle atestation sportive. - 6. Prép. m. Ses marches sont essoi tes. - 7. Inviter à repasser. U dérisoire au début. - 8. Doucoteurs automobiles. - 9. Sa s sont plus remarquables que e une. Détecteur de force. Pense

### solution du problème n° 3896

#### Horizontalement

Lapalisse. - II. Ogive. Im. Capital. - IV. Et. Solo. - Fatale. II. - VI. Intimité. - Elme. Us. - VIII. N. L. Lene X. Averti. - X. Emerge. - Ter. Sur.

#### Verticalement

- Location. Et. - 2. Age. A. - 3. Pipette. Var. - 4. A. - 5. Let. Immergé. - 6. S. - 7. Silo. Tirs. - 8. 9. - 9. Envol. Sévir. (à bien. >).

GUY BROUTY.

## RENES POUR UN AN

ment effectué par la mort é rri au mois de septembre de dans les années de Pozoblanco. A Madrid et à Séville, ainsi, que le produit de la teneur et l'achat d' l'organisme du côté de Basque (madure) ont également été décision de Paco Ojeda.

## TALE DES T VICTIMES IRE

### 004 PARIS

agence le samedi matin

## ÉNERGIE

### La remise en ordre des marchés pétroliers

Après le Mexique et l'Égypte, le Nigeria vient d'adopter ses tarifs à la nouvelle grille de prix officielle adoptée par l'OPEP le 30 janvier. Ce pays africain a proposé à ses clients un système de prix double : l'un réservé aux acheteurs contractuels prévoit une hausse des prix des bruts légers et un maintien des prix des pétroles lourds, l'autre réservé aux

clients qui s'engageraient à acheter au moins 22000 barils de brut par jour prévoit des ventes groupées de quantités différentes à des tarifs plus avantageux. Grâce à ce double système, le Nigeria espère maintenir le niveau de ses ventes, bien que ses prix soient désormais moins attractifs par rapport aux bruts concurrents de la mer du Nord.

### Une baisse en trompe-l'œil

« On ne peut guère parler d'une baisse des prix du pétrole, tout au plus d'un ajustement. Si l'OPEP réduit à nouveau ses prix d'ici à l'été, ce sera différent... » Cette réflexion d'un haut fonctionnaire français traduit l'opinion générale des milieux pétroliers au lendemain de la conférence de l'OPEP. La décision de l'Organisation de baisser, mercredi 30 janvier, pour la seconde fois de son histoire, les prix officiels du brut a eu relativement peu d'écho. La seule question vraiment posée reste : « A quand la prochaine ? »

L'ampleur modeste - moins d'un demi-dollar par baril en moyenne pondérée - cette baisse officielle, contrairement à celle de mars 1983, ne devrait avoir que peu d'impact concret. Les tarifs réels pratiqués auparavant par la plupart des pays étaient déjà, grâce aux rabais déguisés, largement inférieurs aux prix officiels. Cette baisse ne fait donc qu'officialiser un mouvement déjà constaté. On peut même affirmer qu'elle devrait, à court terme, renchérir les prix réels d'achat du pétrole.

La principale conséquence est en effet d'avoir, quasi instantanément, débloqué le marché qui, dans l'attente de cette décision, s'était

presque totalement gelé depuis quelques semaines. Résultat : une reprise des transactions et une vive hausse des cours sur le marché libre. Cette réaction prouve a posteriori le caractère largement artificiel des pressions à la baisse qui s'exerçaient avant la conférence. La production de l'OPEP étant tombée, en janvier, à un niveau très bas (15,5 millions de barils par jour) (1), largement inférieur aux besoins réels du marché, la faiblesse persistante des cours ne pouvait s'expliquer que par un détachement massif des compagnies - estimé par l'OPEP à plusieurs millions de barils par jour - dans l'attente d'une baisse prochaine des prix. En adaptant ses tarifs officiels, de façon plus réaliste par rapport au marché, l'OPEP a donc assaini la situation.

Cet assainissement sera-t-il durable ? Fondamentalement la situation n'a pas changé. Comme le montrent les dernières statistiques publiées par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'OPEP reste confrontée, pour tenter d'éviter une nouvelle baisse des prix, aux mêmes problèmes que depuis deux ans : une consommation faible bien qu'en légère reprise, une concurrence de plus en plus vive des pays producteurs non membres, une part de marché réduite et une surcapacité latente qui, jointe à la baisse des revenus pétroliers, avive ses dissensions internes et accroît les risques de « dérapage ».

#### Stagnation

L'an passé, selon l'AIE, les pays producteurs non membres de l'OPEP ont absorbé la totalité du surplus de demande lié à la reprise économique. Alors que la consommation mondiale augmentait de 2,7 % pour atteindre 46,2 millions de barils par jour, la production des producteurs non OPEP est passée de 26,1 à 27,6 millions de barils par jour, du fait de la hausse de la production de la mer du Nord (Grande-Bretagne, Norvège), de divers pays en voie de développement (Brésil, Inde, etc.) et des exportations des pays de l'Europe de l'Est. L'OPEP a vu sa production stagner à 17,2 millions de barils par jour et sa part du marché tomber de 38,5 % à 37,4 %.

Cette tendance devrait se poursuivre. Selon l'AIE la consommation mondiale en 1985 ne devrait pas augmenter de plus de 1 %, passant de 46,2 millions de barils par jour à 46,7 millions de barils par jour. De surcroît, la production des pays non OPEP devrait continuer à progresser pour atteindre 28,3 millions de barils par jour (+ 2,9 %). Pour maintenir l'équilibre du marché - et donc les prix - l'OPEP, selon ces prévisions, devrait réduire encore sa production. Selon la plupart des analystes, le maintien d'un niveau voisin du plafond décidé par l'Orga-

nisation en octobre 1984 (16 millions de barils par jour) au moins pendant le premier semestre devrait lui permettre de « tenir » les prix. Le pourra-t-elle ? Le voudra-t-elle ? La baisse de la production observée en janvier était moins le résultat d'une restriction délibérée et volontaire que de l'absence de demande. Selon l'AIE, elle était due pour l'essentiel à la diminution du rythme d'exportation de l'Iran, en lutte avec ses clients japonais sur les prix. Les pays de l'OPEP, pressés par des besoins financiers de plus en plus forts du fait de la baisse des prix, résisteront-ils à la tentation d'accroître leurs ventes si la demande se raffermirait ? Cela n'a, jusqu'ici, jamais été le cas.

Le nouveau dispositif de contrôle supranational instauré depuis décembre, et qui commence à se mettre en place (2), devrait permettre de mieux maîtriser la situation. Mais, outre qu'on voit encore mal certains pays comme l'Iran ou le Nigeria entre autres accepter un réel contrôle, l'absence de sanctions et la lenteur de la mise en place de ce système risquent de ne pas changer grand-chose à court terme aux pratiques des pays de l'OPEP.

Or tous les experts sont formels : si l'OPEP ne respecte pas la discipline qu'elle s'est imposée sur la production, elle n'évitera pas une nouvelle crise au printemps. On s'acheminerait alors vers une baisse par paliers des prix du pétrole étalée sur plusieurs trimestres, la limite inférieure se situant, selon l'administration américaine, aux environs de 25 dollars par baril (contre 28 dollars actuellement).

L'Organisation acceptera-t-elle encore longtemps de faire seule les frais de la défense des prix et de voir sa part de marché se réduire au profit de ses concurrents ? Tout dépend de la conduite qu'adopteront ceux-ci, au premier rang desquels la Grande-Bretagne et la Norvège mises une fois de plus sur la sellette. Le Nigeria, maillon faible de l'OPEP, a répété à maintes reprises qu'il suivra toute nouvelle baisse des prix de la mer du Nord. La plupart des pays de l'OPEP ont également menacé, si le Royaume-Uni et la Norvège abandonnaient leurs prix officiels, de déclencher une guerre des prix. Si ces pays cèdent, comme en octobre dernier, aux pressions du marché, le danger est grand d'une chute plus brutale des prix, nul ne sachant, en cas de « guerre des tarifs », ou la baisse pourrait s'arrêter.

VÉRONIQUE MAURIS.

- (1) Un million de barils par jour équivalent à 50 millions de tonnes par an.
- (2) La société néerlandaise Kijung-Kraaijenhof and Co (KKC) a été choisie pour aider l'OPEP à vérifier sur place la production, les ventes et les prix de chaque pays membre.

## TRANSPORTS

### La France construira la troisième ligne de métro de Santiago-du-Chili

De notre correspondant

Santiago. - Après neuf mois de négociations, la société française Sofrem, filiale de la RATP, et le gouvernement chilien ont signé, mardi 5 février, un contrat d'ingénierie de 12,6 millions de dollars en vue de la construction d'une troisième ligne de métro à Santiago. Sa longueur sera de 12,3 kilomètres et son coût total de 47,6 millions de dollars. Les travaux dureront quatre ans.

La veille, le gouvernement chilien et un pool bancaire, auquel participent Paribas, la BNP, le Crédit lyonnais, la Société générale, l'Indosuez, la BUE, la BFC, le CIC et le CCF s'étaient mis d'accord sur le financement de la première tranche de la ligne 3 d'une longueur de 5,3 kilomètres. Son coût s'élève à 190,5 millions de dollars hors impôts et taxes. L'Etat chilien apportera 52,8 millions de dollars. Le reste, c'est-à-dire 137,7 millions de dollars (72 % du total), est constitué de trois crédits privés sur dix ans après la mise en service, garantis par la Coface pour un montant de 108,7 millions de dollars, et d'un crédit financier d'accompagnement de 29 millions de dollars.

Selon le conseiller commercial de l'ambassade de France, cet accord « constitue une grande victoire stratégique. Nous avions construit les deux premières lignes, mais nous

aurions tout perdu si la technologie française avait été écartée pour la construction d'une troisième ligne. Nous avons dû affronter une dure concurrence du Canada et du Japon ». Le représentant de l'une des banques qui participe au financement affirme de son côté : « C'est un véritable tour de force si l'on tient compte des difficultés financières que connaît le Chili ».

Les obstacles n'ont cependant pas été que financiers. Ce projet a été heurté dès le départ à l'opposition des libéraux, hostiles à l'Etat même de service public et dont le porte-parole est le principal quotidien de la capitale, *El Mercurio*. L'arrivée, en avril 1984, à la tête du ministère de l'Economie, d'un « keynésien », M. Modesto Collados, a permis de surmonter la troisième ligne de métro. Ce dernier a réussi à convaincre le général Pinochet des retombées sociales d'un tel investissement. 1 800 personnes travailleront sur la chantier pendant quatre ans et l'on estime qu'un total 5 000 emplois nouveaux seront créés. Ce n'est pas négligeable dans un pays où le chômage touche le quart de la population. Cette nouvelle ligne permettra, par ailleurs, de desservir les quartiers populaires de la partie nord de la capitale et ceux de la zone sud-est.

JACQUES DESPRES.

## AGRICULTURE

### FACE A L'OFFENSIVE COMMERCIALE AMÉRICAINE

#### La CEE cherche une alliance australienne

Le commissaire européen à l'agriculture a tenu, de samedi, mardi 5 février, le ministre australien de l'Agriculture, M. John Kerin, en visite à Bruxelles sur la invitation de la Communauté en matière de commerce international. Comme les autres pays exportateurs de produits agricoles, l'Australie, dotée de vastes terres, a subi la concurrence de produits de l'Europe. Les ventes de ces produits à l'étranger représentent environ 40 % des ventes totales, critique régulièrement la politique agricole commune, accusant les Européens de subventionner les exportations.

Le commissaire, M. Franz Antonicich, a indiqué que la CEE n'avait pas l'intention « dans l'immédiat » de subventionner l'exportation de viande bovine vers l'Extrême-Orient, marché traditionnel de l'Australie. Il s'est engagé à ne pas renouveler l'opération de vente de « vieux » beurre à prix réduit, opération qui avait été fort critiquée par Canberra. En revanche, son espoir a été de baisser les Australiens sur un éventuel accroissement de leurs exportations de moutons - grande spécialité australienne - vers la CEE. L'auto-suffisance de l'Europe n'est assurée qu'à 70 %, et c'est un des rares secteurs où les paysans des Dix peuvent espérer accroître leur production.

Dans le même temps, M. Michel Rocard, ministre français de l'agri-

culture, rendait visite, du 23 janvier au 4 février, à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande. Plus encore que ses partenaires européens, la France est concernée par les accords d'autolimitation sur les exportations de viande, de produits laitiers, voire de vin. M. Rocard n'attendait pas de ce voyage une compréhension immédiate des difficultés de l'Europe en butte à la surproduction. L'objectif était plus vaste. L'Australie, pour des raisons climatiques notamment, a perdu des parts de marché pour ses exportations céréalières. Aussi le ministre français a-t-il surtout tenté de convaincre ses interlocuteurs qu'ils devaient avoir avec la CEE une approche commune, face à l'offensive commerciale des Etats-Unis. Ceux-ci vont tenter de reconquérir les crédits de soutien des prix en crédits à l'exportation - c'est un des enjeux du projet de loi agricole de l'administration Reagan.

Dans les négociations qui se déroulent actuellement dans le cadre du GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers), la CEE et la France, par la voix de M. Rocard, veulent persuader les producteurs de l'hémisphère sud de la nécessité d'une entente face à la suprématie américaine.

J.G.

## CONJONCTURE

Aux Etats-Unis

### M. VOLCKER APPELLE LE CONGRÈS À RÉDUIRE DE MANIÈRE DÉCISIVE LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE

Le président de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker, a demandé à nouveau au Congrès de réduire de manière « décisive » le déficit du budget américain. Dépassant, le 5 février, devant la commission économique conjointe du Congrès, M. Volcker a estimé que trop compter sur l'épargne étrangère risque de « miner la confiance » des prêteurs et éventuellement d'entraîner une « crise ».

« Nous sommes encore fort loin. Du moins je l'espère », a-t-il ajouté, en faisant valoir qu'il y a toutefois lieu de s'inquiéter des « sombres aurores » que la situation commence à susciter. Pour M. Volcker, les Etats-Unis, « pays grand et fort », peuvent continuer d'attirer les capitaux étrangers pour un temps, particulièrement si la confiance en [leur] économie demeure ». Il convient cependant, a-t-il ajouté, de ne pas perdre de vue que ce « facteur psychologique favorable » pourrait disparaître d'un instant à l'autre si le déficit budgétaire n'était pas réduit sérieusement.

Le président de la Réserve fédérale réclame depuis un an une réduction initiale de 50 milliards de dollars du déficit budgétaire, soit à peu près ce que prévoit le projet de budget 1986 présenté le 4 février par M. Reagan (*Le Monde* du 5 février).

### CITICORP ET LA COMPAGNIE CIGNA METTENT FIN A LEUR CONTRAT D'ASSURANCE SUR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

La Citicorp, première banque américaine, et la compagnie d'assurance Cigna Corp. de même nationalité, ont annoncé qu'elles avaient mis fin à un accord selon lequel Cigna assurait les pertes éventuelles provenant de 900 millions de dollars de crédits consentis par Citicorp à des pays en voie de développement (PVD).

Cet accord, qui avait été annoncé en mai dernier par la Citicorp, devait permettre à celle-ci de se protéger contre les risques de retard des paiements sur les crédits accordés à plusieurs de ces pays. Un tel accord, intervenant à une époque d'inquiétudes concernant les créances des banques américaines sur plusieurs pays d'Amérique latine, avait surpris les milieux financiers, car c'était la première fois qu'une banque recourait à une compagnie d'assurance pour se protéger des pertes occasionnées sur des crédits de cette nature.

Le communiqué publié par la Citicorp et Cigna se borne à indiquer que « les conditions du marché ont changé » et que les deux parties ont accepté de mettre fin à l'accord sur une base mutuellement acceptable. Les détails de l'accord d'assurance n'avaient jamais été connus, et, selon certaines rumeurs, les deux sociétés n'avaient jamais pu s'entendre sur une mise en application de l'accord. - (AFP.)

## COMMERCE

### Un accord de stabilisation des prix est en vue avec les grands magasins

Un accord de stabilisation des prix est sur le point d'être conclu entre la Fédération des grands magasins et de la consommation (DGCC) du ministère de l'Economie, des finances et du budget. Les représentants des grands magasins et des magasins populaires s'engagent à « geler » le prix de certains articles au cours de l'année 1985. Lorsque l'activité d'un magasin est essentiellement non alimentaire (un quart seulement du chiffre d'affaires étant réalisé grâce aux produits alimentaires), les articles à prix stables devront représenter 4,5 % du chiffre d'affaires annuel. C'est le cas des grands magasins proprement dits, du type Samaritaine ou Nouvelles Galeries. Lorsque la part de l'alimentaire excède 25 % du chiffre d'affaires du magasin, la « stabilité » devra toucher seulement 4 % du chiffre d'affaires : c'est le cas des magasins populaires, qui comprennent souvent un supermarché alimentaire, comme Monoprix (du groupe Galeries Lafayette) ou Frisuric (du groupe Printemps). Le système pourra être appliqué tout au long de l'année ou à l'occasion d'opérations « choc », selon la formule des professionnels.

Déjà, à la fin de 1984, une convention similaire, mais portant sur des articles représentant 6 % du chiffre d'affaires, avait été signée

entre la DGCC et les représentants des entreprises de vente par correspondance.

Ces conventions permettent aux différentes branches du commerce d'échapper au régime du « pinçement » de 2 % des marges bénéficiaires, qui était obligatoire en 1984, et n'est plus qu'optionnel en 1985.

Dès que l'accord touchant les grands magasins et magasins populaires, qui réalisent ensemble de 5 à 6 % du chiffre d'affaires du commerce de détail, aura reçu l'agrément formel des pouvoirs publics après communication au comité des prix, il sera publié au *Bulletin officiel de la concurrence et de la consommation*.

● Parapharmacie et vente exclusive en pharmacie. - La commission de la concurrence s'est saisie des difficultés que pose la vente exclusive en pharmacie de produits qui ne sont pas des médicaments : produits de beauté, bonbons, broches à dents, dentifrices, etc. Les centres Leclerc ont déjà entrepris la vente, dans deux de leurs magasins, de ces produits qui ne sont pas des médicaments.

Libez  
**Le Monde**  
dossiers et documents

## FAITS ET CHIFFRES

#### Affaires

● Electroménager : Electrolux va racheter Zancker. - Le groupe suédois Electrolux a conclu un accord de principe pour le rachat de l'entreprise ouest-allemande Zancker qui, avec un chiffre d'affaires de 126 millions de DM (385 millions de francs) décline environ 5 % du marché des lave-linge en RFA. Zancker est une ancienne filiale d'AEG et emploie six cent employés.

● Un nouveau président chez Technip. - M. Jacques Célière, président de Technip, premier groupe français d'ingénierie, pourrait être prochainement remplacé par M. Pierre-Marie Valentin, quarante-huit ans, directeur financier de la branche chimie d'Elf-Aquitaine, et représentant du groupe pétrolier au conseil d'administration de Technip. M. Célière, cinquante-sept ans, était président de Technip depuis 1972. Il a participé depuis sa création au développement du groupe. Les difficultés grandissantes de Technip, qui a perdu 224 millions de francs en 1983 et tenté, non sans difficultés, de se restructurer, rendent son départ presque inévitable, les critiques s'étant multipliées, tant au sein de l'entreprise que parmi les actionnaires, vis-à-vis de sa gestion.

● A Cannes, l'hôtel Montfleury racheté par un investisseur du Proche-Orient. - La chaîne Lucien Barrière (pâtes et cafés), vient de céder l'un de ses établissements, l'hôtel Montfleury (quatre étoiles

luxe) à Cannes, à une société d'Oman, la Oman Holding Investment (OHI) qui en a confié la gestion au groupe ACCOR (Sofitel, Novotel, Mercure...).

● D'une capacité de 235 chambres, le Montfleury avait été ouvert en 1976. Il avait été financé par le biais d'un contrat de crédit-bail d'une durée de vingt ans dont OHI poursuivra l'exécution. Le groupe Barrière qui exploite huit hôtels et sept casinos à Cannes, Deauville, La Baule et Antibes-Juan-les-Pins, a indiqué qu'il réaliserait prochainement des travaux d'agrandissement dans son autre palace cannois, le Majestic.

#### Social

● Hausse du chômage en Belgique. - Le nombre des chômeurs complets domiciliés en Belgique a atteint le chiffre record de 530 044 à la fin du mois de janvier, soit 12,6 % de la population active. Selon le ministère belge de l'emploi et du travail, le nombre des chômeurs a augmenté de 24 539 (+ 4,9 %) entre le mois de décembre et le mois de janvier. Le nombre des jeunes chômeurs de moins de vingt-cinq ans s'est accru de 11 439 (+ 8,1 %) pour atteindre 152 945, soit 28,9 % du nombre total des chômeurs.

● Progression de la CGT à Renault-Filins. - Les résultats des élections au comité d'entreprise de l'usine Renault de Filins qui ont eu lieu le 5 février font apparaître une progression de 9 points de la CGT par rapport aux précédentes élections de 1983. La centrale syndicale obtient 49 % des suffrages exprimés contre 40 % en 1983, la CFDT

(35 % contre 47 % en 1983) perd 12 points, FO (15 % contre 12 %) gagne 3 points.

#### Transports

● Sécurité record pour les compagnies aériennes. - Selon la revue britannique *Flight International*, les transports aériens internationaux ont connu, en 1984, une année faste au point de vue de la sécurité. 448 personnes seulement ont trouvé la mort dans un accident d'avion, dont 275 sur les lignes occidentales et 150 dans les pays de l'Est. En 1983, on avait dénombré 1 202 tués. La moyenne des victimes des vingt dernières années s'élève à 750 selon les statistiques de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Les compagnies aériennes les plus sûres sont australiennes, et les plus concernées par les accidents, colombiennes et turques.

● Le gouvernement suisse maintient la taxe sur les poids lourds. - Le conseil fédéral suisse a déclaré, le 5 février, qu'il était impossible d'exonérer les poids lourds étrangers de la taxe créée le 1<sup>er</sup> janvier. Celle-ci a été adoptée par référendum et a valeur constitutionnelle. Elle condamne le blocage des frontières nationales mis en place, le 4 février, par les transporteurs suisses qui demandent la suppression de la taxe routière pour leurs camions étrangers afin de ne pas subir les mesures de rétorsion édictées par les pays voisins. Le comité d'action des camionneurs s'est déclaré prêt à reprendre le blocus sur une plus grande échelle si le gouvernement suisse ne les écoutait pas. - (AFP.)

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### AMERICAN BRANDS, INC.

Le conseil d'administration d'AMERICAN BRANDS, INC. a décidé, dans sa séance du 29 janvier 1985, la mise en paiement d'un dividende trimestriel de 97,50 cents (contre 93 3/4 cents pour le trimestre trimestre 1984), soit un dividende annuel de US \$ 3,90 par action. Ce dividende sera payé le 1<sup>er</sup> mars 1985 à tous les actionnaires inscrits sur les livres de la société à la date du 6 février 1985.

#### VOLVO

##### PARTICIPATION DANS PHARMACIA

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % du capital de Pharmacia (soit 26 % des droits de vote) après le rachat de 2 687 499 actions A réservées de Pharmacia et 506 249 actions A non réservées. Volvo estime que cette opération lui permettra de s'intéresser durablement au développement de la bio-technologie suédoise et de créer les conditions pouvant lui permettre un essor international.

### MARCHÉS

PARIS  
5 février  
Amélioration

BOURSE DE PARIS : Le marché a été marqué par une amélioration de la tendance, avec une hausse générale des indices. Les valeurs étrangères ont particulièrement bien performé.

COMMODITIES : Les prix du pétrole ont continué de baisser, tandis que les métaux précieux ont gagné.

CHANGEMENTS : Le dollar a perdu face au franc, tandis que le mark allemand a gagné.

### LA VIE DE

Les marchés financiers ont connu une journée de hausse, avec une clôture positive pour tous les indices principaux. Les investisseurs ont été rassurés par les données économiques et les perspectives de croissance.

Les marchés à terme ont également été favorables, avec une hausse des futures sur le pétrole et les métaux.

Les marchés de capitaux ont été actifs, avec une augmentation des volumes de transactions.

السؤال الأول



CONJONCTURE

Aux Etats-Unis

M. VOLCKER APPELLE CONGRÈS À REDUIRE MANIÈRE DÉCISIVE DÉFICIT BUDGÉTAIRE

Le président de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker, a demandé au Congrès de réduire de manière décisive le déficit budgétaire américain. Dans un discours prononcé le 5 février, devant la commission des finances du Sénat, M. Volcker a estimé que le déficit budgétaire continuait de nuire à la confiance et à l'économie américaine. Il a appelé à une action plus vigoureuse pour réduire le déficit.

Le président de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker, a demandé au Congrès de réduire de manière décisive le déficit budgétaire américain. Dans un discours prononcé le 5 février, devant la commission des finances du Sénat, M. Volcker a estimé que le déficit budgétaire continuait de nuire à la confiance et à l'économie américaine. Il a appelé à une action plus vigoureuse pour réduire le déficit.

CITICORP ET LA COMPAGNIE CIGNA METTENT EN LEUR CONTRAT D'ASSURANCE SUR LES PAYS VOIE DE DÉVELOPPEMENT

La Citicorp, première compagnie américaine, et la Compagnie Cigna, de même nationalité, ont annoncé qu'elles ont signé un accord pour assurer les pertes de 900 millions de dollars de crédits consentis par Citicorp en voie de développement (PVD).

Cet accord, qui avait été annoncé en mai dernier par la Citicorp, permettrait à celle-ci de se protéger contre les risques de non-paiement sur les crédits aux pays en voie de développement. L'accord prévoit également que la Cigna assurera les pertes de 900 millions de dollars de crédits consentis par Citicorp en voie de développement (PVD).

Le communiqué publié par Citicorp et Cigna se borne à dire que les conditions du contrat ont été convenues et que les deux parties ont accepté de mettre fin à l'accord. Les détails de l'accord n'ont pas été divulgués.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AMERICAN BRANDS INC.

Le conseil d'administration de American Brands Inc. a décidé, en séance du 29 janvier 1985, de verser un dividende trimestriel de 0,15 dollar par action (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) pour le trimestre clos le 31 décembre 1984.

VOLVO

PARTICIPATION DANS PHARMASIA

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

VOLVO

PARTICIPATION DANS PHARMASIA

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 5 février

Amélioration

D'humour chagrin en début de semaine, la Bourse de Paris a enregistré mardi un léger sursaut. Un mouvement de reprise sélective s'y est en effet dessiné, qui a concerné de belles valeurs telles que Sanofi, Presses de la Cité, des actionnaires en voie de redressement (Pigeon, C.S.P. Télé-mécanique), également quelques titres appartenant à la distribution (Prestitemp, Redoute). Le marché a non seulement réussi à conserver intacte son avance initiale mais il l'a améliorée. A la clôture, l'indice instantané s'élevait à 1 285,22 (+ 0,7 % au-dessus de son niveau précédent).

Ni tumulte, ni trop forte, cette amélioration a fait généralement très bonne impression autour de la corbeille où l'on n'apprécie guère les emballements. Quelques-uns craignent que l'irrésistible ascension du dollar ne détourne l'attention des investisseurs. Certains font valoir au contraire que la force de la devise américaine jouait en faveur des valeurs françaises les rendant moins onéreuses pour les détenteurs de dollars. Beaucoup dissuadent sur le sujet. Un fait est certain : l'élan, un fois de plus, a été donné par Wall Street. Le résultat aurait certes pu être meilleur, assurait un grand de portefeuilles, qui mettait en avant le butoir constitué, quand même, par les niveaux de cours souvent élevés.

La devise-titre s'est raffermie dans le sillage du dollar et s'est échangée entre 10,60 F et 90,65 F (contre 10,45 F-10,55 F).

Statu quo sur l'or à Londres où l'once de métal précieux a coté 351,75 dollars l'once (+ 0,50 dollar).

A Paris, le lingot a gagné 550 F à 94 800 F du seul fait de la hausse du dollar.

Le napoleon est revenu à 573 F, son niveau le plus bas depuis le 26 décembre 1979, avant de remonter à 577 F (contre 580 F).

Le Citicorp, première compagnie américaine, et la Compagnie Cigna, de même nationalité, ont annoncé qu'elles ont signé un accord pour assurer les pertes de 900 millions de dollars de crédits consentis par Citicorp en voie de développement (PVD).

Cet accord, qui avait été annoncé en mai dernier par la Citicorp, permettrait à celle-ci de se protéger contre les risques de non-paiement sur les crédits aux pays en voie de développement. L'accord prévoit également que la Cigna assurera les pertes de 900 millions de dollars de crédits consentis par Citicorp en voie de développement (PVD).

Le communiqué publié par Citicorp et Cigna se borne à dire que les conditions du contrat ont été convenues et que les deux parties ont accepté de mettre fin à l'accord. Les détails de l'accord n'ont pas été divulgués.

Le conseil d'administration de American Brands Inc. a décidé, en séance du 29 janvier 1985, de verser un dividende trimestriel de 0,15 dollar par action (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) pour le trimestre clos le 31 décembre 1984.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

Volvo, chef de file d'un pool d'investisseurs, a acquis 6,4 % de la Pharmacia (soit 26 % de la cote de 57,50 dollars) après le rachat de 2,6 % de la Pharmacia par Volvo.

BOURSE DE PARIS Comptant

5 FEVRIER

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
3 %	28 96	1 082	
5 %	1 088		
10 %	1 098		
15 %	1 108		
20 %	1 118		
25 %	1 128		
30 %	1 138		
35 %	1 148		
40 %	1 158		
45 %	1 168		
50 %	1 178		
55 %	1 188		
60 %	1 198		
65 %	1 208		
70 %	1 218		
75 %	1 228		
80 %	1 238		
85 %	1 248		
90 %	1 258		
95 %	1 268		
100 %	1 278		

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
100 %	1 278		
105 %	1 288		
110 %	1 298		
115 %	1 308		
120 %	1 318		
125 %	1 328		
130 %	1 338		
135 %	1 348		
140 %	1 358		
145 %	1 368		
150 %	1 378		
155 %	1 388		
160 %	1 398		
165 %	1 408		
170 %	1 418		
175 %	1 428		
180 %	1 438		
185 %	1 448		
190 %	1 458		
195 %	1 468		
200 %	1 478		

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
200 %	1 478		
205 %	1 488		
210 %	1 498		
215 %	1 508		
220 %	1 518		
225 %	1 528		
230 %	1 538		
235 %	1 548		
240 %	1 558		
245 %	1 568		
250 %	1 578		
255 %	1 588		
260 %	1 598		
265 %	1 608		
270 %	1 618		
275 %	1 628		
280 %	1 638		
285 %	1 648		
290 %	1 658		
295 %	1 668		
300 %	1 678		

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
300 %	1 678		
305 %	1 688		
310 %	1 698		
315 %	1 708		
320 %	1 718		
325 %	1 728		
330 %	1 738		
335 %	1 748		
340 %	1 758		
345 %	1 768		
350 %	1 778		
355 %	1 788		
360 %	1 798		
365 %	1 808		
370 %	1 818		
375 %	1 828		
380 %	1 838		
385 %	1 848		
390 %	1 858		
395 %	1 868		
400 %	1 878		

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
400 %	1 878		
405 %	1 888		
410 %	1 898		
415 %	1 908		
420 %	1 918		
425 %	1 928		
430 %	1 938		
435 %	1 948		
440 %	1 958		
445 %	1 968		
450 %	1 978		
455 %	1 988		
460 %	1 998		
465 %	2 008		
470 %	2 018		
475 %	2 028		
480 %	2 038		
485 %	2 048		
490 %	2 058		
495 %	2 068		
500 %	2 078		

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
500 %	2 078		
505 %	2 088		
510 %	2 098		
515 %	2 108		
520 %	2 118		
525 %	2 128		
530 %	2 138		
535 %	2 148		
540 %	2 158		
545 %	2 168		
550 %	2 178		
555 %	2 188		
560 %	2 198		
565 %	2 208		
570 %	2 218		
575 %	2 228		
580 %	2 238		
585 %	2 248		
590 %	2 258		
595 %	2 268		
600 %	2 278		

ement mensuel									
%	Compos	VALEURS	Cours	Préc	Décl	%	Compos	VALEURS	Cours
0 19	886	Pennard-Ricard	701	889	700	- 0 13	117	Anglo Amer. C.	123 50
0 18	885	Pennard-Ricard	701	889	700	- 0 14	117	Anglo Amer. C.	123 50
0 06	81	(Environic)	62	83 40	63 20	+ 1 93	600	BAIF (Paris)	678 582
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	624 622
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360
0 06	127	Alphéon (P&F)	118	116 50	116 50	- 1 27	640	BAIF (Paris)	356 360

## UN JOUR DANS LE MONDE

**DÉBATS**

2. « Faux croisés sur le Conseil d'Etat », par Jacques Robert ; « Transformons l'essai sur la flexibilité », par Jacques Barrot.

11. Les Meilleurs Amis du monde, de Raymond Castans.

### ÉTRANGER

3. La coopération européenne contre le terrorisme.

4. EUROPE

4. AMÉRIQUES

5. L'assistance militaire des États-Unis au pays d'Amérique centrale.

6. PROCHE-ORIENT

6. AFRIQUE

### POLITIQUE

7. Le vingt-cinquième congrès du PCF

8. La crise en Nouvelle-Calédonie.

10. La stratégie du RPR pour 1986.

### SUPPLÉMENT

9 à 16. LA VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN PICARDIE.

### LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

17. Charlotte Perriand, architecte d'intérieur. — Dune, un film de David Lynch.

18. Henri Langlois, un livre de Richard Roud.

23. Peintres français du XVIII<sup>e</sup> siècle, au Petit Palais.

24. SÉLECTION

— Programmes des expositions.

### SOCIÉTÉ

30. ÉDUCATION : le grève des enseignants du second degré.

31. JUSTICE : cinquante-huit députés demandent le rétablissement de la peine de mort.

**89 FM**  
à Paris  
**ABO « le Monde »**  
232-14-14  
Mercredi 6 février, 19 h 20  
**L'internationale**  
**Moon**  
et les sectes  
JEAN-FRANÇOIS BOYER  
et ALAIN WOODROW  
répondent aux questions  
des auditeurs et des lecteurs  
Débat animé  
par FRANÇOIS KOCH

### ÉCONOMIE

35. SOCIAL : le projet d'accord salarial dans la fonction publique.

36. AFFAIRES : les dettes budgétaires à la fin de l'année.

38. ÉNERGIE : la remise en ordre du marché pétrolier.

**RADIO-TÉLÉVISION (29)**  
**INFORMATIONS**  
« SERVICES » (34) :  
— Journal officiel ; Météo-  
rologie ; Mots croisés.  
Amusements classés (32-33) ;  
Carnet (33) ; Programmes des  
spectacles (25 à 28) ; Marchés  
financiers (37).

Le numéro du « Monde »  
daté 6 février 1985  
a été tiré à 439 254 exemplaires

Dans notre  
soin du  
détail...

...nous gaminons nos  
grillades d'un  
légume de saison en  
plus du frais cresson.  
Pour Mövenpick,  
les plus petites choses  
sont d'importance.

**MÖVENPICK**  
Restaurants

12, boulevard de la Madeleine  
75009 Paris, Tél. (01) 742-4773

A B C D F G H

## LE DÉBAT SUR LES TÉLÉVISIONS PRIVÉES

### M. Fabius : cinéma et programmes d'abord

Dans une lettre adressée le 4 février au ministre de la culture et au secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, M. Laurent Fabius, premier ministre, affirme que « l'expansion du cinéma et la production accrue de programmes audiovisuels français sont deux impératifs qui doivent commander l'action présente et future du gouvernement ». Le premier ministre considère que le cinéma français est le « fondement de toute véritable industrie audiovisuelle » : et il ajoute : « Pour les télévisions nouvelles qui vont apparaître, les obligations en matière de diffusion de films cinématographiques ne pourront en aucun cas être

### M. ROBERT BROUSSARD EST NOMMÉ ADJOINT OPÉRATIONNEL DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA POLICE

Il sera remplacé en Corse  
par M. Georges Bastelica

M. Robert Broussard devait être nommé préfet hors cadre au conseil des ministres du mercredi 6 février. L'ancien « patron » de la brigade antiterroriste du quai des Orfèvres, commissaire de la République délégué pour la police en Corse depuis le mois de janvier 1983, devient désormais « adjoint opérationnel » du directeur général de la police nationale (DGP), M. Pierre Verbrugghe. Il sera remplacé en Corse par M. Georges Bastelica, contrôleur général de la police nationale, jusqu'à aujourd'hui conseiller technique du DGP, et qui sera donc nommé commissaire de la République délégué pour la police auprès du préfet de région et du commissaire de la République de Haute-Corse.

Cette promotion de M. Broussard n'est pas sans rapport avec la nouvelle vague de terrorisme qui frappe simultanément plusieurs pays européens (lire page 3).

Au ministère de l'Intérieur, on laisse entendre que M. Broussard sera chargé de l'action policière sur des « coups ponctuels » qui, cependant, ne se limitent pas à la lutte antiterroriste. Dans ce domaine particulier, il travaillera en collaboration avec M. François Le Moell, chef de l'unité de coordination de la lutte antiterroriste, dont la mission vise plus la concertation, la réflexion et la circulation de l'information entre les divers services. M. Le Moell fut, jusqu'en 1982, le supérieur de M. Broussard, en tant que directeur de la police judiciaire, parisienne.

**TENNIS**  
A PARIS

STAGES LONGUE DURÉE  
— 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> degrés  
— TOUS NIVEAUX : Adultes, Enfants  
Portes de Neuilly, 16<sup>e</sup> Meudon Fontenay  
Tennis  
734-36-36 ACTION

37 Av. de la République - PARIS 11<sup>e</sup>  
Métro : Faidherbe - Parking souterrain  
Tél. 357.48.35

(Publicité)

**LE SAVIEZ-VOUS ?**

Au département Occasion des Usines Citroën, vous pouvez trouver des voitures d'ingénieurs et cadres de l'usine ou des voitures d'exportation (ex. TT) ayant un faible kilométrage, garanties, à un prix intéressant.

Exceptionnellement, jusqu'au  
16 février (dimanche excepté),  
reprise de votre vieille voiture

**5.000 F MINIMUM**  
quel que soit son état, pour tout achat  
d'une voiture d'occasion

— 10, place Etienne-Pernet, 75015 Paris.  
Tél. : 531.16.32. Métro : Félix-Faure.

— 50, bd Jourdan, 75014 Paris.  
Tél. : 589.49.89. Métro : Porte d'Orléans.

— 59 bis, av. Jean-Jaurès, 75019 Paris.  
Tél. : 208.86.80. Métro : Jaurès.

Cette offre concerne uniquement  
les ventes à particuliers.

## L'affaire d'espionnage en Inde

### UN DIPLOMATE SOVIÉTIQUE A ÉTÉ EXPULSÉ

New-Delhi (Reuter, UPI, AP). — Le gouvernement indien a expulsé un diplomate soviétique accusé d'être impliqué dans l'affaire d'espionnage révélée le mois dernier, a rapporté, mercredi 6 février, l'Indian Express (droite), le quotidien à plus fort tirage du pays. Le journal précise que le Soviétique ainsi qu'un diplomate polonais et un Allemand de l'Est ont quitté New-Delhi durant le dernier week-end (nos dernières éditions du 6 février). L'expulsion du diplomate soviétique fait suite à l'interrogatoire d'un homme d'affaires indien, Ashok Jaitka, spécialisé dans le commerce avec les pays de l'Est, et actuellement arrêté.

Le porte-parole du ministère indien des affaires étrangères a déclaré, mercredi, que la visite officielle de cinq jours que le premier ministre polonais, le général Jaruzelski, doit commencer à New-Delhi, le 11 février, ne sera pas compromise par l'implication de diplomates des pays de l'Est dans cette affaire d'espionnage.

A Varsovie, un porte-parole du gouvernement polonais a indiqué que la préparation de ce voyage se poursuivait normalement.

## En Corée du Sud

### BAGARRES A SÉOUL ENTRE POLICIERS ET MANIFESTANTS

Séoul (AFP). — Des affrontements violents ont eu lieu, le mardi 5 février, entre des centaines de policiers et des milliers de jeunes dissidents qui voulaient manifester dans le centre de Séoul pour réclamer la « démocratisation » du régime.

La police a interpellé environ deux cents jeunes gens qui refusaient de se disperser, ont indiqué des témoins. La manifestation était organisée à l'appel du Mouvement national de lutte pour la démocratie qu'anime un groupe de pasteurs, de professeurs, d'écrivains et de journalistes.

Le gouvernement a d'autre part dénoncé mercredi l'arraisonnement, la veille, de deux bateaux de pêche sud-coréens par un patrouilleur nord-coréen comme une « provocation » destinée à « créer un sentiment d'insécurité » parmi la population de Corée du Sud et à « perturber ainsi les élections générales » prévues pour mardi prochain.

La manifestation a été menée par des policiers et des manifestants. Les policiers ont été accusés d'avoir utilisé la force. Les manifestants ont été accusés d'avoir jeté des pierres et d'avoir provoqué des dégâts matériels. Les affrontements ont duré toute la nuit. Les policiers ont arrêté plusieurs personnes. Les manifestants ont été dispersés. Les affrontements ont été filmés et diffusés à la télévision. Les médias ont rapporté que les affrontements ont été très violents. Les policiers ont utilisé des gaz lacrymogènes. Les manifestants ont jeté des pierres et des bouteilles. Les affrontements ont duré toute la nuit. Les policiers ont arrêté plusieurs personnes. Les manifestants ont été dispersés. Les affrontements ont été filmés et diffusés à la télévision. Les médias ont rapporté que les affrontements ont été très violents. Les policiers ont utilisé des gaz lacrymogènes. Les manifestants ont jeté des pierres et des bouteilles. Les affrontements ont duré toute la nuit. Les policiers ont arrêté plusieurs personnes. Les manifestants ont été dispersés.

Manifestation à Bayonne après un attentat. — Près de trois cents personnes ont manifesté, mardi soir 5 février à Bayonne, pour protester contre l'attentat à la voiture piégée dont a été victime un jeune Basque, M. Christian Castaigne, vingt ans, le matin même (le Monde du 6 février), et qui a dû être amputé de l'après-midi au centre hospitalier régional de Bordeaux où il avait été transporté par hélicoptère.

(1) 45, rue Pergolèze, 75016 Paris, tél. 300-90-26.

**MINITEX**  
**TELEX**

AVEC VOTRE MINITEL...  
...24H SUR 24... AU BUREAU... CHEZ VOUS...  
EN VOYAGE... ÉMETTEZ ET RECEVEZ VOS TELEX.

Pour en savoir plus, appelez  
NUMERO VERTI 16.05.11.33.33

APPEL GRATUIT

NOUS PENSONS  
A VOS LOISIRS

1 2 3

POUR VOS WEEK-END

3 JOURS AU PRIX DE 2 (entre le vendredi 9 h et le mardi 9 h)

UNE VOITURE catégorie A.B.C.D. KILOMÈTRAGE ILLIMITÉ

Assurance conducteur passagers/rachat de franchise compris

Offre valable jusqu'au 2 avril 1985, dans certaines stations

POUR LE SKI

FORFAIT DE 7 JOURS 700 KM COMPRIS pour une voiture catégorie A.B.C.

ÉQUIPÉE DE 7 PNEUS CLOUTÉS ET D'UN PORTE SKIS

Assurance conducteur passagers/rachat de franchise/assistance compris

Offre valable à Nice uniquement (retour à la station de départ exigé)

POUR LE TOURISME SUR LA CÔTE D'AZUR

FORFAIT DE 5 JOURS ET 4

POUR UNE VOITURE catégorie A.B.C.D. KILOMÈTRAGE ILLIMITÉ

Dans nos stations de Nice - Cannes - Toulon

Offre valable jusqu'au 30 avril 1985. Exception faite de 5 au 9 avril 1985.

CENTRAL RESERVATION : (1) 348.11.50

NICE : 5, RUE HALEVY - TEL. : (93) 87.14.30

AÉROPORT NICE - CÔTE D'AZUR - TEL. : (93) 72.36.47

**NATTEI**

LOCATION DE VÉHICULES

## Sur le vif

### Nom de nom !

Dur, dur, les chères en ville. Rien de tel pour vous remettre à votre place. Votre vraie place. Celle que vous désignez la société, employable berceuse de la réussite, de la fortune, de l'influence et de la notoriété. Moi, à tous les coups je me ramasse, ça ne rate pas, je suis de la lessive pour six mois, l'ego en compote, le moral à zéro. Tiens, hier encore, j'ai remis ça. C'était un truc assez rapin. Par petites tables. L'ère présidiste par le maître de maison, l'autre par son épouse et le troisième par une cousine de sa belle-sœur.

C'est à celle-ci que je me suis retrouvée, pour ne pas changer, à la table dite des enfants, devant un carton qui me désignait par le nom et le prénom de mon mari, mettons M. Jean-Marie Dupont, entouré de personnes qui n'étaient personnes, simples pilotes rapportées, apportées par les invités de première main. Et de quoi s'en est-on parlé ? De quoi s'en est-on discuté pendant tout le repas par-dessus ma tête baissée sur des œufs en meurette et du fuet en croûte ? D'un grand quotidien du soir. Vous voyez le

quel... Comme si je n'étais pas là. Normal, je n'y étais pas. Je n'avais pas d'existence propre.

J'y ai droit pourtant. Depuis la révolution, ce droit, la loi l'accorde aux femmes mariées. Seul l'usage les incite à changer d'identité chaque fois qu'elles changent de partenaire devant M. le maire. Mieux : même si l'on a passé la baguette au doigt, un homme peut parfaitement refuser de vous donner son nom. Alors, un bon conseil, les filles. Si un jour vous vous aviez, au risque de paraître tristement rétro, de basculer dans le conjugal, votre nom, insistez pour le garder. Edgée qu'il figure en bonne et due place sur tous vos papiers. Quitte à le faire suivre de la mention : épouse Untel.

Et ne venez pas me dire : Quelle importance ?

De toute façon, c'est pas vraiment mon nom, c'est celui de mon père. Je vous demande bien pardon. Mon père s'appelle Raymond. Pas moi. Moi je m'appelle Claude. C'est quand même pas tout à fait pareil.

CLAUDE SARRAUTE.

## Le championnat du monde d'échecs

### TROISIÈME REPORT DE LA 48<sup>e</sup> PARTIE

La quarante-huitième partie du championnat du monde d'échecs a été reportée au vendredi 8 février, à la demande de Karpov. C'est le troisième report de cette partie, qui devait initialement être disputée le 1<sup>er</sup> février, puis ce mercredi. Les deux premiers reports avaient été décidés par les organisateurs pour leur permettre de prendre les dispositions nécessaires au transfert du match à l'Hôtel Sport (le Monde du 5 février).

Une fois, deux fois, trois fois et pourquoi pas quatre ? Si Karpov veut rendre la monnaie de sa pièce au champion du monde qui cherche visiblement à briser l'élan pris par son challenger après sa victoire dans la quarante-septième partie, il peut, lui aussi, demander un time-out, vendredi prochain, et faire reporter cette partie fantôme au lundi 11 février (1). On sera alors entré dans le cinquième mois du match qui se transforme de plus en plus en une guerre psychologique. Rappelons que Karpov est à un point de la victoire depuis la vingt-septième partie, Kasparov ayant, depuis, marqué deux points.

(1) Chaque joueur a le droit, toutes les huit parties, à prendre un time-out sans donner aucune justification. Aucun des deux joueurs n'en a eu jusqu'à présent.

## Visite officielle du président Chadi aux États-Unis en avril

Le président algérien effectuera une visite officielle à Washington en avril prochain, a-t-on appris, mardi 5 février, de bonne source. Il s'agit de la première visite d'État jamais effectuée aux États-Unis par un président algérien. Le dernier passage d'un président algérien à Washington remonte à 1974, quand Houari Boumedienne était venu s'entretenir brièvement avec le président Richard Nixon en profitant de sa participation à la session spéciale de l'ONU sur les matières premières. M. Ahmed Ben Bella était venu, pour sa part, en 1962, mais il ne s'agissait pas d'une visite d'État.

— (AFP.)

NOUS PENSONS  
A VOS LOISIRS

1 2 3

POUR VOS WEEK-END

3 JOURS AU PRIX DE 2 (entre le vendredi 9 h et le mardi 9 h)

UNE VOITURE catégorie A.B.C.D. KILOMÈTRAGE ILLIMITÉ

Assurance conducteur passagers/rachat de franchise compris

Offre valable jusqu'au 2 avril 1985, dans certaines stations

POUR LE SKI

FORFAIT DE 7 JOURS 700 KM COMPRIS pour une voiture catégorie A.B.C.

ÉQUIPÉE DE 7 PNEUS CLOUTÉS ET D'UN PORTE SKIS

Assurance conducteur passagers/rachat de franchise/assistance compris

Offre valable à Nice uniquement (retour à la station de départ exigé)

POUR LE TOURISME SUR LA CÔTE D'AZUR

FORFAIT DE 5 JOURS ET 4

POUR UNE VOITURE catégorie A.B.C.D. KILOMÈTRAGE ILLIMITÉ

Dans nos stations de Nice - Cannes - Toulon

Offre valable jusqu'au 30 avril 1985. Exception faite de 5 au 9 avril 1985.

CENTRAL RESERVATION : (1) 348.11.50

NICE : 5, RUE HALEVY - TEL. : (93) 87.14.30

AÉROPORT NICE - CÔTE D'AZUR - TEL. : (93) 72.36.47

**NATTEI**

LOCATION DE VÉHICULES

سكيا من الاجل